



MAGAZINE  
LE CHEF MORY SACKO,  
LA TOQUE TRANQUILLE

idées



“ Ecologie : faut-il en finir avec l'idée de nature ? ”

# Le Monde WEEK-END

SAMEDI 6 DÉCEMBRE 2025 - 81<sup>e</sup> ANNÉE - N° 25173 - 5,50 € - FRANCE MÉTROPOLITAINE - WWW.LEMONDE.FR -

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

## Ukraine : l'Europe tenue à l'écart des négociations

► Steve Witkoff, l'envoyé spécial de Donald Trump, n'a trouvé aucun compromis avec Vladimir Poutine sur une issue à la guerre, lors de sa visite à Moscou

► Jeudi, les émissaires du président américain ont rendu compte de ces discussions aux Ukrainiens à Miami, après avoir annulé leur étape bruxelloise

► Les Européens craignent que le texte soumis à Poutine ait fait fi de leurs modifications, pour revenir au « plan de paix » de Trump, favorable aux Russes

► Dans une conversation téléphonique transcrise par « Der Spiegel », Emmanuel Macron et d'autres dirigeants redoutent une trahison américaine

► En visite à Pékin, le président français a tenté en vain de pousser la Chine à faire pression sur Moscou pour mettre fin au conflit

PAGES 2 ET 4



### BUDGET DE LA « SÉCU » : LE CORNU EN PREMIÈRE LIGNE

► En conflit avec Edouard Philippe, le premier ministre dénonce les divisions du bloc central  
► Un compromis a été trouvé sur la CSG et les franchises médicales

PAGES 8-9

### Coup de froid sur les salaires, beau fixe pour les milliardaires

LE MONDE compte 2 919 milliardaires, 287 de plus qu'en 2024, pour une fortune cumulée de près de 15 800 milliards de dollars, en hausse de 13 % sur un an, selon le rapport annuel de la banque UBS. La « grande transmission » commence à produire ses effets : d'ici à 2040, les très grandes fortunes transmettront près

de 6 000 milliards de dollars de patrimoine à leurs héritiers.

Pendant ce temps, les premiers accords sur les salaires négociés dans les entreprises françaises prévoient une hausse de 1,7 % en moyenne pour 2026, en net recul par rapport aux deux années précédentes.

PAGE 15

### Etats-Unis

Au Pentagone, Pete Hegseth dans la tourmente après les frappes navales dans les Caraïbes

PAGE 6

M

ÉDITORIAL

CHRISTOPHE GLEIZES :  
ALGER AU RISQUE  
DE L'AVEUGLEMENT

PAGE 29 ET  
NOS INFORMATIONS PAGE 5

### Électricité Quels scénarios pour une baisse des prix ?

Le gouvernement cherche des solutions applicables rapidement pour faire baisser la facture des ménages et des entreprises

PAGE 16

### Cinéma George Clooney en étoile hollywoodienne vieillissante



Image tirée du film « Jay Kelly ». PETER MOUNTAIN/NETFLIX 2025

DANS LE FILM Jay Kelly, diffusé à partir de vendredi sur Netflix, le réalisateur américain Noah Baumbach filme avec humour et douceur les états d'âme d'une vedette de cinéma égocentrique, que son passé revient hanter. En

duo avec Adam Sandler (qui interprète son agent), George Clooney prête son charme suave et son inquiétude indéfinissable à ce portrait mélancolique et drôle d'une star sexagénaire en crise.

PAGE 21

### Défense L'Allemagne crée un service militaire volontaire

Les jeunes de 18 ans pourront s'engager pour au moins six mois, contre une rémunération mensuelle de 2 600 euros

PAGE 7

### Le Monde DES VINS

► Notre sélection de champagnes à moins de 50 euros  
► Les bulles françaises, un mythe toujours vivant aux Etats-Unis  
► Entretien avec Thomas Dutronc, amateur de bonnes bouteilles

SUPPLÉMENT



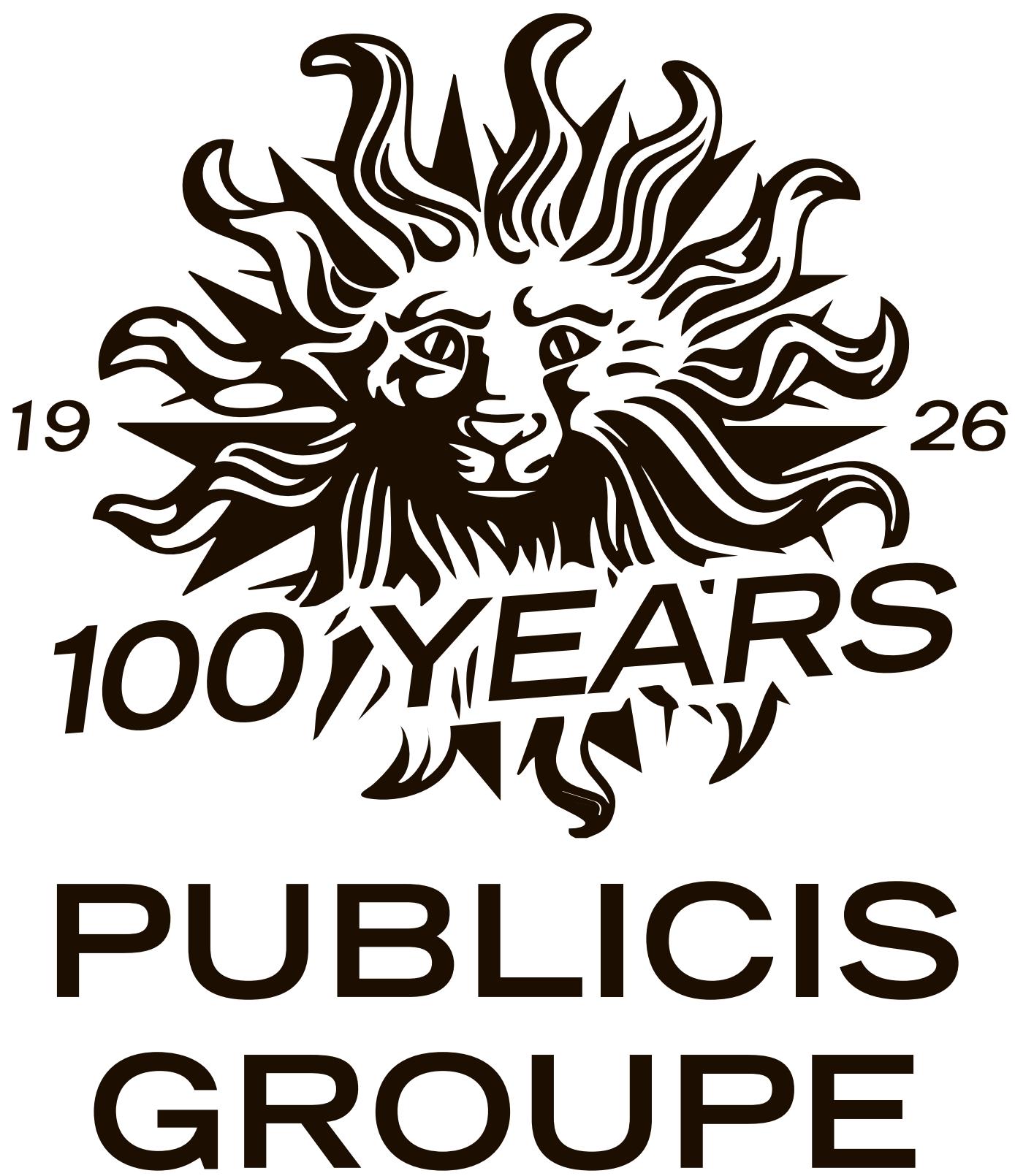
Italiuri DESIGN  
par l'Espace Topper  
LA MAISON PARISIENNE  
DES PLUS GRANDES  
MARQUES ITALIENNES



EspaceTopper® 100  
ans  
Maison familiale depuis 1926

Unique à Paris, l'essence du design italien dans un même espace : Bonaldo, Bontempi, Calligaris, Cattelan, Fiam, Kartell, Novamobili, Sangiacomo... 145-147 rue Saint-Charles  
Paris 15 • 7J/7 • M<sup>o</sup> Charles Michels • 01 45 75 02 81

PROJETS PERSONNALISABLES ET CONDITIONS EXCEPTIONNELLES



L'HISTOIRE DES 100 ANS DE PUBLICIS

un **LION**  
N'ABANDONNE  
**JAMAIS**



VOIR LE FILM



Steve Witkoff, envoyé spécial du président américain Donald Trump, lors d'une réunion avec le président russe Vladimir Poutine, à Moscou, le 2 décembre. KRISTINA KORMILITSYNA/REUTERS

# Ukraine : l'Europe, écartée des pourparlers

Les négociateurs américains ont annulé une visite à Bruxelles et choisi de rencontrer les Ukrainiens à Miami

BERLIN - correspondante  
BRUXELLES - bureau européen

**L**es représentants américains ont choisi le jour, le lieu et la liste des hôtes, ne laissant, à dessein, aucune place à l'Europe. Jeudi 4 décembre, à Miami (Floride), non loin de la résidence de Donald Trump, à Mar-a-Lago, l'envoyé spécial du président américain, Steve Witkoff, et son gendre Jared Kushner ont rencontré le négociateur en chef ukrainien, Rustom Umerov, et le chef d'état-major des armées ukrainiennes, Andri Hnatov, pour leur faire part des détails de leurs négociations à Moscou, l'avant-veille, menées avec Vladimir Poutine. Aucun compromis sérieux n'a été trouvé avec le président russe, qui maintient des revendications maximalistes pour faire capituler Kiev.

Mais le sujet de préoccupation des Ukrainiens et de leurs alliés européens n'est pas seulement russe. Il est devenu américain. Quelques heures après la rencontre des deux hommes de confiance de Donald Trump avec Vladimir Poutine, Kirill Dmitriev, l'ancien dirigeant du Fonds d'investissement direct russe et pro-

che conseiller du chef du Kremlin, a ébruité, sur X, le contenu des discussions, assurant que le document, étudié «en détail», était un plan en 27 points. Soit, à peu de chose près, le plan de paix initial de 28 points, ébruité le 21 novembre, qui épousait la plupart des revendications russes. Le résultat des négociations de Genève menées entre Européens, Américains et Ukrainiens, le 23 novembre, pour en ôter les éléments les plus problématiques et le rendre acceptable au regard des règles du droit international? Oublié. Les Européens ne sont plus sûrs de rien. «Nous n'étions pas dans la salle», commente le Quai d'Orsay, à Paris.

#### Éclaircir le sujet des garanties

Une source ukrainienne, citée par le *Financial Times* du 4 décembre, confirme, elle, que le plan présenté par les Américains comportait «des points [que les Ukrainiens ont] refusé d'aborder... des points [qu'ils n'ont] pas approuvés et [que les Américains] voulaient discuter avec les Russes». Les Américains ont exigé des Ukrainiens la plus grande discréetion. «Ils ne peuvent rien dire ou partager avec nous», constate un diplomate de haut rang à Bruxelles.

#### Des drones repérés près de l'avion de Zelensky à proximité de Dublin

Cinq drones ont été repérés par un navire irlandais, lundi 1<sup>er</sup> décembre, non loin de la trajectoire de vol de l'avion du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, alors qu'il se rendait à Dublin pour une visite officielle, ont rapporté, jeudi, des médias irlandais. Une alerte de sécurité majeure a été déclenchée, de crainte que les engins ne perturbent la trajectoire de l'appareil, qui, arrivé un peu plus tôt que l'horaire prévu, n'aurait jamais été en danger. Les drones se sont trouvés à l'endroit et au moment exact où l'avion de M. Zelensky devait passer s'il n'avait pas été légèrement en avance. Des enquêtes sont menées pour déterminer si les drones ont décollé depuis la terre ou un navire en mer.

**«Pour Trump, les Européens, c'est comme les Guatémaltèques, il n'a pour eux aucun respect»**

GÉRARD ARAUD  
ancien ambassadeur  
de France à Washington

Plongés dans le noir, les alliés de Kiev, dont le sort est lié à celui de l'Ukraine par la menace russe, sont délibérément mis à l'écart des pourparlers par les Etats-Unis. Ignorés, mais aussi humiliés. Après le rendez-vous de Moscou, une rencontre avait été programmée par les Européens à Bruxelles entre Steve Witkoff, Jared Kushner et le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Il s'agissait d'éclaircir le sujet des garanties de sécurité promises à Kiev en cas de cessez-le-feu. L'Ukraine ne pourrait accepter de concession territoriale qu'en échange d'une protection américaine pour éviter toute nouvelle offensive russe.

A Genève, le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, avait donné l'aval des Etats-Unis à une force de stabilisation de la paix. Mais rien n'a été signé. Et l'avion des deux Américains n'a jamais fait escale en Belgique. Les hommes du président préférant donner rendez-vous à la délégation ukrainienne en Floride, à des milliers de kilomètres du Vieux Continent. «Pour Trump, les Européens, c'est comme les Guatémaltèques, il n'a pour eux aucun respect», assène l'ancien ambassadeur de France à Washington Gérard Araud.

La fiabilité de l'allié américain est maintenant en doute. Donald Trump, exaspéré par ce conflit qui, à l'en croire, n'aurait jamais eu lieu s'il avait été au pouvoir en 2022, fait entendre, régulièrement, qu'il n'est pas insensible aux arguments de Vladimir Poutine. Mercredi, à la Maison Blanche, le président américain a encore souligné que ses émissaires avaient le sentiment que la Russie voulait la paix et que Volodymyr Zelensky aurait dû conclure un accord en février, au moment où avait eu lieu la violente altercation entre lui, le vice-président américain, J. D. Vance, et le président ukrainien.

#### Logique de promoteurs

«Je leur ai dit [aux Ukrainiens] : «Vous n'avez pas les cartes.» Je pensais que c'était le moment idéal pour conclure un accord», a souligné Donald Trump, qui ne se préoccupe guère de savoir qui est l'agresseur et qui est l'agressé. Jeudi, le gouvernement américain a annoncé qu'il suspendait une partie des sanctions contre le géant pétrolier russe Lukoil, moins de quinze jours après l'entrée en vigueur de celles-ci, pour permettre aux stations-service situées hors de Russie de continuer à fonctionner.

Les Européens s'indignent, mais en coulisse. Lundi, lors d'une conversation téléphonique menée en marge de la visite de Volodymyr Zelensky à Paris, dont le magazine allemand *Der Spiegel* a diffusé, mercredi, la transcription, Emmanuel Macron a alerté : «Volodymyr court un grand danger, et il est possible que les Etats-Unis trahissent l'Ukraine sur la question des territoires sans garanties de sécurité claires», dit-il, observant le jeu des Russes consistant à

obtenir ce qu'ils peuvent pour gagner du temps.

Les profils de Steve Witkoff et de Jared Kushner, deux hommes d'affaires lorgnant le marché russe avec une logique de promoteurs immobiliers, inquiètent. «On ne peut pas laisser les Ukrainiens et Volodymyr seuls avec ces gars», a affirmé le président finlandais, Alexander Stubb. «Volodymyr, tu dois faire très attention dans les jours à venir, ils se jouent de toi et de nous», a appuyé le chancelier allemand, Friedrich Merz.

Aucun des dirigeants cités n'a voulu commenter cette conversation. L'Elysée précise que le mot «trahison» n'a pas été prononcé.

Les Européens sont seuls, marginalisés, et parfois bernés. Mais ils refusent d'entrer dans un rapport de force avec les Etats-Unis, qui ne ferait que souligner leurs faiblesses et leurs divisions, pensent-ils.

«Les Européens dépendent, pour leur défense, de l'Amérique, il s'agit de ne pas perdre Trump, quelles que soient les couleuvres que l'administration américaine leur fait avaler. Trump a réussi par un tour de passe-passe prodigieux, permettant d'instaurer un climat de peur générale sur ce qu'il peut faire. C'est moins la puissance américaine que l'usage qu'il peut en faire qui effraie», observe Michel Duclos,

conseiller spécial en géopolitique à l'Institut Montaigne.

Les Européens semblent réduits à attendre que les Etats-Unis constatent par eux-mêmes le blocage russe à tout processus de paix. Ils disposent pourtant de leviers politiques et financiers vis-à-vis de l'administration américaine pour hausser le ton. Faire le jeu de Vladimir Poutine ulcère une partie des républicains, et l'administration Trump ne peut décider, comme cela figurait dans le plan de paix initial, d'une adhésion à l'Union européenne, ou d'une exclusion de Kiev de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, sans l'accord des Etats membres.

La saisie des avoirs russes, logés en Europe, permettrait aussi aux responsables européens de mettre la main sur quelque 210 milliards d'euros. Assez pour financer plus de deux années d'aide militaire à l'Ukraine et de pallier, au moins en partie, une éventuelle défection de l'aide américaine. Mais la machinerie juridique européenne et la réticence de la Belgique, où est domicilié l'essentiel de ces avoirs, enrayeront ce plan miraculeux.

Vendredi, M. Merz devait se rendre en Belgique pour, dit-il, «convaincre» le premier ministre, Bart De Wever, «que la voie qu'ils proposent ici est la bonne» pour «aider l'Ukraine». L'Allemagne pourrait être un garant pour la sécurisation de ces actifs.

Dans la soirée de jeudi, M. Zelensky, sur un ton offensif, a rappelé son souhait d'«obtenir des informations complètes sur les propos tenus à Moscou», rappelant aux Américains que «le soutien de [ses] partenaires» européens était nécessaire. ■

**Les Européens semblent réduits à attendre que Washington constate le blocage russe à tout processus de paix**

ELSA CONESA,  
CLAIRES GATINOIS  
ET PHILIPPE JACQUÉ



## L'arrêt de travail. Seul votre médecin sait si votre état de santé le nécessite, ou pas.

---

Un arrêt de travail est un traitement. Il peut aider à guérir. C'est à votre médecin de décider si vous en avez besoin. Chacun doit veiller à ne pas en abuser car il a aussi un coût pour la collectivité.



**Notre système de santé,  
c'est aussi à chacun d'en prendre soin.**

Retrouvez tous les bons réflexes sur [ameli.fr](http://ameli.fr)



# Face à Macron, Xi Jinping ne lâche rien sur l'Ukraine

Le président français voulait convaincre Xi d'user de son influence pour que Poutine accepte un cessez-le-feu

PÉKIN - envoyés spéciaux

**L'**ambiance est feutrée, le décor, celui du Palais du peuple, au cœur de Pékin, grandiose. Tandis que les délégations chinoise et française font assaut d'amabilités, la petite phrase adressée par Xi Jinping à Emmanuel Macron claque d'autant plus comme une fin de non-recevoir: «*Nous nous opposons fermement à toute accusation irresponsable et discriminatoire*», lâche le président chinois au dirigeant français, jeudi 4 décembre au matin, au deuxième jour de la visite d'Etat de celui-ci.

Un et l'autre viennent de s'entretenir longuement en tête-à-tête. S'ils soulignent tous deux leur attachement au «multilatéralisme» que Donald Trump ne cesse de torpiller, la saillie donne une idée du fossé qui sépare les Chinois des Européens au sujet de la guerre en Ukraine, au moment où les combats continuent de faire rage. Au moment aussi où la Russie, partenaire de la Chine, pousse son avantage sur les terrains militaire et diplomatique.

**«Menace vitale pour la sécurité»**  
Emmanuel Macron, comme lors de sa précédente visite en avril 2023, espère convaincre son homologue d'user de son influence sur Vladimir Poutine, afin qu'il accepte enfin un cessez-le-feu, voire un accord de paix. Le moment est jugé d'autant plus «crucial» à Paris que la médiation entre Kiev et Moscou conduite par la Maison Blanche patine, après la rencontre entre l'envoyé spécial de Donald Trump, Steve Witkoff, et le président russe, mardi.

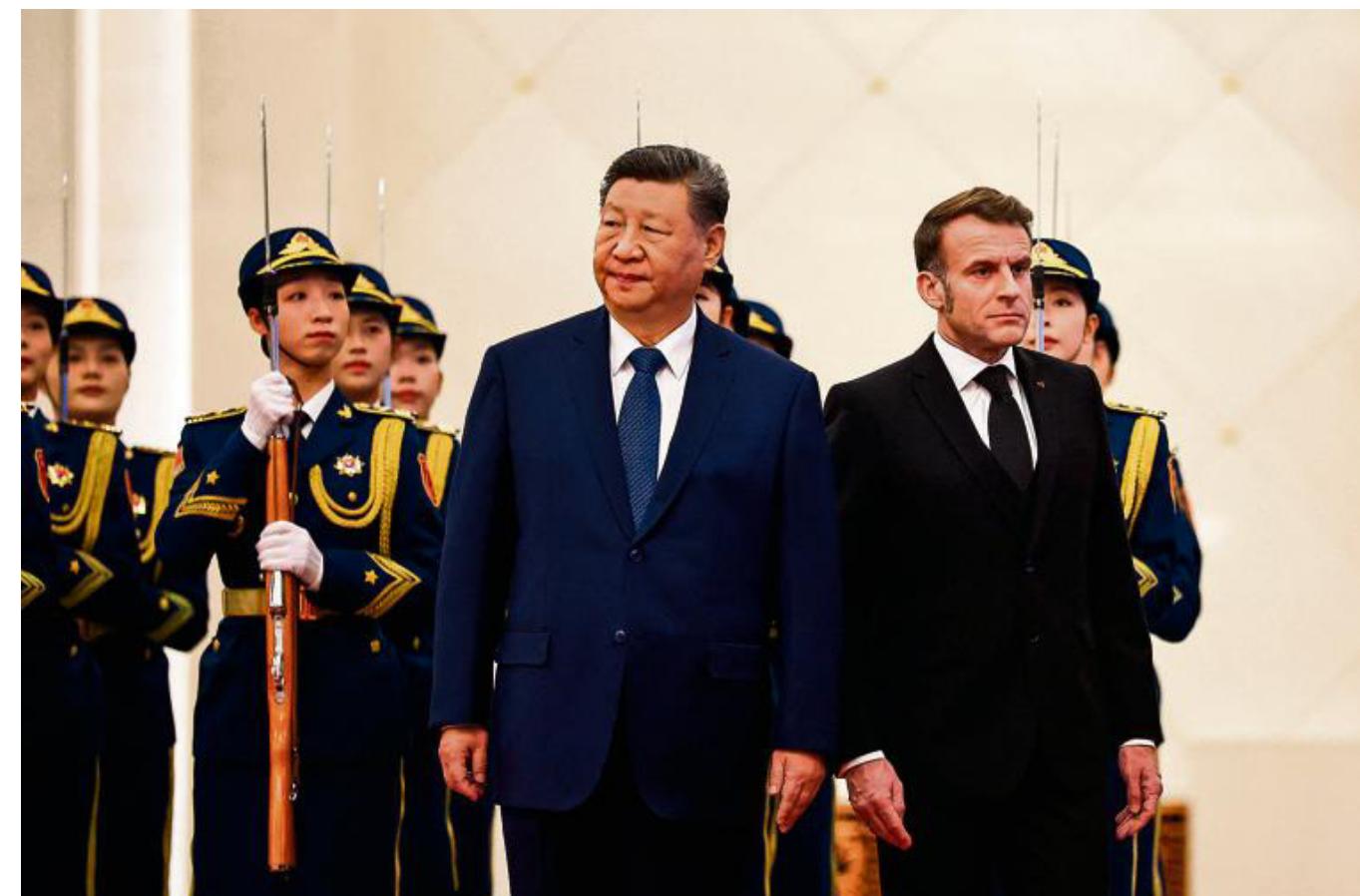
«*Nous mesurons l'un et l'autre la gravité de la situation*», a déclaré le chef de l'Etat à l'issue de son entretien avec Xi Jinping, après avoir souligné le «risque de désagrégation de l'ordre international». Ce conflit, insiste-t-il pour persuader son homologue de mesurer son appui à la Russie, «représente une menace vitale pour la sécurité européenne, mais aussi pour le respect de l'ordre international fondé sur la règle de droit et l'efficacité» de la Charte des Nations unies.

## Pékin n'a jamais condamné l'invasion russe de l'Ukraine, et maintient des relations rapprochées avec Moscou

M. Macron dit espérer que la Chine se joigne aux «efforts pour parvenir dans les meilleurs délais à un cessez-le-feu sous la forme d'un moratoire sur les frappes visant les infrastructures critiques», que la Russie continue de refuser à l'approche de l'hiver. On se félicite, dans l'entourage du Français, d'avoir convenu d'échanger, dans la foulée de cette visite, sur «les termes de référence d'un accord de paix», comme les modalités d'un cessez-le-feu, les questions territoriales et les garanties de sécurité, susceptibles de dissuader Moscou de lancer de nouvelles offensives en cas d'arrêt des hostilités.

«*La Chine soutient tout effort de paix*», répond Xi Jinping en soulignant qu'un éventuel compromis négocié devrait répondre aux intérêts de «toutes les parties concernées», les Ukrainiens, comme les Russes. Néanmoins, le président chinois continue devant ses interlocuteurs de minimiser le soutien que son pays apporte à Moscou et, partant, l'influence qu'il peut avoir sur Vladimir Poutine. Au fond, il considère que ce n'est pas la Chine qui fait la guerre et fait valoir que la situation serait bien différente sur le terrain si son pays soutenait vraiment l'effort de guerre russe.

Mais Pékin n'a jamais condamné l'invasion russe de l'Ukraine et maintient des relations rapprochées avec Moscou. A la veille d'accueillir le président français à l'aéroport de Pékin, mercredi 3 décembre, le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, était d'ailleurs dans la capitale russe pour se coordonner avec son homologue Sergueï Lavrov, avec qui il échange régulièrement. Lors d'une visite à Pékin en septembre pour assister aux célébrations par la Chine des



Les présidents chinois et français, Xi Jinping et Emmanuel Macron, à Pékin, le 4 décembre. SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

80 ans de la capitulation japonaise, Vladimir Poutine s'était félicité de relations avec Xi Jinping «à un niveau sans précédent».

Au fond, Paris, Washington et les capitales européennes considèrent que Pékin soutient l'effort de guerre russe. Et ont sanctionné des sociétés et banques chinoises, accusées de court-circuiter les mesures punitives occidentales. La Russie achète notamment à des entreprises chinoises les pièces lui permettant d'assembler ensuite sur son territoire les drones utilisés contre les forces ukrainiennes. Pékin se défend de livrer des armes et explique que ces livraisons concernent des biens à usage civil.

Dans ces conditions, l'appel à la rescoufse française suscite des avis nuancés. Certains diplomates estiment que ce genre de mise en garde contribue à inciter la Chine à ne pas aller plus loin, notamment par l'envoi direct d'armes. «*Il s'agit*

*d'une affaire essentiellement européenne, il y a déjà les Américains et les Russes qui se parlent au-dessus de nous, il n'est pas sûr qu'amener en plus à la table des négociations les Chinois qui vont faire le jeu des Russes soit dans notre intérêt*», s'interroge Jean-Pierre Cabestan, chercheur à Asia Centre.

### Crise entre Pékin et Tokyo

Le sort de l'Ukraine n'est pas le seul sujet sensible d'une relation franco-chinoise qu'Emmanuel Macron ne perd pas espoir de réviver. Il est arrivé en Chine en pleine crise diplomatique entre Pékin et Tokyo, déclenchée par les propos de la première ministre japonaise, Sanae Takaichi, qui affirmait le 7 novembre qu'une attaque ou un blocus chinois sur Taïwan constituerait un risque vital pour le Japon – et justifierait une intervention en soutien de l'île.

La France entendait se tenir à ses éléments de langage traditionnels – son attachement au statu quo –, ainsi qu'appeler la Chine à ne pas choisir l'escalade. Pékin toutefois veut mettre en garde les Européens, notamment la France, qu'il ne tolérera aucun affichage favorable au Japon. Lors de ses échanges avec son homologue français, Jean-Noël Barrot, mercredi soir, le ministre des affaires étrangères, Wang Yi, a évoqué les «travers profonds des remarques erronées» faites par la dirigeante japonaise et dit vouloir croire que «*la France va continuer de comprendre et soutenir la position légitime chinoise*».

L'autre grand sujet que compait porter M. Macron est le commerce, alors que le déficit français vis-à-vis de la Chine a presque doublé en dix ans (47 milliards d'euros en 2024). Paris entendait faire passer le message que les déséquilibres ne sont plus soutenus

bles et que, faute de rééquilibrage, l'Europe devra se protéger davantage. La Chine considère que les Européens ont perdu en compétitivité et raté le coche de technologies telles que les voitures électriques. Xi Jinping n'en a pas moins souligné que le quinzième plan quinquennal, présenté en octobre, insiste sur la consommation intérieure chinoise, également clé pour le président français. Mais aucun contrat d'envergure n'a été annoncé.

M. Macron s'est ensuite envolé pour Chengdu. Les deux dirigeants et leurs épouses ont visité, vendredi 5 décembre, dans les environs de la capitale du Sichuan, un système d'irrigation multi-séculaire pour passer un moment moins formel, non sans perdre de vue les sujets de tensions entre leurs pays. ■

PHILIPPE RICARD  
ET HAROLD THIBAULT

# L'incendie de Taipo réveille l'esprit contestataire à Hongkong

Cinq ans après l'imposition d'une loi liberticide, les Honkongais expriment leur frustration à l'égard des autorités au pied des tours calcinées

HONGKONG - correspondance

**S**ans que les autorités ne l'organisent ni ne l'empêchent, le modeste jardin public situé au pied des tours calcinées du Wang Fuk Court est devenu en quelques jours un lieu de recueillement collectif, un mémorial spontané. Les Honkongais ont choisi ce lieu de la ville nouvelle de Taipo pour rendre hommage aux victimes du gigantesque incendie qui s'est déclaré le mercredi 26 novembre. Ce désastre leur offre aussi l'occasion exceptionnelle de se retrouver, unis dans leur frustration, face à un gouvernement qu'ils n'ont pas élu et qui, par le biais de diverses lois imposées par Pékin, les a muselés.

Parmi les commentaires, même les plus laconiques, des Honkongais qui acceptent de s'exprimer à propos de ce désastre, le qualificatif «évitables» revient le plus fréquemment, prononcé avec une moue affligée. Selon le dernier bilan, 159 personnes ont péri dans l'incendie, 49 hommes et 91 femmes, âgées de 1 à 97 ans, parmi lesquels un pompier de 37 ans, dix aides domestiques indonésiennes et philippines et cinq ouvriers du

chantier de rénovation à l'origine du feu. Hongkong est sous le choc.

Mardi 3 décembre, à l'occasion du «septième jour», quand les morts sont supposés revenir chez eux, selon les rituels funéraires taoïstes et bouddhistes, des milliers de Honkongais, des jeunes en majorité, seuls ou en groupe, et des familles avec enfants forment un flot continu de silhouettes vêtues de noir entre la station des trains de banlieue Taipo Market et le petit parc, dans un léger murmure. La plupart portent des fleurs, blanches ou jaunes, une seule tige parfois. Des bénévoles en offrent aussi le long du chemin, de même que des bâtons d'encens, des mouchoirs et des bougies à pile. Sur les sentiers du jardin public, un ordre de circulation s'est imposé naturellement avec une pause solennelle face aux tours noircies, devant lesquelles la foule se recueille comme devant de gigantesques pierres tombales.

«*On reconnaît tout de suite le sauvage-faire hongkongais en matière de rassemblement public, c'est très civilisé*, constate dans la file d'attente Jim Lo, un élégant banquier de 32 ans, qui, petit, était à l'école à Taipo. *Et comme on n'a plus vrai-*

*ment le droit de se réunir, c'est devenu rare de voir cela et cela fait du bien...*» «*Cette solidarité spontanée, cette dignité, cette organisation fluide, on sait tous ce que cela nous rappelle: le passé*», observe Nancy, étudiante en santé publique, qui se déplace soudain pour tourner le dos à des agents qu'elle soupçonne d'être des «espions».

Avant d'ajouter: «*Notre solidarité fait peur au gouvernement, et elle fait encore plus peur au Parti communiste chinois.*»

### Plusieurs arrestations

Depuis la grande vague de contestation politique de l'été 2019, écrasée par des milliers d'arrestations souvent suivies de peines très lourdes grâce à un nouveau cadre légal imposé par Pékin, les Honkongais n'ont plus le droit de se rassembler ni de manifester. Les veillées du souvenir du massacre de la place Tiananmen du 4 juin 1989 sont désormais interdites, et la moindre critique peut être assimilée à un crime contre la sécurité nationale. «*C'est un peu comme si cet incendie nous aidait à faire le deuil de 2019. Triste et ironique, n'est-ce pas?*», dit le compagnon de Nancy. «*Faire le deuil de*

*2019*», c'est-à-dire le deuil de la société libre qu'était Hongkong jusqu'à la répression de 2020.

Or, dans les circonstances dramatiques du moment, le chef de l'exécutif de Hongkong, John Lee, ne peut pas décentement empêcher la population d'honorer ses morts, d'autant que le gouvernement est fragilisé par ce désastre, qui aurait pu être évité si les multiples mécanismes de sécurité prévus avaient été dûment respectés. L'enquête en cours met en évidence nombre de défaillances et de négligences. Dans une ville où 90 % de la population habite dans des immeubles, le seul fait que les alarmes anti-incendie des huit tours du Wang Fuk Court ne se soient pas déclenchées est ahurissant. Des survivants ont été prévenus que la résidence brûlait par des proches qui regardaient la télévision. En outre, l'analyse initiale des filets de sécurité placés autour des échafaudages était erronée.

«*Les coupables ont mélangé des filets non conformes avec des filets conformes afin de tromper les organismes d'inspection*», s'est indigné John Lee. Il a qualifié les suspects de «diaboliques», tout en se gardant de mettre en cause les

## Depuis l'écrasement de la révolte de 2019, les habitants n'ont plus le droit de manifester

procédures d'inspection. Le chantier qui a provoqué l'incendie avait pourtant été inspecté 16 fois depuis juillet 2024. «*Le gouvernement cherche des boucs émissaires et des explications faciles. Mais cette catastrophe a des causes systémiques, qui sont liées à l'absence de démocratie et de contre-pouvoirs*», estime Amy Chan, une militante hongkongaise en exil. «*Nous n'avons plus le droit de parler de politique, mais les circonstances de cet incendie devraient au moins nous permettre de questionner les dysfonctionnements du système.*»

Pourtant, ni Pékin ni le gouvernement local n'ont l'intention de laisser cet incendie réveiller la fièvre contestataire des Honkongais. Dans les jours qui ont suivi

l'incendie, des déclarations virulentes ont mis en garde contre «des forces antichinoises déstabilisatrices» qui cherchent à «exploiter la catastrophe», «à semer la discorde», «à inciter à la division sociale et à attiser la haine contre les autorités» en «suivant le mode d'emploi de 2019». Le surlendemain de l'incendie, un étudiant de 24 ans, Miles Kwan, qui distribuait des tracts intitulés «Quatre demandes», une formule qui faisait écho aux «cinq demandes» des manifestants de 2019, a été arrêté.

Selon la presse locale, la branche sécurité nationale de la police a interpellé au moins quatre autres personnes. A l'Université baptiste de Hongkong, un grand affichage réclamant que le gouvernement réponde aux demandes du public a été obstrué par des barricades. A deux jours des élections législatives, prévues pour le 7 décembre et réservées à des candidats estimés «patriotes», plus de 30 arrestations ont également eu lieu pour appel au boycott ou tentative de sabotage du scrutin, qui, malgré son impact politique limité, sera un indicateur du mécontentement ambiant. ■

FLORENCE DE CHANGY

# Le cas Christophe Gleizes, nouvel abcès dans la relation France-Algérie

La condamnation à sept ans de prison ferme du journaliste français, mercredi 3 décembre, en appel, a pris à contre-pied la tendance à l'apaisement

**C**ombien de fois le même scénario s'est-il produit ? Dans le brouillard de la crise, une éclaircie se dessine, une embellie s'amorce, avant que des vents contraires obscurcissent brutalement l'horizon. La condamnation, mercredi 3 décembre, du journaliste français Christophe Gleizes par la cour d'appel de Tizi Ouzou à sept ans de prison ferme, confirmation du verdict de première instance rendu le 29 juin, précipite à nouveau la relation entre la France et l'Algérie dans un trou d'air, à rebours d'une séquence d'apaisement ayant récemment autorisé tous les espoirs d'une reprise.

Le 12 novembre, l'écrivain Boualem Sansal était gracié par le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, après près d'un an de détention. Le geste de clémence, certes octroyé grâce à une médiation de l'Allemagne, avait été in-

terprété comme l'annonce d'une accalmie dans la crise franco-algérienne née en juillet 2024 de la reconnaissance par Emmanuel Macron de la marocanité du Sahara occidental. Il a fallu déchanter.

« C'est un coup de massue qui nous laisse abasourdis », lâche un acteur français de la relation bilatérale. C'est que tous les signaux étaient au vert dans les semaines qui avaient précédé l'audience de Tizi Ouzou. « Nous étions très optimistes », confirme une autre source, associée au cercle ayant préparé la défense du journaliste de *So Foot* et de *Society* auprès des autorités d'Alger. Les indices favorables s'accumulaient.

A la libération de M. Sansal et aux visas accordés à l'avocat et à la famille de Christophe Gleizes s'était ajoutée l'intercession prometteuse d'une figure morale très respectée en Algérie, le cardinal Jean-Paul Vesco, archevêque

d'Alger. Ce dernier avait pu rendre visite à M. Gleizes à deux reprises en prison après avoir plaidé sa cause lors d'une entrevue avec M. Tebboune. Une médiation fructueuse du religieux français, naturalisé algérien en 2023, était de bon augure pour le déplacement en Algérie que le pape Léon XIV souhaiterait effectuer dans le cadre d'une tournée en Afrique – un projet en attente de confirmation. L'étape papale sur la terre natale de saint Augustin, enfant de Thagaste (aujourd'hui Souk-Ahras), aurait assurément servi l'image internationale de l'Algérie. Sera-t-elle envisageable après le désaveu infligé à la tentative de bons offices de l'archevêque d'Alger ?

C'est dire l'incompréhension qui a frappé les divers acteurs qui s'échinent, en Algérie comme en France, à remettre sur les rails une relation décidément « criso-

gène », selon le mot d'un diplomate français. L'incredulité est d'autant plus vive que l'Algérie, d'un strict point de vue rationnel, a tout à perdre à conforter ainsi auprès de l'opinion extérieure l'image d'un régime en pleine régression répressive. En France même, les dégâts s'annoncent profonds. La grâce accordée à M. Sansal, intervenue après le départ du gouvernement de Bruno Retailleau, semblait avoir disqualifié la stratégie du « rapport de force » défendue par l'ancien ministre de l'intérieur. Les tenants de la ligne contraire, à Paris, y avaient trouvé matière à justifier l'impératif de changer de logiciel en faveur d'un « dialogue respectueux » prétendument plus « efficace ».

## Trois litiges

L'Elysée ne s'était d'ailleurs pas privé de voir dans l'épilogue heureux autour de M. Sansal la preuve que « le bras de fer ne fonctionne pas » avec l'Algérie. Voilà désormais les partisans de cette ligne de l'apaisement placés sur la défensive. Du reste, le déplacement à Alger du ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez, prévu en décembre, et préparé par la visite sur place le 20 novembre de la secrétaire générale du Quai d'Orsay, Anne-Marie Descôtes, a toutes les chances d'être reporté, selon un diplomate français.

Que s'est-il donc passé pour que le climat se retourne ainsi brutalement ? A l'évidence, « il y a eu un glissement de terrain dans le système », selon un observateur de la scène algérienne. L'opacité du

**L'incredulité a frappé les divers acteurs s'échinant à remettre sur les rails la diplomatie entre Paris et Alger**

les organisations terroristes en 2021, ne peut ignorer ce projet, puisque deux courriers ont été adressés cet été, l'un au palais d'El-Mouradia à Alger, le siège de la présidence algérienne, l'autre à l'ambassade d'Algérie à Paris.

« Ils ont été remis puisqu'on dispose des accusés de réception », affirme Mourad Amellal, l'un des cadres du MAK. Une certaine nervosité est palpable à mesure qu'approche l'échéance, les dirigeants du mouvement, et au premier chef son président, Ferhat Mehenni, multipliant les mesures de précaution.

Un troisième litige qui pèse de tout son poids dans la relation est la détention en France d'un agent du consulat algérien de Crêteil, mis en examen et écroué dans le cadre de l'enquête sur la séquestration, fin avril 2024, de l'influenceur antirégime Amir Boukhors (alias Amir DZ). Un autre officiel algérien impliqué dans cette opération, Salaheddine Selloum, premier secrétaire de l'ambassade algérienne à Paris entre 2021 et 2024, est pour sa part visé par un mandat d'arrêt international.

L'Algérie cherche-t-elle à établir un parallèle entre cette affaire et le dossier Gleizes dans le but de conclure un marché ? « Il semble que les Algériens aient réalisé que le « cas Gleizes » représentait une valeur », affirme une source française, qui récuse tout lien avec le dossier Gleizes. Il n'en reste pas moins qu'une forte tension entoure la préparation de cet événement, organisé dans un lieu tenu secret pour l'instant, pour des raisons de sécurité. Le régime algérien, qui a classé le mouvement parmi

FRÉDÉRIC BOBIN  
ET SIMON ROGER

# En Lituanie, l'extrême droite à l'offensive contre l'audiovisuel public

A l'initiative du parti Nemuno Ausra, un amendement risquant de fragiliser l'indépendance des médias publics est en discussion au Parlement

MALMÖ (SUÈDE) - correspondante régionale

**D**epuis lundi 1<sup>er</sup> décembre, les minutes de silence se succèdent sur les chaînes de la LRT, le groupe d'audiovisuel public lituanien. Les programmes sont entrecoupés de reportages sur la liberté de la presse et d'interviews avec des journalistes hongrois, polonais ou slovaques, qui témoignent de la répression visant les médias indépendants dans leurs pays. Le mouvement devrait connaître son apogée le 9 décembre, avec un appel à manifester devant le Parlement, à Vilnius, lancé par les syndicats de journalistes, qui s'inquiètent des pressions politiques croissantes sur l'audiovisuel public.

La mobilisation s'est accélérée après le vote en première lecture par les députés, le 27 novembre, d'un amendement déposé par Remigijus Zemaitaitis, le chef de file du parti d'extrême droite Nemuno Ausra (Aube du Niémen). Le texte propose de simplifier la procédure pour limoger le directeur général de l'audiovisuel public : le conseil d'administration de la LRT – qui compte douze membres, dont quatre nommés par le président, quatre par le Parlement (deux par la majorité et deux par l'opposition) et quatre par des organisations de la société civile – n'aurait plus à voter à la majorité des deux tiers. Une majorité simple suffirait, et le scrutin se déroulerait à bulletin secret.

Pour les syndicats de journalistes, l'ambition est claire : l'amendement vise à mettre l'audiovisuel public au pas. D'autant que les députés ne s'arrêtent pas là : ils ont également décidé de geler le budget de la LRT pour les trois prochaines années à 79,6 millions d'euros. Une décision qui n'a aucun sens dans le contexte économique et géopolitique actuel, estime Guoda Pečiulytė, journaliste et présentatrice sur la chaîne principale : « Non seulement la situation économique du pays est bonne, mais étant donné le contexte géopoliti-

que et sachant que nous sommes le seul média à devoir être capable d'émettre en continu, nous devons faire de très gros investissements pour nous préparer. »

Alors pourquoi ces décisions, qui font craindre une dérive illibérale de l'Etat balte ? Selon le récapitulatif, publié par la directrice générale de la LRT, Monika Garbačauskaite-Budriene, sur Facebook, le 27 novembre, les attaques ont commencé dès l'automne 2024, après les législatives, organisées fin octobre, ayant débouché sur un accord de coalition entre les sociaux-démocrates, l'extrême droite et le parti de centre gauche Pour la Lituanie (remplacé depuis par une formation conservatrice).

## Compromis et « vengeance »

Dans les mois qui suivent, le conseil d'administration de la LRT lance un audit interne sur la neutralité politique de l'audiovisuel public. Puis les députés exigent que la Cour des comptes se penche sur la gestion du groupe. S'ensuivent des enquêtes, menées par divers organismes publics. Leurs conclusions n'ont rien d'alarmant. Qu'importe, les parlementaires de la majorité s'en saisissent pour réclamer le gel du budget et la simplification des règles pour licencier le directeur général de la LRT.

A la pointe de cette croisade se trouve le très controversé Remigijus Zemaitaitis. Condamné, le 4 décembre, pour incitation à la haine contre les juifs, le leader de Nemuno Ausra, qui a recueilli 15 % des voix aux législatives d'octobre 2024, n'a jamais caché son hostilité à l'égard des médias publics, qu'il ne cesse de dénigrer, demandant régulièrement la tête de la directrice générale de la LRT.

Le ralliement du parti social-démocrate à cette campagne étonne bien plus. Il peut s'expliquer en partie par la nécessité de faire des compromis au sein d'une majorité divisée, avance Guoda Pečiulytė. « Mais il est difficile de ne pas y voir aussi un désir de vengeance des sociaux-démocrates contre la LRT », estime-t-elle.

Cet été, les médias publics ont largement contribué aux révélations ayant mené à la démission du premier ministre et chef de file du parti Gintautas Paluckas, soupçonné de corruption, et remplacé par Inga Ruginiene, le 25 septembre. La spécialiste Dzina Donauskaite s'inquiète de voir des réfor-

mes « adoptées de manière très brutale et violente, sans suivre la procédure appropriée », avec le risque d'anéantir « les garanties qui devaient protéger les journalistes contre l'ingérence et les pressions politiques ». Depuis le 26 novembre, plus de 120 000 personnes (sur 2,9 millions d'habitants) ont

signé une pétition « contre la prise de contrôle politique de LRT ». Pour l'Union européenne de radio-télévision et le Conseil de l'Europe, l'amendement pourrait être contraire à la récente loi européenne sur la liberté des médias.

Prévu initialement le 11 décembre, le vote au Parlement a finale-

ment été repoussé, après que les députés de l'opposition ont exigé un examen de l'amendement par des experts. « Mais c'est le silence avant la tempête », estime Guoda Pečiulytė, qui craint de voir le texte adopté en douce, juste avant les fêtes de Noël. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

**Avec ce livre,  
Gabriel  
Zucman  
fait progresser l'égalité  
fiscale dans les débats.**

**Les milliardaires  
ne paient pas  
d'impôt sur  
le revenu  
et nous allons  
y mettre fin**

**Gabriel Zucman**

**Seuil Libelle**  
Alerter, informer, questionner

# Etats-Unis : Pete Hegseth dans la tourmente

Le secrétaire à la défense américain est mis en cause par le Congrès pour les frappes dans les Caraïbes

WASHINGTON - correspondant

**D**ans le recrutement opéré par le président américain, Donald Trump, le choix de Pete Hegseth pour diriger le Pentagone était l'un des plus controversés. Moins d'un an plus tard, l'ancien présentateur de Fox News se trouve dans la tourmente. C'est au Congrès que la colère monte contre lui, à titre individuel et en raison de la campagne militaire en cours dans les Caraïbes. Une procédure de destitution pourrait être lancée par les démocrates, avec de faibles chances de réussite.

La commission des forces armées de la Chambre des représentants et celle du Sénat se penchent sur les circonstances des frappes conduites le 2 septembre contre une embarcation censée transporter de la drogue. Après une première salve fracassante le bateau, une autre a suivi, alors que deux passagers en détresse étaient à l'eau. Tout en prétendant le soutenir, Pete Hegseth a fait porter la responsabilité opérationnelle ultime sur l'amiral Frank Bradley, chef du commandement des opérations spéciales, entendu au Congrès jeudi 4 décembre.

#### Pas d'ordre de « tous les tuer »

D'après des élus présents à son audition à huis clos, Frank Bradley a dit ne pas avoir reçu l'ordre de « tous les tuer ». Le secrétaire à la défense a, quant à lui, déclaré qu'il n'avait pas donné l'ordre à l'amiral Bradley de procéder à une seconde frappe pour achever les hommes à la mer, en violation manifeste du manuel des lois de la guerre. « Je n'ai pas vu personnellement de survivants » après la première frappe, a expliqué Pete Hegseth, évoquant le « brouillard de la guerre ».

De nombreux élus, y compris républicains, ne sont pas satisfaits de ces explications. « Il n'y a pas besoin d'avoir servi dans l'armée pour comprendre que ce fut une violation du code éthique, moral et juridique », a résumé le sénateur républicain Thom Tillis (Caroline du Nord). La morgue de Pete Hegseth et son mépris pour le contrôle parlementaire n'ont fait qu'exaspérer la frustration des élus.

Si l'attention médiatique s'est portée sur les détails de cette journée, c'est toute la campagne menée depuis qui pose problème. Les Etats-Unis semblent se soustraire au droit international humanitaire et à tout cadre légal. A ce jour, 22 frappes ont été conduites, tuant 87 personnes selon le Pentagone. Une nouvelle attaque, menée jeudi, a fait 4 morts, a annoncé l'armée américaine sur X. Aucune preuve n'a été fournie sur la présence à bord de chargeurs de drogue. Des images partielles, prises par drone, ont été diffusées.

Il est difficile de parler de crimes de guerre, car aucune guerre n'a été déclarée formellement, par le truchement du Congrès. Les cartels de la drogue mexicains et les groupes criminels Tren de Aragua (Venezuela) et MS-13 (Salvador) ont été classés comme organisations terroristes étrangères par l'administration. Fin octobre, Stephen Miller, chef adjoint de l'administration présidentielle, les qualifiait d'« Etat islamique de l'hémisphère occidental ». Mais cette surenchère verbale et la militarisation de la lutte antidrogue n'offrent pas de base indiscutable aux frappes. Au sein même du Pentagone, pourtant soumis à une purge sans précédent parmi les hauts gradés, des désaccords apparaissent. Le *Wall Street Journal* expliquait, mercredi 3 décembre, que l'amiral Alvin Holsey, chargé des opérations dans les Caraïbes, avait été contraint à la retraite anticipée par Pete Hegseth en octobre après des mois de tension, qui ont culminé début septembre.

Comme le soulignent de nombreux experts juridiques, tel Ryan

Goodman, professeur à la faculté de droit de l'université de New York, il est légitime d'évoquer des assassinats extrajudiciaires. Selon le *New York Times*, une note confidentielle du ministère de la justice, censée préciser le cadre de cette lutte antidrogue, désigne les embarcations comme des cibles militaires légitimes parce que le profit de la vente servirait à acheter des armements, destinés à soutenir leur campagne d'empoisonnement de l'Amérique. Une construction intellectuelle précaire. Donald Trump se contente de dire que chaque bateau détruit représente 25 000 vies sauves.

Fin septembre, lors d'une réunion de tous les hauts gradés, Pete Hegseth avait fustigé les « règles d'engagement stupides » imposées aux soldats. « Nous donnons carte blanche à nos combattants pour intimider, démorraliser, traquer et tuer les ennemis de notre pays. Fini

les règles d'engagement politiquement correctes, place au bon sens, à une létalité maximale et à l'autorité des combattants », avait expliqué le secrétaire à la défense.

#### Les suites du « Signalgate »

Lors d'une réunion du cabinet devant les caméras, mardi 2 décembre, autour de Donald Trump, Pete Hegseth a assumé la ligne suivie dans les Caraïbes : « Nous avons juste commencé à frapper les bateaux des narcos et à envoyer au fond de l'océan les narcoterroristes parce qu'ils empoisonnent les Américains. On a connu une sorte de pause car il est difficile de trouver des bateaux à frapper en ce moment, ce qui est l'objectif, n'est-ce pas ? La dissuasion, ça compte. »

L'autre scandale qui touche Pete Hegseth concerne les suites du « Signalgate ». L'inspection générale du Pentagone – qui est indépendante – a transmis un rapport au Congrès l'accusant d'avoir « créé un risque à la sécurité opérationnelle » lors des frappes contre les houthistes au Yémen, en avril.

De hauts responsables de l'administration, jusqu'au vice-président, J. D. Vance, avaient échangé à ce sujet dans un groupe privé sur la messagerie Signal. Jeffrey Goldberg, un journaliste de *The Atlantic*, y avait été associé par inadvertance et avait révélé l'affaire.

Entre deux et quatre heures avant leur déclenchement, Pete Hegseth avait publié les détails des frappes à venir, exposant ainsi les forces américaines en cas d'interception de ces échanges, confirmé le rapport. « Utiliser un téléphone portable personnel pour conduire des affaires officielles et envoyer des informations non publiques du département de la défense par le biais de Signal risque potentiellement de compromettre

des informations sensibles, ce qui pourrait conduire à causer du tort au personnel militaire et aux objectifs de la mission », résume ainsi le rapport.

L'inspection générale estime que le secrétaire à la défense – qui a refusé de se soumettre à une audition – a l'autorité nécessaire pour déclassifier des informations. Mais il n'a nullement suivi la procédure habituelle. La négligence des participants, et particulièrement de l'ancien présentateur de Fox News, dans leurs échanges sur une messagerie privée de type Signal, a provoqué la stupeur des hauts responsables militaires, mais aussi des alliés des Etats-Unis, s'interrogeant sur le partage du renseignement. Contrairement aux règles en vigueur, Pete Hegseth n'a pas conservé l'intégralité de ses échanges sur une question officielle. ■

PIOTR SMOLAR



Pete Hegseth, secrétaire à la défense américain, avec Donald Trump, à la Maison Blanche, le 2 décembre. ANDREW CABALLERO-REYNOLDS/AFP

**« Fini les règles d'engagement politiquement correctes, place au bon sens, à une létalité maximale »**

PETE HEGSETH  
secrétaire à la défense des Etats-Unis

# Entre RDC et Rwanda, un accord de paix fragile sous l'égide de Trump

Derrière une mise en scène à Washington, le 4 octobre, la méfiance reste palpable, et les combats se poursuivent dans l'est du Congo

**L**e président américain, Donald Trump, avait beau célébrer à grand renfort de superlatifs un « accord de paix historique », « un grand miracle » destiné à mettre un terme à « l'un des pires conflits » au monde, les deux présidents signataires, le Rwandais Paul Kagame et son homologue de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, ne débordaient pas du même enthousiasme. Rassemblés à Washington, le 4 décembre, les deux hommes ont évité de se serrer la main, ou même de se croiser du regard d'une façon si ostensible que Donald Trump s'autorisait un trait d'ironie : « Regardez, comme ils s'aiment l'un l'autre ! »

Car, passé cette séquence médiatique organisée dans les salons du United States Institute of Peace, le plus dur reste à faire. « S'engager sur un plan de paix est une chose, le mettre en œuvre en est une autre », glissait le président burundais, Evariste Ndayishimiye, présent en tant que grand témoin à cette signature, au même titre que son homologue du Kenya, William Ruto, et le président de l'Union africaine, l'Angolais Joao Lourenço. Ce texte dessine un cadre

ambitieux, « puissant et détaillé », selon Donald Trump, pour tenter de résoudre un conflit qui, par séquelles ravageuses, endeuille l'est de la RDC depuis plus de trente ans. Il prévoit notamment la cessation des hostilités, avec l'instauration d'un cessez-le-feu permanent, un programme de désarmement, un processus de retour des personnes déplacées et des mesures de justice contre les responsables d'exactions.

#### Drame humanitaire

Pour en arriver là, il a fallu tout le pouvoir de conviction des Etats-Unis et l'implication de Donald Trump depuis son retour à la Maison Blanche en janvier. A raison, Paul Kagame a rappelé qu'il y eut avant cela « un nombre incalculable » d'échecs. « Nous nous sommes efforcés davantage que les autres » au succès de cette entreprise, a expliqué le président américain. Massad Boulos, son conseiller principal pour l'Afrique, s'y est attelé dès sa nomination, en avril. Il a effectué plusieurs voyages dans les Grands Lacs à un rythme inédit pour « une région qui est loin de faire les grands tirs », a souligné Paul Kagame.

Pourtant, l'incendie qui consume cette partie orientale de la RDC, frontalière du Rwanda, s'est rallumé en novembre 2021. Des confins du Nord-Kivu, il s'est propagé progressivement à toute la province puis au Sud-Kivu. Le Mouvement du 23 mars (M23) – nom tiré, fort à propos, d'un précédent accord de paix devenu caduc – avait repris les armes, officiellement pour défendre les droits discriminés de la communauté tutsi congolaise. Mais très tôt, les experts des Nations unies (ONU) sur la RDC identifiaient, dans leurs rapports semestriels, l'implication des forces armées rwandaises aux côtés de cette rébellion, sur le territoire congolais.

Paul Kagame, lui, reconnaît seulement avoir pris des « mesures défensives » sur sa frontière, destinées officiellement à protéger son pays des incursions d'un autre mouvement rebelle, hutu celui-là, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). La veille de la signature de l'accord de paix, Yolande Makolo, la porte-parole du gouvernement rwandais, expliquait que « le problème sécuritaire pour le Rwanda est la présence, depuis trente et un ans, au

Congo, d'anciens génocidaires qui veulent finir ce qu'ils ont commencé en 1994 ». Cette année-là, 800 000 Tutsis rwandais furent exterminés par une entreprise génocidaire échafaudée à l'échelle du pays par le régime extrémiste hutu alors au pouvoir à Kigali.

De nos jours, les opérations et ambitions du M23 et de son aile politique de l'Alliance fleuve Congo (AFC) outrepasse la lutte contre la menace des FDLR et la protection d'une communauté. Sous commandement rwandais, selon l'ONU, la rébellion a mis en déroute l'armée congolaise, structurellement défaillante. Elle occupe un territoire presque aussi étendu que le Rwanda lui-même, au prix d'un drame humanitaire difficilement quantifiable mais se chiffrant en milliers de morts et en centaines de milliers de personnes déplacées de force.

**Immenses ressources minières**  
Jeudi, pourtant, Donald Trump voulait célébrer le début d'une nouvelle ère. « Ils [Congolais et Rwandais] ont passé tant de temps à s'entretenir, maintenant ils vont passer du temps à s'étreindre (...) et profiter économiquement

des Etats-Unis », a-t-il déclaré. L'économie, c'est le nerf de la paix pour Donald Trump, le moteur de sa diplomatie transactionnelle. Paul Kagame et Félix Tshisekedi ont salué cette approche « pragmatique ». Le président congolais, surtout, qui, en entendant il y a quelques mois Donald Trump « offrir » sa protection à l'Ukraine en échange de richesses minières, est allé au-devant des attentes américaines en proposant un accès préférentiel aux immenses ressources minérales de la RDC.

Dans cette logique, les accords dits « de Washington », signés jeudi, intègrent un plan de développement et d'intégration économique dans la région des Grands Lacs (le *Regional economic integration framework*, REIF). Il identifie des projets essentiels dans le domaine énergétique, des infrastructures et des mines, notamment, afin de créer un espace de prospérité censé décourager les appétits des dizaines de groupes armés qui prospèrent sur les activités illégales et s'épanouissent dans les failles béantes d'un Etat congolais fantomatique.

« Le REIF, c'est l'originalité de l'approche américaine », observe Zo-

bel Behalal, expert des activités minières illégales auprès de l'ONG Global Initiative against Transnational Organized Crime. « Mais la question n'est pas de savoir si les Etats-Unis sont intéressés par les ressources minières de RDC, ils le sont, mais comment faire pour y accéder », ajoute-t-il. « Les Etats-Unis se sont rendu compte ces derniers mois qu'il n'est pas si simple d'investir en RDC, et pas seulement dans l'Est », avance Zobel Behalal.

Sur le terrain, les affrontements se poursuivent, voire s'intensifient, illustrant la volatilité des engagements. « L'accord-cadre pour une paix globale » signé le 15 novembre par l'AFC-M23 et le gouvernement congolais, sous médiation du Qatar, désormais inclus dans celui de Washington, prévoyait un énième cessez-le-feu. Mais aux yeux des rebelles, ces accords ne vaudraient rien. « Celui de Doha est une escroquerie réciproque, un vendeur de faux diamants qui serait payé avec des faux dollars ! », tranche Corneille Nangaa, coordinateur de l'AFC-M23. « Nous nous sommes seulement mis d'accord sur la liste de nos désaccords. » ■

CHRISTOPHE CHATELOT

# Retour du service militaire en Allemagne

Les jeunes Allemands pourront se porter volontaires pour une durée minimale de six mois

BERLIN - correspondante

**Q**uand la France relance tout juste l'idée d'un retour du service militaire, l'Allemagne en débat depuis plus d'un an. Le Bundestag devait en acter formellement le rétablissement, vendredi 5 décembre, par un vote définitif. Le projet, qui figurait sous des formes différentes au programme des principaux partis de gouvernement pour les élections législatives du 23 février, continue de susciter des réticences.

Dans plusieurs villes, des « grèves scolaires » sont organisées vendredi, sur le format des « Fridays for Future », emprunté au mouvement pour la protection du climat. Les organisateurs s'opposent à ce qu'ils voient comme un retour de la conscription, alors que le projet de loi soumis au Bundestag ne prévoit, comme en France, qu'un service volontaire. Du moins dans un premier temps.

Au terme d'un vif débat au sein de la coalition au pouvoir, entre des conservateurs (CDU/CSU) favorables à un service obligatoire et des sociaux-démocrates (SPD) qui sont contre, un compromis minimaliste a émergé : le service demeurera volontaire. Mais il permettra de recenser toute la population éligible. Dès janvier 2026, les jeunes Allemands, hommes et femmes, nés en 2008 recevront un questionnaire de la Bundeswehr, auquel seuls les hommes auront l'obligation de répondre.

dre, une révision constitutionnelle étant nécessaire pour que celle-ci s'étende aux femmes.

Les hommes devront ensuite passer un examen médical – les femmes aussi, si elles le souhaitent – au cours duquel leur aptitude et leur intérêt pour le service militaire seront évalués, l'objectif étant que le plus grand nombre possible de jeunes se portent volontaires. Les premières visites médicales démarreront en 2026, puis se généraliseront à partir de juillet 2027. Manquant de casernes et de personnel, la Bundeswehr, qui vient de fêter son 70<sup>e</sup> anniversaire, ne peut pas accueillir et examiner l'ensemble d'une cohorte de jeunes hommes, estimée à 300 000 personnes, dès la première année. L'Allemagne avait suspendu la conscription en 2011, et démonté une grande partie des infrastructures liées.

#### 2600 euros brut par mois

Les objectifs en matière de recrutement en France et en Allemagne sont comparables. La Bundeswehr espère être en mesure de recruter 20 000 volontaires dès la première année, puis 40 000 par an en 2031, qui viendraient alimenter la réserve. La France veut en attirer 10 000 en 2030 et 50 000 en 2035.

Pour l'Allemagne, l'enjeu est surtout d'étoffer les rangs de la Bundeswehr, en sous-effectif chronique. Celle-ci s'est en effet engagée vis-à-vis de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à porter ses effectifs à 260 000 soldats en 2035, auxquels s'ajoute-

raient 200 000 réservistes (contre un peu plus de 180 000 soldats et 40 000 réservistes aujourd'hui). L'armée française, qui compte 200 000 soldats, espère porter le nombre de réservistes de 45 000 en 2024 à 80 000 en 2030.

Pour rendre attractif le nouveau service militaire, qui doit durer au minimum six mois, les volontaires allemands seront rémunérés 2 600 euros brut par mois, et des cotisations à la retraite seront versées. Le texte prévoit de subventionner le permis de conduire pour ceux qui s'engagent une année complète.

La France, où le service doit durer dix mois, est nettement moins généreuse : les volontaires percevront 800 euros par mois. L'Allemagne, peu endettée, a depuis cette année la possibilité de recourir massivement à l'emprunt pour son réarmement, ce qui lui donne d'importantes marges de manœuvre pour financer le projet, tandis que la France – qui estime à 2,3 milliards d'euros le coût du futur service national – doit l'inscrire dans un budget très contraint.

La grande différence, à ce stade, entre les deux projets réside surtout dans la possibilité de basculer dans un service obligatoire si le nombre de volontaires n'était pas suffisant, ou si la situation sécuritaire l'exigeait. La France n'en fait pour l'heure pas mention, quand l'Allemagne l'envisage explicitement. Le Bundestag peut ainsi décider à la majorité simple de rendre le service obligatoire pour les hommes si les objectifs de recrute-

#### Dès janvier 2026, les jeunes hommes et femmes nés en 2008 recevront un questionnaire de l'armée

ment ne sont pas atteints, ou si les circonstances le nécessitent. Une majorité des deux tiers serait, en revanche, nécessaire pour le rendre obligatoire pour les femmes. Une procédure « aléatoire » pourrait être introduite pour pallier l'insuffisance de volontaires, mais le texte reste flou, à la fois pour éviter de braquer le SPD et pour laisser une marge d'appréciation au gouvernement le cas échéant. Le ministère de la défense devra néanmoins rendre un rapport sur l'évolution du recrutement tous les six mois au Bundestag.

Le retour du service n'a pas donné lieu en Allemagne aux mêmes discours nostalgiques qu'en France, l'armée allemande ayant fait disparaître toute référence au passé et aux codes de la Wehrmacht lors de sa création en 1955. Point d'allusion à « l'esprit de discipline » vanté par Emmanuel Macron, ni au « maniement des armes, à la marche au pas, au chant, à l'ensemble des rituels qui nourrissent la fraternité de nos armées et contribuent à la grandeur de la nation » célébrés par le président français.

Dans son discours au Bundestag le 26 novembre, le chancelier Friedrich Merz (CDU) a plutôt reconnu que le pays attendait beaucoup de la jeune génération, la plaçant devant « une situation particulière et exigeante », alors que « l'horizon géopolitique s'est assombri ». « Chaque membre de la jeune génération devra décider : que puis-je faire, que veux-je faire pour contribuer à la sécurité du pays dans lequel je vis ? Est-ce que cela m'importe ? », résumait de son côté le ministre de la défense, Boris Pistorius (SPD), le 27 août, encourageant la tenue d'un « débat de société », à partir duquel les jeunes gens « qui viennent d'avoir 18 ans pourront développer une position et prendre une décision mûrement réfléchie, individuelle et consciente. C'est là que réside la force de cette loi ».

Comme en France, ce sont les partis de gauche, comme Die Linke ou le BSW, la formation de Sahra Wagenknecht, qui s'y sont opposés, le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland étant divisé, tandis que les Verts y sont très favorables. Mais là où le sujet a fait l'objet d'un débat prolongé en Allemagne, s'achevant sur une solution de compromis, en France, l'annonce a précédé le débat. « C'est un compromis parlementaire et le résultat d'une démocratie qui fonctionne, observe l'historien militaire Sönke Neitzel. La démocratie consiste toujours à forger des compromis. Même si je considère que le texte ne va pas assez loin. » ■

ELSA CONESA

#### Eurovision Israël autorisé à participer à l'Eurovision 2026, plusieurs pays annoncent leur boycott

Israël pourra participer à la prochaine édition de l'Eurovision, à Vienne, en mai 2026, une large majorité des membres de l'Union européenne de radio-télévision ayant estimé, jeudi 4 décembre, qu'il n'était pas nécessaire de voter. L'annonce a déclenché instantanément des annonces de boycott de la part de l'Espagne, des Pays-Bas, de l'Irlande et de la Slovénie, sur fond de critiques de la guerre à Gaza et de controverse autour du soutien public massif aux candidats israéliens lors des précédentes éditions. D'autres pays pourraient se joindre au boycott, comme l'Islande, qui doit trancher le 10 décembre. – (AFP)

#### SYRIE Un ex-membre du renseignement syrien écroué en France

Un ex-membre présumé des renseignements syriens rattaché à un centre de détention pratiquant la torture a été mis en examen, à Paris, pour « crimes contre l'humanité » et écroué, a indiqué, jeudi 4 décembre, le Parquet national antiterroriste (PNAT). Malik N., né en 1991 à Horns, en Syrie, et résidant en France, avait été placé en garde à vue mardi. L'enquête visait les « agissements susceptibles » d'avoir été commis par Malik N. entre 2010 et 2013 en sa qualité d'ex-membre supposé de « la branche 285 des services de renseignements et de la sécurité de l'Etat à Damas », a précisé le PNAT. – (AFP)

# Plus de sécurité pour les ados, plus de sérénité pour les parents

Sur TikTok, les paramètres de sécurité pour les ados de moins de 16 ans sont activés automatiquement.



Seules les personnes qu'ils choisissent peuvent voir leurs vidéos

La limite quotidienne de temps d'écran est fixée à 60 min

Ils ne peuvent pas envoyer ou recevoir de messages directs

**TikTok** Pour en savoir plus, consultez notre Guide pour les responsables légaux



# Le budget de la « Sécu » mis en péril par les fractures du bloc central

Le premier ministre, Sébastien Lecornu, a invité les députés à cesser les « manigances partisanes », critiquant sans la nommer l'intransigeance d'Edouard Philippe

**G**ardez-moi de mes ennemis. Mes amis, je m'en charge... Après avoir gagné la confiance du Parti socialiste (PS), Sébastien Lecornu est désormais engagé dans un affrontement avec un ancien complice et supposé soutien, Edouard Philippe. Au point de bousculer son agenda, jeudi 4 décembre, pour passer la journée au banc et faire monter la pression, dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, sur le risque encouru par un rejet du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS). « *Le PLFSS est un acte de responsabilité nationale, pas un terrain de posture politique* », a asséné le premier ministre, dans une ambiance à couteaux tirés tout au long des débats.

Edouard Philippe a mis le feu aux poudres, mardi matin, à l'issue d'un bureau politique et d'une réunion des députés de son parti, Horizons, dans une ambiance éruptive. En l'état, « *on ne peut pas voter pour* », a décreté l'ancien chef du gouvernement, après avoir sondé ses troupes, remontées contre la « *dérive* » constatée durant l'examen des textes budgétaires.

Voilà plusieurs jours que les cadres et élus philippistes assumaient d'osciller entre la tentation d'un vote contre ou d'une abstention, lors du scrutin final du 9 décembre. La déclaration du candidat à l'élection présidentielle, qui a opportunément fuité par voie de presse, a pris les allures d'un coup de pression directement orienté contre Sébastien Lecornu.

Car la défection des élus Horizons mettrait en péril un vote déjà loin d'être acquis. Le chef du gouvernement a ciblé à plusieurs reprises Edouard Philippe, jeudi, sans jamais le

citer, rappelant, par exemple, que c'est Alain Juppé, mentor du Havrais, qui « *a créé l'outil du PLFSS* », par « *un travail transpartisan* ».

Impossible cependant pour les 34 députés Horizons de voter un texte qui « *ne propose pas de réduction du déficit, repose sur de nouvelles mesures de fiscalité et ne propose pas de nouvelles mesures de réduction de dépenses* », a fait valoir le président du groupe, Paul Christophe.

Surtout, ce texte suspend la réforme des retraites, une mesure « *identitaire* » pour Edouard Philippe. « *Laisser penser que c'est une variable d'ajustement est une faute politique que nous ne pouvons pas cautionner* », explique le secrétaire général d'Horizons, Christophe Béchu. Tant pis si cela doit se faire au prix de l'instabilité. « *Si Edouard renie son identité politique, il est mort pour 2027. Il refuse d'être catalogué comme macroniste et assume donc une forme de radicalité* », analyse un ancien ministre.

#### VENGEANCE PERSONNELLE

Les lieutenants d'Edouard Philippe assurent « *n'importe jamais rien masqué, à aucune étape* », lors des différentes discussions qui ont eu lieu avec un premier ministre qui, estiment-ils, ne les a guère considérés. L'échange avec Sébastien Lecornu a d'ailleurs été musclé, le 18 novembre, lorsque ce dernier a assisté à leur réunion de groupe, en présence de leur leader.

Les élus Horizons cherchent-ils à acculer le chef du gouvernement au 49.3, ce qui leur éviterait d'avoir à assumer la suspension de la réforme des retraites ? « *On ne peut pas forcer le premier ministre* » à y recourir, élude l'eurodéputé Gilles Boyer, quand Christophe Béchu abonde : « *Ce n'est ni du chantage, ni une posture, ni un jeu de négociations.* »

## LE DÉPUTÉ (PS) JÉRÔME GUEDJ S'EST VIVEMENT ÉLEVÉ CONTRE CEUX QUI FONT « MUMUSE » ET PRENNENT « EN OTAGE LA SÉCURITÉ SOCIALE »

Alors que la menace d'une dissolution s'éloigne à mesure que les élections municipales se rapprochent, Edouard Philippe est soupçonné par certains de vouloir mettre en échec Sébastien Lecornu sur le budget. Car l'actuel premier ministre, auxquels certains prétendent déjà un destin présidentiel, pourrait devenir une menace pour le Havrais.

Le député (PS) de l'Essonne Jérôme Guedj s'est vivement élevé, dans l'Hémicycle, jeudi, contre ceux qui font « *mumuse* », et prennent « *en otage la Sécurité sociale (...) parce que derrière, il y a un calendrier politique* ». Le même soupçon a effleuré Sébastien Lecornu. « *S'il s'agit de tout planter par cynisme, c'est sûr qu'on peut accélérer en fonçant dans le mur* », a-t-il ironisé, excédé, en direction des députés.

A moins de dix-huit mois de l'élection présidentielle, la position d'Edouard Philippe, susceptible de priver la Sécurité sociale de budget, lui a en tout cas valu les foudres de plusieurs personnalités de la droite et du cen-

tre. « *Qu'il arrête de régler ses comptes avec Emmanuel Macron* », a lancé le président du conseil régional des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, voyant derrière la consigne de son éventuel rival « *une sorte de vengeance personnelle* ». Deux mois après avoir appelé Emmanuel Macron à « *organiser une élection présidentielle anticipée* », Edouard Philippe « *essaie d'accélérer le calendrier, de provoquer une crise* », dénonce l'ancien ministre. La présidente (Renaissance) de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, s'est, elle aussi, agacée de l'attitude du président d'Horizons, « *droit dans ses bottes* », et l'a appelé à « *laisser le débat parlementaire se faire* ».

Chez Renaissance comme au MoDem, les propos de l'ancien premier ministre ont surpris par leur timing et leur fermeté. A quoi bon clore le débat, alors que les discussions en nouvelle lecture allaient tout juste commencer et que le texte peut encore évoluer ? Les élus estiment que la position affichée par



## CHRONIQUE | SOLENN DE ROYER

### Edouard Philippe ou la stratégie de la rupture

**I**L N'Y A GUÈRE de bonnes manières de rompre. Encore moins pour un prétendant à la succession, avec un président à qui il doit tout – en tout cas beaucoup. Frondeur, Nicolas Sarkozy avait caricaturé Jacques Chirac en vieux roi fainéant, pour mieux mettre en avant sa propre énergie et sa volonté politique. Dissimulateur, Emmanuel Macron avait endormi la vigilance de François Hollande en préparant en sous-main sa candidature à la présidentielle, avant de claquer la porte du gouvernement avec le sourire, esquivant habilement tout procès en trahison.

Vis-à-vis du président de la République, Edouard Philippe est longtemps resté dans un entre-deux, une zone grise : « *loyal mais libre* ». La dissolution de l'Assemblée nationale, à l'été 2024, a ouvert une brèche. Depuis, il est libre, point. L'ancien premier ministre n'hésite plus à afficher ses désaccords avec

M. Macron, critiquant sans fard sa « *décision funeste* » de dissoudre l'Assemblée nationale. Le 7 octobre, il l'a même appelé à anticiper son départ de l'Elysée, suscitant l'incompréhension des élus macronistes. En début de semaine, il a franchi une étape supplémentaire : en invitant ses troupes à ne pas voter le budget de la Sécurité sociale, Edouard Philippe s'est brutalement détaché du bloc central, pour faire cavalier seul, espérant ne pas être emporté par la vague d'impopularité qui touche le président et les siens. Vite, se « *démacroniser* », avant qu'il ne soit trop tard.

M. Philippe estime qu'à ce stade le projet de loi de finances de la Sécurité sociale (PLFSS) intègre de nouveaux impôts sans nouvelles mesures de réduction des dépenses. Mais c'est surtout la suspension de la réforme des retraites, concédée par Sébastien Lecornu aux socialistes, qu'il ne peut accepter. Lui qui a toujours plaidé

pour un relèvement de l'âge légal de départ à la retraite – évoquant même 67 ans – fait valoir sa « *cohérence* ». Dans un moment de grande confusion politique et idéologique, où le « *en même temps* », faute de majorité à l'Assemblée, s'est affolé, Edouard Philippe entend faire le pari de la clarté. Le candidat à la présidence est persuadé que les électeurs de droite, qui n'ont pas compris la décision du gouvernement de revenir sur l'une des seules véritables réformes du double quinquennat d'Emmanuel Macron, lui en sauront gré. Il a noté que Sébastien Lecornu, qui a fait du premier secrétaire du PS, Olivier Faure, un partenaire privilégié dans la négociation budgétaire, a gagné des points à gauche dans les enquêtes d'opinion, mais décroché à droite et au centre.

Lui-même, à dix-huit mois de la présidentielle, cherche à consolider son socle, alors qu'il

connaît un trou d'air dans les sondages, tout en empiétant sur l'espace de LR. Car, en demandant aux 34 députés Horizons de ne pas voter le PLFSS, Edouard Philippe tente de mettre dans un corner le chef de file des députés Les Républicains, Laurent Wauquiez, qui joue plutôt le jeu des négociations avec Matignon, même s'il répète qu'il ne votera pas un budget comportant des hausses d'impôts. A l'aune de ce premier débat budgétaire, les intentions du maire du Havre se dessinent : il fera une campagne clairement marquée à droite, et tentera d'absorber ce qui reste de LR, un parti divisé et affaibli.

**« Pas de budget parfait »**  
Mais, en se désolidarisant ainsi du bloc central, Edouard Philippe rend plus difficile l'adoption du texte, mardi 9 décembre, et fragilise le premier ministre, comme lui issu de LR et passé en Macronie. Petits meurtres entre

amis. Un rejet du texte, mardi, qui conduirait à 29 ou à 30 milliards d'euros de déficit pour la « *Sécu* », en 2026, selon Matignon, signifierait l'échec de la méthode Lecornu, basée sur la négociation et l'abandon de l'article 49.3 de la Constitution, et ouvrirait une nouvelle période d'instabilité. En refusant d'entrer dans une logique de compromis, Edouard Philippe prend ainsi le risque d'apparaître comme un fauteur de désordre, alors même qu'il prône l'ordre, « *dans la rue et dans les comptes* ». Un paradoxe pointé par M. Lecornu à Matignon. Il y a quelques jours, le premier ministre ne voulait pas croire en la défection des députés Horizons : « *Ceux qui veulent faire capoter le budget paient l'addition cash, surtout auprès des électeurs de droite* ».

Au cours des derniers jours, les rivaux d'Edouard Philippe en ont profité pour tenter de le marginaliser, le faisant passer pour un

irréductible revanchard, une tête brûlée. Le président LR de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, lui a demandé d'arrêter de « *régler ses comptes* » avec Emmanuel Macron et de ne pas « *tout faire chuter* » quand le chef de Renaissance, Gabriel Attal, l'a appelé à garder son « *sang-froid* » et ses « *nerfs* ». Le premier l'accuse d'essayer « *de nouveau d'accélérer le calendrier, de provoquer une crise* », quand le second l'invite à accepter des concessions : « *Il ne peut pas y avoir de budget parfait pour qui que ce soit* ».

Jeudi soir, peu avant minuit, Sébastien Lecornu a obtenu un accord sur une hausse amoindrie de la CSG sur les revenus du capital, qui rend possible le vote de la partie recette du PLFSS, vendredi. Le chemin est encore long avant le vote définitif, dit-on à Matignon, où l'on reste prudent. Quoi qu'il en soit, l'échappée d'Edouard Philippe laissera des traces. ■



**Le premier ministre, Sébastien Lecornu, à l'Assemblée nationale, le 5 décembre.**

JULIEN MUGUET  
POUR « LE MONDE »

Edouard Philippe relève d'un nouveau coup tactique, qui « sert avant tout son narratif de la crise généralisée ».

Gabriel Attal, secrétaire général de Renaissance, a profité de l'occasion pour tacler son rival potentiel pour la présidentielle, en l'appelant à garder son « sang-froid » et ses « nerfs solides ». « Il faut un budget pour le pays, même s'il ne sera pas parfait. C'est trop facile de ne pas être à l'Assemblée et de venir dans les médias régulièrement pour distribuer les points », a ainsi sermonné le président du groupe des députés macronistes. « Paradoxalement, dans ce contexte de crise politique, les Français n'attendent pas de nous qu'on défende mordicus nos convictions, mais qu'au contraire on les laisse un peu de côté pour aboutir à un compromis », juge le député (Renaissance) des Hauts-de-Seine Pierre Cazeneuve.

#### «ÉNORME EFFORT»

Les menaces d'Edouard Philippe ont eu un effet domino à droite, entraînant le durcissement des députés du parti Les Républicains et mettant ainsi à mal la stratégie du premier ministre, qui pensait pouvoir compter sur les voix du « socle commun ». Sébastien Lecornu n'a eu de cesse de rappeler qu'il a dû, lui aussi, renoncer à défendre ses propres convictions pour arriver à un compromis avec le PS.

Parmi ces derniers, un vote pour, afin de compenser la défection d'Horizons, n'est pas forcément un tabou. « Les socialistes, dès lors que les gains obtenus en première lecture (suspension de la réforme des retraites, dégel des pensions, remontées de l'Ondam [Objectif national de dépenses d'assurance-maladie]...) seront confirmés, prendront leur responsabilité pour faire en sorte que ce texte passe », affirme ainsi le député (PS) d'Indre-et-Loire Laurent Baumel, qui ne voit « pas d'impossibilité identitaire à voter pour si ça paraît être la condition pour que des choses positives aient lieu ». Mais il est peu probable que l'idée emporte la majorité au sein du groupe. « Ce serait quand même un énorme effort pour les socialistes de voter pour si des groupes qui ont des ministres au gouvernement s'abstenaient ou votaient contre », illustre le député apparenté PS des Yvelines Aurélien Rousseau.

Le premier ministre a invité les députés, jeudi soir dans l'Hémicycle, à laisser les « petites manigances partisanes de côté ». Si Edouard Philippe et Sébastien Lecornu se sont parlé tout au long de la journée et de la soirée, et même si un compromis a été trouvé tardivement sur la CSG, l'épisode devrait laisser des traces entre les deux anciens compères. ■

SANDRINE CASSINI,  
MARIE POUZADOUX ET NATHALIE SEGAUNES

# Après un accord sur la hausse de la CSG, la voie étroite d'un compromis

Sébastien Lecornu a défendu lui-même le texte lors d'une journée de débats chaotique

**S**ébastien Lecornu avait décidé de dédier sa journée du jeudi 4 décembre exclusivement aux discussions budgétaires à l'Assemblée nationale. Les consultations prévues avec les syndicats et le déjeuner avec les parlementaires sur l'énergie attendront finalement, la priorité étant donnée au projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2026.

Ce choix d'une présence continue au banc dans l'Hémicycle ne devait rien au hasard : marqué par les tensions et les tractations de couloir pendant les nombreuses suspensions de séance, ce jeudi était de ces journées de débats qui peuvent faire basculer d'un côté comme de l'autre le destin du budget en construction. « On est dans un moment fondamental, délicat, potentiellement critique », a reconnu le premier ministre dans la soirée.

Le principal enjeu du jour concernait la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) visant les revenus du capital. Adoptée en première lecture à l'Assemblée, puis supprimée au Sénat, la mesure obligeait l'exécutif à jouer les équilibristes, entre une gauche qui réclamait des recettes supplémentaires pour la « Sécu » et une partie droite du « socle commun » qui s'y opposait fortement.

Les différents camps sont finalement parvenus in extremis, dans la soirée, à un compromis autour d'un amendement déposé par le gouvernement sur une hausse de cette CSG de 9,2 % à 10,6 %, mais en excluant de l'assiette les revenus fonciers, les assurances-vie, les plans d'épargne logement ou les plans d'épargne populaire, pour « protéger les petits épargnants », selon l'exécutif. Le rendement attendu passerait ainsi de 2,8 milliards d'euros à 1,5 milliard.

Voté à 177 voix contre 84, cet « amendement de compromis » loué par Sébastien Lecornu a

trouvé le soutien des députés Renaissance, MoDem, Libertés, indépendants, outre-mer et territoires, du Parti socialiste (PS), mais aussi d'une partie des Ecologistes. Une majorité des députés Les Républicains, Horizons et La France insoumise se sont abstenus.

La plupart des élus se montrent satisfaits de cet atterrissage nocturne : « Une très grande avancée » pour le président des députés Les Républicains (LR), Laurent Wauquiez, malgré une hausse d'impôt toujours critiquée, « un moment de compromis parlementaire » pour le socialiste Jérôme Guedj (Essonne) qui se réjouit de recettes supplémentaires, et « une preuve que le travail parlementaire paie » pour le macroniste Paul Midy (Essonne), qui imagine déjà « la possibilité de faire adopter un PLFSS sans 49.3 » mardi 9 décembre, à l'Assemblée.

**«On va y arriver...»**  
Dans une impression d'improvisation de dernière minute, tout s'est joué autour d'une suspension de séance en fin d'après-midi, à la demande du premier ministre. Celle-ci ne devait durer que trente minutes. Réunis dans le bureau de Gabriel Attal, les représentants de Renaissance, du MoDem, d'Horizons, de LR, accompagnés de Sébastien Lecornu et de ses ministres, ont finalement échangé pendant plus d'une heure pour parvenir à ce que cet amendement satisfasse tout le monde. Des discussions au sein des groupes ont encore eu lieu pendant la pause du dîner pour trancher les positions de chacun. « On va y arriver... », écrivait par SMS un cadre du « socle commun », autant pour parler d'un vote de l'amendement du gouvernement que pour se projeter vers l'issue globale du PLFSS.

Quelques heures plus tôt, l'ambiance était pourtant bien plus proche de la crise politique que du compromis budgétaire. La

## LA PLUPART DES ÉLUS SE MONTRAIENT SATISFAITS DE CET ATERRISSEMENT NOCTURNE : « UNE TRÈS GRANDE AVANCÉE », POUR LAURENT WAUQUIEZ

faute notamment à un « socle commun » disloqué depuis le début de semaine et le coup de pression d'Edouard Philippe et de ses troupes, qui menaçaient de ne pas voter en l'état le budget de la « Sécu », vite suivis par les députés LR, soucieux, eux aussi, de faire entendre leurs revendications.

Voilà comment une mesure qui devait initialement être appelée en priorité par le gouvernement dans le débat a finalement été repoussée jusqu'au dernier moment. Car pour l'exécutif, l'adoption du PLFSS est un vrai crash-test : un rejet du texte signifierait quasi automatiquement un échec programmé dans les prochains jours de l'autre texte budgétaire, le projet de loi de finances, encore plus difficile à faire passer sans 49.3. Un renoncement du premier ministre là aussi critiqué par certains de ses partenaires.

C'est donc peu après la reprise de la séance de 15 heures que Sébastien Lecornu a répondu aux rebelles du « socle commun ». « Vous avez critiqué le 49.3 pendant des années et au moment où nous le laissons tomber, vous continuez de critiquer. Vous ne souhaitez être responsables de rien », a taclé le chef du gouvernement.

Face à la menace des élus Horizons de faire capoter le budget, le premier ministre a par ailleurs transmis à tous les députés de l'Hémicycle un courrier du directeur de la Sécurité sociale présen-

tant les « conséquences d'un retard ou d'un défaut d'adoption » du PLFSS 2026. Selon le document, cela entraînerait un déficit de près de 30 milliards d'euros sur l'année, bien loin de la limite maximum de 20 milliards visée par le gouvernement.

La méthode a vivement fait réagir dans tous les bancs, notamment chez Horizons, où le député de Corse-du-Sud Laurent Marcan-geli, proche d'Edouard Philippe, a joué les perturbateurs de séance, avant d'être rappelé à la raison et à la responsabilité par... Jérôme Guedj. Pendant ce temps, les députés du Rassemblement national ont dénoncé « un numéro de théâtre avec cette note », tandis que la macroniste Prisca Thévenot (Hauts-de-Seine) s'amusa à écrire « HELP » sur son carnet brandi en direction de la tribune des journalistes.

La tension est surtout montée dans les rangs de LFI, qui ont comparé le document administratif à un « tract » politique. De plus, selon le président de la commission des finances, Eric Coquerel, cette lettre « invente des bases juridiques qui n'existent pas » en calquant les règles de la loi spéciale sur le budget de la Sécurité sociale alors qu'elle ne peut pas s'y appliquer. « Ça ne vous pose aucun problème ? », s'est vivement énervé le député de Seine-Saint-Denis, en se rapprochant des bancs socialistes, lors d'une suspension de séance.

Pas de quoi barrer la route du compromis pour les élus PS, en tout cas. D'autant que ces derniers ont obtenu l'engagement du gouvernement de ne pas inclure dans les projections financières de 2026 le doublement des franchises médicales, l'une des mesures les plus décriées du PLFSS. Une éclaircie de plus dans la voie de passage pour faire approuver ce texte dans cette Assemblée sans majorité. ■

ROBIN RICHARDOT

# Insertion par l'activité économique : le secteur se mobilise pour son financement

L'accompagnement de 60 000 personnes est menacé par les coupes budgétaires

**O**n ne reconstruit pas des vies en faisant des économies !, a prévenu Sadek Bouzidi, au nom du syndicat Synamit-CFDT, jeudi 4 décembre, place de l'Odéon, à Paris, lors d'une mobilisation pour défendre l'insertion par l'activité économique (IAE). Les associations et entreprises du secteur, qui mettent en situation de travail, forment et accompagnent près de 300 000 personnes éloignées de l'emploi chaque année, dénoncent une très forte baisse des financements : - 4 % en 2025, et - 14 %, soit 200 millions d'euros, dans le projet de budget 2026 du gouvernement, en cours d'examen au Sénat.

« Si ce texte n'est pas revu, environ 60 000 personnes seront privées de cet outil de retour à l'emploi qui dure entre quatre et dix-huit mois et qui débouche dans 56 % des cas sur un emploi ou un départ en formation qualifiante », alerte David Horiot, président du réseau Chantier école, qui fédère les ateliers et chantiers d'insertion. Il anticipe aussi, au sein de son seul réseau, la suppression de 5 000 emplois pérennes, et de

nombreux effets induits : « Des structures, déjà fragilisées par les baisses des financements des départements, risquent de fermer ou d'arrêter certaines activités. »

A la tribune, Tarek Daher, délégué général d'Emmaüs France, a abondé : « Nous avons des structures en grande difficulté. Certaines de nos boutiques de vente de seconde main à bas prix vont fermer. » Il a aussi exprimé ses inquiétudes pour le récent dispositif « Premières heures en chantier », qui permet à 6 000 personnes à la rue de reprendre contact avec le monde du travail, au sein d'une association de l'IAE.

**« Ils m'ont donné ma chance »**  
La députée Stella Dupont (En commun, Maine-et-Loire) a rappelé au micro que « l'insertion par l'activité économique n'est pas un coût, c'est un investissement ». « C'est même un gain immédiat », selon David Horiot. Une étude a montré que chaque euro dépensé par la puissance publique dans l'IAE lui rapporte un montant d'économies supérieur, avec moins d'allocations chômage, de RSA et d'autres prestations socia-

les à verser, plus de cotisations sociales et de taxes engrangées, et des effets induits sur le tissu économique local, ainsi que des services rendus, par exemple quand un chantier d'insertion propose aux travailleurs non motorisés des environs un service de transports à la demande à petit prix.

De nombreux salariés en contrat d'insertion ont participé à la mobilisation parisienne. « Ils m'ont donné ma chance et ça m'a remis sur le marché du travail : j'ai fait un stage chez la concurrence, qui m'a donné sa carte pour les appeler quand je chercherai un poste. » Benoît Hamon, président d'ESS France, qui représente le secteur de l'économie sociale et solidaire dont fait partie l'IAE, a dénoncé « l'injustice criante » du projet de budget 2026, alors que le taux de pauvreté a atteint 15,4 %, un

niveau inédit en trente années de mesure par l'Insee : « On baisse les financements publics d'organismes qui exercent une mission d'intérêt général, mais on ne touche pas aux aides à l'économie conventionnelle. »

Frédéric Fonton est intervenu au nom des régies de quartiers, très présentes dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville : « Souvent, nous sommes le dernier employeur dans ces quartiers. Le risque qu'il y a, c'est l'embrasement des quartiers, parce qu'on aura encore une fois tapé sur les plus pauvres. »

« Il y a des partis qui vont se nourrir de la pauvreté. Ceux qui vont voter pour défaire ce qu'on a fait depuis vingt ou trente ans, qu'ils ne viennent pas nous demander de faire le front républicain. Ce seront eux les responsables si les partis extrêmes arrivent au pouvoir », a tonné Jean-Luc Staudt, référent du service insertion au sein de l'Association d'action sociale et sportive du bassin houiller, en Moselle. Dans son département, quatre des huit députés appartiennent au Rassemblement national. ■

CLAIRE ANÉ

# Le Scouarnec : la délicate indemnisation des victimes

Les parties civiles ont dénoncé le « chipotage » de la défense, qui exige des justificatifs aux victimes

RENNES - correspondant

**E**lle est la dernière à s'avancer à la barre du tribunal de Vannes ce jeudi 4 décembre. Comme nombre d'avocats avant elle, Nathalie Ferreira tient à plaider, une dernière fois, devant la cour criminelle départementale du Morbihan pour l'épilogue du procès de Joël Le Scouarnec.

Le 28 mai, l'ancien chirurgien a été condamné à vingt ans de réclusion pour des viols et des attouchements sur 298 victimes, commis dans des cliniques où il exerçait entre 1989 et 2014. L'éprouvant procès avait duré plus de trois mois. Désormais, il reste à statuer sur les dommages et intérêts dus aux victimes. Nathalie Ferreira en parle comme d'une « juste compensation ». « Le dédommagement de la souffrance », grimaçant certains. « Quel montant face à la douleur ? Ces indemnitations n'effaceront rien. Elles relèvent néanmoins d'une question de respect et de dignité pour nos clients », a clamé Francesca Satta, avocate d'une dizaine de parties civiles, lors de la première audience sur intérêts civils, le 3 novembre.

#### « Diable en blouse blanche »

Devant une salle aux bancs de plus en plus clairsemés, les avocats se relaient pour plaider les yeux plantés dans ceux d'Aude Burési, la présidente de la cour criminelle du Morbihan. Lors du procès, ils avaient surtout cherché le regard de Joël Le Scouarnec pour le confronter. Mais le « diable en blouse blanche », comme l'avait qualifié l'avocat général, est absent. Il n'a pas souhaité assister à ces ultimes audiences. Le tribunal doit se contenter du souvenir de son souffle de voix reconnaissant les faits, arguant ne pas se souvenir des agressions qu'il avait pourtant consignées dans des carnets avant de souhaiter aux victimes de se reconstruire.

Ses avocats, qui l'avaient accompagné dans cette « repentance », manquent aussi à l'appel. Thibaut Kurzawa a refusé de poursuivre la défense de l'ancien médecin de 74 ans après le suicide, en juillet, de son confrère Maxime Tessier. Pénaliste de 33 ans, ce brillant et empathique orateur avait « permis de

#### A tour de rôle, les avocats réclament de la souplesse pour conclure ce procès qui n'a ressemblé à aucun autre

rendre le procès acceptable », selon les parties civiles. En sa mémoire, la présidente de la cour criminelle du Morbihan a réclamé d'une voix piquée par les trémolos, une minute de silence lors de l'ouverture de l'audience. « Personne n'est sorti indemne de ce procès », souffle une avocate en séchant ses larmes.

Corentin La Selve et Esther Prouzet, nouveaux conseils du pédocriminel, s'étaient préparés à des audiences techniques ; voilà qu'ils mesurent combien l'émotion imprègne ce dossier. Désignés en catastrophe par les bâtonniers de Vannes et de Lorient (Morbihan), tous deux écoutent les représentants des victimes réclamer 9 000 euros pour cette enfant devenue une femme ayant subi des attouchements, 10 000 euros pour ces parents toujours meurtris, 15 000 euros pour cette patiente violée sous anesthésie...

Mme Cécile Bigre, elle, demande 32 000 euros pour une de ses clientes agressée au cours d'une hospitalisation pour une péritoite en 1996. « Depuis, elle souffre de troubles psychologiques et urinaires. Je veux aussi faire entendre le préjudice juvénile comme la perte d'insouciance et son enfance gâchée », insiste-t-elle. Les conseils de Joël Le Scouarnec fouillent alors leurs piles de dossiers pour retrouver celui en question. Mme Bigre poursuit : « Je parle d'une petite fille qui souriait avant d'avoir croisé le chemin de Joël Le Scouarnec et qui, après, ne souriait plus. Une excellente élève qui ne l'a plus été. Je parle pour cette enfant tourmentée qui allait aux WC toutes les trente minutes et dont les parents, impuissants, ne comprenaient pas la souffrance... »

Flegmatique, Corentin La Selve se lève, conteste la demande et pointe un manque de justificatifs. Voilà la stratégie de défense du pé-

doctrinier qui n'indemnisera pas lui-même les victimes. Joël Le Scouarnec ne verse qu'une poignée d'euros chaque mois au fonds de garantie chargé d'assumer le paiement des dommages et intérêts. Il n'empêche. Les avocats de la défense font leur travail et traquent l'absence d'un papier, d'une attestation ou d'une preuve d'expertise. Du « chipotage », selon les parties civiles. Corentin La Selve et Esther Prouzet assurent : « L'existence de la souffrance n'est pas contestée. Ce qui est discuté, c'est son évaluation. En bas du spectre, on trouve des victimes pour lesquelles les faits n'ont pas eu de retentissement particulier sur leur existence. En haut, celles qui se souviennent de tout et pour qui la vie s'est arrêtée le jour des faits. Pour le milieu, le tribunal doit juger après un examen des pièces et parfois revoir l'indemnisation demandée à de plus justes proportions. »

« Vous n'étiez pas au procès ! On ne va pas mettre en justificatifs tout ce qui a été dit à l'audience »,

comme le rappelle Isabelle Mascrier. Avocate de plusieurs victimes, elle s'arrête sur les noms de ses clients, notamment ceux qui ont témoigné, à l'image de ce pudique agriculteur. « Souvenez-vous de ce monsieur ! Vous avez tous vu sa souffrance. Madame la juge, vous lui aviez même dit : « Peut-être devriez-vous consulter ? » Il avait répondu oui, puis était reparti sur son tracteur. C'est sa façon de tourner la page. Je ne vais pas le forcer à aller voir un psychologue pour un papier... Son témoignage vaut toutes les attestations. »

#### « Procès hors norme »

A tour de rôle, les avocats réclament de la souplesse pour conclure ce procès qui n'a ressemblé à aucun autre. Représentant 16 parties civiles, Louise Aubret-Lebas rappelle la violence de la révélation des agressions que nombre de victimes ignoraient, la médiatisation de l'affaire, ce procès fleuve qui imposait aux parties civiles « une vie suspendue au dé-

libéré ». Elle plaide la reconnaissance d'un préjudice de crimes et délits sériels assurant une indemnisation complémentaire de 15 000 euros à chaque victime : « Si Joël Le Scouarnec n'avait pas été un violleur en série, nos clients n'auraient pas été confrontés à un tel dossier. Après les attentats du Bataclan ou l'effondrement de la passerelle du Queen-Mary-2, les avocats ont dû batailler pour obtenir des préjudices spécifiques. Aujourd'hui, votre tribunal doit reconnaître le caractère sériel de cette affaire. »

Assise au deuxième rang du tribunal, Manon Lemoine, porte-parole du collectif de victimes du pédocriminel, opine à cette proposition de jurisprudence. Elle pianote frénétiquement sur son téléphone pour décrire les débats sur un groupe WhatsApp consulté par d'autres parties civiles.

Lorsque Laëtitia Mirande, avocate générale, salue « un procès hors norme tourné vers les victimes, je le dis et l'assume », Manon

Lemoine bouillonne d'agacement. Elle dénonce tout l'inverse : « La façon dont les victimes ont été traitées par la justice n'a fait que rajouter des souffrances. Nous continuons le combat afin qu'une justice s'accompagne d'un soin, d'une écoute, d'une réflexion pensée avec et pour les victimes. »

Alors que la cour criminelle du Morbihan a placé ses jugements sur les indemnisations en délibéré au 20 janvier et au 13 février, l'affaire Le Scouarnec est loin d'être close. D'après le collectif représenté par Manon Lemoine, une soixantaine de nouvelles victimes présumées de l'ancien chirurgien auraient été identifiées et entendues par les enquêteurs. Le parquet de Lorient refuse de commenter les investigations en cours, mais confirme l'ouverture, en parallèle, d'une information judiciaire contre X des chefs d'absentations volontaires d'empêcher des crimes et délits contre l'intégrité physique des personnes. ■

BENJAMIN KELTZ



Pancartes en hommage aux victimes de Joël Le Scouarnec, à Vannes, le 28 mai. LOUISE QUIGNON/DIVERGENCE

# Violences sexuelles : des outils pour protéger les enfants handicapés

Un contrôle renforcé du personnel et des intervenants sera mis en place dans les établissements médico-sociaux pour enfants, en avril 2026

**C**onsidérez que les sans-voix doivent avoir des droits et qu'on ne peut pas leur faire subir n'importe quoi parce qu'ils ne peuvent pas dénoncer qui que ce soit. » Ce poème d'Hugo Thurin-Poueyto, jeune homme autiste non verbal, victime de violences sexuelles commises par son auxiliaire de vie quand il avait 14 ans, a conclu le colloque organisé par la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise), mercredi 3 décembre à Paris, à l'occasion de la Journée internationale des personnes en situation de handicap. L'objectif de son président, Thierry Baubet, était de « lever un pan de la chape de plomb » qui pèse sur ces violences « à l'intersection de trois systèmes de domination : patriarcal, des adultes sur les enfants, et des valides sur les personnes en situation de handicap ». La première difficulté est de mesurer l'ampleur du phénomène. Marie Rabaté, présidente de l'Association francophone de femmes autistes et spécialiste du handicap

à la Ciivise, a déploré une « invisibilisation statistique » des victimes. Les rares données, souvent citées, proviennent d'une métta-analyse internationale, publiée en 2012 par *The Lancet* : les enfants en situation de handicap ont trois fois plus de risques d'être victimes de violences sexuelles que les autres enfants, et jusqu'à cinq fois plus en cas de déficience intellectuelle.

La question des établissements sociaux et médico-sociaux, qui accompagnent 175 000 enfants et adolescents en situation de handicap en France, dont 30 000 en internat, a été évoquée par plusieurs intervenants au colloque, de même que le huis clos qui constitue les transports spécialisés. Parmi les « mesures indispensables », la ministre déléguée aux personnes en situation de handicap, Charlotte Parmentier-Lecocq, a annoncé la mise en place d'un contrôle renforcé de l'honorabilité, promis pour « avril 2026 sur le secteur du handicap, prioritairement pour les enfants ». Une attestation devrait certifier que les « professionnels, bénévoles,

intervenants extérieurs » ne figurent pas au fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes ou n'ont pas de condamnation au casier judiciaire. Ce contrôle, instauré en octobre pour les personnels de la protection de l'enfance ou de la petite enfance, a déjà permis d'écarteler 1 733 personnes, selon la direction générale des affaires sociales.

des objets de soins, sont rarement formés au consentement.

« Les ateliers d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle sont un droit, mais il y a énormément d'endroits où ce n'est pas fait. Les enfants et adolescents en situation de handicap sont encore vus comme des personnes asexuées », déplore Lydie Gibey, coordinatrice du centre ressource Intimadir d'Ile-de-France. Pourtant, complète-t-elle, « à chaque fois qu'on intervient sur ces questions, qu'on ouvre des espaces d'échanges, de débats ou éducatifs, les questions de violences sexuelles surgissent ». Dans le cadre d'agressions entre enfants ou adolescents en situation de handicap, « on ne parle pas de prédateurs sexuels, mais de comportements sexuels problématiques », précise Sandrine Bonneton, psychiatre pour enfants. Parfois, bien qu'il y ait des victimes, on ne sera pas en mesure de reconnaître un coupable au sens pénal ». Au-delà de l'éducation des enfants et de la formation des professionnels à la détection des signes de violence se pose la question du

#### Les enfants en situation de handicap ont trois fois plus de risques d'être victimes de violences sexuelles

recueil de la parole des victimes au moment du dépôt de plainte. Les protocoles spécifiques d'audition de mineurs, destinés à ne pas influencer les réponses, « ne fonctionnent pas, notamment pour les mineurs avec un trouble du spectre de l'autisme : ils ne vont pas forcément comprendre les questions ouvertes, on doit s'adapter », explique Laurent Kaiser, chef de groupe instructeur au Centre national de formation au renseignement et à l'investigation. Son service a formé 400 gendarmes aux auditions et mis à disposition des fascicules explicatifs sur différents

handicaps (mobilité réduite, enfant malentendant...) Un guide sur l'autisme est attendu début 2026.

Pour les enfants non oralisants, la communication alternative et augmentée, qui permet de s'exprimer par pictogrammes ou par signes, est un outil indispensable pour leur permettre de dénoncer des situations de violence. Depuis juin, son déploiement est obligatoire dans les établissements sociaux et médico-sociaux.

Mais pour l'utiliser, les forces de l'ordre doivent souvent auditionner les mineurs en étant accompagnés par un professionnel qui sert d'interprète. La question de l'accessibilité se pose aussi face à la justice. « Dans le parcours judiciaire, la procédure est censée être adaptée. Le juge doit désigner, par exemple, un interprète en langue des signes. C'est la théorie, mais en pratique, c'est une bataille quotidienne, rappelle Esther Garcia-Brotóns, juriste au sein de l'association Droit pluriel. Sans compter tous les handicaps invisibles, qui sont un impensé. » ■

ANNE-AËL DURAND

# Et si en plus des prix, on comparait ce qu'il y a dedans?

## LAIT ORIGINE UNION EUROPÉENNE ET ROYAUME-UNI

Beurre doux 60% MG Pâturages  
La plaquette de 250g - Le kg : 7,56€

Intermarché

1€  
,89



## LAIT ORIGINE EUROPE

Beurre doux 60% MG Les Croisés  
La plaquette de 250g - Le kg : 7,49€

L

1€  
,87



## LAIT ORIGINE FRANCE

Beurre doux 60% MG U  
La plaquette de 250g - Le kg : 7,48€

U

1€  
,87



Comparer le prix des produits, c'est bien, mais il faut aller plus loin en comparant aussi l'origine de la matière première principale. Alors chez Coopérative U, nous travaillons au quotidien pour vous proposer toujours plus de produits U à prix bas sans faire de concessions sur l'origine de leurs ingrédients.

**Des valeurs fortes et des prix bas.**

**HYPER U | SUPER U | COURSES U**

Comparaison des prix moyens Hyper et Super, sur les produits à marque distributeur beurre doux à teneur réduite en matière grasse 60%. Relevés effectués le 26/11/25 par un tiers indépendant dans les drives de 651 magasins E.Leclerc, 1318 magasins Intermarché et de 704 Magasins U (hors U Express et Utile). Plus d'informations sur la méthodologie et les produits à marque U sur magasins-u.com. Coopérative U, SA coopérative à capital variable, Parc Icade - 20 rue d'Arcueil - CS10043 - 94533 Rungis. R.C.S. 304 602 956 CRÉTEIL - Année 2025 - AUSTRALIE

POUR VOTRE SANTÉ, ÉVITEZ DE MANGER TROP GRAS, TROP SUCRÉ, TROP SALÉ. WWW.MANGERBOUGER.FR

## Entre la justice et les citoyens d'outre-mer, un fossé culturel à combler

Une enquête de députés sur le sujet appelle notamment à mieux former les magistrats

**D**e la Caraïbe au Pacifique, la justice ne répond ni au besoin d'égalité, ni aux aspirations identitaires des Français d'outre-mer et doit se réformer d'urgence. Telles sont les conclusions de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le sujet, rendues publiques vendredi 5 décembre.

Créée en juin par le vote d'une résolution, dans le cadre de l'ordre du jour réservé au groupe communiste (Gauche démocrate et républicaine), et présidée par un élue (Les Démocrates) de Saint-Barthélemy et Saint-Martin, Frantz Gumbs, la commission avait une visée politique claire : éclairer la défiance croissante des citoyens ultramarins vis-à-vis de l'Etat, au cœur de laquelle figure un profond sentiment d'injustice. «Ce sont des territoires entiers qui vivent dans l'angle mort de la République», affirme le député de la Guyane Davy Rimane, rapporteur.

Les moyens sont en augmentation : 475 magistrats seront en poste en 2026, contre 362 en 2016, selon le garde des sceaux, Gérald Darmanin, auditionné le 4 novembre. Cependant, matériels ou humains, les efforts demeurent très lacunaires. Sur ces territoires, «il est constamment nécessaire de motiver, d'argumenter, de faire valoir l'égalité des droits normalement octroyée par la loi de départmentalisation de 1946», a souligné, le 17 novembre, Christiane Taubira, unique ministre de la justice (2012-2016) issue de l'outre-mer.

### «Sentiment de méfiance»

Au-delà, la commission fournit un éclairage plus profond, moins attendu. «La distance culturelle, qui peut naître d'un manque de connaissance ou de reconnaissance des habitudes locaux par les magistrats, nourrit un sentiment de méfiance et d'incompréhension des justiciables. Elle alimente l'idée que la justice serait rendue pour défendre uniquement les intérêts de l'Etat, et ce de manière partielle, voire coloniale», indique son rapport.

Juges blancs, justiciables noirs : seule une trentaine de magistrats originaires des territoires d'outre-mer y exercent, moitié moins qu'en 2011, selon la commission d'enquête. «Les magistrats ne nous ressemblent pas, cela fait un drôle d'effet», a témoigné l'avocate Yanick Louis-Hodebar, du barreau de la Guadeloupe.

L'histoire, les langues, les traditions coutumières devraient être mieux appréhendées par l'institution

tution, alerte la commission. Le député Frantz Gumbs a rappelé la polémique qui a secoué en 2015 la cour d'appel de Fort-de-France. La juridiction avait voulu rehausser l'estradage du procureur par rapport à celle des avocats dans les salles d'audience, comme partout ailleurs. La chancellerie lui a donné tort au nom de «la fidélité à l'histoire», a raconté Christiane Taubira.

«Traditionnellement, à la Martinique, le parquet et les avocats se situent physiquement au même niveau. Cette spécificité symbolique résulte d'une lutte sociale. Nos sociétés ont fait éclater le système esclavagiste de domination et ce faisant, elles sont parties à la conquête de symboles : le niveau du parquet au tribunal de Fort-de-France en est un», a expliqué l'ancienne ministre.

### Rôle des chefs coutumiers

La distance linguistique accentue les incompréhensions, dans des territoires frappés de surcroît par des taux d'illettrisme élevés. C'est vrai dans l'immense Guyane, où près de la moitié des résidents n'ont pas le français comme langue maternelle. Mais aussi à la Martinique, où, selon l'Association martiniquaise pour les enquêtes pénales, «il est essentiel que le personnel judiciaire soit formé à la culture et à la langue créole pour mieux comprendre les justiciables».

La situation est critique à Mayotte, où, selon la Défenseure des droits, «moins de 60 % de la population maîtrise le français, mais où les moyens humains en matière d'interprétariat sont très insuffisants», ce qui conduit des agents pénitentiaires ou de sécurité à assurer ces fonctions. «A Wallis-et-Futuna, un seul interprète est présent sur le territoire, de sorte qu'il traduit parfois les propos de la victime et de l'accusé», a exposé Stéphanie Vigier, de l'Association des citoyens-défenseurs de Wallis-et-Futuna.

Le rôle des chefs coutumiers, incontournable, «se concilie parfois mal avec l'office du juge républicain», a noté la commission d'enquête. Et l'ignorance de l'institution peut conduire au pire. «Parfois, vous êtes amené à juger une personne qui se présente devant vous sans vous regarder et ne répond à vos questions qu'en hochant la tête et en maugréant, sans que vous sachiez si cela veut dire oui ou non», témoigne le premier président de la cour d'appel de Nouméa, Bruno Karl. Si vous ne savez pas interpréter ce silence, vous pouvez penser, à tort, que c'est un affront, une forme d'insolence ou de désintérêt. En réalité, la personne est simplement en position de soumission, parce que dans sa culture, quand on est jugé, on doit se soumettre. Or, pour bien interpréter un silence, il faut avoir été formé – par des sociologues, des anthropologues, des universitaires, des représentants des chefferies.»

Parmi ses recommandations, la commission parlementaire préconise de mieux former les juges. De recourir davantage à des assesseurs civils dans les procès. D'élargir le droit à un interprète. Ou encore de reconnaître aux chefs coutumiers le statut de conciliateur de justice, et de les associer davantage aux alternatives aux poursuites ou à l'exécution des peines. Le rapporteur note enfin «avec satisfaction l'initiative de l'Ecole nationale de la magistrature, qui permet depuis 2025 à ses élèves d'effectuer leur stage juridictionnel outre-mer». L'ENM répare ainsi «certes bien tardivement, une véritable anomalie». ■

**MKTB SARL**  
53 Rue Saint Maur  
75011 PARIS RCS: 492 248 844  
depuis le 01/10/2006 pour ses activités de :  
TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET  
FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Établissement garant sis Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL MKTB.

NATHALIE GUIBERT

## Bac : Edouard Geffray serre la vis sur le niveau d'exigence des jurys

Le ministre de l'éducation répond aux critiques sur un examen jugé trop facile, nuancées par un bilan inédit publié jeudi 4 décembre

**I**l faut redonner de la crédibilité au bac», assure Edouard Geffray, le ministre de l'éducation nationale, dans un entretien au *Parisien*, publié jeudi 4 décembre, face aux critiques récurrentes sur sa faible valeur et sur la suprématie, aujourd'hui, de *Parcoursup*. Cette ambition, affichée par de nombreux ministres avant lui, va trouver quelques traductions concrètes pour la session 2026 du baccalauréat.

Dans la continuité de ce qu'avait annoncé la précédente locataire de la Rue de Grenelle, Elisabeth Borne, le ministre annonce la parution du décret, le 5 décembre, destiné à encadrer les points attribués par les jurys. Les candidats qui ont obtenu moins de 8/20 à l'écrit ne pourront plus aller au rattrapage. De plus, les points bonus accordés par les jurys en sus des points de rattrapage ne pourront pas faire augmenter la moyenne générale de plus d'un demi-point.

Edouard Geffray souhaite, en outre, que «les professeurs qui examinent les copies aient des consignes d'exigence claires», explique-t-il. Pour lui, «une copie qui n'est pas écrite de manière intelligible, c'est-à-dire avec un niveau d'orthographe, de syntaxe et de grammaire absolument déplorable, ne peut pas avoir la moyenne». Le ministre n'évoque pas, en revanche, le chantier lancé par Elisabeth Borne autour du contrôle continu et de la définition des notes qui comptent ou non pour le bac.

Pour la première fois, l'éducation nationale rend également public, dans un document de plus de 40 pages consacré à la session 2025 et diffusé jeudi 4 décembre, une analyse détaillée des notes obtenues par les candidats au

baccalauréat. Cette parution offre un panorama complet des résultats à rebours des idées reçues. «Chaque année, au moment des résultats, tout le monde se demande si ce diplôme a encore de la valeur et s'il vaut bien la même chose partout», affirme le ministre, qui veut expliciter «sur quel barème on accorde une note ou pas».

Ce bilan, qui émane de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, donne une idée du nombre d'élèves concernés par ce tour de vis. En 2025, 6 200 admis en voie générale et 4 400 en voie technologique ont obtenu le bac grâce à ces points supplémentaires des jurys, soit 2 % des admis. Par ailleurs, 24 600 admis en voie générale et 7 500 en voie technologique ont bénéficié de ces «coups de pouce», comme les appelle Edouard Geffray, pour obtenir une mention ou une mention plus élevée.

**Incidence socio-économique**  
Globalement, la proportion de bacheliers dans une génération a légèrement diminué à la session 2025, en raison notamment d'une diminution des candidats dans la voie générale. Cette part d'une classe d'âge diplômée du bac s'élève à 75,7 %, en 2025, contre 76,2 %, en 2024. Avec les spécialités agricoles, cette proportion atteint environ 78,8 %. Dans le détail, près de 43 % d'une génération obtiennent aujourd'hui un bac général, 15 % un bac technologique et 18 % un bac professionnel.

Le taux de réussite global, en hausse en 2025, ne rend que partiellement compte des résultats des élèves. Hors spécialités agricoles, il atteint 91,9 %, soit 96,4 % dans la voie générale (367 300 ad-

**Pour la première fois, le ministère a rendu publique une analyse détaillée des notes obtenues au baccalauréat**

mis), 90,9 % dans la voie technologique (130 500 admis) et 83,4 % dans la voie professionnelle (154 500 admis). Parmi les lauréats, près de 60 % des candidats obtiennent une mention.

Dans l'ensemble, les combinaisons d'enseignement de spécialité «mathématiques - physique-chimie» et «histoire-géographie, géopolitique, sciences politiques-mathématiques» du bac général, prisées par les bons élèves et les classes sociales favorisées, sortent du lot. Elles affichent les taux de réussite les plus élevés avec respectivement 97,8 % et 97,6 %. De même, c'est dans ces «doublettes» que l'on trouve le plus de mentions «très bien» : plus d'un candidat sur cinq y dépasse les 16/20 de moyenne. Le genre ou la composition socio-économique d'un territoire ont aussi une incidence. La part d'admis avec mention au bac général varie de 43,6 % en Guyane à 77 % à Paris, tandis que les filles réussissent toujours mieux que les garçons.

Un zoom sur les notes obtenues tempère ce panorama. Les moyennes nationales ne sont pas toujours aussi élevées qu'on pourrait le penser. La moyenne au bac général s'établit ainsi à 13,1/20. Parmi les épreuves terminales du tronc

commun, qui comptent pour 60 % de la note finale, les moyennes vont de 10,8 en philosophie à 14 au grand oral. En fin de classe de 1<sup>re</sup>, la moyenne en français atteint 11,9 à l'écrit et 13,6 à l'oral.

Pour les enseignements de spécialité dotés des plus forts coefficients, les mathématiques affichent une moyenne de 11,5 au niveau national. Les élèves atteignent 11,8 en physique-chimie, 12,1 en sciences économiques et sociales et 12,2 en histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques, 13,4 en sciences de la vie et de la Terre. «Les enseignements de spécialité les plus rarement choisis ont en règle générale une moyenne nationale plus élevée», constate le ministère. Les langues régionales affichent ainsi une moyenne de 16,2.

Au contrôle continu, qui compte pour 40 % de la note finale, la moyenne nationale s'échelonne de 12,3 en enseignement scientifique et mathématique à 15,6 en éducation physique et sportive. Est-ce l'effet *Parcoursup*? Les notes de contrôle continu de terminale sont en général plus élevées que celles de 1<sup>re</sup>. Sur ce champ, la moyenne nationale s'établit à 13,3 en classe de 1<sup>re</sup> et 14,4 en terminale.

Les autres voies affichent des résultats moindres. Concernant le bac technologique, la moyenne nationale est de 11,7, avec une mention pour 43 % des admis, dont 2,5 % de mention «très bien». Pour le bac pro, les moyennes s'établissent à 11,8 pour les spécialités de la production et 11,9 pour les filières services. Plus d'un élève sur deux obtient une mention dans ces filières, dont 5,5 % de mention «très bien». ■

**SYLVIE LECHERBONNIER**

## Quand une polémique et une plainte dopent les commandes du jeu Fachorama

Le jeu, qui met en scène un «flic raciste», est dénoncé par le syndicat policier Alliance

**I**l aura fallu trois semaines au syndicat de policiers Alliance pour dénoncer une «insulte lancée contre nos collègues – caricatures, amalgame, haine», mais quelques heures seulement au ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez, pour lui emboîter le pas et porter plainte. L'objet de la colère de l'organisation professionnelle des policiers et de la vindicte judiciaire de la Place Beauvau? Un rectangle de carton plastifié de 12 centimètres sur 8 centimètres tiré d'un jeu des sept familles, coédité le 7 novembre par la maison d'édition Libertalia et le «collectif antifasciste» La Horde.

Cette carte montre le dessin d'un homme exhibant sa plaque de policier, un pistolet glissé à la ceinture et un tee-shirt frappé de la tête de mort stylisée du Punisher, l'antihéros d'une bande dessinée américaine habitée par la violence. Dans les familles «On est chez nous» et «Coup de poing», c'est le «flic raciste de la BAC», l'un des personnages du jeu, parmi d'autres figures comme la «féminationaliste», qui «défend le système patriarcal» tout en «s'affirmant féministe», le «skinhead» ou l'«intégriste anti-avortement».

Les sept familles sont présentées comme les parangons de divers courants de l'extrême droite, des «C'était mieux avant», com-

posés de «réactionnaires [qui] pleurent un "âge d'or" où chacun (et surtout chacune) restait à sa place» aux «Ils sont partout», «obsédés par les complots et la subversion intérieure».

Un jeu militant? Assurément. Humoristique? En la matière, les avis ne manqueront pas de diverger. Dangereux? Sauf à les lever d'un parpaing, les cartes de Fachorama sont aussi inoffensives que les lames d'un paquet de tarot. «C'est un jeu parodique, surtout, avec un aspect pédagogique sur les courants d'extrême droite», avance Nicolas Norrito, fondateur et animateur de Libertalia, dont le numéro de téléphone et la messagerie Internet sont saturés d'insultes et de menaces depuis le début de la polémique, mardi soir.

Pour le ministre de l'intérieur, aiguillonné par un puissant syn-

dicat de policiers, pas question pour autant de laisser passer la plaisanterie. Une plainte a donc été déposée, mercredi 3 décembre, comme l'a révélé *Europe 1* et l'a confirmé au *Monde* le cabinet du ministre de l'intérieur, jeudi.

Un nouvel épisode judiciaire, trois semaines après la plainte portée contre l'humoriste Pierre-Emmanuel Barré, à la suite d'une chronique dans laquelle la police avait été comparée à l'organisation Etat islamique sur les ondes de Radio Nova. Autant d'initiatives qui ne devraient pas contribuer à résorber le stock de procédures en souffrance, l'un des chantiers prioritaires annoncés par M. Nuñez devant l'Assemblée nationale, le 21 octobre, au sujet duquel il n'hésitait pas à déclarer: «Il faut qu'on mette le paquet.»

### Réimpression en cours

Fachorama se trouve en rupture de stock, victime d'un succès qui avait déjà bénéficié au jeu Antifa, commercialisé par les mêmes éditeurs, après son bref retrait de la vente par la Fnac en 2022 – une case mentionnait «Je lance un cocktail Molotov sur les CRS» – avant son retour dans les rayons. La maison d'édition indépendante se souvient d'une expérience «très compliquée à gérer» malgré le succès. A l'époque, l'équipe de six personnes avait dû

travailler d'arrache-pied entre la fin 2022 et le printemps 2023 pour servir toutes les commandes qui avaient afflué après la polémique d'ampleur nationale.

Aussi, cette fois, M. Norrito a-t-il décidé de bloquer les ventes sur le site Internet de Libertalia. «Par solidarité», et grâce au coup de projecteur sur l'activité de la maison d'édition, les commandes ont afflué à raison d'une toutes les 10 secondes mardi soir, et ont atteint un pic de 186 pour la seule journée de mercredi, avec des «SMS de libraires qui continuent de demander le jeu». Trois cents exemplaires à peine ont été rapatriés en extérieur pour être vendus directement à la librairie de Montrouge (Seine-Saint-Denis), l'une des deux gérées par la maison d'édition.

La «réimpression» de Fachorama, dont un premier tirage de 8 000 exemplaires était déjà pratiquement épousé avant même le début de la controverse, «est en cours, (...) mais ne sera livrée qu'en janvier», prévient un message en page d'accueil du site de l'éditeur, qui «ne court pas après l'argent, ne reçoit pas de subventions et n'en demande pas», mais se félicite cependant d'«une visibilité bienveillante avant la période de Noël». Grâce à une régie publicitaire gratuite, établie Place Beauvau. ■

**ANTOINE ALBERTINI**

**«C'est un jeu parodique avec un aspect pédagogique sur les courants d'extrême droite»**

**NICOLAS NORRITO**  
fondateur de Libertalia

# Sainte-Soline : quatre plaintes classées sans suite

Le procureur a jugé impossible d'établir l'origine des blessures causées par les gendarmes en 2023

**A**ucune investigation supplémentaire ne peut permettre d'éclaircir les circonstances de ces tirs.» Le procureur de la République de Rennes, Frédéric Teillet, a décidé, jeudi 4 décembre, de classer sans suite l'enquête sur les conditions dans lesquelles quatre manifestants ont été gravement blessés, le 25 mars 2023, à Sainte-Soline (Deux-Sèvres).

Dans son avis de classement, le magistrat résume les conclusions des investigations, closes en juin 2025 après deux ans d'enquête préliminaire. Si les enquêteurs de l'inspection générale de la gendarmerie nationale ont pu confirmer que les blessures ont toutes été causées par les militaires, ils ne sont pas parvenus à identifier les tireurs responsables.

Pour l'un des blessés, le magistrat estime que la grenade GM2L qui l'a blessé a été tirée conformément aux règles d'emploi, c'est-à-dire en cloche. Pour les trois autres, le procureur justifie l'abandon des poursuites par l'impossibilité d'identifier les tireurs, et la possibilité que ces tirs soient de toute façon conformes.

Dans le cas de Serge Duteuil, dont le pronostic vital avait été engagé après avoir été frappé à la tête

par un tir tendu de grenade, l'enquête semblait proche de pouvoir identifier le gendarme en cause. «Le travail d'exploitation des images laisse penser que le tir peut provenir d'un [blindé]», détaille le procureur. Mais au cours de leurs auditions, les gendarmes présents dans le véhicule «ont précisé n'avoir effectué que des tirs conformes» et pointé la présence à proximité d'autres militaires porteurs de lance-grenades. Le magistrat indique donc qu'il ne ressort pas «de certitude quant à l'auteur du tir».

«Je ne partage absolument pas l'avis du procureur sur le fait qu'aucune investigation supplémentaire n'aidera, se désole Chloé Chalot, avocate des blessés. J'avais fait de nombreuses remarques en

ce sens dans mes observations, auxquelles il ne répond pas dans sa décision.» Parmi les actes d'enquête que l'avocate aurait souhaité, «une exploitation plus complète des vidéos versées au dossier, soumettre à l'expert balistique les déclarations du tireur présent dans le blindé susceptible d'avoir blessé M. Duteuil». Elle annonce déposer plainte pour obtenir l'ouverture d'une information judiciaire, ce qui pourrait relancer l'enquête de zéro ou presque.

#### Information judiciaire

Frédéric Teillet était aussi très attendu sur la question des «tirs tendus», révélés par *Libération* et *Mediapart* début novembre. Il annonce son souhait d'ouvrir une information judiciaire pour poursuivre les investigations, mais estime «impossibles» des poursui-

tes pour mise en danger de la vie d'autrui. Pour caractériser cette infraction, il est nécessaire d'enfreindre une règle de sécurité dûment établie par un règlement.

Selon le procureur, il n'existerait pas de «texte législatif ou réglementaire prévoyant précisément l'usage spécifique (...) du lanceur Cougar». L'utilisation de ce lance-grenades est pourtant encadrée par une instruction d'emploi datée de 2017, commune à la police et à la gendarmerie. «La présente instruction définit les règles, les

modalités et les recommandations d'emploi, relatives (...) aux lanceurs de grenades», y est-il écrit. Dans son chapitre consacré aux «précautions d'emploi», la note stipule que, «lorsqu'une grenade est projetée à l'aide du lanceur de grenade, le tir tendu est strictement interdit», ce qui «permet d'éviter que les personnes ne soient directement impactées».

«La justification du procureur pour ne pas retenir la qualification de mise en danger d'autrui est difficilement compréhensible à la vue

des textes en vigueur», soulève un magistrat, sous le couvert de l'anonymat. Frédéric Teillet a retenu finalement «l'infraction de violences volontaires», plus restrictive que la mise en danger d'autrui, puisqu'elle nécessite d'identifier des victimes et de démontrer que les violences étaient volontaires. Le juge d'instruction pourra toutefois requalifier les infractions comme bon lui semble, indépendamment de l'avis du procureur. ■

GRÉGOIRE BISEAU  
ET ARTHUR CARPENTIER

**Les enquêteurs ont confirmé que les blessures ont été causées par les gendarmes, mais sans pouvoir identifier les tireurs**

## La Défenseure des droits s'alarme de la hausse des discriminations religieuses

L'institution évoque une «interprétation erronée» de la laïcité

**C**'est un appel à la «prise de conscience institutionnelle»: dans un rapport publié jeudi 4 décembre, la Défenseure des droits souligne l'augmentation des discriminations fondées sur la religion en France et dénonce un phénomène «trop souvent invisibilisé, voire banalisé, sous l'effet de discours stigmatisants visant certaines communautés religieuses».

En témoigne, est-il rappelé dès l'introduction du rapport, le «pic inquiétant» d'appels au 39 28, le numéro dédié à la lutte contre les discriminations, relevé au moment des élections législatives de 2024, marquées par une forte montée de l'extrême droite – un bond de 53 % entre mai et juin.

La lutte contre ces discriminations «n'est pas seulement une exigence juridique», mais «conditionne la préservation de la cohésion sociale», plaide Claire Hédon dans ce document d'une centaine de pages qui s'appuie sur l'enquête «Accès aux droits» menée, entre fin 2024 et début 2025, par l'institut de sondage Ipsos auprès de plus de 5 000 personnes.

Dans cette enquête, 7 % des sondés disent avoir fait l'objet de discriminations fondées sur la religion au cours des cinq dernières années (contre 5 % en 2016). Celles-ci ont affecté «chaque étape de leur vie» et de leur quotidien «à l'école, au travail, dans l'accès au logement, aux commerces, dans la vie associative et spor-

tive...» Le taux monte à 34 % chez les personnes musulmanes ou perçues comme telles (il était de 27 % en 2016), contre 4 % pour les citoyens de religion chrétienne (2 % en 2016).

#### Sentiment de rejet

Au premier rang, les femmes de confession musulmane: 38 % font état de discriminations (31 % des hommes de la même religion). Deux facteurs «aggravants» se détachent. «La visibilité de l'appartenance à une religion apparaît déterminante», est-il souligné: 15 % des personnes portant un signe religieux visible, tel que le voile, ont fait état de discriminations.

«Les statistiques [issues des réclamations reçues par le Défenseur des droits] montrent que ces discriminations touchent particulièrement les femmes musulmanes portant un voile et se concentrent principalement dans le domaine de l'emploi», précise le rapport.

Second facteur: l'«imbrication» des motifs «religion» et «origine». «Les personnes qui pensent être perçues comme «arabes» déclarent bien plus souvent que les autres avoir été discriminées en raison de leur religion», réelle ou supposée (41 %).

A ces discriminations «s'ajoutent des atteintes aux droits subies quotidiennement dans l'espace public (injures et violences antisémites et anti-musulmans, dégradations de lieux de culte, etc.) et dans l'espace numérique (notamment

LOUISE COUVELAIRE



Affrontement lors de la manifestation contre les mégabassines à Sainte-Soline (Deux-Sèvres), le 25 mars 2023. THIBAUD MORITZ/AFP

**Le Monde | Ateliers**

DEUXIÈME ÉDITION

**Festival des idées « Chaleur humaine »**

animé par Nabil Wakim

10 invités,  
10 idées  
pour avancer

Réunions,  
Ateliers,  
Grand quiz,  
Bal,  
Podcast  
en public

Dimanche  
18 janvier  
2026

De 10h30  
à 19h

AVEC LE SOUTIEN DE

MAIF

INSCRIPTIONS SUR:  
[theatredelaville-paris.com](http://theatredelaville-paris.com)

L'ÉCOLE DE LA RÉPARATION

Institut FRANÇAIS de la MODE

Théâtre de la Ville

# Nouveaux OGM : vers une dérégulation en Europe

Certaines semences pourront entrer sur le marché européen sans étiquetage ni évaluation des risques

C'est une victoire majeure pour les grands semenciers et l'agro-industrie, une amère défaite pour les défenseurs de l'environnement, les représentants de l'agriculture paysanne et les associations de consommateurs. Un accord a été trouvé en trilogue, dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 décembre, ouvrant la voie à la dérégulation des « nouveaux OGM » et à leur brevetabilité dans l'Union européenne (UE).

L'accord conclut deux ans et demi de discussions entre le Parlement, la Commission et le Conseil européens. Il est critiqué par des eurodéputés de gauche et/ou écologistes, qui estiment que la rapporteuse du texte, Jessica Polfjärd (Parti populaire européen, PPE), n'a pas respecté son mandat de négociation, se rangeant aux opinions de la Commission et du Conseil. L'accord conclu doit encore être formellement ratifié par ce dernier ainsi que par le Parlement, qui votera en séance plénière en mars 2026. L'Union française des semenciers, elle, « se félicite de cette étape déterminante pour l'instauration d'un cadre réglementaire équilibré, clair, précis et opérationnel ».

**Quelles plantes sont concernées ?** Les plantes issues des nouvelles techniques génomiques (NGT, pour *new genomic techniques*) sont considérées comme des organismes génétiquement modifiés (OGM) depuis un arrêt de juillet 2018 de la Cour de justice de l'UE. Elles diffèrent cependant de la transgenèse des OGM de première génération, car elles sont réputées capables de modifier les génomes sans ajouter de gènes étrangers à la plante. Les promoteurs de ces technologies avancent leur capacité à produire plus vite de nouvelles variétés à même, notamment, de s'adapter aux changements climatiques, à des conditions environnementales particulières, de consommer moins d'engrais, etc.

Selon l'accord trouvé en trilogue, seules les plantes ayant subi un nombre limité de mutations seront dérégulées. « Nous avons également obtenu que les plantes rendues tolérantes à un ou des herbicides, de même que celles modifiées pour produire des toxines insecticides, soient exclues [de la dérégula-



Manifestation contre les nouveaux OGM, devant le Parlement européen, à Strasbourg, le 6 février 2024. FREDERICK FLORIN/AFP

tion] », dit l'eurodéputé français Pascal Canfin (Renew Europe), favorable à l'accord conclu. Les semences NGT avec ces caractéristiques ne pourront en outre être importées en Europe comme des variétés conventionnelles.

**Que prévoit l'accord ?** Les plantes NGT dérégulées ne feront pas l'objet de mesures d'étiquetage pour le consommateur, mais d'une mention sur les sacs de semences, à destination des exploitants. Aucune mesure particulière de traçabilité de ces « nouveaux OGM » n'est prévue par l'accord. « Le Parlement européen s'était exprimé [en février 2024] en faveur de la traçabilité et de l'étiquetage des NGT », rappelle l'eurodéputé français Christophe Clergeau (S&D, socialistes et démocrates), qui assure qu'il ne votera pas le texte en séance plénière, en mars.

Les semenciers commercialisant ces plantes NGT ne seront pas non plus tenus de rendre publiques les méthodes de détection de leurs variétés. « Cela signifie que les

agriculteurs qui ne souhaitent pas cultiver ces plantes seront dans l'incapacité de savoir si leur production est exempte de contaminations », détaille Daniel Evain, référent OGM à la Fédération nationale d'agriculture biologique. L'accord ne prévoit pas de mesures de coexistence entre cultures, mais « les productions biologiques dans lesquelles se retrouveraient par accident des NGT ne seront pas déclassées », dit M. Canfin.

**Quels risques pour l'environnement ?** Selon l'accord, les risques sanitaires ou environnementaux des NGT dérégulées ne seraient pas évalués, comme c'est le cas pour les OGM. Les partisans de cette exemption assurent que les modifications génétiques apportées à ces plantes ne sont pas fondamentalement différentes de celles qui pourraient intervenir dans la nature, ou par le biais de méthodes de sélection classiques. L'expertise collective pilotée par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environ-

nement et du travail (Anses), rendue en février 2024, estime au contraire qu'une évaluation des risques devrait être conduite, au cas par cas, notamment en raison des effets dits « hors cible » (des modifications non intentionnelles survenant hors des zones du génome ciblées).

L'Anses jugeait également « importante » la mise en place d'un plan de suivi après chaque mise sur le marché, afin d'évaluer les effets indésirables potentiels sur l'environnement, en particulier les insectes pollinisateurs. L'accord ne suit pas ces recommandations, aucune évaluation d'éventuels effets indésirables sur l'environnement post-mise en culture n'étant prévue. De son côté, l'Autorité européenne de sécurité des aliments a jugé non nécessaire l'évaluation préalable ou le suivi des risques des NGT.

**Quelles conséquences pour les semenciers et les agriculteurs ?** Les bouleversements les plus profonds qu'induit l'accord se-

raient, pour de nombreux observateurs, d'ordre socio-économique. Le texte prévoit que, bien que considérées comme les conventionnelles, les plantes NGT pourront faire l'objet de brevets – soit des titres de propriété sur leurs « traits » (les caractéristiques de la plante exprimées par la séquence génétique modifiée ou ajoutée).

« Le Parlement s'était clairement prononcé contre la brevetabilité de ces plantes », rappelle M. Clergeau. Cela pose de très graves questions de brevetabilité du vivant. »

Bien que favorable au texte, M. Canfin admet que l'ouverture des brevets aux plantes cultivées fait entrer l'agriculture européenne en « territoire inconnu ». « Il est vrai que nous ne savons pas comment les acteurs économiques vont se comporter, mais l'accord comporte des clauses de révision obligeant la Commission à agir si les NGT devaient conduire à une concentration du marché au bénéfice de quelques entreprises », dit l'eurodéputé français. Il prévoit aussi un code de conduite

**Les nouvelles variétés seraient produites plus vite, et capables de s'adapter aux changements climatiques**

des acteurs économiques, qui entrera en vigueur six mois avant l'application du texte. » Ce « code de conduite » ne convainc pas tout le monde. « Ce n'est pas une concession, c'est à peine un plat de lentilles », affirme de son côté Christophe Clergeau. Il s'agit d'un dispositif non contraignant, uniquement basé sur la bonne volonté des grandes multinationales semencières. »

Le risque, selon Pierre-Benoît Joly, chercheur à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) et l'un des meilleurs spécialistes des effets socio-économiques de l'innovation en agriculture, est une perte de souveraineté européenne sur l'agriculture et l'alimentation, due à « l'accentuation du mouvement actuel de concentration dans le secteur semencier, dominé par quelques grandes sociétés multinationales ». « La question de la viabilité d'un grand nombre de PME du secteur semencier est clairement posée », ajoute-t-il.

Les petits sélectionneurs doivent en effet, pour développer leurs variétés, avoir accès à celles qui sont déjà sur le marché, dominé par une demi-douzaine de poids lourds comme Corteva, Bayer ou Syngenta. La réglementation leur permet cet accès, mais la brevetabilité des NGT va changer les règles : les plus gros acteurs pourraient rendre inaccessibles à leurs plus petits concurrents les ressources génétiques protégées par leurs brevets. « A terme, les entreprises du secteur qui n'ont ni brevets ni avocats pourraient tout simplement disparaître », dit M. Joly. Avec comme conséquences possibles un appauvrissement de la diversité génétique des variétés cultivées, une dépendance accrue des agriculteurs et une augmentation du prix des semences. ■

STÉPHANE FOUCART

## Covid-19 : les vaccins à ARN messager efficaces et sans danger

Une étude d'Epi-Phare répond à la désinformation autour des produits distribués massivement dans le monde entier durant la pandémie

Près de cinq ans après le début de la vaccination contre le Covid-19, une étude française, publiée jeudi 4 décembre dans la revue *Journal of the American Medical Association*, vient confirmer la sécurité des vaccins à ARN messager distribués pour la première fois, en 2021, de manière massive dans le monde entier.

Se faire vacciner contre le Covid-19 n'a pas augmenté le risque de mortalité à long terme (jusqu'en mars 2025), qu'elle soit liée au Covid-19 ou à d'autres pathologies, démontre l'équipe d'Epi-Phare, un regroupement d'intérêt scientifique placé sous la double tutelle de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et de la Caisse nationale de l'assurance-maladie.

« Cette étude contribue à clore la désinformation véhiculée autour des vaccins à ARN messager, souligne le professeur de santé publique Mahmoud Zureik, directeur d'Epi-Phare. Apporter des données

sur l'absence de risque à long terme permet de renforcer la confiance dans ces vaccins qui vont être développés contre d'autres virus ou d'autres maladies. »

### Plus de 28 millions de personnes

Leur analyse des données du système national des données de santé français a porté sur les plus de 28 millions de personnes de 18 à 59 ans résidant en France au 1<sup>er</sup> novembre 2021 et ayant reçu un remboursement de santé en 2020. Sur cette population, 79 % ont reçu leur première dose de vaccin contre le Covid-19 entre mai et novembre 2021, qui fut la période de vaccination de masse des adultes en France, le passe sanitaire étant entré en vigueur en juin 2021.

Les résultats sont probants : quatre ans après cette première injection de vaccin à ARN messager, les chercheurs observent une mortalité inférieure de 25 % chez les personnes vaccinées par rapport aux personnes non vaccinées, et ce, quelle qu'en soit

la cause. Cette mortalité moindre est liée à trois facteurs.

Tout d'abord, les personnes vaccinées sont moins mortes du Covid-19. Dans cette population, l'analyse montre une réduction de 74 % du risque de mourir à l'hôpital à cause du Covid-19. De six à neuf mois après la vaccination, 10,5 % des décédés non vaccinés sont morts du Covid-19, contre seulement 1,9 % des décédés vaccinés. Ces résultats sont en adéquation avec les autres études parues sur le sujet dans le monde.

Deuxième facteur : les effets indirects de la vaccination. Les formes graves de Covid-19, plus présentes chez les non-vaccinés que chez les vaccinés, provoquent des séquelles, notamment cardio-vasculaires, entraînant des risques de mortalité plus élevés dans les années qui suivent l'hospitalisation pour Covid-19. « Le fait que la vaccination prévienne une partie de ces complications amène à réduire la mortalité à long terme de façon indirecte », insiste Mahmoud Zureik.

Enfin, même si les chercheurs ont lissé au maximum les données statistiques pour pouvoir comparer les deux groupes de population, il n'en reste pas moins que les personnes qui ont choisi de ne pas se faire vacciner contre le Covid-19 ont une relation différente à la prévention et sont généralement plus éloignées du système de soins. Les données socio-démographiques montrent que les non-vaccinés sont plus défavorisés que les vaccinés, 20,9 %

d'entre eux ayant une complémentaire santé solidaire, contre 9,2 % pour les vaccinés, et 27 % vivant dans une des communes les plus pauvres, contre 19,1 %.

**De six à neuf mois après la vaccination, 1,9 % des décédés vaccinés sont morts du Covid, contre 10,5 % des décédés non vaccinés**

santé publique spécialisé dans l'épidémiologie.

Le fait d'avoir pris en compte toutes les causes de mortalité sur plusieurs années permet de mettre en évidence l'absence de conséquence grave de certains effets indésirables liés aux vaccins. Une étude antérieure avait montré que les complications cardiaques suivant des myocardites postvaccination sont moins importantes que celles liées aux myocardites intervenant après une infection de Covid-19. Plus globalement, les données relatives au suivi de pharmacovigilance des vaccins contre le Covid-19, publiées en décembre 2024 par Epi-Phare, pointent toutes vers la sécurité des vaccins à ARN messager.

« Il n'y a jamais eu de surveillance si intense sur un produit de santé », remarque Mahmoud Zureik. A moins qu'il n'y ait de nouveaux signaux nécessitant une investigation, nous n'allons pas développer davantage de travaux sur le sujet. ■

DELPHINE ROUCAUTE



**Les budgets 2026 marquent une préférence pour les augmentations individuelles**

matière d'augmentations collectives pendant la période de forte inflation, fait valoir, elle, que l'intérêt pourra augmenter de 30 % par rapport à 2024.

De leur côté, les salariés d'EssilorLuxottica se sont mis en grève, le 28 novembre, à Nantes, Dijon ou Ligny-en-Barrois (Meuse), à l'appel d'une intersyndicale CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, pour protester contre une proposition sous les 2 % d'augmentation. Dix jours plus tard, un rapport du cabinet Proxinvest sur la rémunération des dirigeants du SBF 120 avait placé leur PDG, Francesco Milleri, en tête du classement (23,1 millions d'euros en 2024, en hausse de 135,7 %). L'entreprise a, en outre, réalisé au troisième trimestre le chiffre d'affaires le plus important de son histoire. EssilorLuxottica est bien «un groupe qui partage la valeur», affirme la direction, qui met en avant son dispositif d'actionnariat salarié et la hausse de 42 % de l'intérêt pourra augmenter de 30 % par rapport à 2024.

**«Un travail intense»**  
«Pas de profit sans nous!», scandent encore, vendredi 28 novembre, une quarantaine de salariés de Zara, rue de Rivoli, à Paris. Une action coordonnée par les syndicats européens du groupe Inditex (Zara, Bershka, Massimo Dutti...) pour une «prime monde». Au printemps, le géant du prêt-à-porter espagnol a annoncé un bénéfice net en hausse de 9 %, à 5,9 milliards d'euros, porté par un volume de ventes en hausse de 7,5 % sur un an. «Pour faire du chiffre chez Zara, il faut vendre beaucoup de pièces, cela peut dire gérer énormément de flux. C'est un travail intense, qui engendre des troubles musculosquelettiques», plaide Imed (qui a souhaité que son nom ne soit pas publié), représentant CFTC au comité européen.

Le groupe défend sa politique de rémunération, en insistant sur la part variable, avec une commission sur les ventes et une prime annuelle d'au moins 1000 euros. «La commission n'ajoute que 8 % en moyenne à nos salaires mensuels, le smic pour la plupart», affirme l'élu CFTC.

Vendredi 5 décembre, c'étaient les salariés de Moët Hennessy, la filière vin et spiritueux du groupe LVMH, qui étaient appelés à la grève par la CGT pour «un partage des richesses plus juste et à la hauteur des efforts fournis par le collectif». Le syndicat réclame une prime exceptionnelle de Noël. ■

MARC ANGRAND  
ET ALINE LECLERC

## Une hausse des salaires en net recul pour 2026

Les premiers accords signés prévoient une revalorisation de 1,7 % en moyenne. Elle était de 2,3 % en 2025 et de 3,5 % en 2024

**M**écontent du résultat des négociations annuelles obligatoires (NAO) qui se sont achevées sur une décision unilatérale de la direction d'augmenter les salaires de 0,7 % en 2026, un syndicaliste de Leroy-Merlin, pour qui cette hausse correspond à une hausse de 21 euros brut mensuels, se met en scène sur les réseaux sociaux, en train de faire ses courses. «Merci Leroy-Merlin, grâce à tes 21 euros, j'ai pu mettre 12,77 litres d'essence dans ma voiture», ironise l'élu CFTC devant une pompe à essence, avant d'essayer de passer commande dans un fast-food: «Deux menus, c'est 26,60 euros... Dommage... Pas merci Leroy-Merlin.»

Avec cette hausse de 0,7 %, l'entreprise est, en tout cas, en dessous de la moyenne de 1,7 % des augmentations constatées dans les premiers accords NAO signés pour 2026, selon une enquête du centre études & data du groupe Alpha, qui se fonde sur les 143 premiers accords publiés cet automne. Un net recul par rapport au relèvement des salaires de 2,3 % en 2025 et de 3,5 % pour 2024.

«Cette diminution peut s'expliquer par un moindre pouvoir de négociation des salariés (en raison d'un relâchement des tensions sur le marché du travail et des difficultés économiques des entreprises) ainsi que par la forte désinflation en cours depuis deux ans», indique l'étude publiée vendredi 28 novembre, qui rappelle que l'inflation

n'a atteint, en octobre, que 0,9 % en glissement annuel – elle pourrait rebondir à 1,3 % en 2026, selon la Banque de France.

Dans le détail, les hausses (augmentations générales et individuelles) s'élèvent à 1,59 % pour les cadres, 1,73 % pour les professions intermédiaires, et 1,76 % pour les ouvriers et les employés. Alors que les entreprises avaient privilégié les augmentations collectives pour maintenir le pouvoir d'achat face à l'inflation, les budgets 2026 marquent une préférence pour les mesures individuelles.

### Measures périphériques

Le cabinet constate cependant que «plus de 53 % des entreprises n'ont pas négocié de budget d'augmentation et se sont limitées à des mesures périphériques» (temps de travail, Tickets Restaurant, mutuelle...). Un «niveau record», puisque seules

48 % étaient dans ce cas pour 2025, et 23 % pour 2024.

Parmi les premiers accords, celui signé au sein des Ehpads du groupe Emeis (ex-Orpea), un secteur à fort turnover, se distingue par un bonus lié à l'ancienneté: 1,8 % pour les personnes à bas salaires (inférieures à 25 000 euros annuels) présentes depuis moins de cinq ans, 2,5 % pour ceux qui sont dans le groupe depuis plus de dix ans.

Au Crédit mutuel Alliance fédérale, il y aura, en 2026, une hausse générale de 1 % avec un plancher à 500 euros. BNP Paribas a opté pour une prime de partage de la valeur de 1300 euros brut pour les salaires inférieurs à 60 000 euros brut annuels (1000 euros en dessous de 100 000 euros) et 2 % pour les augmentations individuelles, contre 1,8 % en 2024.

Dans le secteur bancaire, où de nombreux acteurs cherchent à réduire leurs charges d'exploitation,

des tensions ont cependant marqué les NAO de la principale branche du Crédit agricole, qui regroupe notamment les 39 caisses régionales du groupe et emploie 78 800 personnes. Jugeant insuffisante la hausse de 0,5 %, que la direction dit avoir décidée «en responsabilité, en tenant compte des équilibres économiques de la branche et du contexte d'inflation», l'intersyndicale a quitté la table des discussions le 26 novembre. Plusieurs rassemblements de protestation ont été organisés.

«La direction nous dit qu'elle ne sait pas de quoi sera fait l'avenir. Mais on sait bien que les caisses régionales vont toucher à peu près de 2 milliards à 2,2 milliards d'euros de dividendes de Crédit agricole SA [l'entité cotée en Bourse]. C'est assez incompréhensible», dit Samuel Mathieu, président du Syndicat national de l'entreprise Crédit agricole, affilié à la CFE-CGC, qui

demande une hausse générale de 1,5 %. Une nouvelle réunion est prévue le 18 décembre.

Même incompréhension chez l'assureur Groupama devant la proposition d'une augmentation collective de 1 % pour les 8 000 salariés de l'unité économique et sociale Groupama-Gan touchant moins de 33 000 euros annuels avec, en parallèle, une enveloppe pour les augmentations individuelles équivalant à une hausse de la masse salariale de 1,7 %.

«Avec cette hyperindividualisation des salaires, on sait qu'un grand nombre de nos collègues vont rester sur le bord du chemin», dit Thomas Comiti-Clémenton, délégué syndical central CFDT pour lequel «il n'y a pas de raison économique au choix de Groupama: le groupe va bien, les résultats 2025 s'annoncent très satisfaisants». La direction, qui dit avoir fait partie «des assureurs les mieux-disants» en

## Dans le monde, toujours plus de milliardaires, toujours plus riches

D'ici à 2040, les très grandes fortunes transmettront un total d'environ 5 900 milliards de dollars de patrimoine, d'après la banque UBS

**P**orteuse pour les marchés financiers, l'année 2025 a vu grossir les rangs des plus grandes fortunes du monde: la 11<sup>e</sup> édition du rapport annuel de la banque UBS sur le sujet dénombre 287 milliardaires de plus qu'en 2024, pour une fortune cumulée de 684,3 milliards de dollars (587 milliards d'euros).

La croissance de cette population accélère (ils n'étaient que 35 de plus en 2022, mais 268 en 2024), et leur nombre total atteint 2919, avec un patrimoine cumulé de près de 15 800 milliards de dollars, en hausse de 13 % sur un an. Une fortune globale supérieure au produit intérieur brut de la zone euro

et qui pourrait rembourser quatre fois la dette publique française.

Les Etats-Unis et la Chine dominent la planète des plus riches: 919 milliardaires sont américains, soit près d'un sur trois, 470 vivent en Chine continentale et 76 à Hongkong. L'Europe, elle, reste à la traîne, avec «seulement» 547 milliardaires, dont 117 en Allemagne, 85 en Suisse, 82 au Royaume-Uni et 46 en France. Il est à noter que l'Hexagone est l'un des rares pays européens dans lesquels la fortune cumulée des milliardaires a diminué en 2025, de 11,6 %, à 508,6 milliards de dollars.

UBS voit dans l'évolution globale de la population des milliardaires

le résultat de deux phénomènes. Le premier est l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs (196 sont devenus milliardaires sur les douze derniers mois), favorisée par la hausse des valorisations dans les hautes technologies, le succès de sociétés de biotechnologie aux Etats-Unis, des introductions en Bourse d'entreprises chinoises ou l'envolée des cours des cryptoactifs.

**Grande transmission**  
Cependant, une deuxième tendance est à l'œuvre qui ne dépend pas de l'évolution des cours de Bourse: l'augmentation continue du nombre d'héritiers milliardai-

res, reflet d'une «grande transmission» des fortunes déjà entamée avec le vieillissement de la génération du baby-boom. Ainsi, 91 personnes (64 hommes et 27 femmes) ont hérité, en 2025, un montant record de 297,8 milliards de dollars, soit un peu plus de 3,2 milliards chacun. Ces héritiers milliardaires n'étaient que 21 en 2016, année de la première édition de l'étude d'UBS. Autre évolution: la «troisième génération» de milliardaires, ceux dont les grands-parents l'étaient déjà, augmente près de trois fois plus vite que la deuxième.

Et cette accélération ne fait que commencer, souligne la banque: les prochaines décennies devraient voir se multiplier les héritages en milliards ou en centaines de millions. Selon ses calculs, les milliardaires du monde entier transmettront un total d'environ 5 900 milliards de dollars de patrimoine d'ici à 2040, «soit directement, soit indirectement par le biais des conjoints qui hériteront et transmettront à leur tour».

Dans ce vaste mouvement mondial, les Etats-Unis devraient garder la tête du classement, avec au moins 2 800 milliards de dollars d'héritages attendus sur les quinze ans à venir, contre 1 300 milliards pour l'Europe occidentale et un peu moins de 316 milliards en Chine, où les milliardaires sont en moyenne plus jeunes qu'ailleurs dans le monde.

Un autre facteur pourrait influencer la répartition des plus grandes fortunes mondiales: la mobilité croissante des milliardaires. En effet, 36 % des milliardaires clients d'UBS interrogés dans le cadre de l'étude ont déjà changé de pays de résidence au moins une fois, et, parmi les autres, 9 % envisagent un tel mouvement, motivés principalement par la recherche d'une meilleure qualité de vie ou par des préoccupations géopolitiques. Sans oublier la recherche d'un cadre fiscal plus clément. ■

M. AN.

# Pour Bercy, la délicate équation de la baisse de la facture d'électricité

Matignon a demandé à Bercy de réfléchir à plusieurs scénarios pour faire baisser le coût de l'électricité pour les ménages et les entreprises

**L**a promesse a de quoi parler à un grand nombre de foyers et d'entreprises. Bien en peine de trouver une majorité au Parlement, et en plein examen du projet de loi de finances (PLF) pour 2026, le premier ministre, Sébastien Lecornu, a demandé à son ministre de l'économie, Roland Lescure, de «travailler à des scénarios de baisse du prix» de l'électricité, comme le rapportait à l'Agence France-Presse, fin novembre, un proche du chef du gouvernement. Autrement dit, de chercher des leviers sur lesquels avoir la main, indépendamment des cours sur le marché de gros, qui sont déjà eux-mêmes orientés à la baisse.

Le propos est de «creuser des idées nouvelles et applicables rapidement», fait valoir au *Monde* l'entourage de M. Lescure, sans en dire plus à ce stade, avec en ligne de mire le thème du pouvoir d'achat. Un thème toujours sensible politiquement, s'agissant des prix de l'énergie, même si la flambee de 2022 est derrière nous.

Certes, de prime abord, la puissance publique n'a pas de pouvoir direct sur les cours du marché de gros, celui où les fournisseurs s'approvisionnent avant de commercialiser l'électricité aux particuliers. Mais, ailleurs, des marges de manœuvre existent. D'une manière générale, une facture d'électricité se décompose en trois grosses briques. La première, pour la fourniture de l'énergie en tant que telle, la deuxième, pour les réseaux de transport et de distribution et, enfin, la troisième, pour la partie fiscale, la plus commentée en ces temps de débat budgétaire.

Et pour cause, chez les particuliers, l'électricité est aujourd'hui deux fois plus taxée que le gaz: d'un côté, le socle de l'accise – un impôt indirect – est de 25,09 euros par mégawattheure (MWh); de l'autre, il est de 10,54 euros. Une «aberration», déplore François Carlier, délégué général de l'association de consommateurs CLCV. Surtout à l'heure où le gouvernement mise fort sur l'électricité, déjà très largement bas carbone, pour remplacer les énergies fossiles, nocives pour le climat, que sont le pétrole et le gaz. «Faire baisser l'accise sur l'électricité est le levier le plus immédiat et le plus à la main du gouvernement pour une baisse effective des factures», estime Mathias Laffont, délégué général adjoint de l'Union française de l'électricité, organisation professionnelle du secteur.

#### Des leviers autres que fiscaux

Telle qu'elle a été adoptée au Sénat, jeudi 4 décembre, la partie «recettes» du PLF comprend justement un amendement en vue d'une «convergence progressive des fiscalités appliquées à l'électricité et au gaz». Proposé par son rapporteur général du budget, Jean-François Husson (Les Républicains, Meurthe-et-Moselle), le texte prévoit de réduire de 3 euros par MWh l'accise sur l'électricité... tout en majorant de 4,40 euros celle sur le gaz. Le gouvernement ne s'est pas opposé à la proposition, pas plus qu'il ne l'a soutenu.

D'un point de vue fiscal, il est également possible de modular la TVA, autre impôt indirect frappant les ménages indépendamment de leurs niveaux de revenus. Depuis le 1<sup>er</sup> août, celle sur

#### D'après les syndicats d'EDF, c'est tout le tarif réglementé de vente de l'électricité qu'il faudrait refondre

l'abonnement aux contrats d'énergie est de 20 %. Soit autant que celle sur la consommation d'énergie à proprement parler, le gouvernement ayant invoqué la nécessité de se conformer au droit européen pour un taux harmonisé. Le 20 novembre, sur la base d'un amendement du groupe communiste, l'Assemblée nationale s'est prononcée pour un retour de la TVA sur l'abonnement à 5,5 %. Victoire de courte durée, car cette même Assemblée a, par la suite, rejeté l'ensemble de la partie «recettes» du PLF.

Selon le cabinet de Roland Lescure, le gouvernement ne s'interdit pas de réfléchir à des leviers autres que fiscaux, mais sans préciser lesquels. Structurellement, une bonne partie des factures finales dépendra du prix auquel EDF vendra son électricité nucléaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026. Le groupe public s'apprête à tout commercialiser sans captation ni redistribution aux consommateurs... du moins jusqu'à un seuil placé par l'exécutif, pour le moment, à 78 euros le MWh. «Sur le nucléaire, les intérêts peuvent diverger entre l'Etat actionnaire, EDF en tant qu'opérateur avec des besoins énormes

d'investissements, ses clients industriels et les petits consommateurs», résume Andreas Rüdinger, chercheur à l'Institut du développement durable et des relations internationales.

Au-delà même du nucléaire, d'après les syndicats d'EDF, c'est tout le tarif réglementé de vente de l'électricité qu'il faudrait refondre. C'est-à-dire le «tarif bleu» auquel sont encore abonnés près de 20 millions de sites résidentiels, 57 % de tous ceux dans le pays. Révisée en principe deux fois par an par les pouvoirs publics, cette offre tient compte notamment des prix de marché. Elle serait plus avantageuse pour les clients si elle reflétait davantage «les coûts réels de production, de transport et de distribution» en France, selon le secrétaire CGT du comité social et économique central d'EDF, Gwénaël Plagne, cosignataire d'une tribune mise en ligne par *Le Monde*, le 29 octobre, avec Marie-Améline Stévenin, présidente de l'association de consommateurs UFC-Que choisir.

Dans la facture, la partie pour les réseaux de transport et de distribution d'électricité est ensuite reversée respectivement aux gestionnaires RTE et à Enedis. «Face à la nécessité de financer à moyen terme des investissements en forte hausse», en décembre 2024, la Cour des comptes recommandait d'abord à ces sociétés d'agir sur leurs «politiques de distribution de dividendes (...) avant d'envisager un recours à des augmentations tarifaires à court terme». A ce jour, 50,1 % de RTE et 100 % d'Enedis sont détenus par EDF, dont l'Etat est l'actionnaire unique. ■

ADRIEN PÉCOUT

# Renault et Volvo Trucks se déchirent sur l'avenir de Flexis, le «Tesla des utilitaires»

Le tribunal des activités économiques de Nanterre a nommé un conciliateur pour régler le conflit entre les actionnaires. La production d'utilitaires électriques doit commencer en 2026

**L**a photo était belle. Le 3 avril 2024, Luca de Meo, alors directeur général de Renault, posait entouré de Rodolphe Saadé, PDG de CMA CGM, et de Martin Lundstedt, patron du constructeur de camions Volvo, tout sourire. Ensemble, ils veulent de créer Flexis, présentée comme le «Tesla des utilitaires». La société, détenue à 45 % par le constructeur automobile français, 45 % par le fabricant de camions suédois et 10 % par le fonds Pulse de l'armateur et logisticien marseillais, a, en effet, pour vocation de lancer une nouvelle gamme de véhicules utilitaires électriques conçus autour d'un ordinateur central, comme les Tesla, les voitures électriques chinoises ou encore les derniers modèles de BMW et de Mercedes.

Figuraient aussi sur l'estrade Philippe Divry et Krishnan Sundararajan, respectivement PDG et directeur technique du projet. Dix-huit mois plus tard, rien ne va plus. Luca de Meo, à l'origine de cette alliance, a quitté Renault pour le groupe de luxe Kering. Le torchon brûle entre les deux industriels actionnaires, au point que la société Flexis a dû se tourner vers le tribunal des activités économiques de Nanterre pour demander la nomination d'un conciliateur. C'est Marc Sénéchal,

administrateur judiciaire habitué à traiter des dossiers sensibles de la place de Paris, qui a été désigné pour trouver une solution. Les trois actionnaires devaient engager 1,2 milliard d'euros dans le projet et en ont déjà décaissé la moitié, selon nos informations.

#### Revoir les projections

Flexis emploie 150 personnes, surtout des ingénieurs, et fait travailler chez Renault quelque 900 personnes. Elle est stratégique pour le constructeur au losange, dont la part de marché en France sur les véhicules utilitaires atteint 28,3 % sur les onze premiers mois de 2025, derrière Stellantis (39 %). Elle est stratégique aussi pour la France, qui abrite encore l'essentiel de la production de ces véhicules.

Marc Sénéchal est un habitué des différends entre grands groupes

et poids lourds de l'économie: il a piloté, par exemple, l'accord de conciliation entre Areva, Siemens et TVO pour le réacteur nucléaire EPR d'Olkiluoto, en Finlande, et le dossier Casino; il a aidé à régler le différend entre Euroapi, spécialiste des principes actifs, son ex-maison mère Sanofi et ses créanciers; c'est aussi lui qui a été choisi pour liquider la structure du Comité d'organisation des Jeux olympiques de Paris 2024.

En théorie, la société, qui prévoit de lancer la production de ses véhicules dans la seconde moitié de l'année 2026, n'a pas de problème de financement: ses trois actionnaires ont les moyens de pourvoir à ses besoins. Mais ils ne sont plus d'accord. «Le marché du véhicule utilitaire électrique se déve-loppe de manière plus faible que prévu», explique un porte-parole de Renault. «Nous discutons pour adapter le business plan.» Il n'en dira pas plus. Selon nos informations, Renault a voulu revoir les projections. Volvo, qui a notamment apporté son expertise en matière de gestion des flottes logistiques, s'y refuse.

Comment sortir de la situation? A la fois actionnaire, fournisseur (son ingénierie travaille pour Flexis) et client potentiel (pour ses utilitaires), Renault est, des trois partenaires, celui pour lequel le

projet est le plus stratégique et pourrait reprendre l'ensemble. Le constructeur, plus petit que ses concurrents Stellantis ou Volkswagen, avait trouvé cette solution pour en partager les coûts et protéger sa trésorerie. Il estime que la valorisation de la start-up, dont le marché ne décolle pas, est aujourd'hui inférieure à ce qu'elle était au lancement du projet. Ce qui n'est pas l'avis des deux autres actionnaires. La situation est bloquée.

Volvo refuse de «commenter les rumeurs», mais précise «voir beaucoup d'opportunités pour Flexis et les solutions que l'entreprise a présentées au grand salon de la logistique Solutrans en novembre». Flexis, pour sa part, rappelle qu'elle «échange très régulièrement avec ses actionnaires, Renault Group, Volvo Group et CMA CGM, notamment à chaque étape importante de son développement. C'est le cas depuis toujours, et en particulier ces derniers temps, notamment dans la perspective des annonces de la Commission européenne». Les trois actionnaires devraient finir par trouver une solution, mais les tensions très fortes entre eux montrent les risques de la politique de développement par partenariats engagée par Renault. ■

SOPHIE FAY

#### Les Flexis sont conçus autour d'un ordinateur central, comme des voitures électriques premium



**PERTES & PROFITS** | META  
PAR OLIVIER PINAUD

## La superintelligence efface le métavers

«Nous sommes à l'aube d'un nouveau chapitre pour Internet, et c'est également un nouveau chapitre pour notre entreprise.»

Le 28 octobre 2021, dans une lettre publiée sur le site de Facebook, Mark Zuckerberg, le fondateur du réseau social, bascule dans le métavers. Dans ce monde virtuel, on peut se téléporter sous forme d'hologramme pour aller au bureau sans avoir à prendre les transports, partager un concert avec des amis situés à l'autre bout du monde ou se retrouver dans le même salon pour discuter.

«Vous pourrez consacrer plus de temps à ce qui vous tient à cœur, réduire vos temps de trajet et diminuer votre empreinte carbone», vante alors Mark Zuckerberg. Le saut vers cet univers virtuel est tellement essentiel qu'il change même le nom de l'entreprise en Meta qui, rappelle-t-il, signifie «au-delà» en grec.

Quatre ans plus tard, malgré 80 milliards de dollars (68 milliards d'euros) bien réels engloutis, ce monde virtuel n'est jamais allé bien loin. Logées dans l'entité Reality Labs, créée en 2020, les activités de métavers n'ont cumulé que 9,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires, pour une perte d'environ 71 milliards. Mark

Zuckerberg reconnaît aujourd'hui son échec. Confirmant une information de Bloomberg, Meta a annoncé, le 4 décembre, une réduction des ressources consacrées au métavers pour les orienter vers d'autres projets futuristes. Les coupes budgétaires pourraient atteindre 30 % dès l'année prochaine, avec des licenciements.

Mark Zuckerberg, lui, est déjà en route vers un autre monde. Dans une lettre publiée le 30 juillet, il a prophétisé l'arrivée d'une superintelligence personnelle qui nous connaît en profondeur, comprend nos objectifs et peut nous aider à les atteindre». Et pour la créer, il ne regarde pas à la dépense. En juin, Meta a déboursé plus de 14 milliards de dollars pour racheter la start-up ScaleAI, alimentant les interrogations sur la constitution d'une bulle de l'IA. Comme si le crépuscule du métavers, et des sommes englouties avec, n'avait pas servi de leçon.

Il est vrai qu'avec ses 20 milliards de dollars de bénéfices opérationnels par trimestre, générés en majorité par ses activités publicitaires traditionnelles sur les réseaux sociaux, Meta a les moyens de suivre les visions de son prophète. ■

## Yann LeCun va installer sa start-up d'IA à Paris

Meta sera «partenaire mais pas investisseur» de ce projet de «nouvelle génération d'IA»

**C'**est dans la capitale française que Yann LeCun va fonder sa très attendue start-up d'intelligence artificielle (IA). Le prestigieux chercheur, qui s'apprête à quitter Meta, où il occupe les fonctions de vice-président et de directeur scientifique de l'IA, l'a annoncé, jeudi 4 décembre, dans une intervention à la conférence AI-Pulse organisée par Scaleway, la filiale cloud d'Illiad (la maison mère de Free, fondée par Xavier Niel, actionnaire à titre individuel du Monde).

M. LeCun ambitionne de développer «la prochaine génération de modèles d'IA» – souvent décrits comme des «représentations du monde». «La Silicon Valley est complètement hypnotisée par les modèles actuels d'IA générative. Pour mener ce genre de recherches nouvelles, il faut donc aller hors de la vallée... à Paris», a-t-il dit, tout en précisant que l'entité serait «globale» et qu'il donnerait plus de détails «en janvier 2026».

«Meta sera un partenaire, pas un investisseur», a aussi révélé M. LeCun. «C'est un projet que M. [Mark] Zuckerberg [le fondateur de Meta] apprécie et qui l'intéresse. Mais lui et moi avons compris que le potentiel des applications dépassait ce que Meta avait envie de couvrir», a expliqué le chercheur. Le message vise à afficher qu'il n'y a pas de tensions avec Meta. Le départ du chercheur, annoncé le 11 novembre par un article du *Financial Times*, comporte pourtant certains traits d'un divorce. Le lauréat du prestigieux prix Turing pour ses travaux pionniers sur l'IA moderne avait été débauché en 2013 par Meta, où il a fondé le laboratoire de recherche interne FAIR.

Mais, au printemps, après avoir été déçu notamment par le modèle d'IA Llama 4, M. Zuckerberg a repris en main sa stratégie IA et l'a confiée à Alexandre Wang, le fondateur de Scale AI, dont Meta a racheté 49 % pour 14 milliards de dollars (12 milliards d'euros). Il a

créé une nouvelle équipe chargée, comme celles d'OpenAI, Anthropic ou Google DeepMind, d'atteindre une «superintelligence».

M. LeCun, lui, souligne les limites des modèles de traitement du langage (ou LLM), fondés sur l'analyse de textes pour prédire le prochain mot dans une phrase. S'il a indiqué, jeudi, qu'ils étaient «très utiles», il a qualifié de «commercie» l'idée selon laquelle «augmenter leur taille selon les lois d'échelle permettra d'arriver à une intelligence de niveau humain».

#### «Un modèle mental»

«Les LLM se passent d'avocat ou écrivent du code informatique», mais «on n'a pas encore de robot capable de faire ce que réussit un enfant de 5 ans», soit apprendre vite une tâche, par observation du monde physique. «Il leur manque un modèle mental, une intuition générale et des interactions», a affirmé M. LeCun, qui travaille depuis cinq ans sur JEPa, une architecture censée permettre aux IA d'apprendre à partir de vidéos.

«Ce nouveau paradigme permettrait aux IA de planifier une séquence d'action», a assuré M. LeCun, jugeant que les «agents» – ces IA développées par OpenAI, Google ou Meta pour mener des actions comme envoyer un e-mail ou surfer sur le Web – «ne marchent pas si bien». Le chercheur a cité comme application potentielle la modélisation des comportements d'un engin à réaction ou d'un robot dans un «environnement complexe» telle une usine.

Toutefois, comme le sait M. LeCun, dont les travaux sur l'IA ont commencé dans les années 1980, il est difficile, pour toute nouvelle piste de recherche, de prévoir si elle sera couronnée de succès et combien de temps sera nécessaire pour la valider. «Nous faisons de bons progrès», a assuré, jeudi, le futur nouveau président parisien. ■

ALEXANDRE PIQUARD

# H.market, reflet d'un marché halal en expansion

Avec 20 magasins, l'enseigne a vu son chiffre d'affaires bondir de 36 % en 2024, à 300 millions d'euros

**D**ans ce supermarché de Pontault-Combault (Seine-et-Marne), situé entre un Aldi et des discounteurs de la zone commerciale du Petit-Noyer, les clients se dirigent tranquillement vers la sortie, en ce vendredi de la mi-septembre. Personne ne semble s'étonner d'être invité par une voix au micro, en milieu de journée, à se «diriger vers les caisses car le magasin ferme ses portes». «C'est pour la prière, tous les vendredis, on ferme de 13 à 14 heures», explique la caissière. Mais on est ouvert jusqu'à 21 heures le vendredi et le samedi.»

A part cette pause méridienne, ce H.market – «H» pour halal, son rayon boucherie étant certifié comme tel – ressemble à n'importe quel supermarché, ou presque. Dans ses rayons, on trouve des sacs de semoule de 5 kilogrammes, de nombreux pains frais orientaux (turcs, libanais...), des fruits secs sur plusieurs mètres de rayonnage, ses propres marques (Dar Fresh, Dogan, Goumiz...), d'autres nationales (Kinder, Barilla, Harrys...) ou de distributeur (Carrefour, Auchan). Sont aussi proposés de nombreux articles importés principalement d'Allemagne ou d'Italie, sur lesquels il manque l'autocollant de traduction française, comme le prévoit la loi. A l'exemple de ce shampoing allemand L'Oréal Elvital de 250 millilitres à 99 centimes, ou de cette lessive en poudre Myth, très répandue en Russie et dans les pays d'Europe de l'Est.

Plus de 25 000 clients affluent chaque jour dans un des 20 magasins de l'enseigne créée en 2006 par la famille Guelli, attirés par son offre spécifique et la promesse de prix bas. Parmi eux, ce jour-là, Rim (les personnes interrogées n'ont pas souhaité donner leur nom de famille), une enseignante en BTS de 40 ans mère de deux enfants, dont le chariot déborde. «Je fais le plein toutes les trois semaines. J'y viens pour l'épicerie orientale et la viande halal et j'en profite pour faire toutes mes courses puisqu'on trouve de tout.»

#### «Très modestes»

L'enseigne, présente essentiellement dans les quartiers populaires, a généré 300 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2024. Soit une hausse de 36 % par rapport à 2023, a dévoilé Matthieu Jeuland, responsable immobilier de H.market, le 10 juin, au SIEC, le Salon de l'immobilier des espaces commerciaux. Et elle ne compte pas s'arrêter là.

Trois supermarchés devraient voir le jour, à Metz, à Clermont-Ferrand et à Stains (Seine-Saint-Denis), comme le montre la constitution au registre du commerce, depuis fin mai, des sociétés H Metz Distrib, H Clermont Distrib, et H Stains Distrib. «On a la volonté d'ouvrir cinq magasins par

an. On va dans les grosses agglomérations. On cherche 1000 mètres carrés de surface de vente, uniquement dans des zones avec parking. Les gens qui viennent chez nous peuvent facilement faire une heure de voiture. On a une grosse communauté sur Instagram avec 130 000 abonnés, ça permet de ramener du monde», a souligné M. Jeuland.

L'enseigne surfe sur un marché en pleine expansion: 40 % des foyers français ont acheté au moins un produit labellisé halal en 2024, soit 6,3 points de plus en deux ans, selon NielsenIQ. Le profil des consommateurs? «Très modestes: 33 % des acheteurs de halal sont issus de foyers qui touchent moins d'un smic par mois», selon David Lecomte, directeur des études sur le consommateur de cet institut.

Le halal a généré un chiffre d'affaires de 505 millions d'euros en 2024 dans la grande distribution en France (167 millions d'articles vendus). Ce qui est peu par rapport aux 138 milliards d'euros de produits de grande consommation vendus la même année. Mais ce rayon affiche une croissance plus rapide (+3,3 % en un an, contre 1,2 % pour l'ensemble des produits de grande consommation) et peut peser lourd: 13 % du chiffre d'affaires des plats déshydratés, 7 % de celui de la viande surgelée et «4 % du chiffre d'affaires total du jambon vendu en libre-service dans les grandes surfaces généralistes», précise M. Lecomte.

«Ce marché reste dynamique même s'il a connu un ralentissement à la suite de la forte inflation subie par les viandes de volaille et de bœuf. Depuis janvier, il progresse de 6 % à 7 % en volume et de 8 % à 9 % en valeur», affirme Eric Fauchon, PDG d'Isla Délice. Cette société créée en 1990 – une des pionnières – s'est d'abord développée sur la charcuterie, principal rayon halal. Elle en reste le leader incontesté, avec près d'un tiers de part de marché, devant Fleury Michon (21 %), LDC avec la marque Réghalal (10 %) et Isla Mondial (6 %). «C'est en France que le marché est le plus développé, car les grands distributeurs français ont été les premiers à investir», poursuit M. Fauchon. Seulement un quart des hyper-

marchés et supermarchés ne proposent pas de halal.»

Pour se développer, H.market, qui n'a pas répondu à nos multiples sollicitations, a profité des déboires des acteurs historiques. Il a repris l'exploitation de trois magasins de l'enseigne de discount Supeco à Carrefour, avec lequel, depuis décembre 2022, il a noué une licence d'enseigne et un contrat d'approvisionnement. Leurs liens se sont resserrés en avril, avec l'entrée de Carrefour au capital de la holding M3, qui chapeaute l'enseigne. A hauteur de 10 % pour 10 millions d'euros, selon *L'Informatif*.

**Un secteur très fragmenté**  
H.market devait également reprendre l'hypermarché Auchan Croix-de-Neyrat à Clermont-Ferrand, d'environ 9 700 mètres carrés, que l'enseigne nordiste avait fermé le 17 mai. Mais la préfecture du Puy-de-Dôme a annoncé, le 14 novembre, que le

conseil départemental allait exercer son droit de préemption sur le site pour y installer des services sociaux de proximité et le centre de secours des sapeurs-pompiers. Selon le quotidien régional *La Montagne*, le département a rencontré H.market et lui a proposé 2 000 mètres carrés sur le site.

H.market ne se contente pas de reprendre des supermarchés. Pour 600 000 euros lors d'une vente aux enchères en 2024, le groupe a racheté l'abattoir de Forges-les-Eaux, en Seine-Maritime, afin d'alimenter ses rayons boucherie. Le groupe acquiert aussi des actifs immobiliers en bloc, comme dans l'est de Metz en 2024, avec le centre commercial à ciel ouvert Metzanne (détenu par Marne et Finance, une société liquidée fin 2023), dans lequel sont installés Action, Aldi et KFC.

La grande distribution spécialisée dans le halal reste très fragmentée, constituée de nom-

**«Un tiers des acheteurs de halal sont issus de foyers qui touchent moins d'un smic par mois»**

DAVID LECOMTE  
directeur des études  
chez NielsenIQ

breux petits réseaux: la chaîne de supermarchés Triangle et ses 17 points de vente en France, l'enseigne Pro-Inter et ses 12 supermarchés orientaux dans l'Est, le service de livraison à domicile Halal Courses... Mais «ce type de grande surface sera amené à se développer dans les prochaines années pour suivre la diversité de la population française», estime M. Lecomte.

Le sociologue Vincent Geisser voit dans l'essor de la demande en produits certifiés halal «l'affirmation, au travers des pratiques de consommation, d'une appartenance communautaire, que l'on perçoit aussi dans un attachement plus important aux fêtes religieuses». Mais il ne faut pas, selon le chercheur au CNRS et spécialiste des mondes arabes et musulmans, en déduire «la quête d'un purisme alimentaire, car les consommateurs ne sont pas forcément des musulmans pratiquants». A Pontault-Combault comme ailleurs, les clients viennent d'abord pour les prix. Comme Maryse et Carlos, respectivement 70 et 65 ans, habitants à Fontenay-Trésigny, venus acheter «des merguez et des chipolatas, car c'est moins cher que chez Leclerc ou Inter, et ça ne nous dérange pas de manger halal même si on est catho». ■

LAURENCE GIRARD  
ET CÉCILE PRUDHOMME

**«J'y viens pour l'épicerie orientale et la viande halal, et j'en profite pour faire toutes mes courses»**

RIM  
enseignante et mère de deux enfants

**PUCES IA  
Un rival chinois de Nvidia flambe pour son introduction en Bourse**

Moore Threads, fabricant chinois de processeurs de pointe susceptibles de se substituer à ceux de l'américain Nvidia, a fait une entrée triomphale, vendredi 5 décembre, à la Bourse de Shanghai. L'action de Moore Threads Technology, fondé par l'ex-directeur de Nvidia en Chine, a bondi en début d'échange de quelque 500 %. Vers 4 h 30 (heure de Paris), le titre gagnait 424 %. L'opération, qui lui a permis de lever environ 8 milliards de yuans (970 millions d'euros), a été sur souscrite, avec des demandes dépassant plus de 4 000 fois l'offre de ti-

tres disponible, selon l'agence Bloomberg. – (AFP)

**AÉRONAUTIQUE  
Airbus a livré 72 avions en novembre**

Le groupe aéronautique a annoncé, vendredi 5 décembre, avoir livré 72 avions en novembre, portant le nombre de livraisons, depuis janvier, à 657. Le constructeur européen doit donc livrer 133 avions pour atteindre son objectif de 790 livraisons en 2025, tout juste abaissé de 30 unités après le problème de qualité de panneaux de fuselage d'A320 dévoilé lundi. Airbus a, par ailleurs, enregistré 75 nouvelles commandes en novembre et compte ainsi 797 commandes depuis janvier.



CHAMPAGNE  
**JACQUESSON**  
— DEPUIS 1798 —

\*La toute première cuvée 700, numérotée 728 et construite autour du millésime 2000, a été proposée en 2004.

**L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.**

## REPORTAGE

LANNION (CÔTES-D'ARMOR) -  
envoyé spécial

**L**e 24 novembre, la pluie et le vent balaien l'imposante tour de télécoms de la technopole de Lannion (Côtes-d'Armor). Erigé en 1963 à la naissance de cette petite «Silicon Valley» regroupant près de 400 entreprises, l'édifice de 80 mètres, au sommet flanqué d'antennes-relais, témoigne d'une époque révolue : celle où la cité bretonne, berceau des télécoms en France, rayonnait à travers le monde grâce aux innovations de ses ingénieurs dans le téléphone, le Minitel ou les satellites. Aujourd'hui, la ville et sa technopole redoutent le pire pour l'un de ses piliers historiques, Nokia. Le fabricant d'équipements de réseaux a annoncé, le 19 novembre, un septième plan de suppression de postes dans l'Hexagone depuis le rachat d'Alcatel-Lucent, en 2016, sur fond d'investissements dans la 5G moins élevés qu'espérés.

Sur la base du volontariat, le géant finlandais compte tailler dans ses troupes françaises à hauteur de 427 employés, dont 84 à Lannion, soit un cinquième de ses effectifs dans l'Hexagone. Situé au cœur de la technopole, le site ne comptera plus que 380 salariés environ, alors qu'il en employait plus de 950 en 2016, et 2 500 en 2003. De quoi ébranler le moral de ses ingénieurs et de ses chercheurs, dont beaucoup craignent la mort à petit feu. «C'est cuit!», déplore un ingénieur proche de la soixantaine devant l'entreprise, qui a requis l'anonymat, comme tous ceux interrogés. Après «plus de vingt-cinq ans» passés dans le groupe, il critique une stratégie visant à «désosser» progressivement le site, jusqu'à le faire «disparaître».

Colère identique pour ce cadre de la même génération, spécialiste des services de télécoms, dépité par le «démantèlement de cet immense savoir-faire industriel». Dans le viseur de la réduction d'effectifs et à quelques années de la retraite, il envisage de «prendre le plan» pour profiter de ses conditions financières. «Ce n'est pas une belle façon de partir: je n'avais pas l'intention de finir ma carrière comme chômeur», se désole-t-il, lui qui n'a jamais connu qu'Alcatel puis Nokia, et s'est installé à Lannion il y a plus de vingt ans.

## UN GOÛT AMER

Les responsables syndicaux du site ne se font, eux non plus, pas d'illusions. «On a bien compris que le site était sacrifié», fustige Olivier Legendre, délégué CFDT, jugeant que «les gens sont écoeurés et complètement résignés». Un mince espoir était pourtant apparu, en novembre 2021, quand Nokia avait annoncé l'ouverture d'un «centre européen d'excellence en cybersécurité» à Lannion, en faisant miroiter «une centaine de recrutements». Non seulement cette promesse n'a pas été tenue, mais le dernier plan prévoit de «supprimer presque tous les postes cyber existants», se désole Jean-François Schmitt, délégué CFE-CGC.

Le déclin de Nokia a un goût particulièrement amer pour Paul Le Bihan, le maire (Parti socialiste) de Lannion, qui est entré dans le groupe en 1982, du temps d'Alcatel, et y a travaillé quarante ans. Dans son bureau, une grande carte de la ville, réalisée à partir de composants électroniques, rend hommage à la technopole, née aux débuts des années 1960 à la faveur de la politique de décentralisation et d'industrialisation du général de Gaulle. La



Au centre du technopole, le site de Nokia toujours en activité. A Lannion (Côtes-d'Armor), le 2 décembre. LOUISE QUIGNON POUR «LE MONDE»

## PLEIN CADRE

# A Lannion, berceau français des télécoms, le lent déclin de Nokia

Alors que le géant finlandais réduit sans cesse les effectifs de son site breton depuis dix ans, beaucoup redoutent son retrait de ce bastion historique du secteur en France

fresque rappelle que «toute l'histoire de Lannion est liée à ce plateau [technologique]», insiste l'éidèle. Sans cela, la ville, qui compte plus de 20 000 habitants, «serait restée un petit bourg de 8 000 ou 9 000 habitants». «Tout le dynamisme du Trégor [ancienne division administrative et religieuse en Bretagne] vient de là», renchérit-il.

L'élu rappelle que Nokia constitue, avec son voisin Orange Labs – le centre de recherche et développement de l'opérateur –, l'un des «deux piliers» de la technopole, qui emploient, à eux deux, près de 1 500 personnes. Quand l'un d'eux rencontre «des difficultés plus ou moins passagères (...), cela fait mal», insiste M. Le Bihan. A Lannion, tout le monde connaît quelqu'un qui y travaille, ou y a travaillé».

Nokia et Orange Labs sont les héritiers de deux établissements renommés sans lesquels la ville ne serait jamais devenue le «berceau des télécoms» en France. L'actuel

centre de recherche d'Orange n'est autre que l'ancien Centre national d'études des télécommunications (CNET), qui a érigé la célèbre tour de télécoms. En 1963, c'est son directeur de l'époque, le polytechnicien Pierre Marzin, qui a convaincu le gouvernement de l'implanter dans la ville où il est né. Une initiative qui répondait au souhait de l'Etat stratégique de non seulement redynamiser la Bretagne, qui se vidait de ses habitants, mais aussi de rattraper le retard français dans la téléphonie, jugée essentielle pour le développement et la souveraineté du pays.

## «BRAS D'HONNEUR»

Mais le CNET et ses chercheurs n'arrivent pas seuls dans la nouvelle zone industrielle de Lannion: plusieurs établissements et entreprises de pointe y font aussi leur nid. C'est le cas du Centre de télécommunication par satellite de Pleumeur-Bodou, à quelques kilomètres de là. Construit en neuf mois seulement, son radôme, une sphère de 50 mètres de haut protégeant une antenne géante de 340 tonnes, réalisera, le 11 juillet 1962, une première mondiale: la diffusion en direct d'images télévisées par satellite entre l'Europe et les Etats-Unis. Il y a aussi la Compagnie industrielle des télécommunications (CIT), filiale de la Compagnie générale d'électricité, l'ancêtre d'Alcatel.

Cette dernière va dès lors industrialiser et vendre les innovations

du CNET. Outre ses avancées dans les câbles optiques, la visiophonie ou encore l'invention du Minitel, ses commutateurs numériques vont révolutionner la téléphonie. A partir des années 1970, ces matériels, essentiels pour gérer les flux d'appels, se vendent comme des petits pains en France puis à l'international.

Ils contribueront à l'essor de la CIT, rebaptisée entre-temps CIT-Alcatel après la fusion des deux entreprises en 1968, qui deviendra, vingt ans plus tard, numéro deux mondial des équipements de télécoms avec le rachat des activités européennes de l'américain International Telephone & Telegraph. Ce statut sera conforté, en 2006, par le mariage avec Lucent, son homologue outre-Atlantique, qui donnera naissance à Alcatel-Lucent. Ce développement transformera Lannion en une place forte du secteur: entre 1960 et 1980, le nombre de techniciens et d'ingénieurs passe de quelques centaines à près de 5 000.

Mais, aujourd'hui, Lannion a depuis longtemps tourné la page de ces années fastes, et le radôme s'est converti en musée des télécoms. Dès les années 1980, les évolutions technologiques provoquent les premiers plans sociaux. La concurrence internationale, qui s'intensifie dans les années 1990, puis l'éclatement de la bulle Internet, dans les années 2000, précipitent les fermetures d'usines.

Après avoir enchaîné les fu-

**«On a bien compris que le site était sacrifié, les gens sont écoeurés et résignés»**

OLIVIER LEGENDRE  
délégué CFDT

sification pour ne plus dépendre d'un secteur et protéger le tissu économique: «On se désintoxique de notre dépendance aux historiques [Nokia et Orange]», résume Loïg Chesnais-Girard, président (divers gauche) de la région Bretagne. Ainsi, «si Nokia tousse, tout le monde ne va pas s'enrhumer», renchérit Eric Bothorel, député (Renouveau) des Côtes-d'Armor. Une stratégie payante, selon Erven Léon, vice-président de Lannion-Trégor Communauté. Chargé de l'économie et de l'emploi, il loue «la résilience» de la technopole, qui a gagné 900 emplois entre 2014 et 2024.

Cela n'empêche pas M. Chesnais-Girard de fustiger les incessantes suppressions de postes à Nokia. Le président de la région Bretagne ne décolère pas contre «ces groupes qui vont à Choose France [les événements de l'Elysée à l'intention des entreprises, où Nokia s'est rendu en mai 2023] pour dire combien c'est formidable d'avoir le crédit d'impôt recherche, et qui, après, font des bras d'honneur aux élus locaux et abîment des écosystèmes stratégiques». Le cas de Nokia irrite également le ministère de l'économie. Celui-ci «regrette amèrement» les coupes d'effectifs, et entend «vérifier que des activités qui ont été aidées, comme la cybersécurité, ne sont pas supprimées», fait valoir une source proche de Bercy. Celle-ci rappelle le caractère «indispensable» des «compétences en recherche et développement» du fabricant d'équipements de télécoms, qui a l'avantage d'être un acteur européen.

Mais ces considérations paraissent secondaires pour Nokia. L'équipementier entend d'abord boucler son dernier «programme mondial de réduction des coûts» dans lequel les dernières réductions de postes s'inscrivent, justifie un porte-parole. En outre, le géant finlandais n'a pas hésité à annoncer ses coupes d'effectifs, le 19 novembre, le jour même où son PDG, l'Américain Justin Hotard, présentait, depuis New York, un plan stratégique tourné vers l'intelligence artificielle et les centres de données. A Lannion, plusieurs salariés n'y voient qu'une confirmation que leur avenir n'est, désormais, plus une priorité. ■

PIERRE MANIÈRE

**Entre 1960 et 1980, à Lannion, techniciens et ingénieurs passent de quelques centaines à près de 5 000**

# Quand l'IA se fait conseillère patrimoniale

L'intelligence artificielle peut fournir des conseils en investissement, mais gare aux risques

**T**el outil d'intelligence artificielle (IA) vous donne des conseils juridiques à toute heure. Tel autre vous trouve le meilleur investissement locatif sans vous réclamer un seul euro. Un dernier optimise votre fiscalité en épaulant votre avis d'imposition. Depuis le printemps, ces assistants numériques fleurissent en ligne pour vous aider à gérer vos finances personnelles.

Il y a, par exemple, Emplacement.immo, qui brasse des millions de données sur les prix immobiliers, la qualité de l'air, l'accessibilité des transports, la proximité des espaces verts et même l'efficacité énergétique des bâtiments. L'adresse que vous renseignez obtient ainsi une lettre de A à G, qui évalue la vie de quartier, les nuisances éventuelles et la pertinence d'y faire de l'investissement locatif. «L'outil fédère déjà 20 000 utilisateurs alors que nous l'avons lancé fin juin, sans aucune publicité», se félicite Martin Noël, cofondateur d'Emplacement.immo, émanation gratuite de Lokimo, un outil payant destiné aux promoteurs immobiliers.

La demande pour ce genre de conseiller virtuel semble vouée à croître. La moitié des moins de 40 ans considère peu utile d'intéragir avec un humain pour parler d'argent, selon Experian, l'entre-

prise qui aide particuliers et entreprises à tenir un budget.

Autre conseiller numérique intelligent, lancé en juillet, le robot conversationnel Legisto vous aide à régler vos contentieux légaux. Pendant quinze minutes, il écoute vos questions posées à voix haute et vous répond lui aussi «à l'oral», comme si vous discutiez avec un avocat. Il mouligne les textes légaux français et européens pour sortir les articles de loi pertinents, retranscrit le compte rendu de votre discussion et peut rédiger un modèle de lettre recommandée. Il vous conseille, quel que soit le domaine juridique, «sur vos problèmes conjugaux et de voisinage, le droit du travail ou des litiges commerciaux», s'enthousiasme son fondateur, l'avocat Thierry Cotty.

#### Les limites de la machine

Qu'en est-il des hallucinations, ces réponses totalement inventées qui sont capables de donner ponctuellement les IA à base de LLM (large language models), les technologies grâce auxquelles elles comprennent le langage? «A la différence de ChatGPT, Legisto n'a pas d'autres sources que les textes de loi. Ses réponses sont conformes au droit. Il ne répondra jamais s'il ne sait pas», promet M. Cotty. Ainsi, si on lui demande quelle est la couleur préférée de Rembrandt, Legisto

**«EN MOYENNE, L'IA EST MEILLEURE QUE L'HUMAIN. MAIS LES QUELQUES FOIS OÙ ELLE EST MAUVAISE, ELLE EST TRÈS MAUVAISE»**

SERGE DAROLLES  
professeur de finance  
à l'université Paris-Dauphine-PSL

indique que «cela sort de [son] champ d'expertise paralégal».

En étudiant les comportements des chatbots, Marie Brière, responsable de la recherche investisseurs chez Amundi Investment Institute, a constaté un autre risque: les biais des LLM. «Imaginez que vous demandez des recommandations d'actions à acheter sur la base de l'information financière disponible en ligne. L'outil interprétera plus favorablement un profit qui augmente de 4% dans certains secteurs économiques que dans d'autres, sans qu'en saché pourquoi», constate Mme Brière. Elle recommande donc d'utiliser ces IA «pour s'éduquer à la finance, en vérifiant et revérifiant ses conseils et informations. Soit sur Internet, soit en reformulant sa question [le prompt] plusieurs fois».

Même en restreignant son champ d'expertise, l'IA peut halluciner. «Par exemple, en matière de fiscalité, elle peut utiliser ses connaissances préexistantes et se tromper en considérant comme encore actuelles des règles révolues», prévient la chercheuse.

«Les humains ne sont pas infaillibles non plus», tempère Serge Darolles, professeur de finance à l'université Paris-Dauphine PSL, qui siège par ailleurs au conseil scientifique de l'Autorité des marchés financiers. «En moyenne, l'IA est meilleure que l'humain. Mais les quelques fois où elle est mauvaise, elle est très mauvaise. L'hu-

main n'est jamais lamentable à ce point», résume-t-il.

Avec son université et HEC Montréal, le professeur mène une vaste étude sur les conseils en investissement des LLM. Depuis fin 2024, il compare la gestion d'un même portefeuille par un groupe d'étudiants d'un côté, par une IA de l'autre. Pour le moment, il a surtout mis au jour les limites de la machine. Par exemple, son manque d'esprit d'association. Ou sa volonté de nous satisfaire à tout prix. «Si je lui demande un portefeuille à 30% de rendement sans risque, il va essayer de me le fournir, alors que ça n'existe pas. Il n'est pas encore capable de me ramener à une requête plus raisonnable», souligne l'enseignant-chercheur. Or contre qui se retourner si vous perdez de l'argent? Comment sanctionne-t-on une IA? On la débranche? Elle s'en moque!»

Fiscaly.ai, un outil lancé début novembre pour réduire ses impôts, indique ainsi dès sa page d'accueil: «Veuillez noter que je fournis des simulations à but informatif et non des conseils en investissement.» Il vous en donnera pourtant, et de particulièrement précis, si vous lui fournissez votre avis d'imposition. Et 600 utilisateurs quotidiens sur 1000 y consentiraient, malgré les informations très personnelles qui y figurent, à en croire son créateur, Gustav Sonden. L'algorithme de Fiscaly.ai propose des investissements défiscalisés «plus ou moins risqués, comme dans un groupement forestier d'investissement ou un fonds commun de placement dans l'innovation», détaille M. Sonden. Derrière l'outil se trouve la banque Colbr, gestionnaire de grands patrimoines en ligne. Sa responsabilité juridique, engagée lorsque ses salariés vous proposent des placements, ne l'est pas si vous suivez les conseils de son IA. ■

NINA GODART

**40 %**

C'est la part de communes françaises en difficulté financière identifiée par l'IA développée par l'Inspection générale des finances, parmi 2 500 villes. C'est une des expérimentations menées par le domaine public pour mieux gérer ses budgets grâce aux algorithmes. Dans ce test, les villes ont pu recevoir des conseils financiers et mettre en œuvre des mesures correctives de manière très précoce. Le système a également réussi à faire la différence entre leurs problèmes financiers permanents et ceux transitoires.

## BANQUE

### L'intérêt relatif d'un compte courant rémunéré

**G**agner de l'argent sans y penser: c'est la promesse des comptes courants rémunérés. La pratique est très peu répandue en France. Les 556 milliards d'euros «dormant» sur les dépôts à vue – le nom technique donné aux comptes courants – ne sont rémunérés en moyenne qu'à 0,04 %, selon les dernières statistiques de la Banque de France.

Pourtant, les banques ont la possibilité de rémunérer leurs clients. Le premier établissement à l'avoir appliquée fut la filiale française de la banque espagnole Caixa. Une initiative qui n'a pas plu à ses concurrents. En 2002, elle avait été sommée par la Commission bancaire française de cesser ce service. Déterminée à faire valoir ses droits, la Caixa a saisi la Cour de justice de l'Union européenne. L'instance a décreté, en 2004, que cette interdiction était contraire au droit communautaire. Dans la foulée, le Conseil d'Etat, en 2005, a publié un arrêté qui annule la décision de la Commission bancaire et qui consacre donc le droit des banques à rémunérer les comptes courants.

Pourtant, vingt ans après, très peu d'acteurs se sont saisis de ce droit. Trois exactement. Le premier d'entre eux est Sumeria, l'établissement de paiement lancé en 2024 par les fondateurs de Lydia. «C'est un dû, clame Cyril Chiche, cofondateur de Sumeria. Il n'y a aucune raison qu'un établissement gagne de l'argent grâce à ces dépôts sans le redistribuer à ses

#### Une rémunération soumise à conditions

	Sumeria	Monabanq	Trade Republic
Taux de rémunération des dépôts	2 % (4 % les trois premiers mois)	2 % pendant un an	2 %
Plafond de dépôts rémunérés	5 000 euros pour un compte gratuit	4 000 euros	Aucun
Conditions pour la rémunération	10 opérations avec la carte bancaire	10 opérations avec la carte bancaire	Aucune

clients.» Les banques placent en effet leur argent auprès de la Banque centrale européenne pour dégager des intérêts (2 % actuellement), comme le ferait un ménage avec sa propre banque. Trade Republic et la banque en ligne Monabanq lui ont emboîté le pas en 2025.

#### Une rétribution «modeste»

La plupart des acteurs, en ligne ou pas, rémunèrent aussi leurs clients. A la différence près que les intérêts sont générés si l'argent est placé sur un livret d'épargne distinct, et non pas sur le compte courant. Il est donc nécessaire de penser à faire ce virement. Une option moins commode, donc.

Pour les «vrais comptes» rémunérés, le taux brut servi, hors offre promotionnelle, est le même

posé, ni sur le plafond ni sur le nombre de transactions.

Les sommes mentionnées sont par ailleurs brutes. Le prélèvement forfaitaire unique de 30 % (12,8 % d'impôt sur le revenu et 17,2 % de prélèvements sociaux) est appliqué sur l'ensemble de ces gains. Ce qui ramène le taux d'intérêt net de ces offres à environ 1,4 %, soit 70 ou 56 euros net par an. Par ailleurs, il est très rare qu'un client puisse disposer de plusieurs milliers d'euros dormant sur son compte courant. Un encours mensuel plus modeste, de 500 euros par exemple, et rémunéré à 2 %, générera donc seulement 7 euros net d'intérêts annuels. «La rémunération est modeste», résume Anna Meylacq, porte-parole du comparateur Panorabanques. Cet outil peut donc être vu comme un moyen de compenser en partie le prix d'une offre bancaire payante.»

Face à cela, la rémunération nette du Livret A est de 1,7 %. Un taux supérieur à ce que proposent ces acteurs. Même en intégrant la future baisse du rendement du Livret A, la hiérarchie ne changera pas. Dans ces conditions, les comptes courants rémunérés sont-ils voués à l'échec? Cette question n'est pas pertinente, estime Cyril Chiche: «L'objectif est de rémunérer les 550 milliards d'euros qui dorment sur les comptes. Les 400 milliards d'encours du Livret A sont déjà rémunérés.» ■

ALEXANDRE LOUKIL



## SOS CONSO

CHRONIQUE PAR RAFAËLE RIVAIS

### Copropriété, Airbnb et conflits de voisinage

**D**ans les copropriétés, la location de courte durée suscite de nombreux conflits de voisinage: les habitants s'énerve contre les voyageurs de tous horizons qui, débarqués de leur avion en pleine nuit, chargent leurs valises dans les ascenseurs, s'escrime sur le code de la boîte à clés ou sonnent chez eux par erreur. Que peuvent-ils faire contre les copropriétaires qui louent leur appartement cent vingt jours par an, voire plus (sans autorisation municipale), lorsque le règlement de copropriété ne l'interdit pas? Telle est la question que pose l'affaire suivante. Le 13 avril 2022, les copropriétaires d'un immeuble de Montévrain, commune seine-et-marnaise proche de Disneyland Paris, demandent, en assemblée générale, que leur syndic agisse contre trois d'entre eux, qui exploitent des meublés touristiques, ce que leur règlement autorise.

Le syndic fait appel à un avocat, M. Stanislas De Jorna, qui conseille de saisir la justice sur deux fondements: l'interdiction, prévue par le règlement, de toute activité «commerciale»; et celle, prévue par la jurisprudence (et, depuis, par la loi), de causer à autrui un «trouble anormal de voisinage». Le premier vise M. X, qui, de l'Italie où elle réside, propose des prestations para-hôtelières (transferts aéroport-appartement, livraison de courses...). Or, ces prestations sont qualifiées de «commerciales», par la Cour de cassation et le code général des impôts, si elles procurent, pendant le séjour, au moins trois des services suivants: accueil, petit déjeuner, ménage, changement du linge de maison.

Pour prouver que c'est le cas, M. De Jorna produit des constats d'huisier (captures d'écran des annonces publiées sur Airbnb ou Booking, attestation du service de conciergerie). Le 28 mars, il obtient que le tribunal judiciaire de Meaux interdise à M. X de poursuivre son activité para-hôtelière, sous astreinte de 100 euros par jour: «En fait, elle a tout arrêté», indique-t-il. Pour prouver que les deux autres copropriétaires causent des troubles excédant les inconvenients normaux du voisinage, le conseil du syndic produit: des captures d'annonces autorisant l'arrivée des hôtes «à toute heure», des attestations de voisins se plaignant qu'on frappe chez eux la nuit, des images de caméras de surveillance filmant des allées et venues incessantes dans les couloirs, des photos de déchets abandonnés près des logements, parfois à même le sol. L'avocat affirme que ces troubles, par leur «réurrence» et leur «intensité», engendrent un préjudice de jouissance important pour les voisins. Le tribunal l'admet, et condamne les deux copropriétaires à cesser leur activité, sous astreinte de 100 euros par jour de retard. Ce qu'elles ont fait, sans contester la décision en appel. ■

## CLIGNOTANT



### ÉPARGNE

#### Le PER progresse

Au mois d'octobre, la collecte nette sur les plans d'épargne-retraite a atteint 1,05 milliard d'euros, contre 954 millions d'euros en octobre 2024, selon les chiffres communiqués par France Assureurs le 28 novembre. Depuis le début de l'année, ce produit d'épargne a récolté 6,86 milliards d'euros, soit 845 millions d'euros de plus que pour l'année 2024 sur la même période. La fédération précise qu'au total, les plans d'épargne-retraite «comptabilisent 7,7 millions d'assurés, pour un encours de 105,1 milliards d'euros». ■

## QUESTION À UN EXPERT

### Le télétravail est-il couvert par l'assurance habitation?

OLIVIER MOUSTACAKIS, directeur général d'Assurland

Le contrat d'assurance multirisque habitation couvre les dommages affectant les biens personnels du souscripteur, en cas de vol, incendie, dégât des eaux... survenant à son domicile. En revanche, le matériel professionnel utilisé dans le cadre du télétravail (ordinateur, téléphone, imprimante, etc.), dès lors qu'il appartient à l'entreprise, est couvert par l'assurance professionnelle de cette dernière. En effet, l'employeur est responsable des équipements qu'il met à disposition de ses salariés. Il doit dans ce cadre s'assurer qu'ils sont protégés par une assurance professionnelle multirisque incluant leur utilisation hors des locaux. De son côté, si le salarié utilise son propre matériel, il doit vérifier qu'il est bien couvert par son contrat d'assurance habitation. Le cas échéant, il doit demander une extension de garantie (généralement sans surcoût) ou souscrire une assurance spécifique télétravail, notamment pour les personnes non couvertes par un contrat multirisque habitation. Le salarié est également invité à informer l'assureur de son habitation de la présence de matériel professionnel à son domicile. Cette démarche permet de respecter l'article L113-2 du code des assurances, qui impose à l'assuré de signaler tout changement de situation de nature à modifier le risque couvert, comme la mise en place du télétravail. ■

SAINT-JEANNET (ALPES-MARITIMES) -  
envoyé spécial

**L**a passante de Saint-Jeannet (Alpes-Maritimes) était formelle : « Vous verrez, c'est une autoroute ! » Une autoroute, vraiment, ce sentier qui chemine vers les hauteurs de ce village du pays de Vence ? Un raidillon rocheux en vérité, un chemin parfois étroit et tortueux qui serpente sur le flanc du *baou*, le terme provençal désignant l'énorme falaise de calcaire en surplomb de la commune. Après une heure de marche, la voie s'élargit, la pente s'assagit et débouche, à quelque 800 mètres d'altitude, sur un panorama grandiose, une vue à 360 degrés, des contreforts des Alpes du Sud à l'immensité bleue de la mer Méditerranée.

Au premier plan, un étonnant agencement accroche le regard des randonneurs. Au bord de la falaise, une sorte de poteau en bois émerge d'un amas de pierres. A peine 1 mètre de haut et trois lettres apparentes : « REX ». C'est tout ce qu'il reste d'une grande croix élevée là, début novembre, avec la mention « Ave Christus Rex » (« je vous salue, Christ roi ») inscrite sur sa verticale. A la mi-novembre, une main inconnue a scié le symbole chrétien. Et c'est ainsi, comme à Montgenèvre (Hautes-Alpes), ou à Quasquara (Corse-du-Sud), qu'une affaire de croix chrétienne installée sur le domaine public est venue réveiller à Saint-Jeannet une vieille passion française : la loi sur la séparation des Eglises et de l'Etat, votée en 1905, et son application.

Ce dimanche 23 novembre, un rouge-gorge gazouille sur les restes de la croix du baou de Saint-Jeannet, pendant que deux randonneurs niçois s'offusquent, à voix haute mais anonyme, de la mutilation du calvaire. « Un affront » pour le monsieur, « une agression » pour la dame. Le 1<sup>er</sup> novembre, un groupe de jeunes gens tout de noir vêtus – et parfois porteurs d'insignes à la gloire du club de football de Nice – avaient hissé là une lourde croix, à dos d'homme. Elle a vite disparu, son *patibulum* (la partie transversale) et son *stipes* (la verticale) demeurent introuvables. Le 11 novembre, reviennent les hommes en noir sur les pentes du baou, une nouvelle croix géante sur le dos. « Vous pouvez les démonter, les cacher, les détruire... Nous serons toujours là pour les reconstruire », dit le message qui accompagne les images de leur ascension-procession publiées sur un compte Instagram, relayées par des personnalités d'extrême droite et des mouvements identitaires. Cette deuxième croix n'a pas résisté aux assauts d'une égoïne. Ne demeure que le poteau de bois. Qui a tenu la scie ? L'affaire reste un mystère.

« En quoi est-ce que cela peut être dérangeant, cette croix ? », font mine de s'interroger les deux randonneurs venus de Nice. Lui : « Une croix, ça reste symbolique, ça représente quand même la civilisation judéo-chrétienne. » Elle : « On est sur un territoire français, on doit respecter notre religion. » Problème, le « territoire » en question n'a rien de privé et un arrêt rendu en 2022 par le Conseil d'Etat a étendu la notion de neutralité aux domaines publics communaux. Ces espaces doivent « rester vierges de tous signes religieux », à l'exception de ceux érigés avant 1905.

**CES GENS TOUT EN NOIR, C'EST BIZARRE** Le 19 novembre, en déplacement à Paris, où elle assistait au congrès des maires et des présidents d'intercommunalité de France, la maire (sans étiquette) de Saint-Jeannet, Julie Charles, a improvisé une réunion en visioconférence avec les services de la préfecture des Alpes-Maritimes afin d'examiner la situation. « La première difficulté a été de savoir s'il s'agissait d'une parcelle privée ou communale », explique l'élu. De fait, le baou de Saint-Jeannet est divisé en une myriade de propriétés, legs de l'histoire pastorale de cette commune de 4500 habitants. Eleveurs et cultivateurs ont fait place à une population plus urbaine, mais il est toujours de bon ton d'avoir son nom accolé à quelques arpents de la montagne.

Le temps de récupérer le point de géolocalisation de la parcelle choisie par les hommes en noir et d'étudier le cadastre, la réponse est tombée : la croix occupait un terrain communal... « à 1,50 mètre près ! », souligne Mme Charles. Mais qu'importe, puisque le baou s'étend sur un espace classé Natura 2000, un site protégé. A ce titre, « aucune installation et aucune construction ne sont possibles », insiste la maire. « Croyante non pratiquante », cette quinquagénaire, qui réfléchit à briguer un nouveau mandat en mars 2026, affronte là une situation « inattendue », « surrenaliste ». « On fait face malgré nous », insiste-t-elle. Et malgré quelques paroissiens aussi.

Le 23 novembre, une quarantaine de personnes ont pris place dans l'église Saint-Jean-Baptiste de Saint-Jeannet. Avant l'office, une femme s'indigne : « Et pour les prières de rue des musulmans, on ne dit rien ! » Un jeune



La croix sciée au sommet du baou, à Saint-Jeannet (Alpes-Maritimes), le 29 novembre.  
ELEONORA STRANO  
POUR « LE MONDE »

# La querelle des croix sauvages

Plusieurs calvaires installés sur le domaine public raniuent les clivages autour de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat

homme au blouson noir a entendu parler d'une loi de séparation des Eglises et de l'Etat, mais l'histoire des croix escamotées l'attriste : « Nous, les chrétiens, nous sommes les seuls à nous laisser marcher sur les pieds. Alors que, qu'on le veuille ou non, la France a été construite avec l'Eglise. » Hasard ou non, le vicaire Slawomir Szczepaniak émaillera son prêche de références à la croix, « lieu de l'unité entre Dieu et l'homme », « lieu de vie » et « lieu du manque ».

A la sortie de la messe, un retraité confie son embarras. Il n'a pas goûté les processions, « ces gens habillés de façon provocante, tout en noir, c'est bizarre ». Guy Largillièvre, curé de la paroisse de Sainte-Hildegarde-de-Bingen, n'a pas davantage apprécié le spectacle donné par ces drôles de paroissiens le jour de la Toussaint puis le 11 novembre. Un acte inutile, à ses yeux : « Des croix, il y en a un peu partout dans le village de Saint-Jeannet. » Inconséquent, aussi : « Je suis pour le respect total de la laïcité, qui permet le vivre-ensemble. » Et franchement malvenu : « Pour les chrétiens, le meilleur moyen de se manifester, ce n'est pas par des signes susceptibles de blesser d'autres personnes. »

L'histoire se répète curieusement à quelques centaines de kilomètres au nord de Saint-Jeannet. A Montgenèvre, tout près de la frontière italienne, le maire et le curé, ce vieux tandem des campagnes françaises, ont eux aussi fait cause commune quand une croix de bois est apparue au sommet du mont de la Plane, à 2500 mètres d'altitude. A la manœuvre, cette fois, un groupe de randonneurs venus ériger, en 2024, leur calvaire à moins de 5 mètres de l'ancien, en mauvais état selon eux. Sur un domaine public, là encore, et sans la moindre autorisation.

Les deux croix ont cohabité quelques semaines, jusqu'à ce que des élus s'en émeuvent au conseil municipal. Lorsque Guy Hermitte, le maire (sans étiquette) de Montgenèvre s'est adressé au diocèse, il a compris que la paroisse Saint-Hippolyte-des-sources-Clarée-Durance n'était pas à l'origine de cette installation et n'en avait pas été informée. Il a alors « avisé le parquet », lequel a requis l'enlèvement de la croix. « Je m'en suis tenu à la loi, je l'ai appliquée parce que l'équipe le voulait », affirme Guy Her-

mitte, « croyant et pratiquant ». Cette décision, « prise à l'approche du 15 août, scandalise par sa portée symbolique », a commenté, sur son site, la revue d'extrême droite *Frontières*.

A la mi-octobre, des agents municipaux sont donc monté dans un hélicoptère pour alerter enlever la croix. Polémique assurée. Le coût de l'opération a été mis en cause, un opposant a brandi le chiffre de 5000 euros, qui s'est imposé dans les esprits. Les services de M. Hermitte évoquent pourtant une somme « cinq fois moins élevée » et rappellent que, « là-haut, on fait tout en hélicoptère ». La croix clandestine repose désormais tout près de l'église de Montgenèvre, « à la disposition de ses propriétaires », souligne la mairie. Elle fait partie des 48 000 croix recensées en France par SOS Calvaires, une association soutenue par le milliardaire proche de l'extrême droite Pierre-Edouard Stérim, qui a proposé ses services à la mairie de Montgenèvre, sans résultat.

## MENACES DE MORT

Le curé de la paroisse, le père Jean-Michel Barde, regrette lui aussi le fait accompli, ce calvaire imposé à la commune « sans aucune réflexion, aucun contact préalable ». Il a eu beau rappeler, dans un communiqué, publié à la mi-octobre, qu'il ne saurait « faire grief à un maire de faire respecter les législations en vigueur », rien n'y a fait. Guy Hermitte, 83 ans, ancien commissaire de police, longtemps sympathisant du RPR puis de l'UMP, s'est vu traiter de « maire bobo » sur les réseaux sociaux. Beaucoup plus grave, un homme a profité au téléphone des menaces de mort à son encontre. Rapidement identifié, le Breton a été déféré devant le tribunal judiciaire de Saint-Brieuc et condamné à trois mois de prison. « Qu'est-ce qui est le plus dommageable en cette situation ?, s'interroge le père Barde dans son communiqué. Qu'un particulier impose sa propre initiative en oubliant de consulter les communautés humaines d'un territoire ? Ou qu'un maire fasse respecter la loi ? »

A Quasquara, un village de 60 habitants situé à moins de une heure d'Ajaccio, le maire (sans étiquette) Paul-Antoine Bertolozzi, avait lui-même décidé, en 2022, de faire ériger un calvaire à l'entrée de la commune : « le meilleur emplacement » possible, selon

l'éidle. Mais un emplacement public, a protesté l'une de ses administrées, une octogénaire à l'origine d'un bel imbroglio administratif et d'une querelle locale. « Enlever la croix, c'est effacer la Corse », proclame aujourd'hui une banderole posée à côté de l'objet du délit.

La vieille dame, une opposante du maire, a demandé l'enlèvement de la croix. Face au refus de Paul-Antoine Bertolozzi, elle s'est tournée vers le tribunal administratif de Bastia, lequel lui a donné raison, le 10 octobre. Les juges ont considéré que le site choisi ne correspondait en rien à celui « des deux calvaires identifiés sur le cadastre communal de 1880 ». Et que la loi de 1905 devait s'appliquer. Près de deux mois après cette décision, la croix n'a pas bougé. « Nous sommes en Corse, nous sommes des chrétiens, et cela fait partie de notre patrimoine cultuel et culturel », a martelé M. Bertolozzi à France 3 Corse.

Au cours de cet entretien, l'éidle a également assuré « comprendre l'agacement des gens qui manifestent concernant cette croix ». Il a reçu le « soutien total » de l'ancien maire d'Ajaccio, Laurent Marcangeli (Horizons). Le président autonomiste du conseil exécutif, Gilles Simeoni, a, pour sa part, dénoncé « une interprétation laïciste, rigide et conflictuelle du fait religieux ». Lors de sa visite à Ajaccio, en décembre 2024, le pape François avait invité les croyants de l'île à suivre un modèle de laïcité ni « statique » ni « rigide ».

Montgenèvre, Quasquara, Saint-Jeannet... A trois reprises, l'esprit de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat a été malmené. Un siège des temps pour le curé de Saint-Jeannet. Derrière ces faits répétés, le père Guy Largillièvre déclare « le malaise d'une société » : « On assiste au retour d'un christianisme identitaire. Des gens rêvent d'un passé qui n'existe plus. L'Eglise a été très puissante, elle ne l'est plus, et c'est très bien ainsi. » Mais devant l'église Saint-Jean-Baptiste de sa paroisse, des fidèles louent au contraire l'approche de la laïcité « à la Corse » : « Ils ont raison ! » Preuve que la loi de 1905, cette idée simple, réputée incompréhensible dans le reste du monde, prête encore à confusion en France, cent vingt ans après sa promulgation, le 9 décembre 1905. ■

ÉRIC COLLIER

# Noah Baumbach, cinéaste des névroses

Le réalisateur sort sur Netflix un long-métrage avec George Clooney en étoile hollywoodienne vieillissante

## RENCONTRE

**U**n impressionnant esaim d'assistants se tient le long du couloir d'un palace parisien, attendant patiemment que la porte s'ouvre. En ce lundi de novembre, les acteurs George Clooney et Adam Sandler sont de passage en France pour promouvoir *Jay Kelly*, le nouveau long-métrage de Noah Baumbach, disponible à compter du vendredi 5 décembre sur Netflix. Le portrait d'une star hollywoodienne égoïste et d'une soixantaine d'années (George Clooney), lancée avec son agent (Adam Sandler) à la poursuite de sa fille en route vers l'Italie tandis que son passé revient le hanter.

Le réalisateur américain, âgé de 56 ans, nous rejoint dans l'une des chambres attenantes, où un café a été préparé à son attention. On se serait presque attendu à trouver un cheese-cake, comme il est exigé par contrat pour *Jay Kelly*, qui n'en a cure, dans le film portant son nom. La blague répétitive a été inspirée au cinéaste par deux anecdotes personnelles : un ami de ses parents avait avoué à sa femme qu'il n'aimait pas ce type de gâteau, qu'elle lui servait pourtant à chacun de ses anniversaires. Quant à lui, il s'est vu proposer de la vitamine C en permanence sur le plateau après qu'il en a fait une fois la demande.

### Dialoguiste hors pair

L'art et la vie, chez Noah Baumbach, dialoguent depuis toujours. Ses parents écrivaient aussi bien de la fiction que des critiques de films. Lui a fait sa vie avec deux actrices, Jennifer Jason Leigh puis Greta Gerwig, qu'il a aimées, filmées. Il a même prénommé un de ses enfants Rohmer, hommage au réalisateur de la Nouvelle Vague. «*J'ai une telle passion pour le cinéma depuis l'enfance, tout un tas de moments dans mon existence et d'amitiés sont rattachés aux films. Ils ont fait mon éducation. Je me souviens de ma découverte d'E.T., l'extraterrestre [de Steven Spielberg, 1982] à 12 ans, de celle de Jules et Jim [de François Truffaut, 1962] et des Affranchis [de Martin Scorsese, 1990] à 19 ans. C'est grâce à Down by Law [de Jim Jarmusch, 1986] que j'ai commencé à écouter Tom Waits, Blue Velvet [de David Lynch, 1986] m'a amené à Roy Orbison.»*

Elevé dans «la religion de l'art», il a dû apprendre à naviguer dans une société où la réussite se définit en premier lieu par l'accumulation de recettes ou de trophées.



George Clooney, Noah Baumbach et Adam Sandler, lors de la présentation de «*Jay Kelly*», à Londres, le 10 octobre.

STILLMOVING.NET  
FOR NETFLIX

Après un premier long-métrage remarqué, *Kicking and Screaming* (1995, inédit en salle en France), Noah Baumbach voit sa carrière décoller dix ans plus tard. Cette tension entre «authenticité et désir d'être remarqué» traverse une filmographie peuplée d'innombrables artistes plus ou moins ratés.

Parmi quelques exemples, le couple inspiré de ses parents dans *Les Berkman se séparent* (2005) oppose un mari dont la gloire littéraire est derrière lui à une femme en pleine ascension dans le

monde de l'édition. Ben Stiller, dans *Greenberg* (2010), vit avec le poids de ce contrat qu'il a refusé de signer avec une maison de disques au moment où la carrière de son groupe aurait pu décoller. Puis, dans *While We're Young* (2014), le même acteur peine à boucler son deuxième film, écrasé par l'aura de son beau-père, documentariste lui aussi. Enfin, *Marriage Story* (2019, sur Netflix) met en scène le désir d'émancipation de Scarlett Johansson, comédienne qui part tourner une série

populaire à Los Angeles, laissant derrière elle Adam Driver, son mari dramaturge new-yorkais reconnu des critiques et de ses pairs.

«Beaucoup de mes personnages se confrontent à cet idéal américain capitaliste du succès et s'identifient en grande partie à leur réussite ou à leur échec», analyse Noah Baumbach. S'il a une vraie tendresse pour chacun d'eux, le cinéaste, passé grand maître des portraits doux-amers, ne les ménage jamais. Dialoguiste hors pair – chacun de ses scénarios repré-

sente des mois d'écriture et de réécriture, seul ou à deux –, il n'hésite pas à souligner le narcissisme, les névroses et les aveuglements de ses personnages, en conflit avec eux-mêmes et avec le monde. Mais il les fait toujours cheminer vers davantage d'humilité. Chez Noah Baumbach, de *Frances Ha* (2012) à *The Meyerowitz Stories* (2017, sur Netflix), c'est dans l'expérience de la perte que se regagne une partie de son humanité : «*Dans l'idéal, on devrait tous essayer de réduire le*

«*Notre manière d'affronter la douleur de la réalité, c'est d'en faire une fiction*»

NOAH BAUMBACH

fossé entre celui qu'on est et celui que l'on voudrait être.»

L'identité est la grande question qui traverse son œuvre. Lui voit dans son cinéma une forme de «déconstruction du héros américain». Le réalisateur rend compte de la manière dont on essaie insensiblement de se définir en se raccrochant à des choses extérieures à soi-même. Comment, dès lors, savoir ce que l'on veut réellement, qui on est vraiment? Ses longs-métrages sont autant de manières d'essayer de répondre à ses questionnements existentiels.

### «Faussement léger»

*Jay Kelly*, dont le personnage principal a fait de sa célébrité un moteur et une carapace, s'ouvre sur une citation de la poétesse américaine Sylvia Plath (1932-1963) : «*C'est une sacrée responsabilité d'être soi-même. Il est beaucoup plus facile d'être quelqu'un d'autre ou personne du tout.*» Dans le film, l'entourage professionnel de l'acteur duplique ses choix comme une ombre. Noah Baumbach cite *Une vie à soi* (1934), de la psychanalyste Marion Milner (1900-1998), qui essayait de consigner dans son journal par une forme d'écriture automatique ses désirs propres.

Lieu de toutes les vérités et de tous les mensonges, la fiction porte en elle une indéniable ambiguïté. De plus en plus chez Noah Baumbach, elle va aussi de pair avec le refus d'affronter sa mortalité. Déjà présente dans *White Noise* (2022), marqué par l'expérience de la pandémie, la thématique est à nouveau à l'œuvre dans *Jay Kelly*, «*un film faussement léger*», se justifie le réalisateur. «*Notre manière d'affronter les choses les plus douloureuses de la réalité, c'est d'en faire une fiction. On se construit tous des échappatoires.*»

Des histoires qu'interprètent parfois des stars. Baumbach regarde dans son film, avec inquiétude, le vieillissement de ces icônes qui possèdent le pouvoir rassurant de nous accompagner de manière imperturbable à travers le temps. Car s'il y a une mort qu'il préférerait ne pas avoir à affronter, c'est encore celle du cinéma. ■

BORIS BASTIDE

## Dans «*Jay Kelly*», George Clooney en star hollywoodienne fragile

L'acteur sexagénaire incarne avec humour et une douceur mélancolique les états d'âme d'une vedette de cinéma en pleine crise

**D**ans la section sciences, le phénomène décrit par *Jay Kelly* serait celui du passage d'une étoile en phase de géante rouge, celle qui succède à sa production d'énergie maximale et précède sa fin. Il est ici question de cinéma, et Noah Baumbach veut représenter le moment qui, dans la vie d'une star hollywoodienne, précède le processus d'extinction – celui qui aboutit à l'état que mit jadis en scène Billy Wilder dans *Boulevard du crépuscule* (1951), le trou noir de l'oubli.

C'est un phénomène cruel quand il affecte des êtres vivants et conscients. *Jay Kelly* esquive – gracieusement certes – la cruauté inhérente au mode de production connu sous le nom de star-system. Une fois fait le deuil d'une analyse incisive, on pourra s'abandonner

au charme exquis de ce portrait mélancolique et drôle d'un homme que la célébrité a exempté de la plupart des maux de la condition humaine, à l'exception bien sûr de sa finitude.

D'ailleurs, les premiers mots du film sont «*Nous arrivons à la fin*». Il s'agit de la fin d'un tournage, une séquence qui voit le protagoniste incarné par Jay Kelly mourir seul, en compagnie d'un chien. Une fois l'ultime plan dans la boîte, l'acteur se relève sous les acclamations de l'équipe.

Sexagénaire, il a le charme suave de George Clooney. L'acteur lui prête tout de suite une inquiétude indéfinissable, imperceptible pour le commun des mortels, mais qui n'échappe pas à son manager, Ron Sukenick (Adam Sandler). Le scénario procède par pe-

tites crises qui, chacune, contribuent à percer l'enveloppe qui isole Jay Kelly de ses semblables. Lors des funérailles du réalisateur qui jadis lui mit le pied à l'étrier, la star retrouve l'un de ses condisciples du cours d'art dramatique. Tim (Billy Crudup) rappelle à Jay les circonstances de ses débuts. Ce qui force bien sûr le spectateur de *Jay Kelly* – le film – à se demander pourquoi, de deux acteurs aussi doués l'un que l'autre, George Clooney et Billy Crudup, un seul a accédé au statut de superstar.

### Odyssee imprévue

Vient ensuite le départ pour l'Europe de Daisy (Grace Edwards), la plus jeune des deux filles de Jay, avec qui ce dernier espérait passer l'été. Soudain saisi par un remords pressant, ce père éternelle-

ment absent tourne le dos au film à venir et affrète un jet pour Paris, embarquant son vaste entourage (coiffeuse, publiciste, factotum et, bien sûr, manager), forçant chacun de ses membres à laisser en plan familles et projets.

Dans l'esprit de l'acteur, cette odyssée imprévue doit aboutir à une apothéose : lors de la remise d'un trophée pour l'ensemble de sa carrière dans un festival en Toscane, il parviendra à rassembler sa famille éparsée – son père, vieux mâle américain (Stacy Keach), sa fille ainée, devenue institutrice après avoir tenté d'être actrice (Riley Keough) et Daisy, ajoutant à ce noyau ses collaborateurs, dont il est persuadé qu'ils sont ses amis.

La relation entre Jay Kelly et Ron Sukenick est sans doute ce que le film a de plus précieux à offrir.

George Clooney et Adam Sandler trouvent immédiatement un rythme, une harmonie qui paradoxalement repose sur le décalage entre deux existences. Ron n'est qu'un satellite, dont le mouvement dépend de la masse et de l'énergie que lui fournit son étoile d'employeur. Sandler joue de la résignation, de la lassitude et de l'amour véritable que son personnage porte à Jay Kelly. Au point que l'affranchissement de Ron devient un enjeu plus passionnant que l'éventuelle épiphanie de la star.

Noah Baumbach filme cela dans la douceur et le luxe. Les emplois secondaires sont tous occupés par des acteurs de premier ordre : Patrick Wilson en rival (et autre client de Ron Sukenick), Laura Dern en publiciste proche du point de rupture, Riley Keough en aînée qui se

heurte sans cesse à l'aveuglement de son père. On pourrait allonger cette liste sur des paragraphes.

Cette abondance, accentuée par la musique luxuriante de Nicholas Britell, par l'image presque émouvante du directeur de la photographie Linus Sandgren, fait du film un spectacle délicieux. Reste qu'il faut le voir sur un petit écran, puisque c'est Netflix qui a desserré les cordons de la bourse. *Jay Kelly* passe son temps à se demander si à encore un avenir, Noah Baumbach se garde bien de poser la question : quid du cinéma? ■

THOMAS SOTINEL

Film américain de Noah Baumbach, avec George Clooney, Adam Sandler, Laura Dern, Billy Crudup (2 h 12). Sur Netflix, dès le vendredi 5 décembre.

# Les points d'interrogation de Trisha Brown

Au Palais Garnier, un programme propose notamment deux pièces de la chorégraphe américaine

## DANSE

**R**endez-vous avec la chorégraphe américaine Trisha Brown (1936-2017) au Palais Garnier. Grâce au Ballet de l'Opéra national de Paris, deux œuvres de cette personnalité essentielle de la danse, *Ozlozony/O composite* (2004) et *If You Couldn't See Me* (1994), ouvrent le programme mixte intitulé *Contrastes*, à l'affiche jusqu'au 31 décembre. Elles sont accompagnées par *Anima animus*, classique abstrait signé par le Britannique David Dawson, et *Drift Wood*, du duo néerlandais Marne et Imre van Opstal, qui sont frère et sœur.

Quel plaisir et quelle émotion, lundi 1<sup>er</sup> décembre, de se glisser dans le style savant et faussement désinvolte de Trisha Brown ! Nuit étoilée, cosmos à portée de main. La toile de fond de *O zlozony/O composite* met sur orbite une réverie planante comme la musique de Laurie Anderson qui la soutient. Pour ce trio spécialement imaginé en 2004 avec des danseurs de l'institution parisienne, la figure de la danse postmoderne collaborait pour la première fois avec une troupe classique. Elle y croisait son rêve d'envol, présent depuis toujours au cœur de son travail, avec le vocabulaire académique dans une lévitation zen.

La douceur dynamique de son écriture, tout en changements de

direction et ruptures de rythme, dessine des entrelacs gestuels. Ronds de bras qui se prolongent d'un corps à l'autre, grands battements qui ricochent dans l'espace, sauts en écho, la danse se propage. En blanc, les étoiles Dorothee Gilbert, Guillaume Diop et Marc Moreau endossent cette partition subtile qui relie les interprètes. Les pas de trois font leur miel de portés acrobatiques en suspension. Dorothee Gilbert serait-elle au bord de l'évanouissement au-dessus des bras tendus de ses deux partenaires ? Le fantasme d'une extase dansée circule dans cette pièce scintillante tandis qu'une voix récite en polonois le poème *Ode à un oiseau*, de Czeslaw Milosz (1911-2004), à partir duquel Laurie Anderson a composé.

### Volubilité des mouvements

La complexité de Trisha Brown se joue dans une discontinuité permanente. Entre tension sèche et relâchement rapide, crispation et abandon, la ligne de sa danse témoigne de l'ultrasensibilité de cette femme transpercée par des émotions contradictoires. Une épaule part en arrière pour laisser le bras filer comme une algue. Celle qui revendiquait un mouvement « sur les chemins naturels du corps avec un traitement démocratique de toutes les parties » a rempli son cahier des charges, distribuant des accents du

coude à droite, des points d'interrogation du genou à gauche.

Ce jeu graphique et fluide s'offre une visibilité géniale avec *If You Couldn't See Me*. Entièrement dansé dos au public, ce solo emblématique entre au répertoire de l'Opéra national de Paris. Dans une longue robe fendue sur les côtés, le dos dénudé de l'interprète – l'étoile Hannah O'Neill, lundi – devient la surface mobile autour de laquelle bras, jambes, cou et tête, hanches se projettent en mille éclats. Attaque, chute, rebond, sur une musique du plasticien américain Robert Rauschenberg (1925-2008), ce tango fascine par la volubilité des mouvements dont la précision n'entame pas la légèreté ludique. La disparition du visage, que l'on imagine tellement concentré, le regard fixé sur le rideau noir au

fond du plateau, questionne ce que sont la substance de la danse et l'humilité nécessaire à l'exécution de ce solo impeccablement assumé par Hannah O'Neill.

La soirée conçue par José Martinez, directeur de la Danse à l'Opéra national de Paris, ne s'intitule pas pour rien *Contrastes*. Ni vu, ni connu, on chavire dans une troisième pièce aux antipodes. Classique touffu, vitesse maxi, pointes affutées, *Anima animus*, de David

Dawson, souffle un vent fou. Enchaînements de pirouettes, d'arabesques balayent la scène en tous sens. La musique d'Ézio Bosso galvanise cet exercice de virtuosité où l'on retrouve des portés qui décollent en courant. Le jeu de dominos des justaucorps en noir et blanc très élégants sublime le pâchage des interprètes dont les étoiles Valentine Colasante, Bleuenn Battistoni, Paul Marque, Marc Moreau et Germain Louvet. Le spectacle a été ovationné.

C'est la terre que Marne et Imre van Opstal, repérés depuis 2020, préfèrent à l'air. Avec 12 danseurs excellents, *Drift Wood* (« bois flotté ») s'enracine pour développer une gestuelle pulsante sous influence du passage chez le chorégraphe israélien basé à Londres Hofesh Shechter pour le premier, dans la Batsheva Dance Company

de Tel-Aviv pour la seconde. L'écriture se révèle sans grande surprise car trop repérée sur les plateaux contemporains. La musique rock d'Amos Ben-Tal et l'écran de toiles sombres qui se referment sur les interprètes dramatisent un propos énigmatique sans imposer d'enjeux narratifs.

Il n'empêche qu'en deux heures trente, entrecoupées de deux entrées, le programme *Contrastes* se révèle consistant et brillant. Morceau d'histoire de l'art, dialogue générationnel, univers esthétiques variés, il décline une soirée de danses que le talent énorme de la troupe parisienne majore dans un esprit aussi gourmand que festif. Cadeau ! ■

ROSITA BOISSEAU

*Contrastes*, jusqu'au 31 décembre au Palais Garnier, Paris 9<sup>e</sup>.



Dorothee Gilbert, Guillaume Diop et Marc Moreau, dans « O zlozony/O composite », de Trisha Brown, lors de la soirée « Contrastes », à l'Opéra Garnier, à Paris, le 29 novembre. BENOÎTE FANTON/ONP

## La disparition du visage questionne sur ce qu'est la substance de la danse

# A Paris, un « Robinson Crusoé » au pays des anthropophages gourmets

L'opéra-comique de Jacques Offenbach est donné, jusqu'au 14 décembre, au Théâtre des Champs-Elysées, dans une nouvelle production très réussie

## OPÉRA

**D**e *La Belle Hélène* à *La Vie parisienne*, Jacques Offenbach s'est taillé une réputation de chef d'étoile dont les opéras-comiques s'apparentent à des festins lyriques. A condition que les sujets s'y prêtent, à l'instar de *La Périchole*, chanteuse des rues qui, passablement éméché, entonne un *Je suis grise* devenu célèbre. Sans commune mesure avec ces intrigues nourries par une multitude de personnages, les pérégrinations principalement solitaires de Robinson Crusoé auraient pu donner lieu à un ouvrage famélique si le compositeur et ses librettistes s'en étaient tenus au roman de Daniel Defoe. La nouvelle production de l'œuvre qui tient l'affiche du Théâtre des Champs-Elysées, à Paris, jusqu'au 14 décembre prouve qu'il n'en est rien.

L'histoire du *Robinson Crusoé* (1867) d'Offenbach débute dans la demeure familiale du jeune homme, moins fasciné par ses études d'avocat que par la recherche d'un trésor du côté du Brésil. Mis dans la confidence, son ami Toby abandonne sans regrets la perspective du métier d'épicier pour l'accompagner dans cette aventure. Suzanne, la bonne des Crusoé, entend tout et, amoureuse de Toby, elle va lui emboîter

le pas. Edwige entretient en secret des sentiments de même nature à l'égard de Robinson, son cousin.

Placé sous la coupe des couples – celui qui forment les parents peine à concilier autorité et affection –, le premier acte offre une mosaïque de situations cocasses. Le deuxième, sis dans l'île du naufragé, est beaucoup plus animé qu'on aurait pu le croire. Le virevoltant Vendredi va en effet, lui aussi, succomber à l'amour en sauvant Edwige, qui, six ans après la disparition de Robinson, a pris la mer pour le retrouver. Cascade de rebondissements autour de la personne de Jim Cocks, ancien voisin des Crusoé, promu cuisinier en chef par des anthropophages dont il a fait des « gourmets ». Conflits d'intérêts sur le plan de l'amour (« platonique » ou « plastique »), selon la distinction enseignée à Vendredi) et sur celui de la fortune (l'or recherché par les pirates) avant un happy end (troisième acte tout en griserie).

**Qu'il s'agisse de musique ou de théâtre, la chair est au cœur des débats de la production**

Comme à son habitude, Offenbach livre ici une partition dont l'énergie cinétique se traduit par deux mouvements bien distincts. L'un rotatif, comme celui d'un manège qui fait apparaître les personnages sous différents angles. L'autre axial, comme celui d'une machine dramatique lancée dans une course implacable. La mise en scène de Laurent Pelly rend parfaitement compte de cette double orientation. D'abord en présentant la maison des Crusoé sur un plateau pivotant, sorte de mapemonde domestique fixée au cœur d'un espace in(dé)fini. Ensuite en intégrant les numéros chantés (du solo au sextuor et même au chœur mixte) à une ligne globale, aux allures de traînée de poudre, que les séquences parlées ne viennent pas freiner, en grande partie grâce à la remise du texte au goût du jour par Agathe Mélinand.

### Allégement et opulence

Visuellement, ce *Robinson Crusoé* se déploie sur plus d'un demi-siècle. Des années 1960 (décor et costumes du premier acte) aux années 2000 (Vendredi et Robinson sont réfugiés dans des tentes de migrants au pied de grattacieli). Minutieux dans le registre de l'imagerie bon enfant (têtes qui pivotent, petits pas de danse en cercle), le travail de Laurent Pelly se plaît aussi à cultiver la ré-

férence caricaturale. Plus que la transposition d'une célèbre chaîne de fast-food en temple « flashy » de la consommation de... chair humaine, c'est l'assimilation des « barbares » à des répliques de Donald Trump (coiffure, cravate rouge sur chemise blanche) devant un gigantesque « T » qui illustre la volonté du metteur en scène d'inscrire l'action dans le monde d'aujourd'hui.

Dans la fosse, Marc Minkowski obtient magnifiquement des Musiciens du Louvre l'alternance entre l'allégement et l'opulence que requiert la partition d'Offenbach. Qu'il s'agisse de musique ou de théâtre, la chair est au cœur des débats dans cette production qui vaut à l'Edwige de Julie Fuchs, sage puis déjantée, de mettre le feu à la scène et à la salle lors de l'épisode du sacrifice, qu'elle négocie avec une vocalité étourdisante. De Laurent Naouri (le père bonhomme) à Emma Fekete (la coquine Suzanne), la distribution ne mérite que des éloges. Superlatifs pour l'inoxydable Robinson de Sahy Ratia et pour le très touchant Vendredi (rôle travesti d'Adèle Charvet). ■

PIERRE GERVASONI

*Robinson Crusoé*, de Jacques Offenbach. Théâtre des Champs-Elysées, Paris, jusqu'au 14 décembre.

## GALERIE

**L**es occasions de revoir les œuvres de l'artiste grec Panayotis Vassilakis (1925-2019), dit Takis, sont peu fréquentes : la dernière exposition d'amateur a eu lieu au Palais de Tokyo il y a dix ans. L'hommage que lui rend la galerie qui l'a montré depuis 1990 ne peut avoir l'ampleur de celle-ci, mais il est dense, et la proximité des sculptures et assemblages rend plus sensibles à la fois la diversité et la cohérence de sa création.

Takis est principalement connu pour avoir tiré parti d'un phénomène physique que la sculpture n'avait pas employé avant lui : le magnétisme. Il sait, dès les années 1950, tendre des fils métalliques dans l'espace en n'ayant besoin que d'un seul point d'attache. L'aimantation les tient en lévitation, dessins suspendus dans le vide par cette force invisible. Quand le magnétisme est électrique, ce dessin devient mobile, selon un rythme qui peut être réglé par l'artiste et, si une aiguille danse contre une corde de piano, la construction est aussi sonore. Parfois une sphère oscille à l'extrême de son câble comme un pendule monumental.

Selon les cas, Takis rend presque invisible la technique ou à l'inverse, il expose largement fils à plomb, cadrans, bobines, moteurs et ampoules. Ainsi est-il, autant que Jean Tinguely et en même

temps que lui, l'un de ceux qui découvrent un usage poétique de la modernité scientifique. La lumière, clignotante ou fixe, intervient aussi quand naissent les *Signaux*, tels ceux que Takis a déployés plus tard à la Défense (Hauts-de-Seine).

Mais il n'est pas tout entier défini par ces sortilèges modernes. Il connaît de près l'histoire de la sculpture, de l'art cycladique à Giacometti en passant par Praxitèle aussi bien que par le *ready-made* selon Duchamp. Ainsi l'exposition finit-elle sur une suite de constructions aériennes faites de longues tiges légèrement courbes piquées dans un cube et portant à leur extrémité supérieure quelques éléments métalliques ou soutenant une tige horizontale. La grâce de ces géométries aériennes est extrême. On peut y reconnaître des signes abrégés à l'extrême du corps humain, féminin et masculin. Takis se joue alors de la distinction entre abstraction et figuration qui, dans ces décennies 1950 et 1960, est généralement tenue pour infranchissable.

S'étant affranchi de la loi de la pesanteur, il s'affranchit avec la même liberté de cette autre loi, esthétique. Aussi son œuvre est-elle toujours aussi stimulante et réjouissante aujourd'hui. ■

PHILIPPE DAGEN

*Cosmo-Takis*. Galerie Xippas, Paris 3<sup>e</sup>. Jusqu'au 10 janvier 2026.

# La poésie magnétique de Takis chez Xippas, à Paris

Une exposition permet de revoir l'œuvre de l'artiste grec, dont des sculptures aériennes

# Aux Trans Musicales, Lynx IRL et Asfar Shamsi hybrident le rap

Les artistes émergentes investissent la scène de L'Aire libre à Rennes

## MUSIQUE

RENNES - envoyé spécial

**D**eux artistes, deux univers pour montrer la diversité actuelle du rap. De mercredi 3 à dimanche 7 décembre, Asfar Shamsi et Lynx IRL investissent tous les soirs la scène de L'Aire libre dans le cadre des Trans Musicales de Rennes. Depuis 1997, ce petit théâtre de Saint-Jacques-de-la-Lande (Ille-et-Vilaine), en banlieue rennaise, accueille chaque année un artiste en résidence lors du festival axé sur les découvertes musicales. Stromae, Zahou Sagazan et Yamé sont passés par là.

Particularité de cette 47<sup>e</sup> édition, la direction du festival a donné les clés du théâtre à deux artistes, leur lançant le défi de réaliser une co-création. Asfar Shamsi et Lynx IRL y présentent chacune une prestation individuelle avant de se retrouver pour quelques morceaux communs. L'une commence à se faire un nom dans l'industrie musicale, l'autre reste encore discrète.

Jeudi 4 décembre, Lynx IRL débute. Coiffée d'une cagoule aux oreilles de lynx, elle débarque accompagnée de deux hommes masqués : Antonin Violot, son batteur, et Kusko, son « backeur » et guitariste. Les masques tombent vite. « J'en pouvais plus de taper des crises existentielles toute seule dans mon coin, alors j'ai décidé de les partager avec vous », lance-t-elle au public. Pendant cinquante minutes, la Lilloise balance ses punchlines acérées contre un monde « préapocalyptique » sur des rythmiques de UK bass.

### Univers éloignés

« Ce monde est vide de sens. J'ai un grand projet, un p'tit quet-bri, ramène-moi vite l'essence », balancé-t-elle lors de son interprétation de XD?, un rap de rave-party issu de son deuxième EP, sorti durant l'été. Son envie de tout renverser, de fouter le « zbeul » (« bordel ») déborde de ses textes. « C'est le vieux monde qu'on enterre ce soir », clamait-elle avant de jouer la clubesque ZBL. Le retour d'un rap conscient, cette fois taillé pour les pis-



Lynx IRL et Asfar Shamsi, à Saint-Jacques-de-la-Lande (Ille-et-Vilaine), le 2 décembre. NICOM

tes de danse ? Rencontrée en coulisses après le concert, elle reconnaît que son passé militant transparaît dans ses textes. Le racisme, les hommes politiques, la Palestine... ces thèmes sont abordés frontalement dans les textes parfois crus de la rappeuse de 29 ans. « Ma musique, c'est des appels de phares, j'essaie de dire aux gens qu'en arrêtant de se tirer dans les pattes, il y a moyen qu'on vive un peu mieux », raconte-t-elle.

Dans le petit théâtre, la rage de Lynx IRL laisse place à la mélancolie d'Asfar Shamsi. Derrière un écran bleuté, on devine l'ombre de la Strasbourgeoise de 27 ans, tandis que Wolby (percussions) et Loufox (claviers) montent sur

scène. Les mélodies synthétiques et la voix autotunée de la chanteuse sur ce premier titre, Boîte à musique, tranchent radicalement avec le show précédent. On se demande quelle forme prendra le duo en troisième partie de soirée, tant leurs univers semblent éloignés. En attendant, les spectateurs, levés de leurs sièges, sont conquis. Ils applaudissent au rythme des morceaux de celle qui définit son esthétique comme une « pop postrap ».

Pas d'album en rayons (son troisième EP paraîtra début 2026), mais elle bénéficie d'une popularité naissante. En mars, son passage dans l'émission « Planète Rap » sur Skyrock a été remarqué. Invitée par le rappeur Youssef Swatt's, Asfar Shamsi y interprétait en direct 2006, écrit pour l'occasion. Un titre d'une efficacité redoutable grâce à ses références générationnelles : « la France de Mélanie » (clin d'œil à Ma France à moi, de Diam's) et le tir au but malheureux de David Trezeguet en finale de Coupe du monde. « 2006 j'ai pleuré pour un penalty, 20 ans plus tard j'ai d'autres sortes de problématiques », chante-t-elle

avec le public, sur une production pop douce-amère, ce soir-là boostée pour les clubs. On aperçoit enfin la possibilité d'un pont entre les deux têtes d'affiche.

« J'ai envie qu'on fasse la fête, je veux que ce soit le stade de France ici », exhorte Asfar Shamsi, occupant l'espace telle une artiste chevronnée. Son nouveau single, La Crise, brouille toujours plus les frontières entre rap et pop et confirme son talent pour décrire les maux d'une génération. « En entrant dans l'âge adulte j'apprends à me décentrer un peu et à parler de l'époque dans laquelle on vit », nous confiera-t-elle après le concert. « L'économie, les canicules. Depuis qu'ils sont nés, c'est la crise », fait-elle reprendre en chœur au public.

La colère de l'une, les angoisses de l'autre s'entremêlent lors d'une dernière partie qui prend d'abord l'allure d'un freestyle en face à face. Rejointes par leurs musiciens, les deux jeunes femmes interprètent, ensemble, une chanson de l'autre. Chacune fait un pas vers l'autre. Avant de conclure sous les ovations : « Merci beaucoup, c'était Asfynx ShamsIRL. » ■

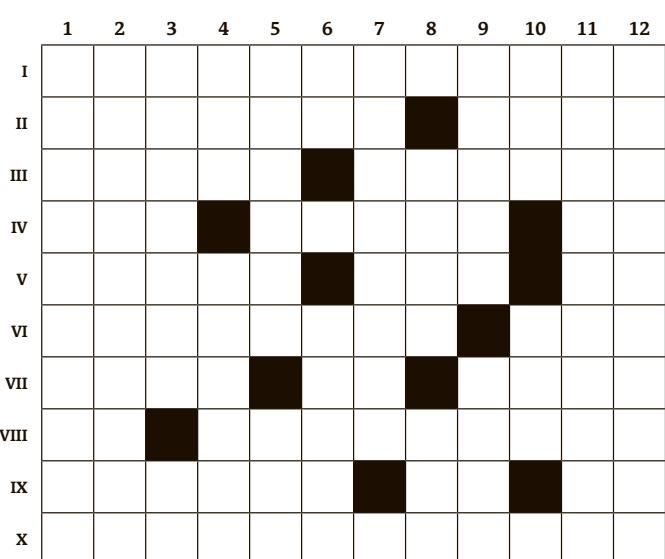
ROMAIN GEOFFROY

**Particularité de cette 47<sup>e</sup> édition, le festival a lancé aux deux chanteuses le défi de réaliser une co-création**

## MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 282  
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur [jeux.lemonde.fr](http://jeux.lemonde.fr)



### SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 281

**HORizontalement** I. Flagellation. II. Râperais. III. Apostrophent. IV. Cid. Ed. II. GI. V. Ader. Erres. VI. Sa. Aérée. Ain. VII. Stemm. Zeugma. VIII. Ailées. Poil. IX. Nourrissante. X. TNT. Incisées.

**Verticalement** 1. Fracassant. 2. Lapidation. 3. Apode. Elut. 4. GES. Ramer. 5. Erté. Emeri. 6. Larder. Sin. 7. Lio. Rez. Sc. 8. Aspirée. Si. 9. Hie. Upas. 10. Ire. Sagone. 11. Oing. Imité. 12. Nationales.

## HORizontalement

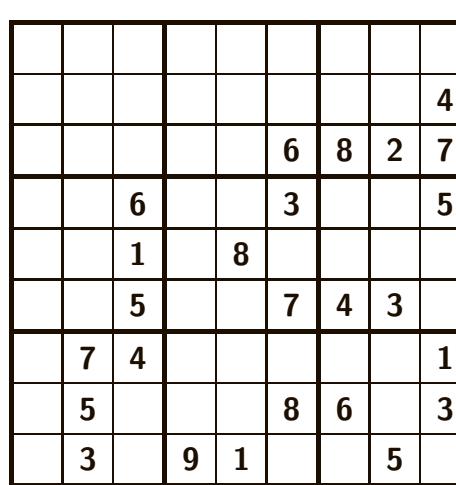
I. Bien pratiques en attendant de tout remettre chez soi. II. Ont retrouvé un peu de calme. Allemande de Thuringe. III. Bordent le lit. Mauvais passage qui inspire les poètes. IV. Protège des coups qui tombent du ciel. Silice aux reflets irisés. Noyau de cerise. V. Suisse et mathématicien. Sur les voiles et dans les assiettes. Bouts de gant. VI. Toujours prête à pardonner. Dérangée ses proches. VII. Mise à l'écart. Aux bouts de l'avenue. A tourné L'Arbre aux sabots. VIII. Se franchit d'un pas. Assurait le boire et le manger. IX. Eubage, chapelain ou autre épulon. Interjection. Négation. X. Choisis pour aller plus loin.

## Verticalement

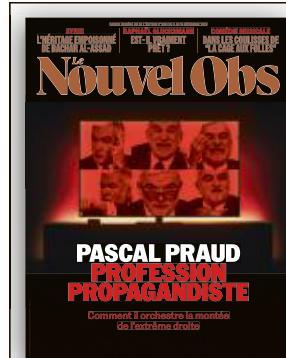
1. Retient tout le monde, les fous et les autres. 2. Un monde dirigé par les reines. 3. Bien redescendue. Article de Cordoba. 4. Ville aux bulles d'or. Diffuse. 5. Evacue les eaux. Brisé pour mieux soutenir. 6. Personnel. A plus de chances de faire un succès avec le canard. 7. Préparée pour la culture. 8. Plate en mer et dans l'assiette. Grecque. 9. Sérécutions hépatiques. A repoussé sa belle-sœur. 10. Capitula à Appomattox. Le faux est bien vrai. 11. On l'a cru possédé du démon, il n'est qu'agit. 12. Au fond du couloir en suivant la flèche.

## SUDOKU

N°25-282



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)



# Sur Prime Video, Michelle Pfeiffer envoie valser l'esprit de Noël

« Joyeux Noël, maman ! », comédie au casting de choix, déjoue les poncifs du genre

## FILM

**O**n le sait depuis Maria Pacôme (1923-2018) et sa légendaire réplique, « Tes problèmes en général et en particulier, moi, ta mère, je m'en fous comme de l'an 40 », dans La Crise (1992), de Coline Serreau, le burn-out féminin en général, et maternel en particulier, à quelque chose de joyeusement libérateur. Ce cri primal en faveur du « lâchez-moi les baskets » est au centre du film réalisé par Michael Showalter pour Prime Video, dont le titre original, Oh. What. Fun. (« oh. quelle joie. ») trahit un peu mieux les ambitions comiques.

La saveur de Joyeux Noël, maman ! tient dans son statut de film de Noël pour ceux qui n'en sont pas fans. Pour Claire Clauster, dont Noël est la fête préférée, on ne peut jamais trop en faire. La jeune grand-mère de Houston, qui a les traits parfaits de Michelle Pfeiffer, a quand même hésité à installer ses décorations gonflables sur la pelouse impeccable de sa maison de banlieue. Que sa voisine d'en face l'en félicite la convainc illiko de ressortir les personnages en plastique bariolés de la cave.

### Fatigue des mères de famille

Son intérieur ressemble d'ailleurs à l'atelier des lutins. Pas une pièce n'a échappé à la fièvre décoratrice de la mère au foyer, qui ne quitte son tablier que pour aller dénicher une bougie parfumée plus grosse que celle que sa voisine d'en face (toujours la même) lui a offerte. Le pire étant que ses enfants n'en sont pas plus reconnaissants pour autant. De l'ainée (Felicity Jones), venue avec mari et enfants, au benjamin (Dominic Sessa), tout juste quitté par sa petite amie, en passant par la cadette (Chloë Grace Moretz), qui incruste comme tous les ans une petite amie différente, aucun ne semble apprécier la magie de Noël comme Claire le souhaiterait. Et surtout, aucun n'a pensé à la proposer pour le titre de « mère de l'année », grande célébration télévisuelle organisée par son idole, Zazzy Tims, sorte de

**L'actrice teinte son rôle d'une folie douce particulièrement bien vue, un côté passif-agressif**

Martha Stewart interprétée par Eva Longoria (Desperate Housewives). Il suffit d'un incident – et pas des moindres – pour que Claire, qui l'on sent tout au bord de la dépression, ne craque et claqué la porte de la maison, direction la Californie et le « Zazzy Tims Show ».

L'overdose de folklore commercial, les chansons sirupeuses, le feu de cheminée, les tensions en famille... rien ne manque des ingrédients qui font les satires familiales de fin d'année, mais tout l'intérêt du film est d'avoir confié le rôle de la mère à Michelle Pfeiffer, qui teinte son personnage d'une folie douce particulièrement bien vue, un côté passif-agressif, voire gentiment manipulateur, et donne un peu de rugosité à cette partition dont on sait qu'elle finira bien. Autour d'elle, chaque personnage est interprété avec un léger décalage, qui aurait pu faire des merveilles (Jason Schwartzman promettait beaucoup en gendre mal à l'aise) si les curseurs de la névrose familiale avaient été poussés un peu plus loin.

Il reste un film de Noël plus drôle et moins ringard que la moyenne, d'une lucidité implacable quant à la fatigue des mères de famille, dont on oublie souvent qu'elle ne s'arrête pas une fois les enfants hors du nid. Cette gloire rendue aux Mères Courage est ce que le film a de plus conservateur, sa modernité consiste à rappeler que, face à des mères qui ne demandent rien, il y a aussi des enfants qui n'en demandent pas tant. ■

AUDREY FOURNIER

**Joyeux Noël, maman !**, de Michael Showalter (EU, 2025, 107 min). Avec Michelle Pfeiffer, Felicity Jones, Dominic Sessa.

**Le Monde** est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 : 33 28 25 71 71.

Par courrier électronique : [abonnement@lemonde.fr](mailto:abonnement@lemonde.fr).

Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs

Par courrier électronique : [courrier-des-lecteurs@lemonde.fr](mailto:courrier-des-lecteurs@lemonde.fr)

Internet : site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) ; Emploi : [www.talents.fr](http://www.talents.fr)

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037



PRINTED IN FRANCE  
ACPM

67-69, avenue Pierre-Mendès-France  
75013 PARIS  
Tél. : 01-57-28-39-26  
Fax : 01-57-28-39-26



L'Imprimerie, 79, rue de Roissy,  
93290 Tremblay-en-France  
Mid-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.  
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Eutrophisation : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier

EN VENTE  
CHEZ VOTRE  
MARCHAND  
DE JOURNAUX

# Faut-il en finir avec la nature ? La question qui divise les penseurs de l'écologie

Le débat est vif, voire explosif. Certains intellectuels veulent enterrer l'idée de nature : nous sommes tous des vivants. D'autres ont besoin de la penser comme une extériorité pour la protéger

**L**es mots manquent parfois. Par exemple, pour qualifier l'étonnante éruption qui s'est produite à Rome, en 1992. A Pigneto, quartier populaire derrière la gare de Termini dont Pier Paolo Pasolini fixait la misère dans *Accattone* (1961), le terrain de la plus grande usine privée de Rome aurait dû devenir aussi le plus grand centre commercial de la ville. Mais les travaux ont percé la nappe phréatique dans laquelle puisait depuis des décennies la fabrique de soie artificielle. Ainsi, un étang s'est formé, un mouvement militant s'est créé, et le Lago Bullicante est né.

Trois décennies plus tard, le lac et son grand parc font figure de poumon au cœur de Rome. Sur place, on utilise un joli mot d'italien pour qualifier ce retour d'eau, d'arbres et d'animaux inattendu pour ce quartier habitué au béton et à la spéculation immobilière : on parle d'*insorgenza*. Un terme qui signifie à la fois « résurgence » et « insurrection ».

La langue française ne dispose pas de cette nuance pour qualifier cette irruption qui passionne d'autant plus une poignée de chercheurs à travers l'Europe qu'elle s'inscrit dans une constellation de résurgences similaires, du marais Wiel de Bruxelles au lac Vacaresti de Bucarest et à la carrière Liban de Cracovie, en Pologne. Au-delà du lexique, c'est une question philosophique que posent à leurs yeux le Lago Bullicante et son parc, où s'hybrident végétaux et squelettes industriels, car ils brouillent les cartes établies : sont-ils naturels ou artificiels ? Domestiques ou sauvages ?

Ces lieux inattendus désaxent les catégories, nourrissant un débat actuellement brûlant chez les penseurs de l'écologie sur un problème pourtant aussi vieux qu'Aristote : quelle est la nature de la nature ? La question a l'air théorique, mais la réponse est pratique – et surtout politique. Car la conception de ce qu'est la nature oriente la manière de la préserver : faut-il laisser ces espaces laissés vierges comme des sanctuaires, ou en faire des lieux de vie dans lesquels l'humain prend aussi sa place ?

Ces enjeux occupent une bonne part de l'actualité éditoriale. Rien que depuis la rentrée, on recense un essai polémique signé par le chercheur Fabrice Flipo, *Les Ecologistes sans la nature ? Le faux ami Bruno Latour* (Textuel, 160 pages, 17,90 euros), ainsi qu'une *Méditation sur le concept de nature* (Climats, 208 pages, 21 euros), où Alain Badiou enfile le veston de professeur de philosophie en revenant à l'énigme essentielle : « Peut-on réellement définir la nature ? » A laquelle on pourrait en ajouter une autre : faut-il en finir avec elle ? Car ici se trouve le noeud qui divise fondamentalement, et parfois violemment, les courants actuels de l'écologie. De chaque côté de la ligne de partage se côtoient deux mouvances intellectuelles distinctes.

C'est au tournant des années 2000 que s'organise une première constellation marquée par deux grandes figures, le philosophe Bruno Latour (1947-2022) et l'anthropologue Philippe Descola. En 2005, ce dernier publie *Par-delà nature et culture* (Gallimard),

un ouvrage appelé à devenir incontournable en raison d'une thèse qui a fait date : le partage entre nature et culture n'a rien d'universel ni d'immuable.

Il s'agit simplement d'une manière de concevoir les êtres, spécifique à l'Occident moderne, autrement dit d'une « ontologie » singulière. *Par-delà nature et culture* conduit aussitôt à identifier ce « *naturalisme* » occidental comme le fondement d'une coupure, d'un dualisme entre la sphère humaine, d'un côté, et une nature conçue comme extérieure, de l'autre, censée être dépourvue de sensibilité et de conscience. L'hypothèse est anthropologique, mais son corollaire est politique : c'est cette conception d'une nature mécanique, vidée de toute dimension spirituelle, qui aurait rendu possible l'avènement d'un Occident industriel et colonial détruisant massivement son environnement.

## LIGNE ÉCOMARXISTE

Dépasser ce dualisme pour penser le « *nouveau régime climatique* » a été la préoccupation de Bruno Latour. « Ce que nous regroupons sous le nom de nature quitte l'arrière-plan et monte sur scène. L'air, les océans, les glaciers, le climat, les sols, tout ce que nous avons rendu instable, interagit avec nous. Nous sommes entrés dans la géohistoire », avançait-il dans *Face à Gaïa* (La Découverte, 2015). A l'heure de l'anthropocène, cette ère où l'emprise humaine est devenue planétaire, la « nature » ne semblerait plus qu'un concept toxique, charriant avec lui des siècles de mépris et de destruction du vivant. « La crise de nos relations au vivant est une crise de la sensibilité », précisément causée par ce grand partage entre notre société humaine et une nature dévaluée, assénait le philosophe Baptiste Morizot en ouverture de *Manières d'être vivant* (Actes Sud, 2020), livre emblématique d'une « pensée du vivant » née dans le giron de Bruno Latour.

## À L'HEURE DE L'ANTHROPOCÈNE, LA « NATURE » NE SEMBLERAIT PLUS QU'UN CONCEPT TOXIQUE, CHARRIANT DES SIÈCLES DE MÉPRIS DU VIVANT

En quelques années, la galaxie incarnée par Philippe Descola, Bruno Latour et Baptiste Morizot, mais aussi une nuée d'autres figures de premier plan, comme le philosophe Vinciane Despret et l'anthropologue Nastassja Martin, a acquis une audience colossale. Jusqu'à enterrer le concept de nature. Ou presque, car depuis quelque temps s'accumulent les livres qui défendent la notion, à l'image de *Pour ne pas en finir avec la nature. Question d'un philosophe à l'anthropologue Philippe Descola* (Agone), que signait le philosophe Patrick Dupouey en 2024.

Ces ouvrages sont volontiers polémiques, parfois pamphlétaires. Ainsi le récent *La nature existe* (L'Échappée, 128 pages, 17 euros), des philosophes technocritiques Michel Blay et Renaud Garcia, accusant le « *descolatourisme* » (remise en cause du concept de nature) d'œuvrer à une « *écologie sans nature* ». Celle-ci convergerait avec la façon dont la science et le progrès « *effacent la distinction entre le naturel et l'artificiel* ». Une défense de la nature qui va jusqu'à un propos diabolisant toutes les techniques de « *reproduction artificielle* », jusqu'à la procréation médicale assistée...

Cette ligne « technocritique » n'est pas celle des autres tenants de l'idée de nature que sont les marxistes. Eux n'ont rien contre la technique ou l'artifice, au contraire. « *Les critiques écologiques, féministes et décoloniales du concept de nature ont constitué des gestes décisifs pour remettre en cause les usages réactionnaires du présumé "ordre naturel"* », se réjouit Paul Guillien.

Il s'agit de la dernière incarnée d'une lignée nommée « *écomarxisme* », qui a émergé dans la nouvelle gauche américaine à la fin des années 1980 autour de la revue *Capitalism Nature Socialism*, et qui a exploité les potentialités écologiques de la pensée de Karl Marx (1818-1883). Si cette tradition est marquée par le productivisme industriel – qu'il s'agisse de détourner pour réaliser une abondance au service de tous –, une génération d'intellectuels s'efforce de penser une sortie du capitalisme qui libère aussi la nature. Mais, pour cela, il faudrait surtout ne pas liquider le concept.

C'est ce que formule le penseur suédois Andreas Malm, auteur controversé de *Comment saboter un pipeline* (La Fabrique, 2020), dans une charge virulente contre la galaxie Latour. Dans *Avis de tempête. Nature et culture dans un monde qui se réchauffe* (La Fabrique, 2023), l'auteur réaffirme « *l'urgence d'un dualisme* » pour séparer de nouveau ce qui relève de la société (le capitalisme à combattre) et ce qui lui est extérieur (la nature à protéger).

## «UNE QUESTION POUSSIÉREUSE»

Car, pour ces courants, le dépassement de la scission entre nature et culture n'a pas seulement pour effet de rappeler à l'espèce humaine qu'elle appartient au monde animal. Elle a aussi pour conséquence de ne plus distinguer ce qui relève de l'artificiel et du naturel. Ce que n'aurait pas forcément démenti Bruno Latour lui-même : « *En fin de compte, la distinction des humains et des non-humains n'a plus de sens que celle de la nature/culture* », écrivait-il dans *Face à Gaïa*.

Un texte, en particulier, fait figure d'aveu coupable pour tous les détracteurs de celui que le *New York Times* qualifiait de philosophe français « *le plus célèbre au monde* ». En 2011, Bruno Latour signait un article en anglais intitulé « *Aimez vos monstres : pourquoi nous devons prendre soin de nos tech-* »

## UN TOTEM PRISÉ DES IDÉOLOGIES RÉACTIONNAIRES ET RACISTES

DE « *LAUDATO SI'* », la postérité retient qu'il s'agit d'un texte révolutionnaire. Il est vrai que l'encyclique du pape François (1936-2025), publiée en 2015, marque un tournant historique dans la doctrine de l'Eglise en théorisant l'écologie intégrale, fondée sur l'idée d'une « *intime relation entre les pauvres et la fragilité de la planète* ». De ce texte que le philosophe (et catholique) Bruno Latour (1947-2022) qualifiait d'*« innovation prophétique »*, d'autres passages plus rigoristes sont rarement cités. « *Puisque tout est lié, la défense de la nature n'est pas compatible non plus avec la justification de l'avortement* », y affirmait par exemple l'ancien pontife.

La phrase renseigne sur les ambiguïtés du concept de nature, dont se réclament certains courants pour justifier une vision conservatrice, voire réactionnaire, au nom d'un ordre pré tendu hiérarchique et immuable. Ainsi, l'idée de fonder une société traditionaliste conforme aux « *lois de la nature* » traverse les écologies d'extrême droite. Parmi elles, l'écofascisme, qui a notamment imprégné l'Allemagne nazie. La conception de la nature

du III<sup>e</sup> Reich a puisé dans l'une des figures pionnières et ambiguës de l'écologie, le savant prussien Ernst Haeckel (1834-1919), qui l'appréhende comme une lutte où survivent les plus forts et disparaissent les plus faibles.

## Pensée dite « ethno-différentialiste »

Une résurgence de cette approche émerge dans les années 1970, sous l'impulsion de la nouvelle droite emmenée par l'essayiste Alain de Benoist. Ce courant néo-péïen défend une pensée dite « *ethno-différentialiste* », c'est-à-dire guidée par l'idée que chaque peuple s'est développé en symbiose avec son territoire et où la société se trouve de ce fait dénaturée par le métissage et l'immigration. Une pensée qui irrigue l'écologisme identitaire du Rassemblement national, dont le programme pour l'élection présidentielle de 2022 affirmait : « *Ce sont les populations unies par la longue durée de présence sur un territoire qui peuvent revendiquer leur complicité avec la nature, (...) et que le nationalisme forcé et les migrations de masse détruisent sans retour.* » Ecologie et racisme : ce lien se révèle particulièrement dans le colonialisme. Dans *L'invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'Eden africain* (Flammarion, 2020), l'historien Guillaume Blanx documentait la façon dont le fantasme d'une nature vierge et sans humains a influencé la conception des parcs naturels en Afrique, qui ont donné lieu à des déplacements forcés de population.

De l'Amérique à l'Afrique, la vision d'une nature dégradée par des autochtones inaptes à s'en occuper a aussi pu nourrir un « *écoracisme* » évoqué par Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher. Dans *Les Révoltes du ciel. Une histoire du changement climatique XV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle* (Seuil, 2020), ces deux historiens montrent comment ce discours fut notamment prégnant dans l'Algérie française, où la présomue décadence arabe était vue comme la cause d'une dégradation par négligence de ce « *pays jadis prospère et désormais stérile* », à qui la France seule pouvait rendre sa grandeur écologique. ■

YOUNESS BOUSENNA



LAURENT CORVAISIER

nologies comme de nos enfants», qui a divisé pour son contenu (il prônait un attachement de l'humain à ses technologies), et plus encore pour son lieu de publication, la revue du Breakthrough Institute, un think tank américain qui pousse des solutions technologiques pour régler les problèmes écologiques... Un argument parmi d'autres que reprend Fabrice Flipo dans son récent *Les Ecologistes sans la nature?*, dépeignant Latour en «faux ami» de l'écologie politique. Le livre s'achève sur une réhabilitation du concept de nature, vu par l'auteur comme «indispensable pour penser et même fonder l'émancipation».

Fabrice Flipo, Andreas Malm, les technocritiques: voici les noms à soumettre aux penseurs proches de Bruno Latour si vous souhaitez les énerver. «J'ai un peu de mal à voir la qualité du débat», s'agace le philosophe Patrice Maniglier quand on lui parle de ces livres. Jeter le concept de nature à la poubelle? «Une question poussièreuse», balai sa coneur Emilie Hache. On ne peut nier que l'offensive des marxistes et des technocritiques arrive avec quelques années de décalage sur les écrits de Bruno Latour, Philippe Descola ou Baptiste Morizot.

Mais qu'importe, le débat est là, et l'essayiste Philippe Pignarre entend défendre la grande idée de Bruno Latour, dont il a été l'éditeur à La Découverte: «Le Covid-19 appartient-il à la nature ou à la culture? C'est un objet biologique qui a émergé en raison de l'action humaine, et qui s'est mué en acteur de la vie politique: plus on avance dans l'anthropocène, moins on peut séparer ces sphères, et c'est cette grande intuition qui traverse l'œuvre de Latour.»

Patrice Maniglier va plus loin. «Je ne vois pas du tout l'intérêt du concept de nature, qui reproduit un geste colonial en pensant notre condition planétaire avec une notion uniquement propre à l'Occident», avance l'auteur

de l'essai *Le Philosophe, la terre et le virus. Bruno Latour expliqué par l'actualité* (Les Liens qui libèrent, 2021). Lui prône une «attitude ouverte au pluralisme», qu'il qualifie de «cosmopolitique». Voilà justement le sujet de son échange épistolaire avec le philosophe marxiste Etienne Balibar, qui a donné au printemps le stimulant *La Terre ou le monde. Divergences cosmopolitiques* (Mialet-Barrault, 160 pages, 12 euros).

Patrice Maniglier y prend notamment appui sur une lutte paysanne menée par des Amérindiens de la région de Cuzco, au Pérou, où le chef s'adressait à deux entités, l'Etat, mais aussi une montagne sacrée «qui lui donnait l'autorité de faire ce qu'il faisait». Une interaction avec un non-vivant impensable pour un Européen, pour qui la nature est vide de conscience. «Penser la Terre en commun réclame de se laisser déborder et d'accepter que la vérité soit diplomatique, issue d'une négociation avec ces autres manières de voir», explicite Patrice Maniglier.

#### APPROCHE HYBRIDE

Les points de vue semblent inconciliables; les uns (marxistes et technocritiques) reprochent aux autres (latouriens et penseurs du vivant) de dissoudre une extériorité nécessaire pour fixer une borne à l'action humaine, quand ces autres s'afflagent que les premiers ne rompent pas avec l'idée d'une supériorité humaine sur le reste du vivant. Mais il ne faut pas en rester aux apparences: malgré l'antagonisme, de fécondes percées intellectuelles ont eu lieu. Elles avaient déjà commencé dans les années 2010, quand un autre courant de la pensée écologique tentait de faire la part des choses. L'éthique environnementale, née dans les années 1970 aux Etats-Unis pour penser l'implication philosophique de la crise écologique, se proposait de conserver le concept de nature en le renouvelant.

#### «LE CONCEPT EST UTILE POUR NOMMER TOUT CE QUI N'A PAS ÉTÉ PRODUIT PAR LES SOCIÉTÉS HUMAINES»

PAUL GUILLIBERT  
philosophe écomarxiste

Dans *Penser et agir avec la nature* (La Découverte, 2015), les auteurs Catherine et Raphaël Larrère avançaient deux propositions. L'une, de bon sens: «On ne change pas d'ontologie, ni de façon de s'exprimer, sur simple décision.» En d'autres termes, si tout le monde parle de nature, autant continuer à utiliser le mot. L'autre, plus philosophique: ne plus voir la nature comme une «substance» figée, mais l'appréhender comme «un ensemble de relations, dans lequel les hommes sont inclus».

De son côté, dans *La Part sauvage du monde* (Seuil, 2018), la philosophe Virginie Maris proposait de renouer avec le sens antique de *phusis*, où la nature désignait ce qui s'engendre. Soit les milieux, écosystèmes et vies animales qui échappent encore à l'humain, dont un chiffre vertigineux résume l'emprise: quand notre espèce représentait 3 % de la biomasse des mammifères il y a 10 000 ans, celle-ci atteindrait aujourd'hui 36 %, ne laissant que 4 % au sauvage.

«Le concept de nature est utile pour nommer tout ce qui n'a pas été produit ou transformé par les sociétés humaines, ces processus autonomes qu'il faut préserver», avance l'écomarxiste Paul Guillibert. Ses travaux visent justement à intégrer les acquis de la «pensée du vivant» à sa tradition, comme dans *Exploiter les vivants* (Amsterdam, 2023), où la critique marxiste de l'exploitation par la mise au travail est étendue aux animaux, aux plantes et aux écosystèmes. «Plus on dit que la nature n'existe pas, plus on invisibilise ce qui risque d'être absorbé dans le capitalisme», appuie le philosophe Antoine Chopot.

Nous l'appelons justement le jour où il met le point final à sa thèse commencée en 2016, qui traite de la manière d'insérer les non-humains dans la lutte écologique. A l'image de ces riverains argentins qui, en 2016, lançaient des «bombes» à graines

d'amarante – une plante résistante au glyphosate – dans les champs de maïs transgénique dont les épandages aspergeaient leurs maisons. Ou de ces militants qui se sont appuyés sur la présence d'un couple de balbuzards pêcheurs, une espèce de rapaces mangeurs de poisson protégée par la loi, pour entraver le chantier d'un pont sur la Loire qui menaçait l'écosystème local. «Ma thèse dit qu'on peut créer une approche hybride, en voyant la nature comme un tissu à la fois humain et non humain, où peuvent se réinventer des alliances entre espèces», résume Antoine Chopot.

#### UN SANCTUAIRE À NE PAS PROFANER

Une manière de dire que, pour dépasser la part toxique véhiculée par le concept de nature, les idées ne suffisent peut-être pas. Plusieurs penseurs interrogés s'enthousiasment face aux réappropriations inventées sur le terrain, de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique) aux manifestations lancées par Les Soulèvements de la Terre. Comme à Sainte-Soline (Deux-Sèvres), en mars 2023, où des milliers de personnes ont défilé en trois cortèges emmenés par des animaux totems – ourarde rose, loutre jaune et anguille turquoise.

Un rapport que résume un slogan inventé sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, et qui a fait le tour du monde: «Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend.» Ce slogan est génial, car il conçoit la nature comme une totalité à laquelle nous appartenons comme humains, au sein d'un ensemble qui nous dépasse», s'enthousiasme Paul Guillibert. Quitter le ciel des idées pour le concret: c'est aussi depuis le terrain que Baptiste Morizot invite à affiner le vocabulaire. «Il y a mille mots qui remplacent efficacement et sans dommage le mot «nature», tels que «non-humains, autres qu'humains, cosmos, milieux, forêt, biosphère, Terre».

Comme à Rome, où le Lago Bullicante apparaît à Antoine Chopot comme un «commun terrestre». Autrement dit, une chose vivante en partage, mais qui n'appartient pas qu'aux humains. Ces dernières années, 500 riverains se sont massés autour des superbes pins d'Alep menacés d'être abattus par le promoteur voulant récupérer le terrain, dans la capitale italienne. Et, quand des canetons sont nés, le voisinage s'est spontanément relayé pour veiller à ce qu'ils n'aillent pas sur la route.

Ainsi s'invente une nouvelle manière de prendre soin de la nature, observaient les chercheurs Valeria Cirillo et Allan Wei, de l'Université libre de Bruxelles, dans une conférence sur le Lago Bullicante donnée à l'université de Trente (Italie), en 2023. Une «préservation dynamique» incluant des humains, dans un rapport renouvelé au vivant. Et non pas une conservation à l'ancienne, faisant de la nature un sanctuaire à ne pas profaner. Les deux chercheurs avaient intitulé leur conférence «Penser avec les résurgences». Comme pour dire que, parfois, la nature pense d'abord. Et les mots viennent après. ■

YOUNESS BOUSENNA

# Aurélien Antoine Le gouvernement de Keir Starmer s'attaque à l'Europe des droits humains

**E**n 1997, le public britannique découvre dans un documentaire du réalisateur Ken Loach un jeune avocat spécialiste des droits humains, qui prend fait et cause pour les militants écologistes opposés au géant McDonald's dans le cadre de l'affaire dite « McLibel ». Ce jeune avocat est Keir Starmer, désormais premier ministre du Royaume-Uni.

Aujourd'hui, il fait la une des médias britanniques après l'annonce d'un plan gouvernemental de lutte contre l'immigration, qui prévoit notamment une limitation inédite de la portée de la Convention européenne des droits de l'homme. Ce qui ressemble à une volte-face est en réalité la marque de l'ambiguïté des travaillistes sur ce sujet et, plus largement, de leur incapacité à dominer un agenda politique dont le contenu est désormais dicté par le parti d'extrême droite Reform UK.

L'équivoque travailliste sur le système européen de protection des droits et libertés fondamentaux remonte à la fin des années 1990 lors de l'accès au pouvoir du New Labour de Tony Blair. Sous l'ère thatchérienne qui l'a précédé [Margaret Thatcher a été première ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990], le Royaume-Uni a été traumatisé par le conflit nord-irlandais, marqué par de graves atteintes aux droits humains. Les minorités sexuelles faisaient encore l'objet de discriminations et les droits sociaux se réduisaient à peau de chagrin. Lorsqu'ils remportent les élections en 1997 [Tony Blair a été premier ministre du Royaume-Uni de 1997 à 2007], les travaillistes suscitent l'espérance d'une détente : c'est le temps de la Cool Britannia [mouvement de renouveau culturel britannique]. Sous l'angle juridique, cette nouvelle ère se tra-

Le directeur de l'Observatoire du Brexit analyse les dérives autoritaires du Parti travailliste au pouvoir au Royaume-Uni et déplore une « course à l'échafaud » avec le parti d'extrême droite Reform UK

duit par l'adoption d'une loi majeure en 1998 : le Human Rights Act, qui transpose en droit britannique la Convention européenne des droits de l'homme.

Pourtant, le gouvernement de Tony Blair multiplie les lois liberticides au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Plusieurs décisions de justice sanctionnent cette dérive autoritaire sur le fondement même du texte de 1998, sans que cela atténue le populisme pénal. Les travaillistes sont également dans l'incapacité d'apporter une réponse à la Cour européenne des droits de l'homme, qui avait remis en cause en 2005 la législation nationale prévoyant la privation automatique du droit de vote des personnes condamnées à des peines de prison.

#### Silence sur les personnes transgenres

De nouveau dans les rangs de l'opposition après la défaite de 2010, les travaillistes défraient la chronique par l'antisémitisme qui gangrène leur formation politique. L'inaction coupable de leur dirigeant d'alors, Jeremy Corbyn, entame durablement la crédibilité de la gauche dans son aptitude à préserver les droits de certaines minorités. La reconquête du pouvoir devait passer par des purges que Keir Starmer a pleinement assumées. Depuis lors, il tente d'apaiser les tensions entre communautés en ménageant la chèvre et le chou. Si l'Etat palestinien est

reconnu, l'association Palestine Action a été classée comme groupe terroriste. Cette décision fait polémique. Des procédures devant les tribunaux sont en cours afin de l'annuler et des rassemblements se tiennent régulièrement pour soutenir les militants arrêtés.

Le silence des travaillistes sur les droits des personnes transgenres est tout aussi éloquent. Alors que la Cour suprême a décidé que la définition légale d'une femme reposait sur le sexe biologique, et non sur le genre, le gouvernement est accusé par plusieurs organisations internationales de ne pas adopter des mesures de protection suffisantes pour les personnes trans.

## LE PLAN BRITANNIQUE DE LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION PRÉVOIT DE LIMITER LA PORTÉE DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

C'est toutefois sur le front des droits des migrants que Keir Starmer fait véritablement figure de Janus, le dieu romain aux deux visages. La volonté de reprendre la main sur une thématique imposée par l'extrême droite a provoqué un changement de ton radical lorsqu'il s'agit d'évoquer la Cour européenne des droits de l'homme, présentée comme trop favorable aux migrants. A peine arrivé au 10 Downing Street, Keir Starmer avait déclaré solennellement qu'il ne mettrait pas en œuvre une loi visant à expulser des demandeurs d'asile vers le Rwanda. Ce texte contournait les juridictions de la Cour et de la juridiction suprême britannique qui avaient jugé que le Rwanda n'était pas un pays sûr pour les migrants concernés. L'actuel premier ministre avait rappelé à cette occasion son attachement à l'Europe des droits humains, ce qui acterait une véritable rupture avec la démagogie ambiancée.

Le premier ministre pourrait rappeler que la Convention européenne des droits de l'homme, dont l'un des initiateurs fut Winston Churchill [1874-1965], demeure indispensable à la bonne mise en œuvre des accords conclus avec l'Union européenne depuis le Brexit. Elle est surtout un outil nécessaire à la préservation de la paix en Irlande du Nord, comme du progrès des droits des enfants, des femmes et des minorités au Royaume-Uni. ■

Cette fuite en avant, qui se résume en une course à l'échafaud des travaillistes derrière Reform UK, est une illustration supplémentaire des dérives liberticides qui touchent l'Occident. En s'attaquant à l'Europe des droits humains, le gouvernement de Keir Starmer trouve une victime expiatoire facile face à un sujet complexe. Il devrait pourtant tirer les enseignements des erreances des conservateurs, qui ont usé d'une stratégie similaire pour concurrencer l'extrême droite. Le Parti travailliste aurait donc tout intérêt à choisir un positionnement positif sur les droits humains, ce qui acterait une véritable rupture avec la démagogie ambiancée.

Le premier ministre pourrait rappeler que la Convention européenne des droits de l'homme, dont l'un des initiateurs fut Winston Churchill [1874-1965], demeure indispensable à la bonne mise en œuvre des accords conclus avec l'Union européenne depuis le Brexit. Elle est surtout un outil nécessaire à la préservation de la paix en Irlande du Nord, comme du progrès des droits des enfants, des femmes et des minorités au Royaume-Uni. ■

**Aurélien Antoine** est professeur de droit public à l'université Jean-Monnet Saint-Étienne. Il dirige l'Observatoire du Brexit, qui étudie les relations post-Brexit entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, et il est l'auteur de l'ouvrage « Le Royaume-Uni, miroir d'un Occident en crise », à paraître prochainement aux éditions Odile Jacob

# La science transforme l'incurable en traitable, mais à condition d'investir

Alors que les négociations budgétaires touchent à leur fin au Parlement, un **collectif** d'acteurs majeurs de la recherche scientifique et médicale française s'alarme du manque d'investissements dans ces domaines et de ses conséquences sur la santé publique

**Q**uelle place la France veut-elle occuper dans la recherche et l'innovation médicale de demain ? Cette question, éminemment stratégique, se joue en ce moment même dans les négociations du budget 2026. Notre pays a longtemps incarné une excellence scientifique et médicale qui faisait sa fierté et contribuait à son rayonnement international. Cette époque s'éloigne désormais dangereusement, tant les promesses non tenues s'accumulent.

La trajectoire financière de la loi de programmation de la recherche de 2020, censée sanctuariser les moyens de nos laboratoires de recherche, n'est pas respectée pour la deuxième année consécutive : près de 2 milliards d'euros cumulés manquent à l'appel. Le projet de budget 2026, en l'état, ne fera qu'aggraver ce retard, étant donné que les annonces qui y sont inscrites ressemblent davantage à un cautère sur une jambe de bois qu'à l'investissement massif dont la France a besoin.

Le cas de l'Agence nationale de la recherche [ANR] illustre dramatiquement cet abandon pro-

gressif. Dans le budget 2026, les moyens de l'ANR sont déjà amputés de 70 millions d'euros par rapport au budget 2025. Un amendement adopté en commission des finances du Sénat propose d'y retrancher encore 150 millions d'euros.

Oui, les contraintes budgétaires sont réelles. Oui, les arbitrages et négociations sont difficiles. Mais certains investissements ne peuvent être différés sans dommages irréparables. La recherche en santé en fait partie.

Concrètement, que signifient ces coupes ? Ce sont des projets de recherche qui ne seront pas financés cette année, des doctorants, postdoctorants, ingénieurs et techniciens qui ne seront pas recrutés. Les effets négatifs sont déjà tangibles. Une enquête récente du Collège des sociétés savantes académiques de France documente une dégradation alarmante : temps de recherche réduit, moyens en berne, dispositifs instables.

Cette situation est d'autant plus alarmante qu'elle fragilise le cœur même de l'innovation médicale. Car ne nous y trompons pas : l'immense majorité des dé-

couvertes qui sauvent des vies naît dans les laboratoires issus de la recherche académique.

La science transforme aujourd'hui l'incurable en traitable : cancers, maladies génétiques, infections émergentes... Ces victoires sur la maladie sont le fruit d'investissements patients et déterminés dans la recherche. Mais pour concrétiser ces promesses, il faut investir. Or, pendant que nous stagnons, d'autres accélèrent. L'Allemagne et la Suède investissent désormais plus de 3 % de leur produit intérieur brut dans la recherche.

La France, elle, est restée sous les 2,2 %, à rebours de toutes les trajectoires internationales et des recommandations européennes. Cet écart n'est pas un simple indicateur : c'est le résultat d'un choix stratégique.

Les lauréats du prix Nobel d'économie 2025, Philippe Aghion et ses corécipiendaires, nous en ont

avertis avec force : « La puissance d'une nation dépend désormais de sa capacité à produire des ruptures technologiques. » Ils rappellent que les pays qui stagnent sont ceux qui réduisent leur effort de recherche, tandis que ceux qui investissent massivement dans l'innovation scientifique connaissent une croissance plus forte, plus durable et moins vulnérable aux chocs géopolitiques. Leur message est clair : investir dans la science n'est pas une dépense, c'est l'un des moteurs les plus puissants de la croissance économique moderne.

#### Notre santé collective est en jeu

L'exemple des Etats-Unis l'illustre avec éclat. Après la seconde guerre mondiale, un consensus bipartisane – démocrates et républicains réunis – s'y est construit autour d'une vision stratégique plaçant l'investissement dans la science fondamentale et translationnelle au cœur de la puissance américaine. Depuis, la Silicon Valley a vu le jour, l'industrie biotechnologique a explosé, et la science libre est devenue le moteur d'une prospérité scientifique, industrielle et économique sans équivalent. Aujourd'hui, les Etats-Unis comptent plus de 400 prix Nobel, loin devant toutes les autres nations.

Il nous faut, en la matière, une stratégie claire et stable. A l'heure où les biothérapies, les thérapies génétiques, l'exploitation de grandes masses de données et l'intelligence artificielle reconfigurent la médecine mondiale, voulons-nous abandonner notre avenir

technologique et médical aux Etats-Unis, à la Chine, à l'Inde ?

Les décisions budgétaires qui seront prises dans les jours à venir engageront la France pour des années. C'est notre santé collective qui est en jeu. La force de tout un écosystème scientifique et médical dont dépendent la santé de nos concitoyens, notre souveraineté technologique et notre capacité à faire face aux crises de demain.

La recherche française doit recevoir les crédits annoncés, intégralement. Pas des promesses. Pas des reports. Pas des ajustements à la baisse. Les crédits annoncés, et tenus. Investir dans la recherche, c'est investir dans la santé, dans la prospérité industrielle, dans l'innovation, dans notre souveraineté et dans l'avenir de nos enfants. ■

## VOULONS-NOUS ABANDONNER NOTRE AVENIR TECHNOLOGIQUE ET MÉDICAL AUX ÉTATS-UNIS, À LA CHINE, À L'INDE ?

**Signataires :** Fabrice Barlesi, directeur général du centre français et européen de lutte contre le cancer Gustave-Roussy; Yasmine Belkaid, directrice générale de l'Institut Pasteur; Bana Jabri, directrice générale de l'Institut Imagine consacré aux maladies génétiques; Maxime Molina, président du directoire de la Fondation pour la recherche médicale; Alain Puisieux, président du directoire de l'Institut Curie; Laurence Tien-not-Herment, présidente de l'AFM-Téléthon, de Généthon et de l'Institut de myologie

# De l'Ukraine à Gaza, la Turquie veut se rendre indispensable

## ANALYSE

**A**u-delà de situations régionales très inégales, il est une constante : la Turquie apparaît au carrefour de quasi toutes les questions importantes pour Washington et Bruxelles sur les grands conflits du moment. A la Maison Blanche, lors d'un tête-à-tête, le 25 septembre, avec le président turc, Donald Trump a loué l'action de Recep Tayyip Erdogan en Syrie, la qualifiant de « victoire ».

Lors du sommet sur Gaza à Charm El-Cheikh (Egypte), le 13 octobre, le chancelier allemand, Friedrich Merz, s'est dit reconnaissant du rôle joué par la Turquie. Et, le 25 novembre, Emmanuel Macron a promptement inclus les soldats turcs aux côtés des unités françaises et britanniques dans la nouvelle force opérationnelle conjointe qui serait déployée en Ukraine après un éventuel accord de paix avec la Russie. Même le nouveau pape, Léon XIV, le 27 novembre, à Ankara, a exhorté M. Erdogan à « être un facteur de stabilité et de rapprochement entre les peuples, au service d'une paix juste et durable ». Rien de moins.

A écouter les grands de ce monde, le temps semble loin, très loin, où la Turquie était sous-estimée. Fini les blagues sur la diplomatie du pays et la doctrine développée dans les années 2000 par l'ancien ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoglu, appelée « zéro problème avec les voisins », qui s'était transformée en formule moqueuse, « zéro voisin sans problème », en raison de la multiplication des tensions aux frontières. Aujourd'hui, c'est bien la carte de l'apaisement qui prévaut, au moins depuis le début de la guerre en Ukraine.

### Géopolitiquement centrale

Ce rétablissement diplomatique spectaculaire pose la Turquie davantage en faiseuse de paix qu'en fauteuse de guerre. Si M. Erdogan s'était isolé dans une forme d'« expansionnisme paranoïaque après 2016 », année marquée par une tentative de coup d'Etat, selon la formule de Dorothee Schmid, chercheuse à l'Institut français des relations internationales, on assiste bel et bien au retour des fondamentaux du soft power turc, ceux d'une Turquie géopolitiquement centrale. Avec le paradoxe d'un président qui emprisonne son principal rival à Istanbul, dirige une économie en difficulté et fortement dépendante de l'Europe, mais qui est devenu indispensable à ces mêmes Européens sur l'échiquier international.

Cette influence découle d'une diplomatie transactionnelle, avec ses risques, ses désenchantements et ses petits calculs politiciens. Mais qui opère avec constance. Pour cela, elle s'appuie sur des relations de longue date, comme l'amitié qu'entretient le président turc avec certains dirigeants du Hamas. Elle procède également de circonstances historiques favorables, telles que la chute du régime de Bachar Al-Assad en Syrie ou le retour de l'administration Trump aux affaires, bien plus amène à l'égard d'Ankara que les démocrates. Elle tient

## LA FORCE D'ERDOGAN TIENT À UNE CAPACITÉ STRATÉGIQUE AUTONOME SOUTENUE PAR SA PROPRE INDUSTRIE DE DÉFENSE

aussi à l'habileté dont le président turc fait preuve depuis l'agression de l'Ukraine par la Russie, avec sa politique étrangère pendulaire envers Kiev et Moscou, ou encore à sa compréhension précoce de l'importance d'une politique d'armement nationale axée sur les munitions et les drones.

La force du président Erdogan tient aujourd'hui à ce que les Européens ont négligé pendant des années : une capacité stratégique autonome soutenue par sa propre industrie de défense. En d'autres termes, une patiente politique de petits pas, menée sur des dossiers concrets, approche efficace dans un monde où l'ambiguïté stratégique est reine.

Ainsi, lorsque Paris et Londres demandent à Ankara de participer à une mission de maintien de la paix dans le cadre des garanties de sécurité pour l'Ukraine, le gouvernement turc exige des garanties préalables : « Tout d'abord, un cessez-le-feu doit être établi entre la Russie et l'Ukraine, a taclé le ministre de la défense, Yasar Güler, le 27 novembre, en réponse à l'invitation de M. Macron. Ensuite, un cadre de mission doit être défini avec un mandat clair, et la contribution de chaque pays doit être déterminée. » Rien qui puisse fragiliser les équilibres acquis ces dernières années.

Certes, Ankara a peut-être été échaudé par le refus catégorique d'Israël d'intégrer un éventuel contingent militaire turc dans une force internationale déployée pour assurer la sécurité à Gaza – et ce malgré les pressions américaines. Mais sa prudence sur le dossier ukrainien trouve son origine précisément dans son positionnement ambivalent. Malgré l'entente cordiale affichée avec son « ami » Poutine et sa dépendance énergétique envers Moscou (45 % de l'approvisionnement turc en gaz provient de la Russie et près de la moitié de son pétrole), le président Erdogan est parvenu à rester l'un des plus grands soutiens de l'Ukraine.

Le grignotage russe du pourtour de la mer Noire, l'accaparement de l'Abkhazie, l'annexion de la Crimée, puis l'attaque contre l'Ukraine ont été perçus à Ankara comme autant d'atteintes à la stabilité de la région. Contrairement aux nations européennes qui ont hésité à soutenir Kiev dans les premiers jours de l'invasion, Ankara a agi de manière décisive. Son envoi de drones a permis à la Turquie d'influencer la guerre sans engagement militaire direct. En armant ainsi l'Ukraine d'une main et en traitant avec la Russie de l'autre, la Turquie a utilisé son levier stratégique à bon escient, en réussissant même à tenir un rôle de médiation.

Si la collaboration au sein des « forces de réassurance » en Ukraine se concrétise, elle marquera une étape importante dans l'évolution des relations entre la Turquie et l'Europe que le président Erdogan a appelée, à plusieurs reprises, de ses vœux. Encore en mars, à Ankara, il avait déclaré : « La sécurité européenne est impensable sans la Turquie. » ■

NICOLAS BOURCIER  
(ISTANBUL, CORRESPONDANT)

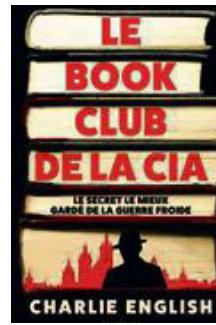
# LA LECTURE, UNE ARME DE COMBAT

## LIVRE

**L**ire et donner à lire : pour ces deux actes révolutionnaires, de nombreux héros se sont battus, parfois au prix de leur vie. Derrière le rideau de fer, à l'époque où le communisme prétenait libérer les peuples mais ne servait, au fond, que l'impérialisme de Moscou, c'est en Pologne que les métiers du livre, de l'édition et de la presse ont le plus défié l'autoritarisme.

Cette histoire d'espionnage et de résistance est reconstruite par Charlie English, ancien chef du service international au quotidien britannique *The Guardian*, dans un ouvrage haletant, *Le Book Club de la CIA* (Equateurs, 416 pages, 24 euros). Un titre en partie trompeur, car, si des espions américains ont joué un vrai rôle dans cette affaire, ce club de lecture était bien davantage animé par des Polonais, tous habitués d'un farouche esprit de liberté, telle Helena Luczywo. Elle fut l'une des créatrices, en 1982, avec Jacek Kuron et Adam Michnik, deux autres grandes figures de l'opposition démocratique, de *L'Hebdomadaire de Mazovie*.

Ce journal clandestin est lancé au lendemain du 12 décembre 1981, qui représente un tournant dans l'histoire du communisme. Depuis des mois, un large mouvement social lancé par Solidarnosc secoue la Pologne. Emmené par Lech Wałęsa, ce syndicat, né sur les chantiers navals de Gdańsk en août 1980, fait souffler un vent de liberté sur le pays. Le régime, qui a d'abord temporisé et fait mine de vouloir négocier, lance finalement ses troupes en cette triste soirée d'hiver. Helena Luczywo sort du cinéma quand elle prend conscience de ce qui se passe. Elle se précipite vers les locaux de Solidarnosc et y retrouve ses collègues. Ils voient par la fenêtre l'arrivée de la police militaire, les « zomos ». Helena Luczywo s'apprête à fuir, mais ses collègues, pétrifiés, décident de rester sur place. Elle les supplie de partir, sans y parvenir. Elle s'engouffre par la porte arrière du bâtiment



LE BOOK CLUB DE LA CIA  
de Charlie English,  
Equateurs,  
416 pages,  
24 euros

avec son époux, Witek. Ils se cachent dans l'immeuble voisin, bientôt entouré lui aussi. Profitant d'un moment d'inattention des miliciens, ils parviennent à s'enfuir dans la nuit. La liberté ne tient parfois qu'à un fil, que sait restituer Charlie English : il excelle à nous faire entrer dans l'intimité du combat des dissidents en faisant parler les témoins de l'époque, et à en donner la portée historique.

### Soutien de rédactions étrangères

Rapidement après ce fatidique mois de décembre 1981, Helena Luczywo parvient à lancer *L'Hebdomadaire de Mazovie*. L'équipe réunit principalement des femmes, ce qui s'avéra un atout précieux : par machisme, les « zomos » s'imaginent que ce sont forcément des hommes qui font tourner ce journal et n'arrêteront pas ces rédactrices lors de divers coups de filet...

Face à la répression, la flamme de l'espoir est entretenue par un ardent désir de lire, de sortir du carcan idéologique imposé par le régime. Pour y répondre, la journaliste Teresa Bogucka crée une « bibliothèque volante », qui rassemble plus de 500 titres. Dans ce *book club* soutenu par la CIA se trouvent des livres d'Albert Camus, d'Alexandre Soljenitsyne, de Hannah Arendt... Déjà pour les faire entrer en Pologne, il fallait user de subterfuges : les livres partaient le plus souvent de Paris pour être acheminés clandestinement vers la Pologne, cachés dans

le plafond des toilettes d'un train de nuit. La police veillait, envoyant discrètement au pilon les livres interdits. Mais le silence était imposé avec force : « Même les allusions à la censure étaient interdites », rappelle Charlie English. « La culture polonaise était particulièrement scrutée », poursuit-il. Dans la mesure où Moscou avait l'intention de soviétiser le pays, quiconque évoquait une identité polonaise distincte, comme le faisait le poète Czeslaw Milosz, était rendu invisible. »

Pour la faire vivre, la diaspora polonaise installée au Royaume-Uni et en France apporte une aide décisive. Jerzy Giedroyc est surnommé par les Polonais de passage « *Maison Lafitte* », en référence au château qui s'élève non loin, publie ainsi la revue *Kultura*, autre titre déterminant dans la lutte contre la dictature.

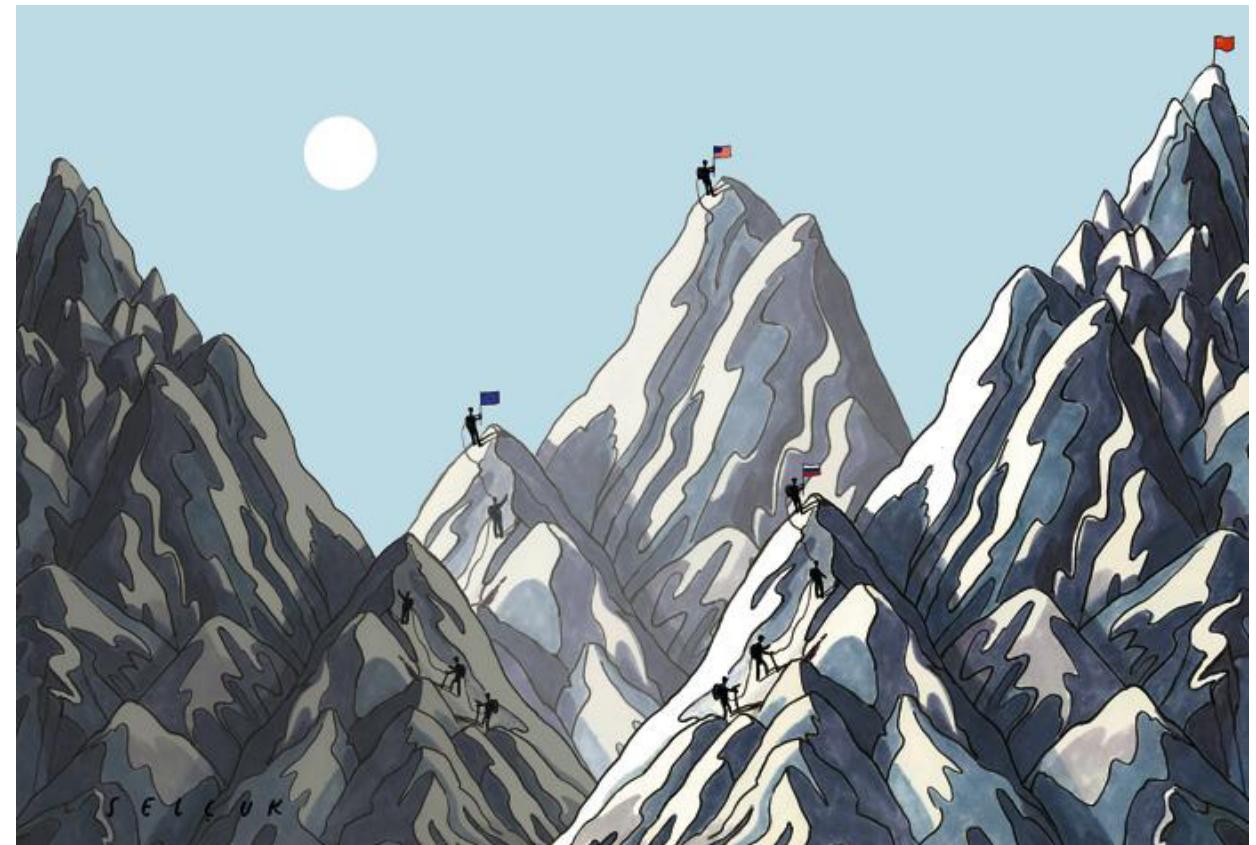
*L'Hebdomadaire de Mazovie*, la bibliothèque volante, *Kultura* ont tous profité du soutien de la CIA, qui, à travers des fonds d'aide, a permis à la Pologne de ne pas succomber totalement face au totalitarisme. L'Amérique, sous Ronald Reagan, défendait les livres ; aujourd'hui, elle organise sa propre purge des bibliothèques.

Mais, dans ce *book club*, les véritables espions sont polonais. Ce sont eux qui font entrer les livres et le matériel d'imprimerie dans leur pays. L'auteur raconte comment certains d'entre eux croisent ce que tout espion redoute : un agent double trahissant la cause qu'il disait servir... ■

Le 8 mai 1989, quelques mois avant la chute du mur de Berlin, *L'Hebdomadaire de Mazovie* connaît un moment de renaissance, pour devenir la *Gazeta Wyborcza*, qui reste aujourd'hui le principal quotidien polonais. A son lancement, ce journal bénéficie du soutien de rédactions étrangères. La maquette est notamment imaginée avec l'aide d'une graphiste du *Monde* – Charlie English ne la nomme pas, mais on peut ici remercier Dominique Roynette. Elle donne à la profession un exemple de solidarité qu'il serait bon de ne pas oublier. ■

MARC-OLIVIER BHERER

## La ruée vers le sommet | PAR SELÇUK



# PREMIERS MINISTRES ET IDÉES D'EXTRÊME DROITE

## LA REVUE DES REVUES

**L**a stratégie de « dédiabolisation » des idées d'extrême droite n'a pas commencé avec Marine Le Pen, mais remonte aux origines même du Front national, en 1972. Qu'en est-il des effets de cette politique sur la progression de ses vues dans les discours institutionnels ?

Cette question est au cœur du numéro de la *Revue française de science politique* (volume 75, numéro 2, 25 euros) paru le 20 octobre, et de l'analyse qu'y livrent les politistes Tristan Boursier et Antoine Lemor. Pour mesurer la pénétration de ces thématiques au sein des discours gouvernementaux, ils se sont intéressés aux déclarations de politique générale des premiers ministres de la Ve République entre 1959 et 2024. Dans un premier temps, il leur a fallu caractériser les idées d'extrême droite, un « défi conceptuel », alors qu'il n'en existe pas de définition univoque. En s'appuyant sur les travaux de leur homologue états-unienne Eli-

sabeth Carter (« Extrémisme/radicalisme de droite : reconstruction du concept », *Journal of Political Ideologies*, 2018), les politistes ont identifié sept catégories : défense de l'identité nationale, de la tradition, de l'autorité, promotion du mérite individuel, de l'ordre, rejet de l'immigration et de l'égalité. A l'aide d'outils de traitement, ils ont ensuite recherché ces thématiques dans les discours et attribué à chacun un « score idéologique d'extrême droite ».

### Pic lors de la guerre d'Algérie

Premier enseignement, l'influence de ces idées est loin d'être uniforme. Un premier pic apparaît au début des années 1960 au moment de la guerre d'Algérie. Ainsi, le discours de Michel Debré en 1959 est-il « imprégné d'éléments couramment mobilisés en période de guerre et souvent rattachés à l'extrême droite ». A partir de 1968, les occurrences se raréfient, les déclarations s'inspirant plus du gaullisme social, pour grimper à nouveau de façon « conti-

nue, progressive et transpartisane » entre 1976 et 2024. L'étude met ainsi en évidence que les plus hauts scores concernent les premiers ministres de droite en période de cohabitation ainsi que ceux du centre. Cette tendance s'expliquerait par la « plasticité idéologique » du centre et son pragmatisme, évaluent les politistes. « En se présentant comme l'arbitre des extrêmes, le centre s'affranchit beaucoup plus facilement que les partis de droite et de gauche des barrières idéologiques existantes », écrivent-ils, se référant aux travaux de l'historien Pierre Serna.

S'ils restent prudents, ils estiment que la stratégie engagée par l'extrême droite dans les années 1970 pour diffuser ses idées dans la société et les rendre désirables pourrait constituer une « explication plausible » à la progression constatée. ■

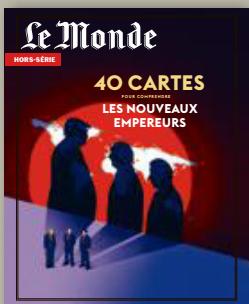
CLAIRES LEGROS

*Revue française de science politique*, volume 75, numéro 2, avril-juin, 25 euros

**ANKARA A UTILISÉ SON LEVIER STRATÉGIQUE À BON ESCIENT EN RÉUSSISSANT MÊME À TENIR UN RÔLE DE MÉDIATION**



## En kiosque



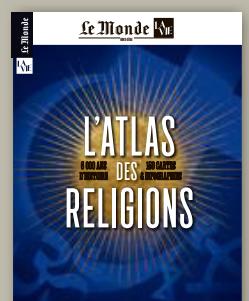
Hors-série



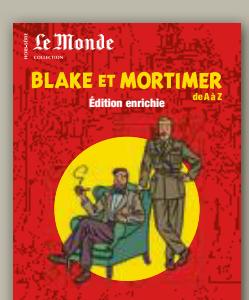
Hors-série



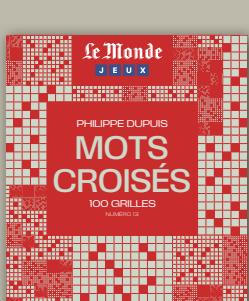
Hors-série



Hors-série



Hors-série



Magazine numéro 13

## Nos services

## Lecteurs

## Abonnements

Sur abo.lemonde.fr

Par tél. au 03 28 25 71 71

(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

## Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

Le Monde  
Le Carnet

**Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr (en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)**

**soit sur le site : https://carnet.lemonde.fr**

**L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.**

**carnet@mpublicite.fr  
https://carnet.lemonde.fr**

## AU CARNET DU «MONDE»

## Mariage

Barcelone. Corseaux. Zurich.

**Laurence POTAPOV et Christian PUTNER** sont très heureux d'annoncer le mariage de leur fils,

**Maximilian PUTNER avec Candice JOUANIN,**

le vendredi 5 décembre 2025, à Paris.

**Alexandra** se réjouit également pour son frère !

Tous nos vœux de bonheur aux jeunes mariés !

## Décès

Françoise Bourgeois, son épouse, Eugénie, sa fille, Jean Pierre, son frère, ont la tristesse de faire part du décès du

**professeur Marc Louis BOURGEOIS,**

survenu le 1<sup>er</sup> décembre 2025.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Eulalie, à Bordeaux, le samedi 6 décembre, à 11 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**M. Jonathan Lobel**

a la tristesse de faire part du décès de sa mère

**Mme Kristin COUPER-LOBEL,**

survenu le 29 novembre 2025.

Une cérémonie aura lieu le samedi 6 décembre, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jonathan.lobel@proton.me

Catherine et Didier Truchet, Isabelle et François Maignon, François Delaby et Marie-Christine Rougeot, Christophe Delaby et Isabelle Merlier, ses enfants,

Charlotte Truchet et Jérémie Bourdon, Marie Truchet (†) et Jean-Marc Vuckovic,

Camille Truchet, Thomas et Domitille Truchet-Main de Boissière, Georges et Marie-Laure Maignon, Luc et Alice Maignon, Henri et Félicie Maignon, Aude et Guillaume Lavollée, Guillaume et Mariana Delaby, Hortense Babeau, Antoine et Clémence Delaby, ses petits-enfants,

Justine, Victor, Soizic, Gaël, Lazare, François-Xavier, Pauline, Hubert, Alban, Stanislas, Florent, Juliette, Margaux, Théodore, Suzanne, Églantine, Aristide, Amaury, Alix,

Hermione, Camille, Ascagne, Constantin, Olympia, ses arrière-petits-enfants,

Sophie Poulet, sa nièce, ont la tristesse d'annoncer le décès de

**Marie-Henriette DELABY, née GÉNOT,**

survenu à Paris, le 29 novembre 2025, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

Ils rappellent le souvenir de son mari

**Pierre-André DELABY**

et remercient celles qui l'ont accompagnée jusque dans ses derniers jours : Karen, Gloria, Joëlle et Soumia.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Sulpice, Paris 6<sup>e</sup>, le samedi 6 décembre, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être adressés à l'Institut Curie, en précisant le souhait d'une affection spécifique à la recherche sur le sarcome d'Ewing (lien internet : <https://aider.curie.fr/>).

Cette annonce tient lieu de faire-part.

Montpellier.

La famille de

**M. Alain DUFOIX, préfet honoraire, trésorier payeur général honoraire, officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,**

a la profonde tristesse d'annoncer son décès, survenu à Montpellier, le 27 novembre 2025, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Un culte d'action de grâce sera célébré le lundi 8 décembre, à 14 h 30, au Temple protestant, 25, rue Maguelone, à Montpellier.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Nantes.

Claudine Kelifa, son épouse, Alexandre, Sarah et son conjoint, ses enfants, Félicité, Louise et Armel, ses petits-enfants,

Les familles Kelifa, Oger, Vassal, ses frères, beaux-frères et belles-sœurs ainsi que les autres membres de la famille et proches,

tiennent à informer les connaissances professionnelles du STU (Service technique de l'urbanisme), ainsi que des DDE (Direction départementale de l'équipement) de l'Essonne, du Tarn-et-Garonne et du Puy-de-Dôme, et du CIPF de Nantes, du décès, survenu à l'âge de quatre-vingt-un ans,

**Paul KELIFA, architecte et urbaniste en chef de l'Etat, ancien directeur du CIPF de Nantes,**

ceux qui l'ont connu ont apprécié sa conversation éclectique et son humanisme.

L'incinération a eu lieu le 19 novembre 2025, au cimetière du Parc de Nantes.

claudinek44@orange.fr

Schneeburg (Saxe, Allemagne).

Kathrin, son épouse, Toni, son fils, Maria Kosmitzki, sa sœur, Klaus Kosmitzki, son frère et sa famille, Sébastien et Benjamin Tetard, ses neveux et leurs familles,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

**M. Frank KOSMITZKI, le 22 novembre 2025, à Saxe, à l'âge de soixante-huit ans.**

Une cérémonie religieuse a été célébrée le 4 décembre, à 11 heures, en l'église Sainte-Trinité de Schneeburg.

Evelyne, Thomas et Nora, Nathalie, Max et Sacha, ont la tristesse de faire part du décès de

**Jacques KRAMKIMEL, le 29 novembre 2025.**

kramki.mail@gmail.com

Entourée de l'amour des siens,

**Marie-Thérèse LATIL, née SERET,**

s'est éteinte le 28 novembre 2025, dans sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 9 décembre, à 10 heures, en l'église Saint-Jacques-le-Majeur de Montrouge (Hauts-de-Seine).

De la part de Michel Latil, son époux, Sophie, Juliette et Pauline, ses filles, leurs conjoints, François et Yann, Lily, Ruben, Simon, ainsi qu'Anna et Rachel, ses petits-enfants Et toute la famille.

La famille de

**Mme Marie MARKACZ**

a la tristesse de faire part de son décès, survenu à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

Ses obsèques seront célébrées le mardi 9 décembre 2025, à 14 h 30, à Rives (Isère).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Bourg-en-Bresse. Vienne. Lyon.

Ses enfants, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants Et sa famille,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

**M. Jacques MARTINENT, docteur d'État en philosophie, professeur au lycée Edgar Quinet, chevalier dans l'ordre des Palmes académiques.**

Ses obsèques sont célébrées ce vendredi 5 décembre, à 14 h 30, en la chapelle des Vennes, à Bourg-en-Bresse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Françoise Mitrofanoff, son épouse,

Kira et Sacha Mitrofanoff,

leurs enfants, leurs conjoints, Stéphane et Riccardo,

Léa et Alexis, ses petits-enfants et Cindy Melo,

Lenni Melo-Mitrofanoff, son arrière-petit-fils, Vladimir Mitrofanoff Et Loula Choffé, son frère et sa sœur, leurs conjoints, France et Denis, leurs enfants et leurs petits-enfants

Ainsi que leur famille, ont la tristesse de faire part du décès de

**Paul MITROFANOFF, professeur d'Université, ancien chef du service de chirurgie pédiatrique du CHU de Rouen, chirurgien, auteur de la cystostomie incontinent trans-appendiculaire dite Mitrofanoff Procedure,**

survenu le 30 novembre 2025, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie d'incinération aura lieu le samedi 13 décembre, à 10 h 30, au crématorium de Clamart, 104, rue de la Porte de Trivaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

famillemitrofanoff@gmail.com

Bernard et Armelle Weber, Dominique et Daniel Alasseur, Marc et Catherine Weber, ses enfants, leurs enfants et petits-enfants, Jacques et Josée Weber, Monique Bourguet, Martine Massé,

son frère, ses sœurs et sa belle-sœur, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants Ainsi que toute sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Francis WEBER, ingénieur géologue,**

survenu le 1<sup>er</sup> décembre 2025, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 11 décembre, à 14 h 30, en la salle de cérémonie du centre funéraire de Strasbourg-Robertsau, 15, rue de l'Ill.

Cet avis tient lieu de faire-part.

## Anniversaire de décès

## Agathe

... Dix ans déjà!

Ses amis et sa famille se réuniront ce dimanche 7 décembre 2025, pour se remémorer tous les bons moments passés avec elle.

Béatrix et Philippe Laurent, Jérôme et Émilie, Théodore, leurs familles et leurs amis.

## Souvenirs

**Dominique BOURGET,** 14 septembre 1952 - 5 décembre 2024.

Il y a un an, tu nous quittais.

Chaque jour, nous pensons à toi.

5 décembre 2018,

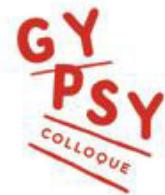
**Jean MEILHAUD,** journaliste, écrivain.

*Ad vitam aeternam !*

*«Peut-on avoir un dernier souvenir ?»*

**Jacques ROUBAUD.**

## Colloque



Muriel Flis Trèves et René Frydman présentent Le Colloque Gypsy, le thème : « Transmissions, les nouvelles règles du jeu »,

les 12 et 13 décembre 2025, au Campus Saint-Germain-des-Prés, 45, rue des Saint-Pères, Paris 6<sup>e</sup>.

« Au cœur de nos héritages et de nos avenir, comprendre, inventer, transmettre...»

Des orateurs captivants partageront leur expertise et leur analyse des défis pour l'avenir avec Cynthia Fleury, Anne Berest, Raphaël Gaillard, Etienne Klein, Nathalie Azoulaï et beaucoup d'autres...

Inscrivez-vous dès aujourd'hui !



CULTURE | CHRONIQUE  
PAR MICHEL GUERRIN

## La gratuité peu charitable de Notre-Dame

**N**ous avons passé quelques heures à Notre-Dame de Paris, au milieu de visages émus par la résurrection après les cendres. Les grappes humaines se bousculent, s'interpellent, font des selfies, chahutent, rigolent. Toutes les cinq minutes, un élégant signal sonore singe un «Chuuuuuuuuuuuuuut», suivi d'une voix en trois langues: «Silence s'il vous plaît, Silence please, Silencio por favor.» Dans le public, les langues étrangères sont écrasantes.

Lundi 8 décembre marquera le premier anniversaire de la réouverture de la cathédrale. Onze millions à douze millions de personnes en auront fait l'expérience en douze mois (contre 9 millions par an avant l'incendie). Le chiffre est époustouflant, dominant largement le Sacré-Cœur, le Louvre ou Versailles. Plus Notre-Dame triomphe, moins notre conviction change: il faut en faire payer l'accès. Nous l'avons déjà écrit. Nous le réitérons.

L'Eglise de France ne le veut pas, estimant que Notre-Dame est un symbole d'universalisme, de générosité, de silence, de prière, donc de gratuité qui vaut don de Dieu. C'est à la fois un chouïa vrai et largement faux. On se pince devant tant d'aveuglement, mais surtout de mauvaise foi, au point qu'une autorité catholique a pu dire qu'elle ne savait pas distinguer le touriste du fidèle. Des paquets d'églises en Espagne ou en Italie y arrivent très bien, surtout quand le bâtiment est à leur charge et que l'argent manque, faisant payer les premiers tout en conservant de larges moments de prière.

Du reste, la distinction des publics est déjà ébauchée à Notre-Dame. Les foules de touristes accomplissent une ronde lente en empruntant le déambulatoire, font le tour, admirant chapelles, tableaux et vitraux – c'est ce chemin qu'il faut faire payer. La nef, elle, aux abords de l'autel, est veillée par un bénévole réservant une soixantaine de chaises à celles et ceux venus prier – «sans faire de photos», nous dit-il.

Notre-Dame a été restaurée grâce à 843 millions d'euros de mécénat, son entretien annuel est assuré par l'Etat, donc par le contribuable, comme celui de

86 autres cathédrales en France, mais l'évêché se permet d'afficher un égoïsme satisfait. Instaurer à Notre-Dame un billet à 25 euros pour les deux tiers des 11 millions de visiteurs rapporterait 200 millions d'euros par an. Ce serait providentiel pour venir en aide aux 4 000 églises protégées au titre des monuments historiques qui sont en mauvais état ou en péril. Pour donner un coup de main, aussi, aux cathédrales en région, considérées comme puits sans fond, entre les chantiers qui finissent, ceux qui commencent, ceux qui sont annoncés.

L'Etat consacre chaque année plus de 150 millions d'euros au patrimoine religieux, ce qui est loin de couvrir les besoins. Il doit aussi répondre aux imprévus, trouver par exemple 32 millions d'euros pour faire renaître la cathédrale de Nantes, incendiée en 2022. Et comment entretenir les 14 000 églises plantées dans

**SI LA CATHÉDRALE  
DE PARIS  
EN VENAIT À AIDER  
LE PATRIMOINE  
RELIGIEUX EN  
RÉGION, CE SERAIT  
UN SYMBOLE FORT**

**PLUS NOTRE-DAME  
TRIOMPHE,  
MOINS NOTRE  
CONVICTION  
CHANGE:  
IL FAUT EN FAIRE  
PAYER L'ACCÈS**

des communes de moins de 3 000 habitants, donc démunies?

Si Notre-Dame en venait à aider le patrimoine religieux en région, ce serait un symbole fort, quand on sait que la géographie culturelle de la France est d'une injustice criante. Le triomphe de Notre-Dame accentue la posture peu charitable de l'Eglise, qui s'assoit sur ces considérations en refusant une cathédrale payante. Que les finances publiques soient dans un état désastreux importe peu à l'archevêque de Paris, tout comme le fait que le budget de la culture, s'il est voté avant Noël, sera en baisse. Peu importe, encore, le projet de musée de Notre-Dame, annoncé par Emmanuel Macron en 2023, prévu dans l'Hôtel-Dieu, à côté, mais compromis en raison notamment d'un manque d'argent.

### Justice et bon sens

La ministre de la culture, Rachida Dati, qui milite pour une cathédrale payante, tout comme Stéphane Bern, ajoute un facteur: avant l'incendie, l'Etat payait 2 millions d'euros par an pour entretenir Notre-Dame; depuis la réouverture, la facture a grimpé à 4 millions. Bref, la cathédrale ne veut en rien rendre ce qu'on lui a donné, et en plus elle coûte plus cher. Voilà pourquoi, jure Rachida Dati, des évêques partout en France pestent contre «l'égoïsme» de leur homologue parisien.

Un choc d'actualité avec le Louvre rend le cas de Notre-Dame un peu plus incongru. A partir du 1<sup>er</sup> janvier, le touriste extra-européen paiera 32 euros l'accès au musée, contre 22 euros pour les Français et les ressortissants de l'Union européenne. Certains dénoncent une discrimination, un braquage, voire un acte raciste ou néocolonialiste.

Remarquons déjà que des tarifs différenciés sont une tendance mondiale, jusqu'au tout nouveau Grand Musée égyptien, au Caire, qui affiche le billet adulte à 200 livres (3,60 euros) pour les Egyptiens et à 1 450 livres (26 euros) pour les étrangers. Le scandale n'est pas dans cette différence, bien plus rude qu'au Louvre, mais dans le fait que les Egyptiens ont un mal fou à trouver un billet: ce musée, qui a coûté 860 millions d'euros et qui accepte jusqu'à 27 000 personnes par jour, privilégie les étrangers pour se renflouer.

Le billet différencié, qui concerne aussi la Sainte-Chapelle, l'Opéra Garnier, les châteaux de Versailles et de Chambord, n'est que justice et bon sens. Les Français paient des impôts pour entretenir ces monuments; les touristes, non. Et il faut bien compenser la baisse continue de subventions du ministère au Louvre.

Le Louvre a augmenté son ticket d'entrée de 83 % en dix ans, et son parcours phare est toujours plein à craquer. De la même façon, instaurer un ticket différencié à Notre-Dame ne rendra pas la cathédrale moins populaire. Le touriste lointain est imperméable au débat visant à savoir si le prix d'accès à un musée influe sur sa démocratisation. Le touriste fait aussi le lien entre nos deux emblèmes culturels: au musée, les œuvres sont difficiles à voir; à Notre-Dame, Dieu est difficile à apercevoir. ■

## CHRISTOPHE GLEIZES : ALGER AU RISQUE DE L'AVEUGLEMENT

### ÉDITORIAL

**M**

**A** quel jeu joue exactement le régime algérien? Voudrait-il doper ses adversaires les plus résolus à l'étranger, particulièrement en France, et décourager les tenants d'un dialogue apaisé, réfractaire aux surenchères aux relents souvent douteux, qu'il ne s'y prendrait pas autrement. A bien des égards, la condamnation du journaliste français Christophe Gleizes, le 3 décembre, à sept ans de prison par la cour d'appel de Tizi Ouzou est incompréhensible. Elle n'est pas seulement un déni de justice criant, reposant sur une accusation fantasmagorique d'«apologie de terrorisme» visant un reporter ayant enquêté sur la Jeunesse sportive de Kabylie – le grand club de Tizi Ouzou, et l'un des plus beaux palmarès du football algérien.

Elle est surtout d'une totale irrationalité au regard des intérêts stricts de l'Algérie et de son image à l'étranger.

Mais le pouvoir algérien est-il encore accessible aux évidences de la raison, aveuglé qu'il est par une paranoïa qu'il pense être la recette de sa survie? On peut en douter, alors qu'il vient de gâcher une rare occasion de remettre sur les rails sa relation avec la France, en crise ouverte depuis près d'un an et demi. La grâce accordée le 12 novembre par le président Abdelmadjid Tebboune à l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal semblait préluder à une accalmie. Cet acquis, fruit de discrètes négociations en coulisses facilitées par la médiation de l'Allemagne, signait le succès d'une diplomatie du dialogue respectueux. Il sanctionnait par là même l'échec de la méthode du «rapport de force» promue par l'ancien ministre de l'intérieur français Bruno Retailleau.

Dans ce contexte décrispé, tous les signaux étaient au vert, à la veille du procès en appel de Christophe Gleizes, ce dernier écueil à franchir avant d'envisager de renouer les fils plus durablement. A Paris comme à Alger, une nouvelle dynamique, plus constructive, s'esquissait. Las, l'implacable verdict de la cour de Tizi Ouzou annihile ces progrès, au mépris de toute logique. Car on se demande bien quelle peut être celle de ce raidissement qui va placer

en France les tenants du dialogue sur la défensive et enhardir les partisans de la confrontation.

Certes, rien n'est définitivement scellé. On n'ose imaginer que le dossier Gleizes s'éternise dans l'impasse. Mais ce qu'enseigne cette séquence, ainsi que les épisodes de tension antérieurs, n'est guère encourageant pour l'avenir. Elle révèle la nature d'un régime qui, après la peur suscitée par le Hirak, le mouvement antisystème de 2019-2020, se livre à une revanche acharnée et méthodique ciblant tous ceux qu'il perçoit comme une menace, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Que ce régime soit miné par les luttes de clans n'y change rien. Ses fractures ne font au contraire qu'ajouter à un sentiment de fragilité l'aspirant davantage dans le jusqu'au-boutisme répressif. Et dans l'exaltation d'un nationalisme mortifère jouant cyniquement sur le ressentiment antifrançais.

Pour Paris, le défi est préoccupant, eu égard aux enjeux mémoriels, migratoires et stratégiques d'une relation cruciale. La densité des liens issus de l'histoire et de la géographie commande à l'évidence une approche raisonnée de l'Algérie. Entre l'angélisme stérile et l'agressivité toxique, il faut trouver une voie où le pragmatisme, à savoir la sécurité dans la cohésion nationale, finisse par s'imposer à l'idéologie. ■

## Le Monde | Boutique

objets, jeux, livres et accessoires à offrir.



L'HISTOIRE DES 100 ANS DE PUBLICIS

un **LION**  
N'ABANDONNE  
**JAMAIS**



VOIR LE FILM

# Le Monde DES VINS



## Champagne pour tous !

MARIE FLORES POUR « LE MONDE »

C'est son moment ! Oui, le sien, un peu partout sur la planète. Nous parlons du champagne, bien sûr, qui va égayer notre fin d'année, donc adoucir l'inquiétude, le doute et les vents mauvais. Les vigneron et les marques prestigieuses attendent aussi Noël et le Nouvel An pour remplir les caisses, tant le moment est propice. Si le champagne fait de la résistance, c'est d'abord grâce à son imaginaire, qui tutoie le remède. « *Le champagne, j'en bois quand je suis heureuse et quand je suis triste* », disait Lily Bollinger, dynamique femme d'affaires à la tête de la maison du même nom de 1941 à 1971. Sir Winston Churchill, grand amateur et même complice de la maison Pol Roger, lui a réservé une de ces formules dont il avait le secret : « *En cas de victoire, je le mérite, et en cas de défaite j'en ai besoin* ». Le champagne fait consensus. Il est convoqué au cœur des tableées familiales, dans les fêtes de copains, les restaurants gastronomiques ou les guinguettes. Il est solennel ou canaille, englouti au goulot à Londres, dégusté avec retenue à New York, un peu les deux sur les Champs-Elysées, le 31 décembre, à minuit. L'effervescence est souvent joyeuse, qu'elle vous coûte une vingtaine d'euros ou dix fois plus.

### Menus de fête

Chacun s'approprie le champagne – c'est la rançon de son triomphe. On dit tout et son contraire sur ses qualités. On le juge à son meilleur comme ci ou comme ça, à l'apéro ou avec une pouarde, dans une flûte ou une coupe évasée, avec une grosse ou une fine bulle... Il y a tellement d'idées reçues

sur le sujet, pas toutes fausses loin de là, que nous vous en proposons dix, faciles à corriger. Elles vous permettront de jouer les érudits au cœur de la fiesta ou d'apprécier au mieux telle cuvée, que ce soit avec un coquillage ou un fromage. Mieux, l'équipe du *Monde des vins* vous propose des menus de fête qui font la part belle au champagne.

Dans un climat de désamour pour le vin et de pouvoir d'achat en berne, les bulles ne s'en sortent pas mal. Certes, les ventes baissent depuis deux ans, partout dans le monde, mais elles ont fortement augmenté durant les vingt années précédentes. Alors, célébrez-le (en toute modération), comme le chantait en 1979 l'excellent Jacques Higelin : « *L'ami qui soigne et guérit/La folie qui m'accompagne/Et jamais ne m'a trahi,/Champagne ! Champagne ! Champagne !* » ■

REMI BARROUX ET MICHEL GUERRIN

NOTRE  
SÉLECTION DE  
CHAMPAGNES  
JUSQU'À  
50 EUROS  
PAGES 12 À 15

### LA CHARTREUSE DE CHARME

Visite de la distillerie iséroise, où la précieuse liqueur, jaune ou verte, dont la recette est bien gardée par des moines, connaît un succès fou



PAGE 18

### ENTRETIEN AVEC THOMAS DUTRONC

En amateur éclairé, le chanteur déguste, entre amis ou sur scène, les bons vins de chaque région qu'il traverse

PAGE 23



Le Prince de Galles  
Paris

### Laurent-Perrier

Héritage, choisi par les meilleurs.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

# Oubliez toutes vos idées reçues sur le champagne !

Chacun a ses convictions sur la bulle champenoise, si culte qu'elle accompagne les soirées de fête et de gala du monde entier. Nous avons listé dix certitudes fort répandues, auxquelles nous nous proposons de faire un sort

**T**out le monde a sa petite idée sur le champagne. Cet effervescent, quintessence du savoir-faire viticole français et synonyme de joie, donne lieu à nombre d'idées arrêtées, parfois contestables, voire fausses. Tour d'horizon avant les fêtes de fin d'année.

## Le champagne n'est pas du vin

L'affirmation fait hurler les 16 000 vignerons cultivant quelque 34 000 hectares de vignes dans une appellation d'origine contrôlée (AOC) qui date de 1936, l'une des premières en France. Alors, oui, c'est un vin, et le fait qu'il ait des bulles n'y change rien. Ce vin champenois abrègue l'histoire de France depuis le Moyen Âge, une époque où il est souvent lié à la viti-culture monastique. Depuis les temps anciens, et jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, les bulles n'existent pas dans une Champagne qui produit alors des vins dits «triquilles», rouges en majorité. C'est en 1927 que l'appellation «champagne» est réservée aux seuls vins mousseux. Ce qui n'empêche pas la production, certes modeste en quantité, de beaux vins tranquilles, le plus réputé étant le bouzy rouge (à base de pinot noir), du nom de la commune marnaise où il est produit. Ils disposent depuis 1974 de leur propre AOC : coteaux-champenois.

## Son goût est toujours le même

Là encore, la sentence a de quoi faire fulminer. Le terroir, les cépages, les assemblages, les années de vendange, le climat, le savoir-faire, le prix aussi font que chaque propriété, de la plus prestigieuse à la plus modeste, propose des cuvées aux goûts bien différents. On peut ne ressentir qu'un vin à bulles, mais tout de même ! Il existe 319 crus distincts, obtenus sur des terroirs répartis dans cinq départements : la Marne (66 % du vignoble), l'Aube, l'Aisne, la Haute-Marne et la Seine-et-Marne. Les sols et sous-sols offrent une grande diversité dans les 281 000 parcelles recensées. Chaque domaine conjugue à sa guise les trois cépages principaux (pinot noir, chardonnay et meunier), voire les autres – arbane, petit meslier, pinot gris, pinot blanc et enfin le chardonnay rose, qui a fait son entrée cette année dans l'AOC. Aucune autre région n'est autorisée à réaliser autant de combinaisons d'assemblage entre raisins noirs et blancs, cépages et années de production. D'un domaine à l'autre, les jus sont donc différents. En revanche, chaque marque s'évertue à retrouver son goût maison d'une année sur l'autre, notamment dans la cuvée principale, qui représente souvent les trois quarts de sa production.

## C'est bon à l'apéro ou pour le dessert

Les combinaisons aromatiques, la fraîcheur du vin et le taux d'alcool ne dépassant pas les 13 degrés font que la bulle champenoise est à son aise à l'apéritif. Mais il est dommage de la limiter à ce moment ! Le champagne peut parfaitement accompagner tout un repas, depuis les saint-jacques ou les coquillages de l'entrée jusqu'à la soupe de fruits rouges en dessert, en passant par les poissons, les volailles ou les tagines. Les restaurants sont toujours plus nombreux à proposer des accords mets-champagnes. Dans ces pages, l'équipe du «Monde des vins» propose des menus de fête faisant la part belle aux cuvées champenoises.

## Le champagne ne peut pas vieillir

Oh ! que si, il peut, surtout s'il est bien fait – ce qui induit souvent un prix plus élevé. Rappelons, déjà, que le champagne est le seul vin auquel on impose une période minimale de vieillissement avant commercialisation : quinze mois en caves pour les non-millésimés, trois ans pour les millésimés. C'est souvent beaucoup plus, par exemple



MARIE FLORES POUR « LE MONDE »

de quatre à dix ans pour les cuvées dévolues à une année. Pour la cave coopérative Castelnau, le brut non millésimé attend sur lie plus de cinq ans et les millésimes plus de dix ans. «Durant toutes ces années, les levures vivent avec le précieux nectar une histoire d'amour passionnée. Les bouteilles qui mûrissent en cave sont obturées par une capsule : plus cette capsule est hermétique, plus le champagne se garde longtemps», explique Carine Bailleul, la cheffe de cave de Castelnau.

Boire un champagne ancien – de dix, vingt, trente ans ou bien plus – provoque d'abord une émotion. Il faut accepter de s'aventurer dans un goût autre, une bulle moins présente, alors que les arômes sont à leur avantage – fruits mûrs, miellés, confits, épices... Ces vins, dits «de gastronomie», quand ils sont bien faits et bien conservés, conservent aussi tension et vivacité.

## Il est aussi produit à l'étranger

Faux. «Il n'est champagne que de la Champagne», martèle Charles Goemaere, directeur général du Comité Champagne, gardien de l'appellation. Si

le champagne pétille aux quatre coins de la planète, c'est que les marques les plus prestigieuses, mais pas seulement, exportent entre 50 % et 90 % de leur production. Et toutes les régions viticoles du monde savent faire des bulles, que celles-ci se nomment «prosecco», «cava», «sparkling», etc. En France, les crémants régionaux se portent bien.

Mais le prestige du champagne est tel que de nombreuses marques étrangères commercialisent leurs pétillants en jouant de l'ambiguïté sur l'étiquette. Le Comité Champagne et l'Institut national de l'origine et de la qualité mènent une veille permanente et des batailles juridiques afin de faire respecter le savoir-faire français. L'appellation champagne est reconnue dans 120 pays, parmi lesquels la Chine, mais pas les Etats-Unis ni la Russie. Dans les faits, cette dernière est le pays le plus agressif. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, les champagnes importés en Russie sont qualifiés, sur l'étiquette, de «vin effervescent», alors que les mousseux produits là-bas se nomment «champanskoié» – un comble.

Des conflits peuvent déborder le domaine vinicole. En 1993, la marque Yves Saint Laurent

est contrainte par la justice d'abandonner le nom «Champagne» pour son parfum star, qui sera rebaptisé «Yvresse». Plus récemment, en 2021, la Cour de justice de l'Union européenne a condamné la chaîne de bars à tapas espagnole nommée Champanillo (qui signifie «petit champagne»).

## Le champagne est raté quand la bulle est moins présente

Ah ! la bulle ! Trop fine, on doute que ce soit un champagne ; trop grosse, trop expressive au nez, on la trouve vulgaire. La vérité penche d'un côté : celui de la finesse. Une bulle trop agressive est la marque d'un champagne médiocre. «La bulle fine est notre marque de fabrique, elle est synonyme de qualité», confirme Philippe Wibrotte, responsable des formations pour le Comité Champagne, qui énumère trois facteurs relatifs à la finesse de la bulle : «Le plus important, et de loin, est la qualité des raisins et des jus issus de la récolte. Par ailleurs, plus une bouteille vieillit, plus la bulle sera fine. Enfin, une bouteille trop

## Quatre menus de fête pétillants

« Le Monde des vins » vous propose, pour la fin d'année, des accords mets-vins festifs, où le champagne occupe une place de choix

*froide au moment du service va provoquer une bulle trop agressive.»*  
Philippe Wibrotte ajoute que les « trains de bulles », visibles dans la transparence du verre, se forment au contact de microparticules sur les parois. Il conseille donc de « ne jamais laver un verre avec du liquide vaisselle ». Sur son site, le Comité Champagne avance le chiffre d'environ 11 millions de bulles dans un verre de 10 centilitres. Le chiffre est théorique, puisque « près de 80 % du gaz carbonique s'échappe à la surface du verre sans générer de bulles ».

### Les bulles proviennent d'un ajout de gaz

C'est une idée reçue, souvent exprimée par les visiteurs dans les caves de Champagne, à laquelle les guides sont enchantés de répondre. Car la méthode champenoise interdit tout ajout de gaz : la bulle survient naturellement, par fermentation, lors de la prise de mousse dans la bouteille. Pour y parvenir, on ajoute au vin un sirop réalisé avec du sucre et des levures, le tout devenant effervescent. Il est néanmoins possible – mais pas en Champagne ! – de transformer un vin tranquille en vin effervescent en y ajoutant du gaz carbonique ; ce vin mousseux est alors moins qualitatif et moins onéreux à produire.

### Un bon champagne coûte cher

Le sujet est complexe, car subjectif. La sélection du « Monde des vins » propose, dans ce supplément, quelques bouteilles à moins de 30 euros – il est donc possible de boire une quille de qualité sans se ruiner. Il est vrai, néanmoins, qu'un champagne de caractère dépasse souvent les 40 euros. Plus cher encore, l'exceptionnel se niche dans les cuvées dites « prestige », pouvant atteindre entre 150 et 300 euros.

Le prix du champagne a fortement augmenté dans les années post-Covid, ce qui a raréfié les bouteilles bon marché. Il est vrai que le prix du raisin au kilo est passé de 6 euros en 2021 à plus de 8 euros aujourd'hui, voire 9 euros pour certaines zones géographiques. Les matières premières, comme le verre, ont aussi fortement augmenté. « Produire du champagne coûte cher, tant les standards sont élevés », analyse Charles Goemaere. « Les vendanges se font obligatoirement à la main ; nos processus d'élaboration sont complexes ; on assure le vieillissement dans nos caves avant la mise sur le marché... » Pour le directeur du Comité Champagne, « acheter un champagne à 30 euros, c'est la moindre des choses, quand on sait qu'il y a déjà plus de 10 euros de raisins dans la bouteille ».

### On sort les flûtes !

Du XVIII<sup>e</sup> siècle aux Années folles, vers 1920, le champagne se boit dans une coupe évasée, élégante, offrant beaucoup à voir et peu à déguster. Puis la flûte s'est imposée, pour son côté à la fois atypique, élégant, festif et fonctionnel. « Après avoir privilégié la texture plutôt que les arômes avec la coupe, on a flatté l'effervescence, avec la hauteur des flûtes pour accompagner les trains de bulles », analyse Philippe Wibrotte. Aujourd'hui, les spécialistes s'accordent à dire qu'un champagne se déguste mieux dans des verres à vin classiques, de forme tulipe – épaulement large en bas du verre, resserré en haut –, qui permettent de conserver puis de libérer les arômes et l'effervescence. Quand la flûte, elle, restreint l'expérience.

Autant dire que la forme du verre constitue la plus importante idée reçue sur le champagne. Les vignerons, du plus modeste jusqu'à la marque mondialement célèbre, entretiennent l'ambiguïté à ce sujet. Chez eux, vous dégusterez dans un verre à vin. Mais, dès lors que la région fait une campagne de publicité ou que le champagne s'invite dans une réception, la flûte s'expose en majesté. Il faut bien que les millions de verres élancés qui attendent dans les placards servent à quelque chose... ■

### Il doit être servi glacé

Souvent, le champagne est servi trop frais, au point qu'on ne ressent en bouche que l'effervescence. Pour le dire trivialement, un champagne de peu de qualité gagne à être froid pour voir ses faiblesses s'estomper, alors que celui de caractère, complexe, devrait être versé à 8 degrés, voire à 10 degrés, afin que ses arômes s'apprécient pleinement. Pour finir, au moment de déboucher, inclinez la bouteille à 45 degrés – en prenant soin de ne mettre personne sur la trajectoire du bouchon –, mais n'inclinez pas le verre, et servez en deux temps, un pour laisser disparaître la mousse, l'autre pour achever de le remplir. Et recommencez ! ■

RÉMI BARROUX

### Le menu de Laure Gasparotto

*Carpaccio de saint-jacques  
Marguet, « Shaman 22 », grand cru, brut nature blanc (bio, 52 €)*

Voici de quoi débuter en fanfare avec l'effervescence tonitruante de cette cuvée. Dominées par le pinot noir, les notes puissantes et ciselées de craie et d'agrumes ne laissent pas indifférent. D'où un mets sobre mais de caractère pour l'accompagner.

*Magret de canard aux cèpes  
Emmanuel Giboulot, « Lulunne », beaune, rouge, 2018 (bio, 63 €)*

Ce pinot noir issu de vieilles vignes se révèle délicat, lumineux et tout en grâce, avec une texture soyeuse et profonde. Son côté légèrement sanguin prolonge la chair de magrets saignants et ses notes d'humus s'exacerbent avec une poêlée de cèpes

*Tarte aux poires et roquefort  
François Chidaine, « Rive gauche », 2020 (bio, 70 €)*

Pas facile de trouver le bon moment pour ouvrir un vin moelleux. Ne choisissez plus entre la poire et le fromage : mêlez les deux ! Même si ce liquoreux de Loire peut se boire seul, il n'en est que meilleur avec cette tarte originale. Les notes suaves de fruits blancs et la minéralité rafraîchissante de ce chenin subtil, poussé au maximum de sa maturité, offre une enveloppe joyeuse et gourmande.

### Le menu de Rémi Barroux

*Tartare de thon et carpaccio d'avocat  
Bollinger, « PN TX20 » (125 €)*

Soyons fous, commençons par une quille exceptionnelle. Derrière un nom digne d'un film de James Bond, se dissimule la collection pinot noir (PN) de la maison, du grand cru du village marnais de Tauxières (TX), base de récolte 2020. Sa belle minéralité soutient des arômes de fruits mûrs, briochés aussi, et sera mise en valeur par un tartare de thon sur carpaccio d'avocat, accompagné de noix.

### Civet de lièvre aux tagliatelles

*Benoit Lahaye, bouzy, 2020, rouge (biodynamie, 40 €)*

L'orfèvre du pinot noir, Benoît Lahaye, confectionne un magnifique bouzy rouge élevé en fût durant quinze à dix-huit mois. En biodynamie, récolte 2020, ce vin gourmand accompagnera superbement un civet de lièvre ou de lapin, mariné au pinot noir avec des épices, du clou de girofle, des champignons et des oignons.

*Fromages de brebis et de vache  
Taittinger, « Nocturne » (54 €)*

Place aux accords audacieux avec cette cuvée (60 % de pinots noir et meunier et 40 % de chardonnay). Les arômes de fruits mûrs et de raisin sec, avec des fleurs blanches en attaque, se combinent onctueusement avec des pâtes persillées : stilton, bleu de Geix ou crémeux bleu de brebis ciré des Pyrénées. Sans oublier les vaches, à pâte molle et croûte lavée, comme le soumaintrain (aux accents champenois et bourguignons) ou encore le langres.

### Le menu de Sébastien Jenvrin

*Saumon gravlax  
Jacquesson, « 747 » (72 €)*

Construit sur une base de vendanges 2019, avec une majorité de pinot noir et de meunier, ce délicat « 747 » de la fameuse gamme des « 700 » garantit un décollage en douceur, surtout s'il s'accompagne d'un mets iodé et épice comme le saumon gravlax, qui soutiendra à merveille sa minéralité, ses notes d'agrumes et sa longue finale légèrement poivrée.

*Pintade aux épices de Noël  
Clusel-Roch, « Rouge Serine » (bio, 22 €)*

Cette pépite a beau être classée en vin de France, elle a la classe des côtes-rôties. Elle est composée à 100 % de syrah (une souche ancienne baptisée « serine ») et cultivée sur un terroir au nord d'Ampuis (Rhône). Badigeonnée d'épices de Noël, la pintade mettra en valeur les notes de

fruits noirs, de poivre et de cannelle d'un vin charnu aux tannins soyeux.

### Bûche vanille

*Palmer & Co, « Rosé Solera » (49,50 €)*

Ce champagne rosé composé de chardonnay, pinots noir et meunier peut être une élégante alternative aux liquoreux, d'autant qu'il possède 9 % de réserve perpétuelle de cinquante ans de vin rouge (pinot noir des Riceys). Sa belle tension et ses arômes de fruits rouges renvoient à la douceur printanière d'une pavlova, mais on peut souligner ses notes finement épicees avec une bûche vanille... ■

### Le menu de Stéphane Davet

*Carpaccio de langoustine  
De Sousa, « Caudalies », grand cru (bio et biodynamie, 65 €)*

Comment caresser la langoustine crue dans le sens de son iodé et d'une sucrerie prolongée par une huile dans laquelle a infusé (à chaud) une gousse de vanille ? Avec ce champagne élevé en fût de chêne par l'un des meilleurs domaines d'Avize (Marne). Un blanc de blancs élégant, entre fruits secs et vigueur marine.

*Faisan au chou  
Weinbach, Altenbourg, 2022 (bio et biodynamie, 85 €)*

Soyez et concentré, ne manquant ni de fruit ni de puissance, ce cru Altenbourg enjolera un plat où se fondent avec gourmandise le chou confit dans la graisse d'oie et le bouillon de volaille, le fumé du lard et de la morue, et un gibier doucement rissolé.

*Crème brûlée à la Chartreuse  
Green chaud (42 € les 70 cl de Chartreuse verte)*

La Chartreuse (55°) servira tant à la confection de la crème brûlée, en remplacement de la classique vanille, que de ce Green chaud, réconfortant best-seller des stations savoyardes, mêlant chocolat chaud et un doigt de spiritueux monastique, le tout surmonté d'un pic de crème fouettée. Amène. ■

## Une économie à la peine

### Ventes de bouteilles

Comme l'ensemble de la viticulture mondiale, le champagne souffre de la déconsommation. En 2024, les expéditions, en France et à l'étranger, s'élèvent à 271,4 millions de bouteilles, en recul de 9,2 % par rapport à 2023. C'est une baisse « significative », reconnaît Charles Goemaere, directeur du Comité Champagne.

### Exportations

Les ventes à l'étranger, bien plus fortes que les ventes en France, sont en recul de 10,8 % en comparaison avec 2023. Or les bulles dépendent pour beaucoup de l'exportation (56,4 % des ventes totales). Les tensions actuelles dans le monde et la concurrence d'autres vins pétillants expliquent ce net recul.

### Chiffre d'affaires global

L'année 2024 est en recul de 500 millions d'euros par rapport à 2023, avec un résultat de 5,9 milliards d'euros. L'année 2025 pourrait être marquée par une stabilisation, mais il faut attendre les résultats, décisifs, de la fin d'année. « Septembre a connu un léger rebond des expéditions, avec une reprise légère du marché français », explique Charles Goemaere.

## « C'est un vin à part entière »

**PAROLE D'EXPERT** | Florent Levy Bencheton, chef sommelier aux Crayères, à Reims, explique comment le champagne peut s'accorder à de nombreux plats

**D**epuis mai, Florent Levy Bencheton dirige, avec Mathieu Cré, la sommellerie du Domaine Les Crayères, hôtel cinq étoiles et restaurant deux étoiles, à Reims (Marne). Pour la quatrième fois, cet établissement prestigieux a reçu, en septembre, le titre de « Meilleure carte de champagnes et de vins effervescents au monde », décerné par la revue britannique The World of Fine Wine. Cet expert pointe avec nous quelques idées reçues sur la bulle.

« Les visiteurs français ou étrangers sont souvent surpris que les gens de la région consomment du champagne à maintes occasions. Pas seulement pour un motif festif ou à l'apéritif, mais aussi pendant les repas. Aux Crayères, nos clients découvrent qu'il s'agit d'un vin à part entière, dont la diversité peut accompagner la plupart des plats de la carte. Même avec du gibier ou de la viande rouge qui, pour beaucoup, se doivent d'être accompagnés de vin rouge.

Si je prends la poitrine de colvert laqué que le chef, Christophe Moret, propose en ce moment, j'aime suggérer des rosés de saignée dont la matière vineuse et le fruit s'accorderont bien avec la chair du canard et les

épices. Je pense au rosé de macération de Benoît Lahaye, à Bouzy, ou aux notes safranées de « L'Eclatante », une cuvée de J. M. Goulard, à Prouilly, tous deux de la Marne.

Les a priori existent aussi pour les accords avec les fromages, alors qu'un champagne un peu évolué, aux saveurs de beurre noisette, peut très bien fonctionner, comme ceux que Benoît et Mélanie Tarlant font vieillir une quinzaine d'années sur lattes.

A contrario, les consommateurs croient que le champagne s'accorde bien avec les desserts. C'est plus difficile, surtout au moment où l'immense majorité des cuvées bruts sont très peu dosées en sucre et donc plus acides. Le sucre des desserts a tendance à faire ressortir cette acidité. Je préfère dans ce cas accompagner un dessert d'un champagne sec qui, contrairement à ce que certains croient, est plus sucré qu'un brut. Les termes, il est vrai, ne sont pas toujours simples à comprendre. Un brut nature, par exemple, n'est pas un « vin naturel », mais un champagne sans aucun dosage en sucre.

L'émergence de vignerons inventifs a fait évoluer l'image festive du champagne vers quelque chose de plus gastronomique. Grâce à une approche plus parcellaire, souvent

plus monocépage, et à la mise en avant des millésimes, les champagnes se font plus vins.

Cela ne signifie pas que les cuvées millésimées soient meilleures que les assemblages. Les vignerons cherchent d'abord dans les premières à refléter les caractéristiques d'une année de production, qu'elle soit fraîche ou plus ou moins riche et solaire.

Les clients considèrent souvent que le blanc de blancs représente le nec plus ultra des champagnes, croyant qu'il provient toujours de pur chardonnay alors que, même si c'est rare, on peut y trouver du pinot blanc. Au verre, par exemple, le blanc de blancs l'emporte toujours largement sur les autres dans leur choix. Et pourtant cette hiérarchie ne se justifie pas



forcément. D'ailleurs, nous nous apercevons que nos clients apprécient de plus en plus le blanc de noirs, à partir de cépages pinot noir et meunier.

Pinot noir et meunier, longtemps, n'ont pas eu bonne réputation. Le meunier, notamment, était souvent considéré comme rustre, lourd. Mais aujourd'hui beaucoup de vignerons le mettent en majesté, par exemple la famille Moussé ou Alexis Lecomte, dans la Marne. L'autre paradis de ces cépages étant l'Aube, reconnaître à sa juste valeur depuis une dizaine d'années, grâce à des vignerons comme Olivier Horiot, sur les terroirs des Riceys, ou Clément Piconnet, dans la côte des Bar. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
STÉPHANE DAVET

# Le mythe hollywoodien des bulles françaises

Associé au glamour et au cinéma, le champagne reste très apprécié aux Etats-Unis, malgré un contexte économique difficile

**L**e film figurait fin novembre parmi les plus visionnés sur Netflix. La romance *Champagne Problems* est à la boisson à bulles ce que fut la série *Emily in Paris* à la capitale française : une représentation aseptisée de ce vin effervescent, qui correspond à l'idée que veulent s'en faire les Américains qui visitent le 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris ou les Relais & Châteaux de l'Hexagone. Peu importent les qualités du film réalisé par Mark Steven Johnson, il entretient la légende du champagne, dont les Américains sont les deuxièmes consommateurs au monde, et il en rajeunit la légende.

Car hormis un biopic féministe intitulé *La Veuve Clicquot* (Thomas Napper, 2024), les images hollywoodiennes sur le champagne commençaient à dater : c'était Humphrey Bogart dans *Casablanca* (Michael Curtiz, 1942) ou Marilyn Monroe dans *Sept Ans de réflexion* (Billy Wilder, 1955). L'actrice, qui avait raconté se coucher avec quelques gouttes de Chanel N°5 et se lever avec une coupe de Piper-Heidsieck, y déclare, à propos du champagne : « Cela me réchauffe. » Une des dernières scènes mythiques en date est celle de Julia Roberts dans *Pretty Woman* (Garry Marshall, 1990) avalant une coupe sans savoir l'apprécier devant Richard Gere, qui lui suggère de la consommer avec une fraise : « Cela fait ressortir la saveur du champagne. »

La séquence reflète bien l'Amérique et son ambiguïté vis-à-vis du champagne. Représentant avant tout la magie et les paillettes, il séduit la plupart des consommateurs dans une approche festive avant d'être gustative. « Une grande partie du marché consiste à acheter une bouteille et à la boire sans trop réfléchir », explique au *Monde* Michelle DeFeo, présidente de Laurent-Perrier aux Etats-Unis. La sommelière précise néanmoins que de plus en plus de gens sont « extrêmement intéressés et informés » à propos du champagne. Elle cite l'exemple de la Société des amis du champagne, fondée à New York : « Ce sont les consommateurs les plus passionnés et les plus avertis que j'ai jamais vus », assure-t-elle, en précisant que le tourisme œnologique des Américains en Champagne augmente fortement.

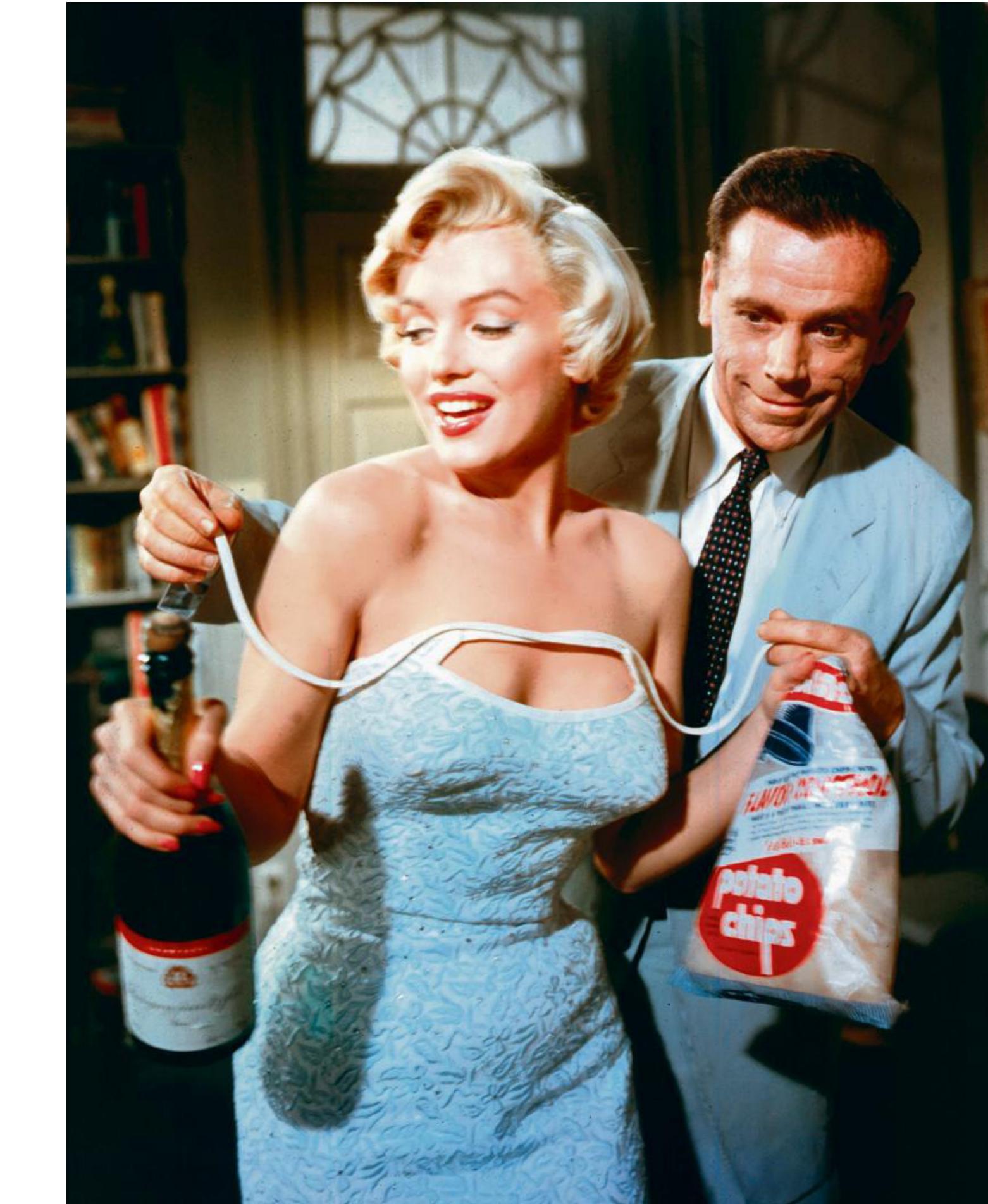
#### Droits de douane

Quand on lui demande si le champagne, aux Etats-Unis, peut être concurrencé par le mousseux californien ou par le prosecco italien, qui fait fureur dans le pays, et dont les prix sont beaucoup plus bas, elle ne le pense pas : « Au contraire ! Les consommateurs américains se sont tant habitués à boire fréquemment des vins mousseux que cela a été bénéfique pour le champagne. » Michelle DeFeo ajoute : « Je crois sincèrement que les Américains vont une véritable passion à la France. Il existe une forme de francophilie qui induit que ce qui est français est synonyme de luxe et de qualité. » Et de romance, comme le suggère *Champagne Problems*.

Il n'empêche, les temps sont difficiles pour le champagne, et pas uniquement à cause des droits de douane de 15 % entrés en vigueur cet été, comme l'explique l'importateur de vins David Drucker, vice-président exécutif des ventes d'Empire Merchants, à New York. « Pendant la pandémie de Covid-19, les ventes ont explosé, comme celles de la plupart des boissons alcoolisées. Face à cette demande incroyable, de nombreux producteurs ont fortement augmenté leurs prix, à mon avis trop, analyse l'expert. Lorsque la pandémie s'est estompée, le champagne s'est retrouvé dans une situation délicate : les consommateurs ont commencé à faire attention à leurs dépenses, les bouteilles étaient trop chères et la concurrence était rude. Alors la demande a commencé à ralentir. »

Sans doute, à ce moment précis, le prosecco a-t-il grignoté des parts de marché au champagne. « Et c'est principalement dû au prix », précise David Drucker. Toutefois, le New-Yorkais ne constate pas de véritable bascule en faveur du pétillant californien. « On pourrait croire qu'avec la hausse des coûts du champagne, on pourrait convaincre le consommateur new-yorkais que la version californienne est tout aussi bonne pour la moitié du prix, et l'inciter à l'essayer. Mais dans un marché comme celui de New York, fortement dépendant des importations, nous avons du mal à vendre des mousseux californiens. »

Le champagne, ce ne sont pas que des bulles. Les premiers à le découvrir, parfois avec surprise, sont les sommeliers et les restaurateurs, comme nous l'explique Christian Pendleton, directeur général de Brennan's, restaurant historique de La Nouvelle-Orléans, qui emploie 205 salariés et fait depuis longtemps la promotion du champagne. « Je reconnaissais moi-même mon manque de connaissances, raconte-t-il. Ce n'est que l'année dernière, en allant



Marilyn Monroe et Tom Ewell, dans « Sept ans de réflexion », de Billy Wilder, sorti en 1955. PHOTO12 VIA AFP

à Reims [Marne] et en dégustant côté à côté des Taittinger, Piper-Heidsieck, Moët & Chandon ou Billecart-Salmon, que j'ai réalisé combien ces vins et ces maisons peuvent être différents. C'est évident pour la majorité de mes amis qui ont grandi en buvant du vin, mais la plupart des Américains ne le savent pas. »

#### Triomphe de la finance

Christian Pendleton croit voir le visage des employés de Brennan's Restaurant s'illuminer quand il leur fait déguster des champagnes. « Je les entends dire "Waouh, c'est vraiment différent !" et je me dis : "Sans blague, s'ils étaient tous pareils, il n'y aurait qu'un seul groupe qui produirait du champagne." » Son travail consiste notamment à initier les nouvelles générations au champagne. Il a pour cela décidé d'introduire des happy hours dans son restaurant de La Nouvelle-Orléans. « Nous utilisons le champagne pour attirer une clientèle plus jeune. Notre slogan est : "Nous sommes la maison de champagne du Sud." Pendant les happy hours, nous proposons six bouteilles différentes à moitié prix, par exemple un Taittinger millésimé à 45 ou 55 dollars [entre 39 et 47 euros], ou un Dom Pérignon à 140 dollars [120 euros] », poursuit Christian Pendleton, qui profite de l'effet volume en commandant son Dom Pérignon par douzaine de caisses. Le matin, lorsque ses clients viennent bruncher, il sert du champa-

gne à ceux qui font la queue en attendant leur table. Il leur apprend aussi à déguster et même à sabrer les bouteilles. « Nous mettons constamment en œuvre des actions pour que les gens prennent plaisir à boire du champagne. »

**« Je crois qu'il existe aux Etats-Unis une forme de francophilie qui induit que ce qui est français est synonyme de luxe et de qualité »**

**MICHELLE DEFE**  
présidente de Laurent-Perrier aux Etats-Unis

La partie n'est pas gagnée, selon David Drucker. « La nouvelle génération boit nettement moins de vin que les précédentes. Elle est très peu fidèle, papillonne, s'intéresse à tout... Il y a aussi la légalisation du cannabis, le microdosage. C'est comme cela que les jeunes ont tendance à croire qu'ils sont en meilleure santé. » Si New York était connue pour sa défense du

champagne, incarnée à l'écran dans *Il était une fois en Amérique* (Sergio Leone, 1984) par une scène d'enterrement de la Prohibition où l'on sabre du Mumm « Cordon rouge », la mode de la débauche en boîtes de nuit, associée au triomphe de la finance à partir des années 1980, s'est estompée. « Les magnums et les bouteilles de champagne prestigieux étaient autrefois très prisés dans les boîtes new-yorkaises. Mais l'époque où les gens dépensaient des fortunes pour s'offrir la plus grosse bouteille est révolue, à New York. Le déclin a commencé après la crise financière de 2008, qui a entraîné une forte baisse des dépenses ostentatoires », rappelle David Drucker.

Pour ce dernier, depuis quelques années, « il y a toujours cette crainte que boire du champagne soit perçu comme trop élitaire ou trop snob. Alors des marques comme Moët & Chandon ou Veuve Clicquot ont tenté de démythifier leurs bulles en proposant des cuvées à servir dans un grand verre avec des glaçons, à déguster aussi bien le jour que le soir, et même en cocktails ». Si les maisons de champagne sponsorisent les Oscars à Hollywood (cette année, en mars, du Lallier était servi), le but est de désacraliser le produit. A Miami Beach, en Floride, on trouve ainsi des quarts de bouteilles de champagne dans les distributeurs d'hôtels. A déguster au bord de la piscine, en toute simplicité. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

# Entre la Veuve Clicquot et l'Amérique, une longue histoire d'amour

L'aventure débute au XIX<sup>e</sup> siècle, quand les premières bouteilles sont envoyées aux Etats-Unis. Depuis, l'iconique cuvée « Carte Jaune », sur laquelle veille le chef de cave Didier Mariotti, reste la référence. Un film américain a même célébré l'histoire de celle qui s'est trouvée, à 27 ans, à la tête d'un domaine qu'elle rendra prestigieux

**E**n 1805, Barbe-Nicole Clicquot-Ponsardin devient veuve à l'âge de 27 ans, et se retrouve en même temps la première femme de l'histoire à reprendre une maison de champagne. Elle serait fière de savoir que, grâce à ses innovations, deux siècles plus tard, cette marque vend 90 % de ses 22 millions de bouteilles dans une centaine de pays. C'est le deuxième exportateur champenois après Moët & Chandon (environ 30 millions de bouteilles), soit deux marques du groupe LVMH.

La Veuve voyage bien. Surtout aux Etats-Unis, son premier marché, qui adorent les saveurs crémeuses et briochées du brut « Carte Jaune », sa cuvée emblématique et largement dominante dans la production. Dès 1782, la maison décide d'envoyer ses bulles outre-Atlantique. Aujourd'hui, cette cuvée est tout simplement numéro un aux Etats-Unis, avec plus de 40 % de part de marché, avec un prix moyen de 63 dollars (54 euros) la bouteille. Et la croissance se poursuit, plus de 2 % en 2025 par rapport à 2024. La tendance est remarquable dans un pays suissant, comme ailleurs, la déconsommation de vin.

Cette dynamique est portée par une jeunesse américaine qui n'hésite pas à faire sauter un bouchon de champagne au-delà des grandes occasions, lors de moments informels. La bouteille à l'étiquette couleur jaune d'oeuf est si célèbre aux Etats-Unis qu'un film a été consacré à sa patronne visionnaire, *Widow Clicquot* (« La Veuve Clicquot »), incarnée par l'actrice Haley Bennett et réalisé par Thomas Napper, sorti en 2024, mais pas en France.

La force de la marque est d'assurer année après année une haute régularité gustative alors que la nature est capricieuse. Depuis début 2020, Didier Mariotti, 48 ans, orchestre ce succès. Il est le onzième chef de cave de la maison en deux cent quarante ans d'existence, devant assembler des raisins à partir de 390 hectares de vignes en propriété et d'un achat de raisins auprès d'une centaine de vigneron.

« La constance qualitative est une difficulté, et la première chose à faire quand on occupe mon poste est d'être à l'écoute », explique Didier Mariotti, qui officiait auparavant chez Mumm. *On croit que pour ne rien changer au goût, il faut rester immobile alors que c'est tout le contraire ; c'est une philosophie stimulante.* Le chef de cave fait évoluer les choses par touches, à la même vitesse que le monde change, sans que cela ne se remarque, afin de rester contemporain.

## Une « patine » typique

Le goût Veuve Clicquot doit plaire autant aux Américains qu'aux Japonais, qui constituent son deuxième marché. Pour cela, Didier Mariotti voyage sans cesse pour s'imprégner de rencontres avec les clients internationaux. Et puis il se pose souvent cette question afin de ne pas oublier les fondamentaux : « Que me dirait la Veuve Clicquot ? » Et de garder en tête les innovations de la dame : « Je n'oublie pas que cette jeune femme a inventé la table de remuage des raisins, après la récolte, à partir de la table de sa cuisine ! » Pour Didier Mariotti, la clé du goût se trouve dans les vins de réserve, ces jus accumulés année après année, en quan-

tités énormes, et dans lesquels il puise pour les assembler avec la dernière récolte. « Ce sont ces vins de réserve qui permettent d'obtenir cette patine Clicquot si particulière et identifiable. »

Cette « patine » typique en bouche, se traduit par des notes de fruits secs, de torréfaction, de pointes de beurre frais, de tartine grillée, de saveurs amples et gourmandes tout en étant fraîches. C'est ce goût que recherche l'amateur d'une bouteille de « Carte Jaune ».

Didier Mariotti ose cette image pour définir la sensation du client : « Quand on boit une coupe de « Carte Jaune », on a immédiatement l'impression de s'asseoir confortablement dans un canapé Chesterfield. Mon travail est d'accentuer cette gourmandise qui survient en milieu de bouche, notamment en étudiant davantage l'élevage de nos vins de réserve. » Depuis cinq ans, Didier Mariotti travaille avec des

chercheurs de l'université de Bordeaux afin de mieux comprendre ses différentes familles de vins de réserve pour ensuite les utiliser au mieux lors des assemblages. Les vins de réserve sont par exemple vieillis en cuve, mais aussi en fûts et en bouteilles, afin d'en multiplier les nuances. « Chaque année, « Carte Jaune » résulte d'un assemblage de 500 à 600 vins différents, dont 45 % sont des vins de réserve », rappelle le maître d'œuvre. C'est donc d'une infinité de possibilités que surgit la permanence d'un goût, particulièrement apprécié aux Etats-Unis.

Afin de conserver sa place aux Etats-Unis, la maison associe ses bulles à des événements qui racontent un art de vivre et une clientèle haut de gamme. Elle organise, à Los Angeles ou à New York, le Veuve Clicquot Polo Classic où l'on déguste les bulles tout en assistant à un match de polo, un rendez-vous qui attire



Affiche du film « Widow Clicquot », de Thomas Napper, sorti aux Etats-Unis en 2024. METROPOLITAN FILMS

plusieurs milliers de personnes. La marque a également orchestré, en août, un pique-nique très chic dans la non moins chic ville d'Aspen (Colorado), à 400 dollars la place. Et elle a imaginé une plate-forme de vente en ligne spécialisée dans la vente et la livraison d'alcool aux Etats-Unis, appelée Reserve Bar, afin d'instaurer « une relation directe avec les consommateurs ». ■

LAURE GASPAROTTO

Aux Etats-Unis, une bulle toujours prisée mais en moindre quantité

## Premier importateur

Les Etats-Unis sont de loin le pays où le champagne est le plus exporté : près d'une bouteille sur quatre qui part à l'étranger atterrit au pays de l'Oncle Sam, avec des fluctuations non négligeables : 20,8 millions de bouteilles durant la pandémie de Covid-19 ; une euphorie ensuite avec 34,1 millions en 2021, puis 33,7 millions en 2022 ; une baisse à 26,92 millions en 2023 et 27,41 millions en 2024. Les marques les plus vendues aux Etats-Unis sont d'abord Moët et Chandon et Veuve Clicquot, puis Laurent Perrier, Nicolas Feuillatte, Dom Pérignon, Taittinger, Perrier-Jouët ou Mumm tirent aussi leur épingle du jeu.

## Des ventes encore en recul en 2025

Encore estimées à la baisse, même s'il faudra attendre le moment des fêtes de fin d'année pour en connaître la gravité. Cette baisse concerne tous les vins et alcools. Elle est liée à la déconsommation mondiale et à l'instauration, en août dernier, de 15 % de taxes.



Le Gstaad Palace



Héritage est issu du savoir-faire de Grand Siècle, un assemblage de vins de réserve, exceptionnels de fraîcheur, d'élegance et de complexité.

## Laurent-Perrier

Héritage, choisi par les meilleurs.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

# Olivier Vigneron, nouveau chef-d'orchestre de Laurent-Perrier

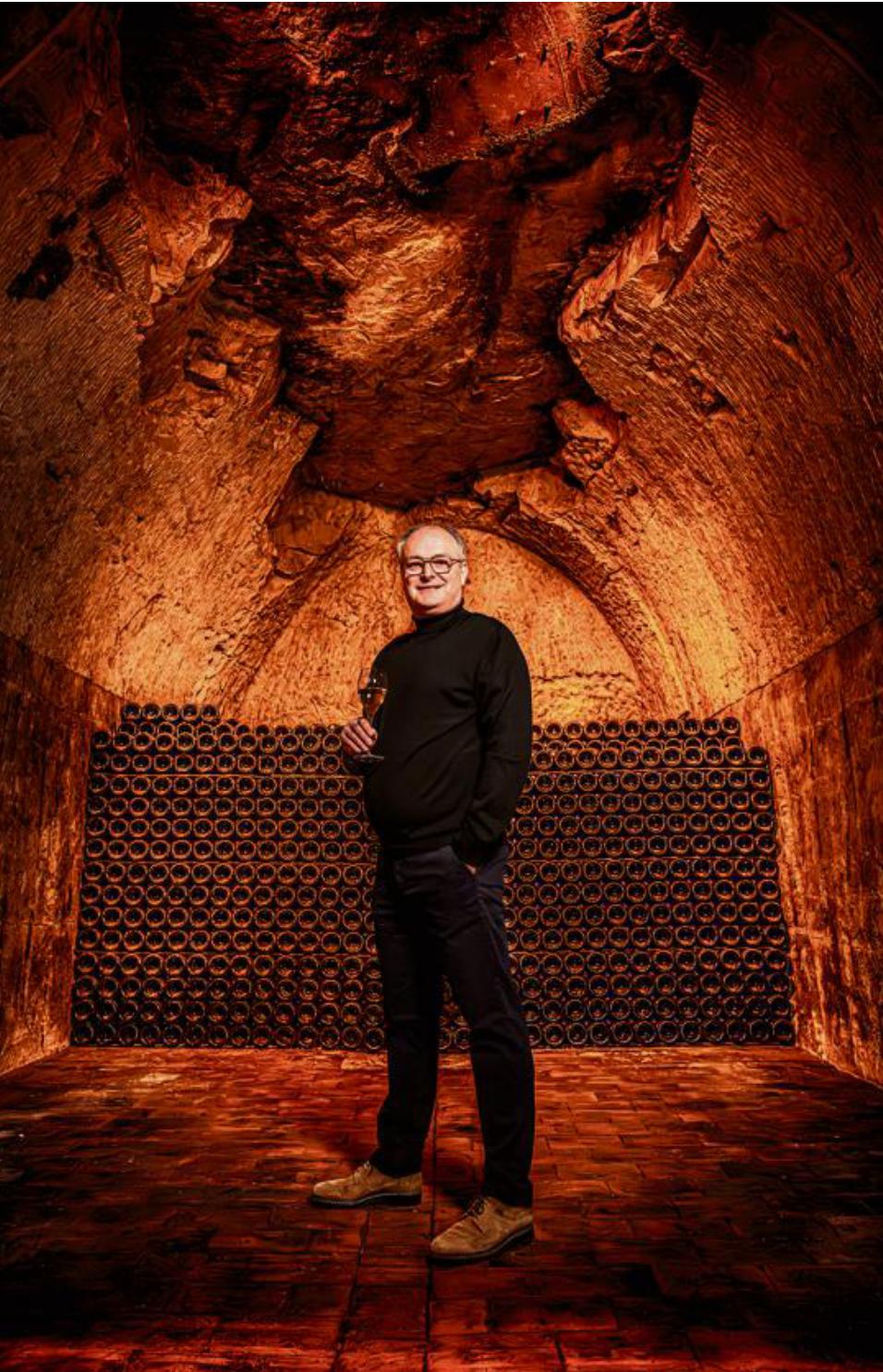
**PORTRAIT** | Après vingt ans passés aux côtés de l'emblématique Michel Fauconnet, l'oenologue prend la tête de la cave

TOURS-SUR-MARNE (MARNE) - envoyée spéciale

**L**élu, le voilà enfin: il s'appelle Olivier Vigneron – ça ne s'invente pas –, tout juste la cinquantaine. Il aura fallu pas moins de cinq ans à Laurent-Perrier, cinquième plus gros producteur de la région avec 7 millions de bouteilles annuelles, pour trouver la perle rare capable d'endosser l'habit de chef de cave, le chef d'orchestre du vin, poste-clé s'il en est. Depuis 2020, l'équation agite la célèbre maison de Tours-sur-Marne (Marne): qui pourra succéder à l'incontournable Michel Fauconnet qui, entré dans la vénérable maison en 1973, y occupait ce poste depuis 2004?

Laurent-Perrier a d'abord fait venir, en 2020, l'expérimenté Dominique Demarville, en provenance de chez Veuve Clicquot. Puis un profil plus jeune, avec l'oenologue Maximilien Bernardeau, en 2023, qui n'est resté qu'un an. Dans les deux cas, la greffe n'a pas pris.

Mais pourquoi chercher ailleurs quand on a la solution sous les yeux? L'atout d'Olivier Vigneron est d'avoir travaillé aux côtés de Michel Fauconnet pendant vingt ans chez Laurent-Perrier. S'il a fallu attendre cinq années pour l'intromettre chef de cave, c'est notamment parce qu'il ne



Olivier Vigneron, dans les caves de Laurent-Perrier, à Tours-sur-Marne (Marne). LEIF CARLSSON

## Quand la plupart des chefs de cave champenois rivalisent d'aplomb, lui, qui est issu d'une famille d'agriculteurs du Tardenois, affiche une certaine timidité

parle pas anglais et qu'il n'est pas du genre à faire savoir son savoir-faire – deux inconvénients majeurs pour un poste où la capacité à communiquer dans le monde entier compte autant que l'expertise œnologique.

### Le joyau de Bernard de Nonancourt

En somme, Olivier Vigneron est davantage dans l'action que dans la parole. Mais sa précision, ses connaissances techniques et sa passion l'ont emporté. «Avec Olivier, on garde l'esprit Laurent-Perrier», insiste Michel Fauconnet. Son successeur ne parade pas, mais il connaît par cœur la philosophie de la maison, créée en 1812 et dont le triomphe doit beaucoup au visionnaire Bernard de Nonancourt (1920-2010), qui l'achète en 1948, en fait un joyau, transmis après sa mort à ses deux filles (aujourd'hui actionnaires majoritaires d'un groupe possédant aussi les champagnes De Castellane, Salon, et Delamotte).

Olivier Vigneron affiche une certaine timidité quand la plupart des chefs de cave champenois rivalisent d'aplomb. Issu d'une famille d'agriculteurs en polyculture dans le Tardenois (entre les départements de la Marne et de l'Aisne), il ne découvre le monde du vin qu'à l'âge de 18 ans, en

faisant des vendanges. Il enchaîne illico en travaillant dans une cave coopérative tout en étudiant à Reims (Marne) la biochimie, jusqu'à la licence. «Comme j'étais au pressoir, je pouvais voir et toucher le raisin», raconte-t-il. Il est surtout, à l'époque, le seul à maîtriser un ordinateur alors

qu'on en est au tout début de l'informatisation des cahiers de vendanges. La cave lui confie donc ce rôle. «J'avais le contact avec le viticulteur, je pe-sais, je notais. J'ai finalement fait cela pendant quelques années en plus de mes études. C'est comme ça que je me suis intéressé à l'œnologie.»

Pendant sa formation d'œnologue, il rencontre Alain Terrier, prédecesseur de Michel Fauconnet chez Laurent-Perrier. Mais c'est dans le Bordelais, en 1997, qu'il débute dans le métier, dans la région de l'Entre-deux-Mers, sur les 300 hectares de vigne de Jean-Louis Despagne, qui produit du blanc, du rouge et du rosé. «J'ai beaucoup appris, notamment parce que Jean-Louis Despagne m'accordait toute sa confiance.» Après deux ans, cependant, la Champagne lui manque. «Surtout une personne en particulier...» Celle qui va devenir son épouse, vigneronne aussi.

### «Fil conducteur»

En 2000, il est embauché chez De Castellane, qui appartient au Groupe Laurent-Perrier. Il y reste quatre ans, puis intègre la maison mère comme responsable de la production, sous l'autorité de Michel Fauconnet. Autrement dit: il contrôle toute la première phase du processus d'élaboration d'une cuvée, «de l'arrivée des raisins aux pressoirs jusqu'aux tirages des vins».

Après vingt ans passés à ses côtés, Olivier Vigneron poursuit l'histoire. Malgré l'évidence, les choses ne se sont pas faites naturellement. «Ca s'est fait comme ça... parce que, vraiment, ce n'était pas une volonté de ma part», précise le nouveau chef de cave, qui n'hésite pas à contacter le frais retraité lorsqu'il a besoin d'un conseil. Ce n'est pas qu'il manque de confiance en lui – il déguste les champagnes de la maison depuis deux décennies –, c'est davantage une question de loyauté.

Cela n'empêche pas Olivier Vigneron de savoir parfaitement d'où il vient et où il va: «Notre fil conducteur, pensé par Bernard de Nonancourt, est de produire des vins de fraîcheur et d'élégance.» Le chef de cave se souvient très bien de l'ancien patron qui, pendant les vendanges, venait ausculter directement dans les pressoirs la qualité de raisins issus à 85% – soit 2 000 hectares – de vignes n'appartenant pas à Laurent-Perrier mais apportées par des centaines de viticulteurs sous contrat avec la marque. «Bernard de Nonancourt était toujours dans l'attention, notamment avec nos livreurs de raisins», souligne Olivier Vigneron.

A un moment, l'humilité et l'expérience ne suffisent plus. Le nouveau chef de cave a en tête les jus de quelque 700 cuves, dont 300 sont consacrées aux vins de réserve, issus de vendanges de dix ou vingt ans passés. Nous avons goûté la dernière cuvée «Héritage» de la maison, un brut premium élaboré justement avec des vins de réserve. Une merveille. Indéniablement, Olivier Vigneron est un chef d'orchestre qui sait jouer avec l'impressionnante bibliothèque de saveurs de la maison. ■

LAURE GASPAROTTO

## Avec Le 3, Thiénot fait sensation

La maison a ouvert un centre œnotouristique au cœur de Reims, dont un musée immersif

REIMS (MARNE) - envoyée spéciale

**P**our fêter ses 40 ans d'existence, la maison familiale Thiénot, qui produit 500 000 bouteilles de champagne par an, pose les bases de son avenir en se projetant dans l'œnotourisme. De façon spectaculaire, en ouvrant au cœur du centre historique de Reims (Marne) un complexe d'un nouveau genre consacré aux bulles: Le 3.

Acquise par la famille Thiénot en 2011, l'ancienne bâtie bourse située au numéro 3 de la tranquille rue piétonne du Marc, a longtemps été à l'abandon. Après trois années de travaux, pour un coût de 20 millions d'euros, la voilà transfigurée en lieu hybride et ultra-design, raffiné et intimiste – de 5 000 mètres carrés tout de même.

Au rez-de-chaussée, le public peut découvrir gratuitement, autour du jardin aménagé dans un cloître contemporain, un musée immersif retracant l'histoire du champagne en général, sa culture et son élaboration. Pendant une vingtaine

de minutes, on déambule parmi des installations ludiques et instructives; une maquette animée de la cathédrale gothique Notre-Dame de Reims permet, notamment, d'aborder l'histoire du monument à travers le prisme du champagne. D'autres installations présentent les cépages dominants, les terroirs ou l'importance des exportations – dans le monde entier – qui font la réputation de la bulle locale. Ce musée immersif offre une approche à la fois esthétique et pédagogique du champagne, avec la volonté de s'adresser aux néophytes comme aux professionnels.

En fin de visite, cette fois moyennant un ticket de 45 euros, on accède aux caves datant du XII<sup>e</sup> siècle, qui s'étendent sur un kilomètre. Au milieu des bouteilles en vieillissement, des vins de réserve conservés dans une cuverie spectaculaire, et d'autres, prêts à boire, le visiteur écoute le guide détailler l'histoire des champagnes Thiénot et leur processus de fabrication, tout en dégustant deux cuvées de la maison.

Ouverts tous les jours de l'année depuis le mois de septembre, le musée et la cave attirent déjà les curieux. «Les Rémois sont heureux de pouvoir découvrir ce lieu et de le faire connaître à leurs proches», dit Garance Thiénot, qui dirige la maison avec son frère Stanislas.

### Spa et bar à champagne

Une autre entrée du 3 mène cette fois au futur hôtel de 12 chambres et une suite, dont l'ouverture est prévue en février 2026, avec spa et bar à champagne offrant une vue panoramique sur les toits de la ville et sa cathédrale. Après Les Crayères et la Caserne Chanzy, ce sera le troisième établissement cinq étoiles de Reims.

Les architectes du «projet 3» ont pour noms Loïc et Emeric Thiénot. «Ce sont nos cousins», commente, pas peu fière, Garance Thiénot, qui souligne la volonté de la fratrie de perpétuer les liens familiaux avec le patrimoine de leur ville – leur oncle, Nicolas Thiénot, a participé à la réfection du parvis de la ca-

thédrale, joyau gothique inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, au début des années 2000.

Le directeur du futur hôtel, Olivier Lamaison, a également joué son rôle dans la réalisation du projet d'ensemble, en apportant son expertise dans le domaine hôtelier, prêtant attention aux moindres détails (orientation des chambres, taille des lits, choix des matières...). Il salue le recours à la géothermie et à des matériaux durables, choisis dans la région (craie, bois, pierre): «La végétation recouvre 75% des surfaces, isolant l'édifice en été, et l'épaisseur des murs est telle qu'en novembre il n'a pas été nécessaire de chauffer», explique-t-il.

Au 3, le champagne fera, bien sûr, office de lien naturel entre le musée, la cave et l'hôtel. En attendant son ouverture, la famille Thiénot se réjouit d'accueillir d'abord des Rémois, qui aiment venir en visite avec des amis de passage et se réapproprient ainsi l'histoire de leur ville et du champagne. ■

L. G.

## Reims, capitale de l'œnotourisme

Le complexe œnotouristique des Thiénot confirme l'attractivité spectaculaire de Reims autour des bulles. D'autres maisons se sont récemment distinguées.

**Ruinart** a ouvert en 2024 un pavillon contemporain et un jardin riche en œuvres d'art devant son bâtiment historique du 4, rue des Crayères, pour accueillir le public. Des dégustations de fin d'année sont proposées dans son Bar by Ruinart.

**Taittinger** a lancé son restaurant, Polychrome, en juin, dans son domaine historique place Saint-Nicaise, très récemment rénové, point d'appel pour la visite de ses crayères. La table assemblé gastronomie et champagne avec audace.

**Lanson** ouvrira un restaurant en 2026. En attendant, la maison propose des formules dégustation lors de la visite de ses caves.

# L'authenticité est dans notre nature



PERNOD RICARD FRANCE SAS AU CAPITAL DE 54.000.001 € - SIÈGE : LES DOCKS, 10 PLACE DE LA JOLIETTE, 13002 MARSEILLE - 303 656 375 RCS MARSEILLE

Fondée sur les rives verdoyantes des rivières Lour et Spey en Ecosse, la distillerie Aberlour perpétue l'héritage de James Fleming son fondateur depuis 1879



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

# Le « Paradis Lanson » se cache sous terre

Offrant à la vente une riche palette de vieux millésimes, la marque propose le nec plus ultra aux collectionneurs et aux amoureux des bulles : conserver dans ses propres caves les prestigieuses bouteilles achetées

REIMS (MARNE) - envoyé spécial

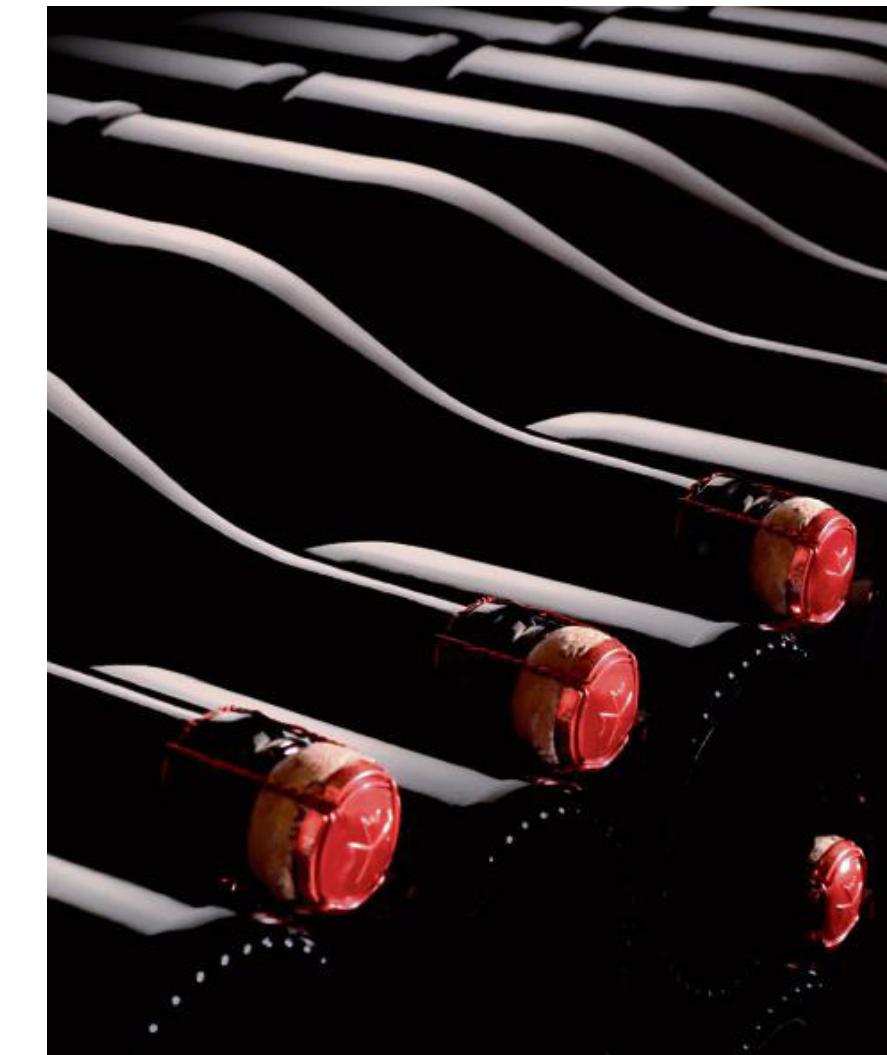
**C**e n'est pas une descente aux enfers mais au paradis que propose le champagne Lanson. En parcourant les sept kilomètres des caves de la maison, dans le sous-sol de Reims (Marne), le visiteur tombe sur une longue galerie avec, au fond, ces lettres lumineuses blanches : le « Paradis Lanson ». Derrière une grille solidement cadenassée, les parois habillées de briques recèlent des alcôves, réservées à la garde des vieux millésimes de la marque, en bouteilles ou en magnums. Les années font défiler le temps : 1921, 1928, 1937, 1942, 1943, 1944, jusqu'à la fin des années 1970. Et puis, dans une autre niche, les années 1980, 1990, 2000...

La plupart des maisons de champagne conservent leurs bulles anciennes. Parfois, elles les montrent au public. Lanson va plus loin en lançant cette année sa « Lanson Private Collection ». D'abord, cette marque ne possède pas quelques milliers de vieux millésimes, mais 200 000 bouteilles (sur quelque 20 millions de flacons dormant dans les caves). La quantité est telle que nombre de ces vieux millésimes sont à la vente, alors que, pour beaucoup de maisons, il s'agit d'un musée intouchable. Ainsi, à condition d'en avoir les moyens, toute personne peut acquérir des flacons qui vont de 1941 à 2014. Il y a plusieurs millésimes possibles par cuvée – « Vintage », « Noble » ou « Le Clos ».

#### « Patrimoine important mais dormant »

Lanson a également mis en place un service spécial : les collectionneurs ont la possibilité de faire garder leurs acquisitions dans les caves de la maison, au Paradis justement. Contre 15 000 euros d'investissement initial comprenant l'achat d'un minimum de 150 bouteilles, le client a accès à un casier dans lequel il entrepose ses vins anciens, achetés chez Lanson bien sûr. Chacune de ces caves de luxe peut contenir jusqu'à 300 bouteilles, ou équivalent magnums. Le service est cohérent quand on sait que les bouteilles fragiles n'aiment pas être bousculées.

Le client premium peut aussi acquérir des millésimes courant de 1921 à 2014, autres que ceux de l'offre de base proposée par la maison, s'ils sont disponibles à la vente, bien entendu.



Dans les caves de la maison Lanson, en mai 2022. TY STUDIO

*« La collection Lanson contient des bouteilles allant de 90 euros pour la plus récente à 1 600 euros pour la plus rare », précise Emilie Krysa, responsable du club des collectionneurs, ajoutant que ces derniers peuvent aussi acheter de futurs millésimes avant même leur commercialisation. Ils sont une quinzaine de clients à posséder déjà leurs caves particulières, certains vivant aux Etats-*

Unis, à Singapour, en Finlande ou au Mexique. Ces derniers peuvent compter sur l'expédition de leurs bouteilles dans le monde entier. Lanson parie sur une augmentation des clients premium. Une vingtaine de nouveaux emplacements vont être mis en place, portant le total à 40, en sachant que la galerie abritant les « coffres-forts » pourra en accueillir 220. « Nous attendons des personnes qui ont un vé-

ritable intérêt pour le vin, des amis de la maison aussi », énonce Emilie Krysa.

Julie Rochet, chargée de la communication, estime que les collectionneurs sont les « gardiens d'une partie du patrimoine » de la maison. Hervé Dantan, le chef de cave et porteur du projet, ajoute : « Quand on touche aux vieux millésimes, on s'adresse aux connaisseurs, ce ne sont pas des vins à mettre entre toutes les mains. »

A l'origine de la « Lanson Private Collection », il y a la volonté d'inventorier un « patrimoine important mais dormant » et aussi de vérifier la qualité des jus anciens. Certains étaient abîmés, des bouteilles montraient des signes de coulure, des bouchons étaient endommagés.

**La marque a 200 000 vieux millésimes. Une quantité telle que nombre d'entre eux sont à vendre, alors que, pour beaucoup de maisons, il s'agit d'un musée intouchable**

*« On a commencé par faire du rangement, puis on a inventorié et restauré les vins qui en avaient besoin [notamment par un procédé utilisant de la neige carbonique], explique Hervé Dantan. On s'est dit, enfin, qu'il fallait faire profiter le public de ce patrimoine. » Le chantier prévu pour quatre mois a duré quatre ans.*

En plus de ce travail de restauration mené avec des experts du Comité Champagne, le chef de projet s'est plongé dans des archives pour raconter les vendanges, les spécificités de chaque millésime en fonction du climat ; une gageure, car il n'existe que très peu de documents sur les années les plus anciennes. L'objectif est d'attribuer à chaque bouteille sa fiche technique et sa carte d'identité. « Voir l'évolution de ces vins, vivre ces moments d'histoire de la Champagne, était très émouvant », résume Hervé Dantan. Une émotion que Lanson propose donc de partager. ■

RÉMI BARROUX

## Le « roi » de Châlons a 200 ans

Seule grande maison de la ville marnaise, Joseph Perrier a entamé sa mue, en 2018, avec une nouvelle cheffe de cave

**J**oseph Perrier fête ses 200 ans cette année. Ce n'est pas la plus ancienne des maisons de champagne – Ruinart a vu le jour en 1729, Moët (devenu Moët & Chandon) en 1743, Abelé en 1757, Lanson en 1760 ou Veuve Clicquot Ponsardin en 1772. Mais Joseph Perrier peut se targuer d'être la seule grande maison installée à Châlons-en-Champagne quand la plupart des marques prestigieuses sont situées autour de Reims et d'Epernay (Marne).

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le phylloxéra a eu raison de la quasi-totalité du millier d'hectares de vignes qui entourait Châlons. Des maisons sont parties, comme Jacquesson à Dizy, près d'Epernay. Joseph Perrier est resté. La maison est adossée à une colline de craie sous laquelle courent 7 kilomètres de caves, et commercialise autour de 1 million de bouteilles par an, exportées à 70 %. « Je préfère être le roi ici que petit prince ailleurs », assure Benjamin Fourmon, 40 ans, PDG de la marque. Joseph Perrier, c'est 24 hectares en propriété et 110 hectares en approvisionnement. La ville elle-même a voulu renouer avec sa splendeur viticole d'antan, retrouvant en 1995 son nom de Châlons-en-Champagne, après avoir été nommée Châlons-sur-Marne vers 1850.

L'histoire de la maison est marquée par une éloquente succession d'hommes, de François-Alexandre et Joseph Perrier, père et fils, voici deux cents ans, donc, à la famille Fourmon, Jean-Claude, puis son fils Benjamin aujourd'hui, en passant par les Pithois – Pierre, Roger, puis Georges. Mais c'est une femme qui marque le renouveau de la maison châlonnaise : la cheffe de cave Nathalie Laplaige, 47 ans, a concocté son premier millésime en 2018, après un long passage chez Canard-Duchêne. Un beau vintage, d'ailleurs, 81 % de chardonnay et 19 % de pinot noir, élégant et fin (69,90 euros).

Depuis, les projets se sont bousculés : travail important sur les dosages, analyse plus précise des mouts, mise en place d'un comité de dégustation et renforcement des liens avec la trentaine de vignes



Nathalie Laplaige et Benjamin Fourmon, de Joseph Perrier, en 2023. MICHAËL BOUDOT

rons partenaires... « On a aussi changé la gamme de nos vins. J'ai demandé, par exemple, à faire une cuvée royale rosée plus fruitée, plus gourmande, à la place des deux rosés plutôt vineux », raconte Nathalie Laplaige. « Notre modernité, c'est aussi la mise en avant des parcelles », ajoute Benjamin Fourmon. En fait encore, un ratafia qui attend depuis trois ans. Sans oublier « 200 », la cuvée majestueuse du bicentenaire, issue de la vendange 2015 : des fruits, des fragrances florales et des arômes miellés (295 euros).

La maison Joseph Perrier aime rappeler une histoire riche – en 1889, elle devient le fournisseur de la reine d'Angleterre et de son fils, Édouard VII – mais aussi sa capacité à évoluer en restant accessible. « Il faut garder à l'esprit que le champagne est avant tout une boisson de fête », conclut Benjamin Fourmon. ■

R. BX (À CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE)

## Charles Heidsieck a un nouveau chef

L'œnologue Emilien Erard se voit confier, à 35 ans, les clés de la maison, pour en perpétuer la prestigieuse renommée

**A**lors que les premiers froids se font sentir sur le vignoble, Emilien Erard savoure les dégustations post-vendanges de la fin d'été. Depuis huit ans dans la maison Charles Heidsieck, fondée en 1851, à Reims (Marne), achetée en 2011 par la holding familiale EPI (propriétaire de Piper-Heidsieck, de Rare Champagne, de domaines en Provence, en Italie, et des marques Weston et Bonpoint), il en est depuis peu le seul pilote. Le 1<sup>er</sup> juillet, il a été intronisé chef de cave, donc le garant et maître du style de la maison.

A 35 ans, cet œnologue discret, issu d'une famille vigneronne de la Marne, a occupé plusieurs postes au sein de Charles Heidsieck – responsable de la cuverie ou référent des 200 viticulteurs qui vendent du raisin à cette maison. A Emilien Erard de perpétuer le goût de ce champagne charnu, marqué par des notes de fruits jaunes. Ce goût typique et fort séduisant est lié à la proportion importante – jusqu'à 50 % – de vins anciens, dits de réserve, qui reposent dans les profondeurs des crayères gallo-romaines, que l'on ajoute au jus de l'année. A lui de perpétuer aussi la qualité des quelque 3 millions de bouteilles produites chaque année à partir d'un vignoble maison de 75 hectares et d'un apport de raisins équivalent à une superficie de 200 hectares.

Emilien Erard imagine déjà comment il va travailler le millésime 2025, qualifié de solaire. Sans doute va-t-il l'équilibrer en « piochant » dans les vins de réserve, marqués par une certaine acidité, comme les millésimes 1996 ou 2008. « Cette année caniculaire donne des vins très concentrés, avec une maturité aromatique atypique. On a dû vendanger en août, et on doit vinifier différemment qu'une vendange de septembre. Pour garantir la fraîcheur et obtenir la même qualité que les années précédentes, malgré la matière première qui change, on va devoir bloquer environ 10 % des fermentations malolactiques. Cela nous permettra de mettre en avant les notes d'agrumes et de fruits du verger pour apporter plus de peps en bouche », explique-t-il. La



Emilien Erard, chef de cave de Charles Heidsieck, en juin. LÉO GINAILHAC

bouteille brut classique, qui domine largement la production et incarne le goût maison, est constituée d'un assemblage de 60 crus différents, qui offrent autant de nuances à harmoniser.

A Emilien Erard de jouer en cave, tout en prenant soin d'en sortir aussi, afin de garder le contact avec le vignoble. « Echanger avec nos vignerons à propos de nos ressentis respectifs sur le millésime est crucial, d'autant que certains nous sont fidèles depuis trente ans », précise le jeune chef de cave. « Ça me permet de prendre des décisions. » D'innover aussi. Il vient, par exemple, de créer un « Ambonay rouge » 2022, soit un vin rouge tranquille, sans bulles, issu de coteaux champenois. Comme quoi Emilien Erard aime ouvrir de nouveaux sentiers tout en veillant à garder la ligne. ■

LAURE GASPAROTTO (À REIMS, MARNE)

# Le vin divin d'Hervé Jestin

**PORTAIT** | Le chef de cave des champagnes Leclerc Briant associe un savoir technique à une biodynamie poussée loin

ÉPERNAY (MARNE) - envoyé spécial

**O**bserver Hervé Jestin, front dégarni et regard bleu acier, se concentrer sur un drôle d'Instrument aux airs de stéthoscope, relié par un fil à une cuve ovoïde, est un spectacle en soi. Avec cette antenne de Lecher, version sophistiquée de la baguette du sourcier, il entend mesurer « l'énergie » d'un vin, sonder son « état intime ». Plus loin, dans la cuverie où fermentent de futurs champagnes, il nous tend un document avec de multiples données : pH, température, turbidité, niveau d'azote... mais aussi position de la Lune, des constellations, coefficient de marées. L'oenologue indépendant de la maison Leclerc Briant, au cœur d'Épernay (Marne), n'est pas un chef de cave comme les autres.

Sa manière de décider des assemblages est atypique : pas de comité de dégustation, comme cela se fait ailleurs. Hervé Jestin préfère goûter seul : « Je ne crois pas au consensus, car on n'atteint pas l'excellence avec une moyenne. » Il attend aussi la fin de l'élevage, au printemps, pour faire ses choix, afin de « laisser au vin le temps de grandir ». A la place de la traditionnelle éprouvette, il utilise son mystérieux « stéthoscope » pour observer s'il y a « résonance » entre deux ou plusieurs jus avant de les assembler.

Son approche du vin peut sembler obscure. Il le sait, lui qui a essayé un certain nombre de moqueries et de critiques. « On a été jusqu'à m'accuser de faire partie d'une secte », confie-t-il. Mon père m'a dit un jour : « Heureusement que tu n'es pas devenu médecin, on t'aurait mis en taule ». Mais, je ne dérange personne, mon métier c'est juste de faire du vin. »

A 68 ans, le chef de cave n'a plus rien à prouver. Sa carrière parle pour lui, la qualité de ses champagnes aussi, qui jouissent d'une renommée internationale. Depuis son arrivée chez Leclerc Briant, en 2012, et le rachat de la marque la même année par le couple d'Américains Denise Dupré et Mark Nunnelly, la modeste maison de négoce d'Épernay, convertie à la biodynamie dès les années 1980, sous l'égide de Pascal Leclerc, a augmenté sa production, passant de 20 000 à 200 000 bouteilles par an. Elle est surtout devenue l'une

Autre signe du destin : en 1990, Duval-Leroy inaugure une nouvelle cuverie. Trois années d'affilée, l'une des 160 cuves engendre un défaut de fermentation. Hervé Jestin fait alors appel à un ami sourcier. Verdict : deux sources situées sous la cuve modifieraient le « magnétisme local » et perturberaient la fermentation. « Cela m'a fait prendre conscience qu'il y a des choses qui nous dépassent quand on fait du vin et que l'on n'apprend pas à l'école. » La biodynamie guidera désormais sa démarche et donnera lieu, notamment, à la gamme « Authentic », réalisée avec les raisins des meilleurs vignerons du genre : Vincent Laval, David Léclapart et Benoît Lahaye.

## Consultant à l'étranger

Quand il quitte Duval-Leroy, en 2006, Hervé Jestin devient consultant pour des domaines en Espagne (Viñedos Balmoral), en Italie (Guido Berlucchi et Antinori), en Russie (Abrau-Diourso), en Angleterre (Hambledon Vineyards), mais aussi en Champagne pour Telmont, G.H. Martel, Castelnau, Thiénot et des producteurs bio comme Fleury ou Françoise Bedel. En parallèle, il crée sa marque de

champagne, à travers laquelle il produit, depuis 2013, le « Clos de Cumières », une cuvée confidentielle (5 000 bouteilles par an) réalisée à partir des raisins bio du tout petit domaine de 50 ares qu'il a acheté avec son frère ; deux activités qu'il poursuit aujourd'hui, n'étant pas salarié chez Leclerc Briant.

Difficile de dire quelle cuvée résume le mieux le génie d'Hervé Jestin : le 100 % petit meslier (cépage oublié) créé pour Duval-Leroy, un millésime de son « Clos de Cumières » ou l'une des somptueuses cuvées parcellaires de Leclerc Briant ? « Notre rôle est de donner au vin ce dont il a besoin pour aller au bout de lui-même, pas d'imprimer notre personnalité », estime le Breton. Chose faite avec « Abyss », une cuvée vieillie trois ans en cave, puis affinée un an à 60 mètres au fond de l'océan, près des côtes d'Ouessant (Finistère). Un « endroit mythique, qui force le respect de la nature » et résonne autant avec sa vie – il a failli s'y noyer étant jeune – qu'avec la craie de champagne, vestige d'une période lointaine où la mer recouvrait la région. Un vin vivant, vibrant, salin. Avec un supplément d'âme. ■

SÉBASTIEN JENVRIN



Hervé Jestin, en 2024. CHAMPAGNE LECLERC BRIANT

## POÉTIQUE DE LA TERRE

VARIATION XVIII.1

CHAMPAGNE  
**MAILLY**  
GRAND CRU

**« Notre rôle est de donner au vin ce dont il a besoin pour aller au bout de lui-même, pas d'imprimer notre personnalité »**

**HERVÉ JESTIN**  
chef de cave chez Leclerc Briant

des marques de champagne les plus innovantes, proposant une large gamme avec des cuvées classiques, des parcellaires et des choses plus expérimentales, comme « La Croisette », vieillie dans cinq types de cuves dont les matériaux peuvent surprendre – or, porcelaine, bois, terre cuite et verre –, pour mieux « capter les informations de l'univers ».

**Chez les jésuites**  
Né à Brest (Finistère), Hervé Jestin découvre le vin en pension chez les jésuites : « On se battait pour servir la messe, car c'était la possibilité de prendre en douce des hosties non consacrées avec un petit coup de monbazillac, histoire de calmer la faim. » Après son bac, il hésite à faire médecine, comme sa sœur aînée, mais suit les traces de son père et de son grand-père, négociants en vins. Il quitte la Bretagne pour faire des études d'oenologie à Reims (Marne) et à Dijon. Il est d'abord stagiaire chez Bollinger et Moët & Chandon, où il côtoie des chefs de cave à l'ancienne, sans formation scientifique, « des maîtres sauciers capables de résoudre tous les problèmes grâce à leur génie de l'adaptation ». Catholique non pratiquant, il croit à des « signaux qui nous ramènent sur notre chemin de vie ». Il y en aura plus d'un au cours de sa carrière. En 1982, alors qu'il s'apprête à faire une thèse sous la direction du professeur d'oenologie Michel Feuillet, il est contacté par Duval-Leroy pour remplacer son chef de cave, mort subitement à 45 ans. Lui n'en a que 25 et devient ainsi le plus jeune à exercer ce métier pour une grande maison de champagne. Il y restera près d'un quart de siècle. « J'ai eu une chance inouïe de démarquer sur une feuille blanche, dit-il. Roger Duval, le propriétaire de l'époque, était un peu mon deuxième père. Il m'a donné beaucoup de liberté. »

**champagne-mailly.com**

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ.  
À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Entreprise  
**B**  
Certifiée

Le sens  
d'un Grand Cru

# L'élégance de Pol Roger, sous la protection de Winston Churchill

La maison familiale propose une effervescence raffinée, concoctée dans une impressionnante cuverie à Epernay (Marne).

L'ancien premier ministre britannique l'adorait, au point qu'une cuvée prestige porte son nom depuis 1975

ÉPERNAY (MARNE) - envoyé spécial

**L'**outil technique est impressionnant, et sa présence presque improbable à quelques mètres à peine de la prestigieuse avenue de Champagne, à Epernay (Marne). Juste à côté des grandes maisons et marques de bulles abritées derrière de fières façades de pierre et des grilles en fer forgé, se trouve la cuverie semi-enterrée de Pol Roger, cette fois en acier étincelant, abritant pas moins de 300 cuves, de 20 à 160 hectolitres chacune. On ne peut qu'être ébloui par l'esthétique architecturale de l'ensemble.

Outre les contenants en Inox, la maison dispose aussi de cuves en béton carrelé, de 60 à 350 hectolitres, pour conserver ses vins de réserve. Mais pas de fûts. «*Zéro bois*», clame

**La cuverie semi-enterrée en acier étincelant abrite 300 cuves. On ne peut qu'être ébloui par l'esthétique architecturale de l'ensemble**

Damien Cambres. Une revendication plutôt rare en Champagne. «*C'est une volonté de la maison de conserver l'originalité de ses vins avec l'Inox*», affirme le chef de cave. Imaginée en 1999 par son prédécesseur, Dominique Petit, cette cuverie a été achevée en 2012.

#### Sa propre filiale en Grande-Bretagne

Pol Roger, fait rare, est l'une des grandes maisons de champagne à être restée indépendante. Elle revendique une histoire qui remonte à la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et qui mène la famille d'Aÿ-Champagne (Marne), village d'origine, à Epernay, à 4 kilomètres de là, où elle s'installe en 1851. Pol Roger, né la veille de Noël en 1831, crée sa maison de négoce de vins à 18 ans. Six mois après sa création en 1849, Pol Roger vend «3769 bouteilles et 825 demi-bouteilles». Un siècle plus tard, en 1949 donc, ce sont «267938 bouteilles» qui ont été exportées dans 55 pays, racontent les archives de la maison sparnaciene.

Aujourd'hui, Pol Roger possède 94 hectares en propriété, achète du raisin à des viticulteurs partenaires pour l'équivalent de 220 hectares et produit de 1,8 million à 2 millions de bouteilles par an, avec un stock de quelque 9 millions dans la dizaine de kilomètres de caves. Parmi les nombreuses cuvées proposées, le brut «Réserve» qui Le Monde des vins a retenu dans sa



La maison Pol Roger, à Epernay (Marne), où une statue en bronze de Paul Rafferty immortalise Winston Churchill en train de peindre. FRED LAURES

sélection représente quasiment les trois quarts de la production. C'est enfin un vin parmi les plus internationaux, 85% à 90% des cuvées étant vendues à l'étranger.

A tout début, Pol Roger vend des bouteilles à son cousin Besserat, lui-même à la tête d'une maison de champagne à Aÿ. Vers 1850, il vend aussi des vins à Deutz, Billecart-Salmon, Jacquesson, Moët & Chandon ou encore Mumm. Bien sûr, la marque Pol Roger existe et ses champagnes sont dès le début fort appréciés à Londres. L'abondante récolte de 1874 lui ouvre les portes de l'Angleterre et, deux ans plus tard à peine, la maison d'Epernay dispose de sa propre filiale en Grande-Bretagne. Aujourd'hui encore, ce pays est le client numéro un de la marque, devant la France, ce qui est rare.

Coincidence, 1874 est l'année de naissance de Winston Churchill, qui deviendra un fervent amateur et buveur de Pol Roger. Cette idylle naît de la rencontre entre Odette Pol-Roger et Sir

Winston lors d'un déjeuner donné par Alfred Duff Cooper, ambassadeur britannique en France, le 12 novembre 1944, à Paris. Un repas à l'ambassade au cours duquel le millésime 1928, somptueux, est servi. Le coup de foudre est tel et si durable qu'une cuvée «Sir Winston Churchill» est créée en 1975, dix ans après la mort de l'ancien premier ministre britannique, et lancée officiellement le 6 juin 1984 à l'occasion du quarantième anniversaire du Débarquement en Normandie.

«*On concocte une cuvée que Churchill aurait aimée*», explique Hubert de Billy, le directeur de la maison, cinquième génération de la famille de Pol Roger. Elle ne sort que les années où la maison estime avoir les raisins adéquats. Quand c'est le cas, elle est chaque fois présentée à la famille de l'ancien premier ministre. «*On lui demande son assentiment, qu'elle valide en signant la bouteille; c'est un gentlemen's agreement entre nous.*»

Cette cuvée prestige de la maison, faite de raisins de grands crus uniquement, à majorité de pinot noir – la composition précise reste un secret –, est magnifique d'équilibre, de tension, de minéralité et de fraîcheur. Le millésime 2018, en vente aujourd'hui, a un prix en conséquence, 255 euros. Pol Roger propose d'autres cuvées millésimées, «Blanc de blancs», en 2016, «Rosé», en 2019, «Brut», en 2018.

La maison, comme d'autres, met parfois sur le marché de vieux millésimes, comme la cuvée «Churchill» de 2002, le «Blanc de blancs» de 2002, un «Brut» de 2004, un «Rosé» de 1999... «*Cette vinothèque permet à des clients, qui n'ont pas chez eux de bonnes conditions de garde, de déguster de vieux champagnes*», assure Laurent d'Harcourt, le président du directoire. Ou l'art d'appliquer une sentence de Churchill: «*Plus vous saurez regarder loin dans le passé, plus vous verrez loin dans le futur.*» ■

RÉMI BARROUX

## Lallier-Campari, un duo franco-italien gagnant

Cinq ans après son rachat par le groupe milanais, la maison d'Aÿ-Champagne (Marne) a fortement amélioré son vin et son image

**L'**italie aime le champagne, dont elle est le cinquième marché mondial à l'export. Que le groupe alcoolier milanais Campari, qui pèse plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires, s'intéresse aux bulles françaises, dont l'effervescence est plus artisanale que celle du prosecco, n'a rien d'étonnant. En 2020, la marque rachète la maison Lallier, installée depuis 1906 à Aÿ-Champagne (Marne). Cinq ans plus tard, force est de constater que la greffe a pris: chez Lallier, tous les voyants sont au vert.

D'abord, il a fallu choisir le bon chef d'orchestre. Là encore, Campari a visé juste. En 2021, le groupe italien recrute l'un des chefs de cave les plus expérimentés de Champagne: Dominique Demarville. L'année précédente, ce dernier avait quitté la maison Veuve Clicquot – dont il a produit 17 millésimes –, après être passé chez Mumm et Perrier-Jouët. «*J'ai voulu quitter Veuve Clicquot parce que j'étais de plus en plus aspiré par les marchés à l'étranger. J'étais*

*devenu le visage de la marque, mais, à la cinquantaine, les voyages ne me faisaient plus rêver comme avant. Je désirais me recentrer sur mon métier, revenir à ce qui me fait vibrer intérieurement: le vin, la Champagne, le terroir*», explique Dominique Demarville.

Pass si simple! Dans un premier temps, le chef de cave a quitté Veuve Clicquot non pour Lallier, mais pour Laurent-Perrier. L'expérience a tourné court et Dominique Demarville s'est retrouvé libre. Campari a sauté sur l'occasion. Mieux que ça: le groupe lui a proposé le double poste de chef de cave et de directeur général de Lallier.

#### Les coudées franches

A 58 ans, Dominique Demarville fête sa 35<sup>e</sup> vendange champenoise, avec la fierté d'avoir hissé Lallier parmi les petites maisons de champagne les plus désirables. Il produit un peu moins d'un million de bouteilles par an, pour lesquelles il a conçu une nouvelle forme, afin de mieux mettre en valeur

les jus: «*Le bas de la bouteille reflète une bonne assise et le haut est élancé – c'est à l'image de Lallier*», explique le chef de cave. Car oui, en peu de temps, les bulles de la maison se sont affinées et précisées – et leur prix de vente a augmenté d'environ 10% en trois ans.

Pour cela, Campari a donné à Dominique Demarville les moyens nécessaires à sa mission: les coudées franches, d'abord, et puis de nouveaux salariés ainsi qu'une nouvelle cuverie. Le vignoble «maison» est également passé de 10 à 20 hectares. «*Quand je suis arrivé, nos vignes étaient travaillées par des prestataires de services*», explique Dominique Demarville. «*Aujourd'hui, parce qu'on en a le double, elles sont cultivées par nos propres salariés. J'ai recruté sept personnes juste pour prendre soin du vignoble. On a pu ainsi parfaire un travail parcellaire.*»

A cela s'ajoutent les 150 hectares de vignes qui appartiennent à des viticulteurs privés sous contrat d'approvisionnement avec la maison Lallier.

«*On encourage ces livreurs à avoir une approche environnementale plus affirmée. Certains sont devenus bio*», souligne Dominique Demarville.

#### Trois tonneliers différents

L'achat de la nouvelle cuverie à Oger (Marne) relève, lui aussi, d'une occasion unique. Juste au moment où Dominique Demarville arrive chez Lallier, la cuverie voisine est à vendre: il s'agit de celle de Bruno Paillard, qui préfère alors concentrer ses activités à Reims (Marne). Le groupe Campari donne le feu vert pour acheter ce nouvel espace permettant de procéder à une vinification plus précise, notamment sur les vins parcellaires. C'est aussi un lieu de stockage si important que les vins de réserve peuvent être préservés dans beaucoup de contenants différents, afin d'apporter plus de nuances aux vins. «*On a ainsi pu doubler la capacité de vieillissement sous bois, avec des barriques et des foudres provenant de trois tonneliers différents. Cela nous permet de travailler sur une approche*

*parcellaire encore plus accentuée*», explique le chef de cave.

De telles impulsions profitent aux vins, ce que les acheteurs étrangers ont remarqué. «*Quand Campari a repris Lallier, l'export représentait 30 % et le marché français 70 %. Cinq ans plus tard, c'est l'inverse!*», commente Dominique Demarville. Pour lui, «*l'intérêt de l'export est de sécuriser les marchés et de donner à la marque une reconnaissance internationale qu'elle n'avait pas*». Le deuxième marché de Lallier est l'Italie – l'influence de Campari n'y est pas étrangère –, après la France, puis viennent, en troisième, les Etats-Unis. Le Japon s'est également développé grâce à Dominique Demarville, qui y a souvent voyagé, notamment pour Veuve Clicquot. Le Brésil, la Corée du Sud, l'Afrique du Sud sont aussi en train de découvrir le nouveau style Lallier, bien défini dans l'ontciosité, la profondeur et la générosité. Des bulles aux textures soyeuses et aux nuances accentuées. Oui, un nouveau style. ■

LAURE GASPAROTTO



PERNOD RICARD FRANCE SAS AU CAPITAL DE 54.000.001 € - SIÈGE : LES DOCKS, 10 PLACE DE LA JOLIETTE, 13002 MARSEILLE - 303 656 375 RCS MARSEILLE

# L'ART DE RÉVÉLER LA NATURE \*

\*À chaque vendange, notre chef de caves sélectionne le meilleur de ce qu'offre la nature pour élaborer les cuvées de la Maison.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

# Notre sélection de champagnes à prix doux

Rémi Barroux, Stéphane Davet, Laure Gasparotto et Sébastien Jenvrin ont goûté 181 champagnes non millésimés, dits « bruts sans année », qui ne dépassent pas les 50 euros. Ils en ont retenu 81, de grandes maisons comme de vigneron

## JUSQU'À 20 €

### Couvent fils, « Empreinte », brut

Grâce à des notes fruitées harmonieuses, les bulles composées de pinot noir et de pinot meunier séduisent par leur ampleur et leur maturité. Un rapport qualité/prix exceptionnel et rare, pratiqué par un domaine familial situé dans la Marne. 17,60 € [Champagne-couvent-fils.com](http://Champagne-couvent-fils.com)

### Couvent-Parent, « Cuvée fût de chêne », brut

Voilà un joli champagne de vigneron, fruit d'un assemblage réussi et original de meunier et de chardonnay. Le vieillissement de quelques mois en fût de chêne lui confère une jolie rondeur boisée, jamais écoeurante, entre pain brioché et noisettes grillées. La finale, fraîche et ciselée, équilibre l'ensemble. Intense et harmonieux. 19,60 € [Champagne-couvent-parent.com](http://Champagne-couvent-parent.com)

### Péhu Guiardel & fils, « Origine », brut

Son nez expressif, intensément porté sur les fruits des bois (framboise, groseille, mûre), ne laisse aucun doute : il y a du pinot noir dans ce champagne (80 %, contre 20 % de chardonnay). Normal, il est issu du terroir Les Riceys, où ce cépage domine. En bouche, on retrouve le croquant et le juteux des fruits mûrs, une pointe d'acidité et de la rondeur. De quoi égayer l'apéritif... et le porte-monnaie. 20 € [Pehu-guiardel-et-fils.com](http://Pehu-guiardel-et-fils.com)

## ENTRE 21 € ET 30 €

### Paul Hazard, « L'Univers », brut

Le premier contact est aérien, subtil. Le bouquet aromatique proposé par le pinot meunier, unique cépage de cette cuvée, est complexe, jouant autant des fruits (poire, pomme, amande, groseille, mûre...) que des épices douces, voire de la brioche. C'est un vin franc et délicat qu'offre ce petit domaine (7,1 hectares) de la vallée de la Marne. 22,50 € [Champagnepaulhazard.com](http://Champagnepaulhazard.com)

### Bernard Doyard, « Brut tradition »

Un beau champagne, bien rond, avec des fruits mûrs en pagaille, une pomme chaude soutenue par des accents miellés. Ce qui n'empêche guère une belle tension, une acidité portée par le pomélo et le citron. Belle affaire à ce prix. 25 € [Champagne-bertrand-doyard.fr](http://Champagne-bertrand-doyard.fr)

### Champagne Rédempiteur, « Tradition », brut

Réalisé par les descendants d'Edmond Dubois, dit « le rédempiteur de la Champagne », figure emblématique de la révolte des vigneronnes de 1911, qui a contribué à poser les bases de l'appellation, ce champagne a du caractère... mais aussi pas mal de gourmandise, avec ses parfums de miel et de vanille. Fraîche et veloutée, la bouche évolue entre notes de fruits confits et agrumes, pour terminer sur une finale fondante et élégante. 25 € [Redempteur.com](http://Redempteur.com)

### A. Lété, « Les Miscellanées num. II », brut

Une robe légèrement dorée et un nez aux arômes meringués annoncent la rondeur agile d'un champagne de gastronomie, dominé par les saveurs pulpeuses du pinot noir (40 %) et du pinot meunier (40 %). Les 20 % de chardonnay apportent ce qu'il faut de fraîcheur. 25,50 € [Champagnealete.com](http://Champagnealete.com)

### Didier Goussard, « Esprit élégant », brut

Le nom de la cuvée décrit assez bien l'équilibre trouvé par l'assemblage de chardonnay (60 %) et de pinot noir (40 %), à la fraîcheur saline et au corps finement charpenté. Une élégance polyvalente aussi à l'aise à l'apéro qu'avec des poissons ou des viandes blanches. 25,50 € [Champagnesgoussard.com](http://Champagnesgoussard.com)

### Edmond Bourdelat, « Cénote », brut

Ce domaine d'à peine 5 hectares qui s'étendent sur les coteaux sud d'Epernay (Marne) s'illustre par des champagnes vinifiés en fût. A l'image de cette cuvée

composée de 60 % de chardonnay et de 40 % de meunier, au nez enjôleur et délicat. Un bel équilibre entre rondeur boisée, notes florales et minéralité. 26,50 € [Champagne-edmond-bourdelat.fr](http://Champagne-edmond-bourdelat.fr)

### Thévenet Delouvin, « Carte noire », brut

Cette cuvée 100 % pinot meunier (un blanc de noirs, donc) de la vallée de la Marne est d'un parfait équilibre. Ses arômes de pomme golden, de pêche jaune et de nectarine, d'amande, de biscuit et d'épices douces tapissent le palais, avec douceur et gourmandise. On aime. 27 € [Champagne-thevenet-delouvin.fr](http://Champagne-thevenet-delouvin.fr)

### Dom Caudron, « Brut nature »

Cette cuvée composée uniquement de meunier, d'une jolie couleur jaune pâle doré, est représentative des vins à base de ce cépage noir. Les fruits se mêlent aux épices dans un bel ensemble porté par une jolie acidité et une finale légèrement saline. 27,50 € [Boutique-domcaudron.com](http://Boutique-domcaudron.com)

### Rémi Henry, « Tradition », brut

Cette maison familiale est implantée sur le terroir de Bouzy (Marne), grand cru de la montagne de Reims réputé pour ses magnifiques pinots noirs. Pas étonnant que le cépage soit présent aux trois quarts (le reste est du chardonnay) dans cette cuvée superbement structurée, ample et vineuse, que l'on verrait bien accompagner une belle volaille de fête. 28 € [Champagne-remi-henry.com](http://Champagne-remi-henry.com)

### De Barfontarc, « Caractère », brut

Cette coopérative de la côte des Bar (« Barfontarc » pour les trois villages marnais : Baroville, Fontaine et Arconville) a à cœur de proposer des champagnes frais et généreux à des prix accessibles. La preuve avec cette cuvée blanc de noirs, 100 % pinot noir, le cépage identitaire de la région, qui célèbre les fruits rouges et noirs, avec des pointes miellées. Soyeux et joyeux. 28 € [Champagne-barfontarc.com](http://Champagne-barfontarc.com)

### Mumm, « Cordon rouge », brut

Faut-il encore présenter cette cuvée iconique de Mumm, reconnaissable à son ruban rouge – jusqu'en 1881, un véritable cordon de soie ? Le savoir-faire de la maison de Reims rend hommage au pinot noir, lui permettant d'exprimer fraîcheur et puissance, avec des arômes de fruits jaunes et blancs, des notes complexes maîtrisées dans un bel équilibre. 30 € [Mumm.com](http://Mumm.com)

### Dauby mère & fille, « Blanc de blancs », brut

Déjà présent dans notre sélection de blanc de noirs l'an passé, le champagne Dauby mère & fille est célébré cette fois avec un 100 % chardonnay qui a du goût. La craie sur laquelle ont poussé les raisins apporte fraîcheur et matière. Avant une finale sapide et saline, le vin offre des arômes fruités (pêche blanche, poire, citron), de miel d'acacia ou encore de brioche. Bien sympathique. 30 € [Champagnedauby.fr](http://Champagnedauby.fr)

### Mandois, « Brut origine »

On aime ce champagne pour sa fraîcheur appétissante. La finale ample et gourmande est marquée par des notes consensuelles de fruits à chair blanche et de noisettes grillées irrésistibles. Les trois cépages dominant dans la région parlent à l'unisson pour l'apéritif. 30 € [Champagne-mandois.fr](http://Champagne-mandois.fr)

## ENTRE 31 € ET 40,90 €

### Brice, « Héritage », brut

Le pinot noir (80 %) domine dans ce vin non filtré, au point de lui donner une teinte de champagne rosé. Si les 20 % de chardonnay apportent ce qu'il faut de finesse, le cépage roi de Bouzy (dans la Marne, où s'enracine cette ancienne maison) s'épanouit, tout en souplesse et en gourmandise. 31 € [Champagne-brice.com](http://Champagne-brice.com)

### Yves Loison, « Clovis », brut

Composée à parts égales de pinot noir, de meunier et de chardonnay, cette cuvée séduit d'emblée

par son nez charmeur, sur la framboise. En bouche, l'attaque est vive, pleine de tension, puis évolue sur les fruits jaunes, l'acacia, le pain toasté, pour finir sur des épices douces et de beaux amers. Un jeu d'équilibriste bien maîtrisé. 31,50 € [Champagne-yves-loison.com](http://Champagne-yves-loison.com)

### Champagne Labbé & fils, « Prestige », brut

La désuète bouteille à facettes contient un champagne fort sympathique. Fruit de l'assemblage de pinot noir et de chardonnay à parts égales, cette cuvée joue le registre du réconfort, avec ses notes de fleurs blanches, de pain brioché, de noisettes grillées et légèrement miellées. Une gourmandise tout en délicatesse. 32 € [Champagnelabbe.com](http://Champagnelabbe.com)

### Vazart-Coquart & fils, « Brut réserve »

Depuis trois générations, la famille magnifie les beaux terroirs de Chouilly (Marne). Ce 100 % chardonnay est au rendez-vous de la fraîcheur et de la gourmandise. Minéral, le vin sait aussi mettre en valeur les arômes réglissés, légèrement mentholés, sans oublier des touches, fruitées, florales et végétales. Son côté velouté se marie avec de nombreux plats, comme les saint-jacques ou les poissons fumés. Bio depuis 2020. 32 € [Champagnevazartcoquart.com](http://Champagnevazartcoquart.com)

### Colette & Gaston, « Blanc de blancs », extra-brut

Le nom de cette cave coopérative située au sud d'Épernay (Marne) et née en 1947 fleure bon la simplicité et l'authenticité, joliment mises en images sur l'étiquette. En conversion, le « domaine » propose plusieurs cuvettes, dont ce blanc de blancs (chardonnay exclusivement) séduisant, avec une belle acidité et une jolie finale légèrement iodée. Agréable bien au-delà de l'apéritif. 32 € [Champagne-colette-gaston.fr](http://Champagne-colette-gaston.fr)

### Jacques Defrance, « Extra-brut excellence »

Avec cette cuvée, le domaine magnifie exclusivement le pinot noir, cépage roi de la côte des Bar. Le nez en est séduisant, et les arômes de petits fruits rouges et noirs, légèrement épices, confèrent à ce vin beaucoup de douceur, un peu d'amertume aussi. Un beau champagne qui poussera à la réflexion les vrais amateurs. 32 € [Champagnejacquesdefrance.com](http://Champagnejacquesdefrance.com)

### Chassenay d'Arce, « Origine », extra-brut

La coopérative auboise (130 familles) est au rendez-vous de notre sélection, comme d'autres caves, ce dont nous nous réjouissons. Cette cuvée 100 % pinot noir fait place aux fruits et à la rhubarbe en particulier. Bon pour accompagner des coquilles Saint-Jacques ou une volaille au four. Bio. 33,50 € [Chassenay.com](http://Chassenay.com)

### Veuve Fourny & fils, « Les Grands Terroirs », brut premier cru

Ce champagne est si riche et opulent que le passer en carafe peut lui faire du bien. Il provient essentiellement des terroirs de Vertus (ancienne commune marnaise), célèbres pour leur minéralité éclatante. Ici, ils se

traduisent par une longueur éblouissante des notes fleuries, rondes et vives. 35 € [Champagne-veuve-fourny.com](http://Champagne-veuve-fourny.com)

### A. Margaine, « Le Brut »

Malgré l'acidité citronnée de la cuvée, dominée par le chardonnay (90 %), se dessine surtout un profil velouté, une rondeur amplifiée par la finesse crémeuse des bulles. 35 € [Champagnemargaine.com](http://Champagnemargaine.com)

### Franck Bonville, « Brut, grand cru »

Etiquette simple et élégante pour une belle expression du chardonnay (100 %), cépage signature de la maison d'Avize (Marne) qui exploite 15 hectares. On en a aimé l'harmonie, un léger écho d'humeurs marines, et les fleurs blanches qui se conjuguent avec les agrumes et la pêche blanche. A boire entre amis, à l'apéritif ou tout au long d'un repas finement iodé. 35,90 € [Champagne-franck-bonville.com](http://Champagne-franck-bonville.com)

### Aspasie, « Blanc de blancs », brut

La maison de Brouillet (Marne) cultive d'autres cépages, notamment arbane, pinot blanc, petit meslier et pinot gris, mais nous retenons cette partition 100 % chardonnay parfaitement exécutée. Dès l'ouverture, le jus affirme sa complexité aromatique. Le fruité et le végétal sont joliment mis en scène dans un champagne élégant. Bio. 36 € [Champagneaspasie.com](http://Champagneaspasie.com)

### CH. de l'Auche, « Chapitre 1 », extra-brut

En 1961, sept vigneronnes s'unissent, à Janvry (Marne), à l'ouest de Reims, pour créer une cave coopérative. Ils sont une soixantaine, aujourd'hui, à produire de jolies cuvettes, dont ce blanc de noirs à base unique de meunier. Prometteur au nez, il assure en bouche. Rond, comme la bouteille, il se mariera aussi bien avec un velouté de champignons qu'avec un comté bien affiné. 36,70 € [Champagne-de-lauche.com](http://Champagne-de-lauche.com)

### Canard-Duchêne, « Léonie iconic », brut

Un nez mêlé de pêche et d'arômes fleuris, une mousse fine, mais derrière la fraîcheur festive de cette cuvée se construit aussi une délicate complexité développée par l'apport du pinot noir (40 %) et du pinot meunier (25 %). 36,90 € [Canard-duchene.fr](http://Canard-duchene.fr)

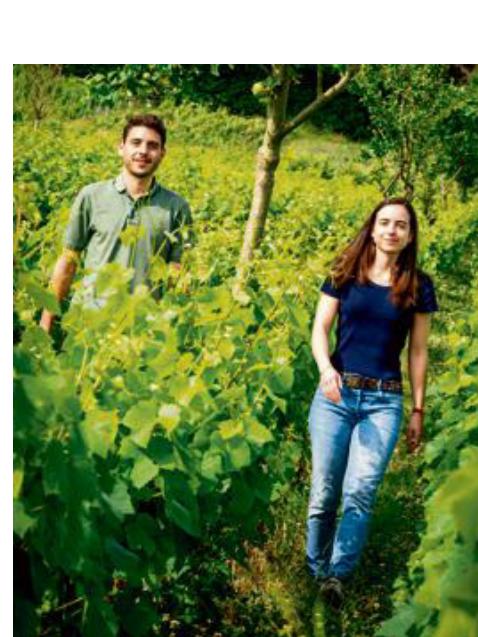
### Edouard Brun, « Blanc de blancs premier cru », brut

La bouteille transparente révèle la jolie robe dorée du pur chardonnay. Élégant, ce champagne l'est aussi en bouche, avec des notes d'agrumes et de brioche. Sa légère salinité et sa fraîcheur appellent à se ressourcer. 37 € [Champagne-edouard-brun.fr](http://Champagne-edouard-brun.fr)

### Jacquart Signature, « Signature Bo16 », brut

D'une robe très blanche et issu d'un train de bulles dynamique, ce champagne s'impose par son équilibre harmonieux et gourmand. Dominé par le chardonnay auquel les pinots noir et meunier sont assemblés, le résultat s'impose avec tendresse et évidence. 37 € [Champagne-jacquart.com](http://Champagne-jacquart.com)

## Edgar et Louise Coulon, la relève pétillante



Edgar et Louise Coulon, dans les vignes familiales de Vrigny (Marne), en juin.

MICHAËL BOUDOT

O n voulait une cuvée inspirée du village qui nous a vus naître.»

Soit Vrigny (Marne), où est planté un premier cru niché au nord de la montagne de Reims. C'est sur ce terroir aux sols sableux, propices au cépage meunier, que se trouve, depuis 1806, le domaine familial Roger Coulon, proposant des champagnes de gastronomie entre 40 et une centaine d'euros. Celui qui parle est Edgar Coulon, 32 ans, représentant de la neuvième génération avec sa sœur Louise, 30 ans.

«Vindemia» – le nom de ladite cuvée – est un «*passage de témoin*» entre le travail des parents, Isabelle et Eric, bientôt à la retraite, et eux. Un travail inscrit dans la continuité. «Mon père a toujours planté des arbres aux abords des parcelles. C'était important de poursuivre cette démarche tout en l'accentuant», poursuit le trentenaire. Désormais certifié bio, le domaine a vu une partie de ses 11 hectares s'ouvrir

à l'agroforesterie, avec des moutons qui pâturent entre les vignes, l'hiver.

Edgar et Louise Coulon ont effectué un détour personnel avant de revenir au berceau. Diplômé d'un BTS viticulture-cénoologie à Avize (Marne), le garçon a fait ses armes auprès d'autres vigneronnes, en Bourgogne, à Beaune (Côte-d'Or), où il a travaillé pour Philippe Pacalet, mais aussi en Angleterre, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Il a été le premier



THE SINGING DUCK STUDIO + Gilles de Beauchêne

**DEUTZ, Maison de Champagne à Aÿ depuis 1838**  
L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

## Alexis Leconte, le champagne du minéral

À près avoir travaillé, à Troissy (Marne), avec son père, Xavier Leconte, Alexis Leconte, 40 ans, a converti l'entreprise en Champagne A. Leconte, concrétisant une approche personnelle des terroirs et des vins, sans renier son héritage. Des traditions familiales, il a gardé un amour des élevages sous bois, « mais en optant pour des fûts de 400 litres quand ceux de [son] père étaient de 228 litres, ce qui [lui] fait gagner en finesse », explique-t-il. Il perpétue les sélections massales (faites à partir des souches originales de vignes) d'un grand-père et une dominante de meunier (7 hectares sur 10 hectares de vignes), cépage roi de la vallée de la Marne, dont il vante la gourmandise. « Des mes 7 ans, je disais à mon grand-père que quand je ferais du champagne, ce serait pour qu'il soit bu en mangeant. »

Lors de ses stages d'oenologie, le vigneron a été marqué par l'obsession parcellaire des Bourguignons et la biodynamie pionnière des Alsaciens. « Jacky Barthélémy, du Domaine Albert Mann, en Alsace, est l'un de mes mentors. » Divisé en 42 parcelles identifiées par la géologie de leur sol, A. Leconte produit en biodynamie des cuvées (« Aria », « Ageus », « La Terre Mère »...) définies par la façon dont elles révèlent ces terroirs et leur assemblage. « Même s'il m'arrive de sortir des champagnes millésimés, le plus important est



Alexis Leconte, en mars 2024. CHLOÉ LAPEYSSONNIE

de préserver l'identité de chaque cuvée, sans hésiter à utiliser des vins de réserve. » La cuvée « La Terre Mère », un 100 % meunier, se doit de refléter trois strates géologiques : une couche de sables argileux, une autre de pure argile et, entre les deux, de petites compressions de sables blanchâtres. La fraîcheur apportée par ces dernières étant accentuée par un passage du vin en amphore de grès. ■ S. D.



### Castelnau, « Le Brut »

Voilà un champagne d'apparence assez classique dans sa structure et bien équilibré, mais dont le vieillissement prolongé sur lies apporte une belle profondeur. Le nez atypique, avec une touche ferme, laisse place à une bouche charnue, fraîche et gourmande. Avec une texture onctueuse et une finale longue. 37 € [Champagne-castelnau.fr](#)

### Lanson, « Le Black Crédit », brut

On connaît l'icône « Black Label » de Lanson, la maison rémoise. Réinventé en 2023 par le chef de cave Hervé Dantan en « Black Crédit », ce champagne multimillésimé aux trois cépages (51 % de pinot noir, 34 % de chardonnay et 15 % de meunier) célèbre l'art de l'assemblage, et les arômes de fruits – poire, pomme et agrumes. Frais et bon. 37,90 € [Lanson.com](#)

### Champagne Delamotte, « Brut »

Tiercé gagnant pour ce vin d'une maison née en 1760 au Mesnil-sur-Oger (Marne) : 60 % de chardonnay (dont la commune est le haut lieu), 35 % de pinot noir et 5 % de meunier. L'assemblage est délicat et équilibré. Idéal pour un apéritif qui se transformera en repas tant il est droit, précis et généreux. 38 € [Champagne-delamotte.com](#)

### Huré frères, « Invitation », cuvée de réserve, extra-brut

Un très beau vin qui provient de la face nord de la montagne de Reims et qui comprend les trois cépages phares de la région. Elaborées essentiellement avec le millésime 2022, auquel sont associés des vins de réserve, ces bulles expriment richesse et équilibre de manière classique, mais avec gourmandise et complexité. Un vin sûr et très beau. 38 € [Champagne-hure-freres.com](#)

### Vaucelle, « Terre nacrée », brut

Équilibrée, exprimant des notes charmeuses de noisette, de pêche de vigne et de miel d'acacia, cette cuvée est idéale pour accompagner un plateau de fromages. Car il s'agit d'un pur chardonnay, minéral dosé à 7 g/l de sucre, qui s'impose avec onctuosité. 38 € [Champagne-vaucelle.fr](#)

### Laurent-Perrier, « La Cuvée », brut

A l'image de son nom, cette cuvée dominée par le chardonnay n'est

pas la plus originale, mais elle a quelque chose de réconfortant de par sa constance et son équilibre. Son style, floral et élégant, oscille en bouche entre fleurs blanches et fruits mûrs et se termine par une belle et longue finale sur les agrumes. 38,60 € [Laurent-perrier.com](#)

### Roger Coulon, « Vendémia », brut nature

La très jolie robe dorée appelle à y plonger le nez. Et là, c'est une explosion de fruits jaunes pulpeux, de noisette et de pain toasté. Ce champagne sans sucre ajouté, constitué de meunier (60 %) et de chardonnay (40 %) dégage une belle personnalité. En bouche, l'attaque est minérale et vineuse, alors que la finale est saline et salivante. Un coup de cœur. 39 € [Champagne-coulon.com](#)

### Duménil, « Réserve 26 », brut

Les vingt-six années qui composent la réserve perpétuelle servent de socle à cette cuvée et cassent les papilles dans le sens de la gourmandise. Elles révèlent des saveurs élégantes de fruits mûrs et de notes briochées, portées par la finesse de l'effervescence. Ne pas hésiter à marier cette bouteille à un menu carné. 39 € [Champagne-dumenil.com](#)

### Marcel Deheurles & fils, « Céleste », brut

Parmi les neuf cuvées proposées par ce domaine de la côte des Bar, distinguons cet original 100 % pinot blanc (donc un blanc de blancs). On a goûté la matière de fruits bien mûrs – coing, poire, pomme. Légèrement dosé à 8 g/l de sucre, le jus se fait rond en bouche, pulpeux, mais, soutenu par une acidité bienvenue, il reste tendu. 39 € [Champagne-deheurles.fr](#)

### Philippe Gonet, « Signature », brut blanc de blancs

Superbe champagne 100 % chardonnay proposé par Philippe Gonet, au Mesnil-sur-Oger (Marne), à un prix encore raisonnable. Composé à 70 % de jus de 2020 et de 30 % de vins de réserve, il offre une belle minéralité et met en valeur des arômes de fruits blancs. 39,10 € [Champagne-philippe-gonet.com](#)

### Pannier, « Exact », extra-brut

Un classique bien balancé qui provient des cépages champenois pinot noir, chardonnay et meunier en proportions quasi égales. La séduction opère grâce à des parfums de boulangerie qui

s'échappent du verre, puis avec des notes citronnées salivantes. On aime sa générosité. 39,40 € [Champagnepannier.com](#)

### Thiénot, brut

On remarque d'abord l'intensité d'un nez riche en fleurs d'acacia et fruits jaunes, avant d'apprécier la profondeur d'un vin équilibré avec classe, entre fraîcheur et notes pâtissières. 39,90 € [Champagne-thiénot.com](#)

### Alain Couvreur, « L'Ambre d'opale », extra-brut

Piloté désormais par les fils, David et Rémi, le domaine d'un peu plus de 6 hectares propose une belle gamme. Dont cet « Ambre d'opale » (60 % chardonnay et 40 % pinot noir), rond et opulent, légèrement oxydatif, fait d'épices, de fruits mûrs ou cuits façon tatin, de miel – kirsché aussi. Très complet, donc, et fait pour un joli repas. 40 € [Champagne-alain-couvreur.net](#)

### Champagne Fleury, « Fleur de l'Europe », brut nature

Un coup de cœur pour ce pionnier de la biodynamie en Champagne. Parmi les nombreuses cuvées qu'il propose, « Fleur de l'Europe » est un brut nature offrant sa finesse et une tension incroyable. Le principe du mode culturel permet de réaliser des vins d'une énergie folle et respectant au mieux les arômes offerts par Dame Nature.

Bio et biodynamie. 40 € [Champagne-fleury.fr](#)

### Vieille France, brut réserve

Ce champagne est à déguster comme on croque dans un bon gâteau ; ses notes pâtissières sont fondées sur une texture profonde. Il n'en est pas moins délicat et salin, grâce à des nuances d'agrumes et de rose qui surgissent en finale. Il est assez complexe pour accompagner une viande blanche ou un poisson. 40 € [Champagnevieillefrance.com](#)

### Boizel, « Brut réserve »

La robe paille est aussi légère que les saveurs se révèlent profondes, mûres et gracieuses. Trois cépages issus d'une trentaine de crus savamment assemblés aboutissent à un style maison remarquable, entre notes de pain grillé, d'aubépine, de poire confite et de miel d'acacia. 40,80 € [Boizel.com](#)

### Ayala, « Brut majeur »

De sa robe très blanche s'échappent des parfums frais et vifs

de fleurs. Les saveurs restent dans la même tonalité printanière, avec équilibre et gourmandise. Plusieurs crus et millésimes, uniquement en chardonnay, sont assemblés pour exprimer une grande pureté. 40,90 € [Champagne-ayala.fr](#)

### ENTRE 41 € ET 50 €

### Michel Furdyna, « La Secrète », six cépages, brut

Malgré sa pâleur, qui pourrait faire craindre la fadeur, ce champagne révèle, au contraire, des notes intenses de fruits exotiques, comme la mangue ou le litchi. Né il y a un peu plus de cinquante ans, le domaine prouve qu'il produit des vins originaux, gourmands et bien équilibrés. 41 € [Champagne-furdyna.com](#)

### Michel Arnould & fils, « Acuité », extra-brut

Dans le dictionnaire des synonymes Larousse, « acuité » est associé à finesse, profondeur ou vivacité. Voilà faite la présentation de cette cuvée issue d'un domaine de 11,4 hectares à Verzenay (Marne), faite de 70 % pinot noir, le reste en chardonnay. Ajoutons que son bouquet aromatique est frais et bien séduisant. 41 € [Champagne-michel-arnould.com](#)

### De Venoge, « Cordon bleu brut »

Partagé en parts égales de pinot noir, pinot meunier et chardonnay, ce « Cordon bleu » s'impose avec une richesse quasi monarque. N'hésitant pas à jouer de froufrous soyeux et d'une ampleur vieille France, la cuvée penche du côté de la complexité plus que de la vivacité. 41 € [Champagne-devenoge.com](#)

### Charpentier, « Terre d'émotion », brut vérité

On est séduit d'emblée par ses arômes appétissants, raffinés et purs, puis par ses saveurs salines ciselées, fondées sur une texture tendre et longue. A découvrir absolument, tant ce discret domaine offre des cuvées élégantes et harmonieuses. Bio. 41,20 € [Champagne-charpentier.com](#)

### Benoit Lahaye, « Brut nature »

Si l'on devait faire un reproche à Benoît Lahaye et à sa compagne, Valérie, c'est de ne pas avoir de site Internet pour raconter leurs vins et leur respect de la nature,

tant leur production est superbe. Le blanc de noirs nous avait séduits l'an passé. Saluons cette fois la cuvée « Brut nature », faite de chardonnays venus

d'Ambonnay et de pinots noirs de Bouzy (Marne), où le couple réside. Un champagne précis, tendu et riche de saveurs. A boire sans réserve. Bio et biodynamie. 42 € Tél. : 03-26-57-03-05

### A. Leconte, « La Terre mère », brut nature

Tout est dit dans le nom de la cuvée. Ce magnifique vin offre un miroir étincelant aux parcelles historiques d'un domaine qui a vu le jour en 1870. Converti au bio depuis la vendange 2023, et à la biodynamie un an plus tard, il propose des cuvées dynamiques et précises, dont ce 100 % meunier, présenté dans ses plus beaux atours. 42 € [Aleconte.fr](#)

### M. Marcoult, « Orée », brut nature

Parce qu'il est issu de chardonnay à 80 % et de pinot noir à 20 %, avec un dosage en sucre très faible (moins de 3 g/l), cet effervescent du Sézannais est un vrai brut nature. Il exhale des parfums généreux marqués par des notes de fruits blancs, d'agrumes frais et de verveine. Sa matière est belle, salivante et très expressive. 42 € [Champagne-marcoult.com](#)

### Tarlant, brut nature

Ce champagne intrigue d'emblée par sa personnalité affirmée. Dense et complexe, il résulte d'un assemblage original de six cépages – pinot noir, chardonnay, meunier, mais aussi, plus rares, petit meslier, arbane et pinot blanc. En résultent des bulles particulières, mais riches et gourmandes, marquées par des notes de tatin irrésistibles. 43 € [Tarlant.com](#)

### Cristian Senez, « Le Cornoyer », extra-brut

L'attaque est magnifique de fraîcheur, d'élegance, comme il se doit avec un 100 % pinot blanc, et la suite ne déçoit pas. Porté sur les agrumes, avec des notes de yuzu et de kumquat, d'orange amère aussi, le vin nous emporte sous des latitudes asiatiques. Très beau travail pour cette maison familiale de Fontette (Aube). 43 € [Champagne-senez.com](#)

### Joseph Perrier, « Cuvée royale brut nature »

Un nez très floral, une fraîcheur vivace portée par une dominante de chardonnay (62 %) et zéro sucre ajouté sont les qualités de cette cuvée royale. Ajoutons une rondeur et une complexité (entre agrumes, fruits secs et épices) fournies par soixante-douze mois de vieillissement dans les caves de Châlons-en-Champagne. 44 € [Josephperrier.com](#)

### Henriot, « Brut souverain »

Ce brut réunit pas moins de 29 crus, plusieurs années et les trois cépages phares de l'appellation champagne. Un assemblage maîtrisé qui révèle une belle finesse en bouche, entre notes de fleurs blanches, de poire et de citron. Un vin complexe, structuré, mais toujours sur la fraîcheur. 44,50 € [Champagne-henriot.com](#)

### Veuve Clicquot, « Carte jaune », brut

On ne présente plus ce best-seller de la célèbre maison rémoise, ni sa fameuse étiquette couleur abricot. Ce n'est certes pas sa cuvée la plus audacieuse mais elle nous épate d'année en année par sa cohérence, sa constance et son équilibre entre fraîcheur, tension et toucher soyeux. Un vin harmonieux, calibré pour l'apéritif. 44,50 € [Veuvecliquot.com](#)

### Domaine Méa, « La Rencontre », extra-brut

Les champagnes de Sophie Milesi, épaulée par son mari, Franck, sont souvent présents à nos rendez-vous. La maison, anciennement nommée Guy Méa – le grand-père de Sophie –,

a beaucoup travaillé ses cuvées, cherchant à magnifier les assemblages de cépages et de terroirs. On a beaucoup goûté cette « Rencontre », née en 2018, composée à parts égales des trois cépages principaux de la Champagne. On aime aussi beaucoup les étiquettes. 45 € [Domainemea.com](#)

### Pierre Gimonnet & fils, « Oger grand cru », brut

Avec un tel nom – le village d'Oger (Marne) se situe au cœur de la côte des Blancs –, ce champagne ne peut que rendre honneur au seul chardonnay. Il le fait, jouant du terroir de la commune, de sa minéralité, de pointes légèrement fumées, d'une fraîcheur d'agrumes aussi, qui apporte de la tension. Une riche idée que de proposer cette cuvée monocépage de grands crus (dont il existe d'autres versions pour les villages voisins de Cramant, Chouilly et Cuis). 45 € [Champagne-gimonnet.com](#)

### Famille Moussé, « Eugène », réserve perpétuelle, zéro dosage

Coup de cœur pour ce vin qui marque le centenaire de la maison familiale ! Les bulles sont d'un raffinement absolu, révélant des parfums de fruits frais, de poire et de noix, et une texture fine et crémeuse. Imaginée par le fondateur, Eugène Moussé, la cuvée « Eugène », en majorité issue de cépage meunier, est le fruit d'un assemblage de 50 % de la dernière vendange (ici 2022) avec un peu de toutes les années précédentes depuis 2003. Le résultat est magique. 45 € [Champagnemousse.fr](#)

### Leclerc Briant, « Réserve », extra-brut

Du verre lumineux s'échappent des arômes si gracieux qu'ils font saliver. Puis les saveurs, fondées sur des notes de fruits noirs mûrs, se renouvellent sans cesse, au point que chaque gorgée envoie un message différent – citron, épices, pralin ou amande. Un vin plein d'éloquence dont on ne se lasse pas. A tester avec un tajine d'agneau ! Bio. 45 € [Leclercb](#)

ment l'équilibre entre la minéralité et la profondeur de notes légèrement torréfiées. **47 €**  
[Champagnepalmer.com](http://Champagnepalmer.com)

**Vincent Couche, « Elegance », zéro dosage**

Comment un champagne peut-il à la fois être profond et onctueux, souple et salin ? C'est le savoir-faire d'un vigneron hors catégorie, offrant des bulles digestes et précises. Dominée par le pinot noir et par le millésime 2020, cette cuvée résulte d'un assemblage de vins de réserve et de pointes de chardonnay. Tout est habile, mesuré, soyeux et salivant. Bio. **48 €**  
[Vincent-couche.com](http://Vincent-couche.com)

**Christian Gosset, « Brut A05 grand cru »**

La vénérable maison offre un « grand cru » à la puissance corsée dont la vinosité est telle qu'elle appelle les mariages gastronomiques. Avec, de préférence, des plats d'une gourmandise crémeuse et doucement épicee pouvant assouplir ce rigoureux esthète. **48 €**  
[Champagne-gosset.com](http://Champagne-gosset.com)

**Bruno Paillard, « Première Cuvée », extra-brut**

Lier des bulles d'une rare finesse à une texture profonde, c'est le tour de force de cet assemblage des trois cépages champenois majeurs. Il en résulte une cuvée appétissante, ne serait-ce que par ses arômes de citron vert et de pamplemousse, suivis de notes de groseille et de framboise. L'ensemble est net, suave et long. **49 €**  
[Brunopaillard.com](http://Brunopaillard.com)

**Waris-Larmandier, « Racines de trois », extra-brut**

Le trio de cépages (chardonnay, pinot noir et meunier) et de terroirs (côte des Bar, côte des Blancs et montagne de Reims), assemblés avec finesse, fredonne une harmonieuse mélodie. L'attaque est vive, avec une jolie trame aromatique mêlant fleurs blanches et fruits jaunes, bien tempérée par une structure minérale. Un concerto pour l'apéro... ou les fruits de mer. Bio et biodynamie. **49 €**  
**Tél. : 03-26-57-79-05**

**Mailly grand cru, « Blanc de pinot noir », brut**

La gamme offerte par la coopérative de Mailly-Champagne

(Marne) nous séduit toujours. Ce blanc de pinot noir offre un joli patchwork de fruits exotiques, d'agrumes, de fleurs blanches, avant de finir en une belle longueur saline. Il sera parfait avec des plats encensant la mer ou de tendres volailles. **49 €**  
[Champagne-mailly.com](http://Champagne-mailly.com)

**Soutiran, « Blanc de blancs », grand cru, brut**

Belle réussite que ce 100 % chardonnay imaginé par une maison familiale d'Amboigny (Marne). On apprécie beaucoup la fraîcheur et la vivacité de la cuvée, portées par les notes d'agrumes, de citron et de pamplemousse, ainsi qu'un côté floral. Un champagne délicat pour les amateurs. **49 €**  
[Soutiran.com](http://Soutiran.com)

**Moutard Père & fils, « Richardot », vieilles vignes, brut nature**

La famille Moutard est présente en Bourgogne avec des chablis et une belle distillerie, en Champagne, aussi, dans la côte des Bar. Une cuvée du seul cépage pinot noir montre son savoir-faire dans l'élaboration de beaux vins – le fondement de champagnes réussis. La robe est légèrement foncée et le nez comme la bouche sont séduits par les notes d'agrumes, de fruits jaunes, pour un elixir complexe et équilibré. **49,20 €**  
[Famillemoutard.com](http://Famillemoutard.com)

**Drappier, « Clarevallis », brut**

Le travail familial et bio de la petite institution d'Urville (Aube) continue de produire des merveilles, telle cette cuvée « Clarevallis » (nom latin de l'abbaye voisine de Clairvaux), fleurant la pâte d'amande et la violette. La minéralité titille la pulpe gourmande d'un pinot noir majoritaire (75 %), comme souvent aux environs de Bar-sur-Aube. Bio. **49,20 €**  
[Champagne-drappier.com](http://Champagne-drappier.com)

**Pol Roger, « Brut réserve »**

Voici l'exemple même du style : si défini, si reconnaissable, si identitaire qu'au nez et en bouche on l'imprime pour toujours. Profond, complexe, ce champagne s'achève lentement dans une longueur gracieuse. Issu à parts égales des trois cépages champenois, il illustre la perfection de l'effervescence. **50 €**  
[Polroger.com](http://Polroger.com)

**Perrier-Jouët, « Grand Brut »**

Portée par les cépages noirs – pinots noir et meunier, à 40 % chacun –, avec 20 % de chardonnay, cette cuvée « Grand Brut » est parfaite pour jouer la compagnie d'une soirée, de l'apéritif à l'after. Les fruits le disputent aux fleurs blanches – ça, c'est pour la fraîcheur – et des notes briochées apportent de la rondeur. Une réussite de plus pour cette grande maison de l'avenue de Champagne, à Epernay, dans la Marne. **49,90 €**  
[Perrier-jouet.com](http://Perrier-jouet.com)

**Taittinger, « Brut réserve »**

La maison rémoise est connue pour la délicatesse de ses champagnes, son savoir-faire, notamment dans la mise en scène des chardonnays. Ce brut réserve, composé à 40 % de chardonnay, 35 % de pinot noir, le reste en meunier, montre aussi la maîtrise de Taittinger dans l'art des assemblages, la capacité à assurer l'équilibre d'un vin, sa tension et sa profondeur. Fruits jaunes, fleurs blanches, vanille et miel pour la douceur... tout pour sublimer le champagne. **50 €**  
[Taittinger.com](http://Taittinger.com)

**Billecart-Salmon, « Le Réserve », extra-brut**

Les champagnes de la maison installée à Mareuil-sur-Aÿ (Marne), avec 100 hectares en propre et 300 hectares d'approvisionnement, sont plutôt au-dessus de la barre des 50 euros fixée pour cette dégustation. Une bonne raison de se faire plaisir avec cette cuvée, composée des trois cépages principaux champenois (avec une majorité relative de meunier), un joli triptyque fruit-fleur-biscuit, et des arômes croquants et gourmands. **50 €**  
[Champagne-billecart.fr](http://Champagne-billecart.fr)

**Charles Heidsieck, « Brut réserve »**

On n'est guère surpris que Charles Heidsieck soit au rendez-vous. Vous pourrez déguster la suavité et la complexité de cette réserve faite des trois cépages dominants, offrant une belle aromatique de fruits mûrs et de brioche. Si l'attaque est franche, un léger répit se montre en milieu de bouche pour une finale magnifique avec de beaux amers. **50 €**  
[Charlesheidsieck.com](http://Charlesheidsieck.com)

## Vincent Couche, le « bon sens paysan »



Vincent Couche, en mars 2020. CHRISTINE JAUSSAN

**V**ignerons dans la côte des Bar, à Buxeuil (Aube) et sur le terroir plus méconnu de Montgueux, Vincent Couche travaille 15 hectares de vignes comme s'il s'agissait de champs. La polyculture fait partie de sa philosophie. Entre les rangs de raisins fleuris au printemps et recouverts de divers végétaux en

hiver, des poules de race ancienne, notamment des gauloises dorées, et des brebis Shropshire se nourrissent des richesses du sol kimméridgien, ce calcaire propice à la vivacité des vins, et l'enrichissent aussi de leurs excréments.

« Je viens d'une famille de paysan, et je travaille selon le bon sens paysan », affirme Vincent Couche, qui a créé son domaine il y a trente ans à partir de quelques vignes familiales dont les raisins étaient vendus au négoce. Pour ce diplômé de viticulture et œnologie à Beaune (Côte-d'Or), fort en gueule, qui casse les codes champenois, le terme « paysan » signifie responsable de la terre. Ce n'est pas un hasard si ses cuvées resplendissent d'une pureté rare. Elles font écho à une biodiversité préservée, forêts et haies en tête. Il vient d'ailleurs de planter 250 arbres fruitiers.

Certifiés bio, ses effervescentes éclatent de fraîcheur et de notes salines, même pour les millésimes réputés plus solaires. Les vins de Vincent Couche parlent autant que lui – avec clarté, sans fard. Ils sont natures (pas de soufre), bruts (aucun sucre ajouté), vrais jusqu'à être élégants. Là réside le tour de force du style Couche : faire surgir la vérité du terroir sans produit de maquillage, tout en préservant sa grande beauté. C'est le résultat d'une maîtrise hors norme : les bulles de haute volée, tendres et gracieuses, en apportent la preuve. ■ L.G.

**Château PAPE CLÉMENT**  
GRAND CRU CLASSE

*L'icône*

CHÂTEAU PAPE CLÉMENT  
PESSAC-LÉOGNAN 2016  
Bernard Magrez PROPRIÉTAIRE

PREMIÈRES VENDANGES EN 1252  
SOUS LE RÈGNE DU ROI LOUIS IX

www.chateau-pape-clement.fr

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ,  
À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

# Des flacons de champagne dans les règles de l'art

Vins de fête par excellence, les effervescents font l'objet d'étuis et de coffrets d'un faste sans équivalent depuis des décennies. Les grandes maisons multiplient les collaborations avec des artistes contemporains, créant ainsi des œuvres à part entière. Grâce à ce talent de savoir conjuguer à la fois saveur et poésie, les marques sont entrées dans l'univers du luxe



## Dom Pérignon et Basquiat, en 2024

Takashi Murakami, Michael Riedel, Jeff Koons... Dom Pérignon s'est offert de solides signatures de l'art contemporain pour habiller les emballages de ses millésimés. En 2024, la maison s'est entendue avec les ayants droit de Jean-Michel Basquiat, mort en 1988, pour sa « Vintage 2015 ». Cette collection spéciale de trois flacons et coffrets se décline en trois couleurs (jaune, bleu et vert), que l'on peut acheter ensemble ou séparément, et reprend des dessins du peintre underground new-yorkais, ainsi que sa couronne signature, qui vient décorer le tout aussi emblématique bouclier Dom Pérignon sur l'étiquette.



## Mailly Grand Cru et Bernard Pagès, en 2000

La cave coopérative de Mailly-Champagne (Marne) lance la gamme « Les Artistiques » en 2000. Des champagnes millésimés pour lesquels la réalisation des étuis est confiée à des artistes français. Pour sa première cuvée, « La Terre », millésime 1996, la marque choisit le sculpteur Bernard Pagès, membre du mouvement Supports/Surfaces. L'étui rend hommage à la sculpture *La Terre* (7,50 mètres de haut !) érigée par l'artiste au milieu du vignoble en hommage à Gaston Bachelard, philosophe et auteur d'essais sur les rapports entre l'imaginaire et les quatre éléments.



## Taittinger et Roy Lichtenstein, en 1990

Pionnier, Claude Taittinger crée la Taittinger Collection en 1983 afin de mettre en valeur les plus beaux millésimes de la maison. La bouteille et son étui sont confiés à des artistes prestigieux : Victor Vasarely, père de l'art optique, qui inaugure la série en 1983 ; le plasticien Arman (1985), célèbre pour ses empilements d'objets du quotidien ; le peintre André Masson (1987) ; le maître de l'abstraction lyrique Hans Hartung (1992) ; Corneille (1996), peintre et membre de la revue expérimentale *Cobra*... Pour le millésime 1985, l'artiste pop américain Roy Lichtenstein, qui s'inspire d'images de bandes dessinées, ponctue la bouteille de pointillés, qui sont sa marque de fabrique.



## Ruinart et Eva Jospin, en 2023

Ruinart confie chaque année la réalisation de l'étui de sa cuvée blanc de blancs – un assemblage de 25 à 30 crus de chardonnay – à des artistes. Après Jeppe Hein, Jaume Plensa ou Claude Viallat, Eva Jospin hérite de la carte blanche 2023 pour le format jéroboam (3 litres). La plasticienne imagine un coffret en bois qui s'ouvre sur un décor miniature de crayère, sculpté dans des strates de carton – son matériau de prédilection. L'étui tutoie l'œuvre d'art, comme en témoigne son prix : 3500 euros pour cette édition limitée à 25 exemplaires, signés et numérotés.



## EPC et Los Pepes, en 2025

Créée en 2019, la start-up EPC propose plusieurs cuvées à partir de jus achetés à des vignerons et coopératives. Pour entretenir son esprit festif et ludique (EPC fait référence au mot « épicerie »), la marque collabore régulièrement avec des artistes, choisis par ses abonnés, qui votent en ligne. La troisième édition limitée, un millésime 2015 constitué à 100 % de chardonnay issu du grand cru d'Oger (Marne), est habillée par le studio Los Pepes, un duo portugais de street-art. Le packaging aux motifs vibrants et colorés souligne l'approche décalée du champagne par EPC. ■ CHARLES DELAERE



## Veuve Clicquot et Yayoi Kusama, en 2020

La plasticienne japonaise réinterprète l'étui et le flacon de la cuvée de prestige de « La Grande Dame 2012 », avec les motifs qui ont fait sa réputation : une fleur multicolore et des pois qui jaillissent tels des bulles. La marque entend mettre en scène une rencontre entre deux femmes visionnaires et libres : Yayoi Kusama, 96 ans, reconnue internationalement, et Barbe-Nicole Ponsardin (1777-1866), épouse, puis veuve Clicquot, première femme à diriger une maison de champagne, à 27 ans seulement, en 1805, et à qui l'on doit, notamment, le premier champagne rosé d'assemblage.



## Perrier-Jouët et Bethan Laura Wood, en 2021

Perrier-Jouët, maison connue pour sa cuvée « Belle Epoque » et sa bouteille ornée d'une anémone du Japon, dessinée par Emile Gallé en 1902, a demandé à la designer anglaise Bethan Laura Wood de revisiter le coffret de sa cuvée blanc de blancs. Imaginé à l'origine en blanc mat, rappelant la craie du sous-sol de la Champagne, l'étui et ses motifs floraux embossés retrouvent ici des couleurs. La palette de tons est dans la continuité de celle des fleurs Art nouveau de Gallé, toujours à mi-chemin entre design et art.



## Moët & Chandon et Daniel Arsham, en 2023

Moët & Chandon fête son 280e anniversaire avec une cuvée baptisée « Collection impériale création n° 1 », un assemblage des trois cépages classiques issus de sept millésimes, entre 2000 et 2013. La maison d'Épernay (Marne) confie le packaging à l'Américain Daniel Arsham, connu pour ses sculptures érodées de silhouettes ou d'objets contemporains, qui semblent avoir été ensevelis pendant des siècles. Pour le flacon et son étui, le New-Yorkais s'inspire d'un vitrail de Félix Gaudin, peintre verrier, qui orne la cave du domaine depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Une édition limitée à 85 exemplaires, au prix astronomique de 25 000 euros !

# Laurent Dumas, l'homme qui aime la pierre et la vigne

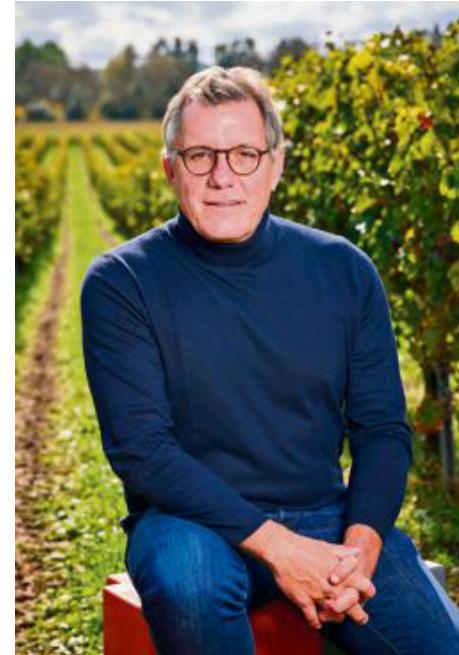
**PORTRAIT** | Le promoteur immobilier, collectionneur et mécène de créateurs français, a acheté, en 2022, un domaine près de Chinon, terroir dont il apprécie les vins. Il explique les liens qu'il tisse entre son métier et ses passions

**F**ranchement, Laurent Dumas a tant à faire ailleurs qu'on ne l'attendait pas dans le vin. Ce promoteur immobilier de 62 ans, à la tête de la société Emerige, qui réalise un chiffre d'affaires de 433 millions d'euros (en 2024) pour près de 200 salariés, est à ce titre le chef d'orchestre de l'un des plus importants chantiers, sur l'île Seguin, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), où va naître quasiment un quartier. On y trouvera son centre d'art contemporain sur pas moins de 4 900 mètres carrés. Car il est un important collectionneur.

On a donc été intrigué quand il a acheté, en 2022, le Domaine de la Chapelle, à Cravant-les-Côteaux (Indre-et-Loire), qui ne figure pas parmi les plus prestigieux de son appellation chinon. La surface de la propriété est modeste (18 hectares), réalisant autour de 80 000 bouteilles par an. L'affaire lui a coûté 5 millions d'euros, dont beaucoup de stocks de vins. Il y a plus cher ailleurs, mais faire vivre une propriété peut vite s'avérer coûteux.

Alors pourquoi acheter? Parce qu'il aime le vin depuis ses 17 ans, dans les années 1980, quand le père d'un ami venait d'acheter des barriques de trois grands bordeaux - Cos d'Estournel, Branaire-Ducru et Chasse-Spleen. Il leur fait goûter l'évolution des vins pendant dix ans. «*Une sacrée expérience.*»

Laurent Dumas nous a fait un couplet attendu sur les vignerons qui sont aussi des artistes au sens où ils doivent interpréter le terroir... Et puis il a sorti cet argument plus intrigant: «*J'ai passé beaucoup de temps avec*



Laurent Dumas, en 2024. CLOVIS DURAND-MOLDAWAN

Si on pousse un peu une question, Laurent Dumas coupe: «*Je suis novice dans le vin.*» Il fait confiance aux équipes: Cédric Monory, qui était déjà dans la place, est devenu directeur du domaine, avec Romain Guibert pour le conseiller. Laurent Dumas se rend sur place une journée pas plus, mais se dit disponible pour tous les moments-clés. «*Je les écoute et je les regarde.*» Là encore, il convoque ses autres activités. «*Chez Emerige, je délègue énormément.*» Et puis toujours: «*Je fais confiance aux artistes.*» Il semble certain du résultat: «*J'aime la qualité en hausse des bouteilles de 2023 et 2024, mais il sortira de la vendange 2025 un vin exceptionnel, un vrai travail d'artiste...*»

#### « Assumer mon investissement »

C'est vrai que les vins sont très bons. Laurent Dumas serait-il trop sûr de lui? Il répond en changeant de terrain. Il va inaugurer son centre d'art sur l'île Seguin, en octobre 2026, exactement là où François Pinault voulait installer sa collection, avant d'y renoncer en 2005, fatigué des contraintes politiques et administratives. Lui, les a apprivoisées. «*On sera à l'heure!*» Il le sera aussi, assure-t-il, pour inaugurer, huit mois plus tard, en juin 2027, tout ce qui va ouvrir autour de sa fondation: commerces, logements, bureaux, hôtel, résidence étudiante, cinémas, parc et jardin de sculptures...

«*Je n'ai pas eu de mérite à réussir l'île Seguin, mon métier étant de construire dans des sites super compliqués, là où tout le monde se casse les dents*», citant l'Imprimerie nationale (Paris 15<sup>e</sup>), l'immeuble des Douanes (Paris 7<sup>e</sup>), l'immeuble Morland (Paris 4<sup>e</sup>). Sans doute entend-il signifier que l'adversité ne lui fait pas peur et qu'il est confiant en son vin, d'autant que la Chapelle a gagné de nouveaux pays comme les Etats-Unis. Il met un bémol: dans l'immobilier, il sait maîtriser les paramètres et quand survient une crise, comme en 2020, il s'adapte, dépense moins et lance moins d'opérations. Dans le vin, c'est une autre histoire. «*Je n'ai pas de prise sur le climat, par exemple 2024, une année épouvantable.*» Il ajoute: «*Ça rend l'engagement merveilleux, et je sais que je peux assumer mon investissement dans la Chapelle.*»

Laurent Dumas va au vin comme il est allé à l'art. Par intérêt intime. «*Ça m'enrichit.*» Sans doute faut-il prendre l'expression dans tous les sens. Les vignerons comme les artistes l'aident autant à vivre, à nouer des liens avec sa famille, qu'à faire des affaires. La Chapelle, déjà, est en bio et biodynamie, et ce profil atypique lui permet d'explorer des horizons nouveaux. Il était également impensable qu'il achète un domaine hors de France, lui qui soutient en priorité des artistes français. Et s'il a une opportunité de voir plus grand dans le vin, ce sera dans la même région.

Il n'a pas d'attaches dans la Loire. «*Aucune.*» Mais il s'y est beaucoup promené, entre vignes, châteaux et nature, Saumur et Chinon avant d'acheter la Chapelle: «*C'est quand même une région sublime...*» Il a choisi ce terroir parce qu'il boit essentiellement des vins de Loire: il les digère bien, adore les deux cépages du domaine - cabernet franc, pour le rouge, et chenin, pour le blanc. Il constate que le rapport qualité-prix des vins à Chinon est exceptionnel et n'hésite pas à dire que le changement climatique, apportant un soleil plus radieux, est riche d'avantages pour la Loire. Bref, les vins d'ici ont «*un avenir prometteur*».

En la Chapelle, l'homme d'affaires ne voit pas une danseuse. «*Surtout pas.* Il ne veut pas perdre d'argent dans le vin. Il a déjà investi quelques centaines de milliers d'euros dans du matériel pour la vigne et se prépare à reconstruire le chai pour 1,5 million d'euros.

MICHEL GUERRIN

**Bernard Magrez**

CHÂTEAU  
LA TOUR CARNET  
GRAND CRU CLASSÉ EN 1855

*un grand vin  
une grande histoire*



PREMIÈRES VENDANGES EN 1409  
SOUS LE RÈGNE DU ROI CHARLES VI

[www.chateau-latourcarnet.fr](http://www.chateau-latourcarnet.fr)

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ,  
À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

# La Chartreuse, liqueur éternelle

REPORTAGE | Multiséculaire, la recette secrète des moines isérois connaît une réussite insolente

ENTRE-DEUX-GUIERS, VOIRON (ISÈRE) - envoyé spécial

**D**ans la boutique de Voiron (Isère) où les touristes confluient leur visite du site des anciennes caves et distillerie de la Chartreuse, transformée en musée en 2022, comme dans celle de l'espace Chartreuse Paris-Vauvert, ouvert fin 2023 boulevard Saint-Germain, à Paris, de petits panneaux disent tout du succès de la « reine des liqueurs ».

On y lit ainsi que les emplettes sont limitées à « trois bouteilles au maximum » et pas plus d'« une de chaque cuvée ». De leur côté, cavistes et restaurateurs sont désormais soumis au régime des allocations (un nombre limité de bouteilles réservé à chacun selon le bon vouloir du producteur). La grande distribution, elle, est carrément privée des versions verte et jaune du nectar monastique, à l'exception des magasins proches du massif montagneux qui a donné son nom à l'ordre religieux des chartreux, toujours propriétaire de cette liqueur de plantes, dont il détiennent le secret depuis près de quatre siècles.

**« Les gens sont fascinés par la palette aromatique de la Chartreuse, mais aussi par son histoire et sa dimension spirituelle »**

BAPTISTE CAVAGNA  
chef sommelier du Grand Restaurant, à Paris

Si, en moins de quinze ans, la Chartreuse a presque doublé ses ventes (environ 2 millions de bouteilles écoulées par an), la demande dépasse aujourd'hui l'offre, en France comme à l'étranger. C'est rare dans le monde des spiritueux, durement touché par la crise. Et plus rare encore de ne pas augmenter la production. En 2022, Dom Dysmas, prieur de la Grande Chartreuse, a préféré stabiliser la fabrication des liqueurs.

Certains accusent la marque de jouer la rareté pour attiser le désir, et de privilégier avant tout le marché américain. PDG (laïque) de la Compagnie française de la Grande Chartreuse, la structure commercialisant ces produits, Emmanuel Delafon dément. « Les ventes sont partagées à parts égales entre la France et l'étranger », explique-t-il, en rappelant que les Etats-Unis représentent la moitié des exportations. « Si nous privilégions un marché, c'est celui de notre région, soit 75 % des ventes en France. Nous tenons à cet ancrage alpin. » Depuis la fin des années 2010, l'entreprise renoue avec des chiffres d'il y a cent cinquante ans. Le succès est tel qu'il devient source d'inquiétude. « Dès 2019, Dom Dysmas nous disait : "J'ai l'impression que nous allons dépasser la taille du monastère dans le symbole et l'esprit" », confie Emmanuel Delafon.

#### « Obéissance liqueur »

Figer la croissance implique qu'il n'est pas question d'embaucher plus de laïques, ni d'impliquer plus de moines dans cet alcool – trois s'y consacrent sur les 25 que compte le monastère, fondé en 1084 par saint Bruno. Il faut, selon Dom Dysmas, « préserver l'équilibre afin que les chartreux se consacrent pleinement à leur vie contemplative dans le silence et la prière ».

L'équilibre, fragile, entre production et spiritualité, on le mesure en se rendant à la distillerie d'Aiguenoire, en Isère, inaugurée en 2018 dans la foulée de la fermeture de celle de Voiron, pour cause d'évolution des normes de sécurité.

Au-dessus du village d'Entre-deux-Guiers, en plein massif de la Chartreuse, cette nouvelle unité de production, de vieillissement et d'embouteillage s'isole comme pour mieux vivre



La distillerie d'Aiguenoire, à Entre-deux-Guiers (Isère), où la célèbre Chartreuse est fabriquée, en 2021. PASCAL FLAMANT

à son rythme. Construite face à une vaste grange appartenant à l'ordre cartusien depuis 1618, la distillerie en reprend presque les formes, créant un effet miroir à peine atténué par une façade vitrée dévoilant deux alambics.

Après avoir récupéré les mélanges de plantes séchées assemblés au monastère par frère Raoul, les employés traitent ces sacs dont ils ignorent le contenu – mélisse, génépi, absinthe, menthe, bourgeons de sainfoin ? –, en se référant aux codes-barres qui y sont attachés. « Nous sommes un peu comme des commis aveugles au service de ces recettes », note Emmanuel Delafon dans d'envoûtants effluves d'herbes et d'épices.

Les procédés ancestraux d'extraction, de macération, de distillation sont surveillés par ordinateur par Bertrand de Nève, le responsable laïque de la distillerie, sous la direction de frère Jean-Jacques, 70 ans, dont trente-quatre d'« obéissance liqueur », l'un des trois moines (avec frère Raoul et frère Raphaël Marie) à connaître le secret des recettes. Dans son petit laboratoire, où un crucifix surplombe les appareils d'analyse, on croise le vétéran en robe de drap blanc et sandales. Si la distillerie d'Aiguenoire le rapproche d'une dizaine de kilomètres du monastère par rapport à celle de Voiron, il se félicite surtout de la « précision technologique de ce nouvel outil ».

Après ajout de sucre et d'eau dans les alcoolats, les liqueurs verte et jaune sont transvasées dans des cuves tronconiques en bois de 50 000 litres, puis de 25 000 et de 12 500 litres, au rythme de leur vieillissement dans une cave creusée à flanc de montagne. Une petite partie d'entre elles prolongeant des années leur séjour en fûts de 600 litres pour des cuvées spéciales, telles la « Liqueur du 9<sup>e</sup> centenaire », la

« Liqueur d'élixir » ou la « VEP » (pour « vieillissement exceptionnellement prolongé »).

Septième distillerie de l'histoire de la Chartreuse, Aiguenoire prolonge la saga d'un mystère bien gardé. Selon la tradition, ce serait à Paris, à la Chartreuse de Vauvert, réputée pour son savoir thérapeutique des plantes, que François Annibal d'Estrées, futur maréchal de France, aurait fait don, en 1605, d'un manuscrit énumérant les ingrédients d'un « élixir de longue vie ». Avant que, à partir de 1737, la recette soit perfectionnée par les apothicaires du monastère de la Grande Chartreuse pour devenir une potion médicinale à base de 130 plantes, commercialisée en 1764 sous le nom d'« élixir végétal de la Grande Chartreuse ». Dispersion à la Révolution, l'ordre revient au monastère et, à partir de 1840, décline son élixir en liqueurs verte (55 %) et jaune (40 %).

Au rythme des embardées de l'histoire (dont un bannissement de l'ordre de 1903 à 1921), les moines distilleront également à Saint-Laurent-du-Pont (Isère), à Tarragone, en Espagne (où ils feront la « Tarragone »), à Marseille, puis de nouveau en Isère, à Voiron, et enfin à Aiguenoire, sans perdre le secret de leurs recettes.

#### La vogue du cocktail

Après avoir rayonné (3 millions de bouteilles vendues par an entre 1887 et 1890, un record rendu possible par la crise due au phylloxéra, qui plombe alors le vin), la Chartreuse tombe en désuétude au début des années 1970. Elle reviendra dans les années 2000, grâce, notamment, à la spectaculaire vogue du cocktail aux Etats-Unis, avec, par exemple, le Last Word (gin, Chartreuse verte, marasquin, citron et eau minérale), le Bijou (gin, Chartreuse verte, vermouth rouge) ou le

Naked and Famous (mezcal, Aperol, Chartreuse jaune, citron vert). La tendance est encouragée par le coup de pouce de personnalités, tels Quentin Tarantino – plaçant la liqueur dans des scènes des films *Boulevard de la mort* (2007) et *Inglourious Basterds* (2009) – ou les rockeurs de ZZ Top (enregistrant la chanson *Chartreuse*, en 2012).

En France, la liqueur peut également compter sur les militants de la gastronomie. Des chefs ancrés dans une tradition régionale – Patrick Henrion, à Vienne (Isère), Emmanuel Renaut, à Megève (Haute-Savoie) – ou capables de créer des ambassades dans la capitale. A l'instar de Jean-François Piège, qui, au Grand Restaurant (Paris 8<sup>e</sup>), sa table deux étoiles, met en scène une exceptionnelle collection de près de 400 références. La Chartreuse se distingue aussi bien par ses séries limitées que par des millésimes qui peuvent évoluer. « Les gens sont fascinés par sa palette aromatique, mais aussi par son histoire et sa dimension spirituelle », analyse Baptiste Cavaigna, chef sommelier du Grand Restaurant, en constatant que les Chartreuses, souvent présentées en jéroboam, ressuscitent le rituel du digestif. « Surtout depuis que nous la proposons au centilitre. Cela effraie moins les clients qui, régulièrement, demandent à en tester une deuxième. »

L'ironie est que ces expériences sensuelles sont fournies par l'un des ordres les plus austères de l'Église catholique. Au long de cette histoire séculaire, l'équilibre à trouver entre mondes spirituel et matériel a pu perturber les consciences des chartreux. Certains ont craint que l'argent ne vienne corrompre le dénuement cartusien, d'autres que les relations accrues avec le monde extérieur ne fassent perdre l'« amour de la solitude ». Les opposants sont allés jusqu'à alerter le pape. Toujours est-il que les ventes permettent d'entretenir 22 monastères dans le monde. Mais aussi que le choix décroissant de Dom Dysmas est en phase avec l'encyclique *Laudato si'*, publiée en 2015 par le pape François. Consacrée aux questions environnementales et sociales, celle-ci critiquait, notamment, le consumérisme.

Dans une société où alcool et sucre ne sont plus, par ailleurs, en odeur de sainteté, « il était temps de réfléchir à d'autres moyens de mettre en avant le savoir-faire botanique des moines et de diversifier [leurs] sources de revenus », souligne Emmanuel Delafon. La Compagnie française de la Grande Chartreuse développe en effet des produits de bien-être autour des plantes, afin qu'à l'horizon 2040 les productions puissent s'équilibrer entre liqueurs et phytothérapie. Crédible ? Pour l'instant, les panonceaux précisent que « la nouvelle gamme de tisanes d'herboriste des chartreux est disponible sans limite de quantité ». ■

STÉPHANE DAVET

## Le renouveau des alcools de plantes

**L**e succès de la Chartreuse au XIX<sup>e</sup> siècle, comme son retour en vogue au XXI<sup>e</sup> siècle, a marqué plus d'un liquoriste, en matière de saveurs, de chromatique et de communication. Pionnier du storytelling, le négociant en vins cauchois Alexandre Le Grand (1830-1898) concocta, en 1863, avec un pharmacien, une liqueur de plantes baptisée **Bénédictine**, inspirée, assurait-il, du manuscrit d'un moine vénitien de l'abbaye de la Trinité de Fécamp au XVI<sup>e</sup> siècle. Toute ressemblance avec le destin de la liqueur des chartreux étant purement fortuite. As du marketing avant l'heure, Le Grand fit construire à Fécamp (Seine-Maritime) un palais d'inspiration gothique et Renaissance chantant la légende de

sa liqueur, dont le succès international perdure. L'inspiration monastique est aussi revendiquée par **La Raphaëlle**, liqueur de 70 plantes créée au XIX<sup>e</sup> siècle par frère Raphaël, un ancien moine de la Grande Chartreuse, avant d'être produite à l'abbaye cistercienne Notre-Dame d'Aiguebelle, à Montjoly (Drôme), puis par la marque Egyuebelle et la Distillerie des Alpes depuis les années 1990, pour devenir l'une des plus belles réussites du genre.

Cistercienne également, la **Lérina** est concoctée par les moines de l'île de Lérins (Alpes-Maritimes), qui la déclinent en versions verte et jaune. Tel est le cas aussi d'**Elixir 1889** (d'après une présumée recette bénédictine de 1249) produit par Egyuebelle, de **L'Ermitage Saint Valbert** des Grandes

Distilleries Peureux, à Fougerolles (Haute-Saône), ou de la marque basque **Izarra**, créée en 1906 à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) par le botaniste et pharmacien Joseph Grattat.

Pareillement bicolore, **La Gauloise** de la Distillerie du Centre, à Limoges, fait, elle, remonter sa légende à l'époque gallo-romaine, où les légionnaires l'auraient préférée à l'*hydromel des dieux*. Florale et intense, elle se taille une belle place dans le nouveau boom des liqueurs. Tout comme la **Vieille Cure** aux 52 plantes, née en 1897 à Cenon (Gironde) sous le nom de La Chaleureuse, avant d'être rebaptisée en 1909. Disparue en 1987, elle a été relancée il y a un an par le Bordelais Jean-Philippe Ballanger, fondateur des whiskies Moon Harbour. ■ S. D.

# L'INSTANT TAITTINGER

#THEINSTANTWHEN

ESPRIT DE FAMILLE



CHAMPAGNE  
**TAITTINGER**  
REIMS FRANCE

9 septembre 2018, Château de la Marquerterie.  
L'équipe du Champagne Taittinger prépare  
le cochelet, le dernier jour des vendanges.

Photo de Massimo Vitali.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

# Londres, «the place to drink»

REPORTAGE | La ville pourrait être la capitale mondiale du vin, tant le commerce et les lieux de dégustation y sont florissants

LONDRES - envoyé spécial

**L**ondres : Big Ben, Buckingham Palace, la City, ses parcs et leurs écureuils, ses marchés aux puces, Camden, Covent Garden ou Portobello Road, ses pubs, bien sûr... et son vin. Oui, Londres peut être considérée comme une place forte et, même, comme la capitale mondiale du vin en matière d'achat de bouteilles. Ici, où l'argent ne manque pas, on l'achète et on le vend, on l'apprécie et on le déguste, on le boit pas mal, et de façon plutôt décomplexée.

Jeudi 20 novembre, ils étaient plusieurs centaines de passionnés à venir fêter le beaujolais nouveau au bar à vins Le Beaujolais, non loin de Covent Garden, dans Soho, le quartier des théâtres. «On a vendu plus de 250 bouteilles [du domaine Mommessin]. C'était fou ! A 19 h 30, on n'en avait plus... Le bar était plein, et il devait y avoir 200 personnes dans la rue, avec une clientèle jeune, des trentenaires pour la plupart», raconte Terence Darcel, le directeur et fils du fondateur de ce bar-restaurant créé en 1972.

Entre 50 et 100 références sont proposées dans cette adresse incontournable au décor fantasque. Les murs sont tapissés d'affiches de film faisant référence aux vins français, et des dizaines de cravates sont suspendues au plafond. «Quand les hommes parlaient trop et ne buvaient pas, le patron venait et leur coupait la cravate», ajoute Terence Darcel, qui rappelle le contexte des années 1970 et 1980. Porter la cravate était alors quasi obligatoire pour la clientèle d'affaires, très présente.

Au sous-sol, Le Beaujolais possède un restaurant accessible aux 1000 à 1500 membres actifs du club. Les soirées y sont bien arrosées ; un seul service, qui s'achève souvent vers minuit. «Les clients boivent en général une bouteille par

**Ici, où l'argent ne manque pas, on achète le vin et on le vend, on l'apprécie et on le déguste, on le boit pas mal, et de façon plutôt décomplexée**

personne, voire plus. Hier soir, une table de dix a pris quinze bouteilles. Ici, les gens sont amateurs. C'est aussi une clientèle qui voyage, avec un certain pouvoir d'achat», précise Terence Darcel.

Non loin du restaurant, près de la Tamise et du métro Embankment, se trouve le plus vieux bar à vins de Londres, le Gordon's Wine Bar. L'engouement pour le vin y est le même. Les bouteilles défilent en terrasse ou à l'intérieur, où de petites salles creusées dans la pierre obligent à courber la tête, plongées dans une obscurité quasi totale et éclairées par des bougies. Alors que nous prenons le temps de déguster un verre de primitivo di manduria, venu des Pouilles, huit convives voisins descendent une dizaine de bouteilles de vins blancs, secs ou à bulles, dont la maison propose une quarantaine de références – Italie, Espagne, Nouvelle-Zélande, Allemagne, Autriche, France avec la Loire ou la Bourgogne.

Dans les vingt minutes nécessaires à la dégustation d'un second verre, hongrois cette fois – un royal tokay vendanges tardives, accompagné de quelques tranches de stilton,



Le bar à vins Le Beaujolais, à Londres, en août 2024. DAVID POST

le fromage à pâte persillée anglais –, à la table voisine, trois Canadiens ont le temps de boire deux bouteilles de pinot grigio delle venezie, avant de continuer au verre. «C'est un vin fruité, facile à boire, confie l'une des convives. On aime venir ici pour découvrir à la carte de nombreux pays.» Une jeune serveuse du Gordon's Wine Bar ajoute que discuter et boire un verre après le bureau est la norme dans ce quartier d'affaires.

#### L'ouverture d'esprit des Anglais

La consommation de vin est-elle excessive à Londres ? Réalisée par l'organisme indépendant Institute for Public Policy Research, une étude, du 8 octobre (menée auprès de 2083 adultes), atteste que «31 % des travailleurs se sont déclarés malades au cours de la dernière année pour cause de consommation d'alcool après des événements liés au travail, augmentant ainsi le taux d'absentéisme». Mais, selon le rapport «Panorama de la santé 2025», de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), si la consommation moyenne d'alcool des pays de l'OCDE est de 8,5 litres par an et par habitant, elle est de 9,3 litres au Royaume-Uni, au-dessous de

la France, 10,4 litres, de l'Allemagne, 10,6 litres, ou encore du Portugal, 11,9 litres.

Retenons surtout l'ouverture d'esprit des consommateurs anglais, qui ont pour particularité de ne pas appartenir à une patrie de vin, contrairement à la France, même si les Romains, comme un peu partout en Europe, y ont planté de la vigne. Aujourd'hui le vignoble anglais est en pleine croissance (+ 75 % en vingt ans), mais il ne représente que 4000 hectares environ, soit un peu plus d'un dixième de la seule Champagne, la majorité se situant dans le Kent, le Sussex ou encore le Hampshire, avec une grosse production de sparkling (effervescents) et de vins blancs.

La marginalité de la production nationale a fait des Anglais de fins connaisseurs de la viti-culture mondiale. «En Grande-Bretagne, la culture du vin est plus liée au commerce qu'à la production», précise Samuel Bisson, qui travaille chez Thorman Hunt, un grossiste qui importe des bouteilles surtout de France et de Californie. «Il n'y a pas de chauvinisme, d'autant que les vins anglais sont souvent plus chers que les vins venus du continent. Par ailleurs, les Anglais ont toujours eu des résidences secondaires en France, dans le Sud-Ouest, en Espagne.

*Ils ont des liens forts avec ces vignobles*, ajoute cet amateur, expert du marché.

Le commerce britannique, lié historiquement à la puissance de sa marine et à l'étendue de son Empire, a fait de Londres une place centrale du vin. Ajoutons la domination anglaise en Aquitaine durant trois siècles, en Bourgogne, sans oublier les contributions britanniques centrales au commerce du vin : le procédé de la prise de mousse connu des Anglais dès 1660 ; l'invention de la bouteille en verre plus résistante ; l'usage du tonneau de 900 litres pour le commerce maritime, qui sert toujours d'unité de mesure pour les transactions de vin (divisé par quatre, cela fait la barrique bordelaise de 225 litres, puis par 300 la bouteille de 0,75 litre).

Les Anglais ont gagné leur légitimité dans le vin par l'importation. «Ne possédant pas de grands vignobles, il fallait, pour boire, importer des vins», rappelle Justin Liddle, directeur de Mentzendorff grand importateur et représentant de Bollinger. «Le commerce mondial, dès le XIV<sup>e</sup> siècle, a fait de Londres une importante route de navigation, avec les docks sur la Tamise, puis les conflits avec les Français nous ont amenés à regarder ailleurs.»

#### Une invitation au voyage

Héritier de cette tradition commerciale, la compagnie Flint Wines importe et vend les vins de plusieurs centaines de producteurs du monde entier, mais surtout de France, qui représente 70 % des transactions, la Bourgogne en tête avec 85 références. Pas moins de 35 salariés sont au service d'un millier de clients particuliers, mais aussi de caves et de restaurants. «Nous avons quelque 10 millions de bouteilles en stock pour des clients intéressés par tous les vignobles, tous les pays et nos achats ont augmenté de 15 % à 20 % depuis 2020», explique Katy Keating, la directrice de cette société. On nous demande aussi bien des vins réputés que des vins pas chers.» Le catalogue Flint Wines, qui se développe sur près de 400 pages, propose autant les grands noms de la Bourgogne que ceux de la Loire ou de la Champagne, ou encore des domaines argentins, canadiens, australiens, italiens, californiens...

Car le vin en Angleterre est d'abord une invitation au voyage. Son haut lieu est à Londres, près du palais de Buckingham : le club privé 67 Pall Mall affiche des chiffres sans équivalent dans le monde entier : quelque 5 000 bouteilles, dont un millier de vins disponibles au verre, une quinzaine de sommeliers et sommeliers performants, 42 pays à portée de papilles, près de 45 % de vins français (Bourgogne en tête), 13 % d'Italie, 8,5 % des Etats-Unis, d'Espagne, d'Australie...

Ce club londonien, créé en 2015, qui compte 3800 membres, dont les trois quarts sont des hommes autour de 50 ans, a ouvert des antennes à Singapour, à Verbier, en Suisse, ou à Melbourne, en Australie. Il sera au printemps 2026 à Bordeaux et, dans deux ans, en Bourgogne, à Beaune. Il faut débourser 2 500 livres (environ 2 850 euros) pour être membre et accéder à ce magnifique lieu qui propose un bar convivial, des salons, des recoins sur plusieurs étages et une belle carte de restauration. «Le vin ici n'est pas seulement bu, il constitue un élément social, explique Stephanie Barnett, chargée de la communication du club 67 Pall Mall. Une partie des clients vient pour apprendre le vin quand d'autres sont experts, et même de très grands experts.»

Les plus grands sommeliers, importateurs et producteurs passent par le 67 Pall Mall quand ils sont à Londres, une adresse qui dit la puissance du vin dans l'île, tant l'offre est énorme. «Les gens vont beaucoup au restaurant et savent qu'ils auront un grand choix de vins à la carte, ajoute Stephanie Barnett. Partager est un concept primordial dans cette ville.» ■

RÉMI BARROUX

## Bollinger, complice de 007 et de la Couronne britannique

La célèbre marque d'Aÿ-Champagne, dans la Marne, fournit depuis des décennies la table royale et les films de James Bond

**B**ollinger, si c'est un 69, c'est que vous m'attendiez.» Par ces mots d'une grande élégance, Roger Moore, alias James Bond, dès les premières minutes de *Moonraker*, film de 1979 signé Lewis Gilbert, avec Michael Lonsdale dans le rôle du méchant, scelle l'alliance de la célèbre maison d'Aÿ-Champagne (Marne) avec la famille Broccoli, détentrice de la marque 007. Dans l'une des dernières scènes du film, la bouteille iconique «Special Cuvée» réapparaît alors que la station spatiale pi-

rate explose. C'est une époque où l'agent secret a la main leste, le sourire ravageur et le propos misogyne. C'est aussi le début d'une collaboration entre l'espion de haut vol et la marque de champagne, soit quarante-six ans de fidélité, Bollinger étant présent dans tous les James Bond à de rares exceptions près, soit une quinzaine de films en partenariat exclusif.

L'histoire commence par une rencontre entre Christian Bizot, à la tête de la maison Bollinger de 1978 à 1994, et le producteur Albert Broccoli, grand amateur de la

maison d'Aÿ. Aucun contrat n'est signé, pas d'argent échangé, jure-t-on, mais «une poignée de main», raconte Charles-Armand de Belenet, qui dirige la maison de champagne depuis 2017.

#### Fibre anglaise indéfectible

Cette dernière a annoncé, en octobre, un partenariat exclusif avec la marque automobile britannique Aston Martin, productrice de la DB5, la voiture mythique de James Bond. La fibre anglaise de Bollinger semble donc indéfectible, en

témoigne le Royal Warrant, affiché fièrement sur les étiquettes des bouteilles, un mandat émis aux entreprises qui fournissent des services ou des biens à la cour royale britannique – renouvelé tous les cinq ans, six maisons de champagne en bénéficiant.

Cent quarante ans après la reine Victoria et sans aucune interruption, Charles III a reconduit, en 2024, le statut de fournisseur officiel de la maison royale à Bollinger. La marque est sur le marché britannique depuis 1858, par l'intermédiaire du

négociant en vin Ludwig Mentzendorff, venu de Riga, capitale de la Lettonie, et établi à Londres – cette société continue d'importer et de représenter Bollinger. Depuis deux siècles, l'Angleterre a toujours été le premier marché de la maison d'Aÿ, les Anglais goûtant «les vins complexes, avec de la texture, dans le style Bollinger», analyse Charles-Armand de Belenet. Ce dernier voit dans sa maison «une entente plus que cordiale» entre la France et le Royaume-Uni. ■

R. BX.

LA MAGIE SAINT-JULIEN, L'ÉLÉGANCE BARTON



[WWW.BARTON-FAMILY-WINES.COM](http://WWW.BARTON-FAMILY-WINES.COM)

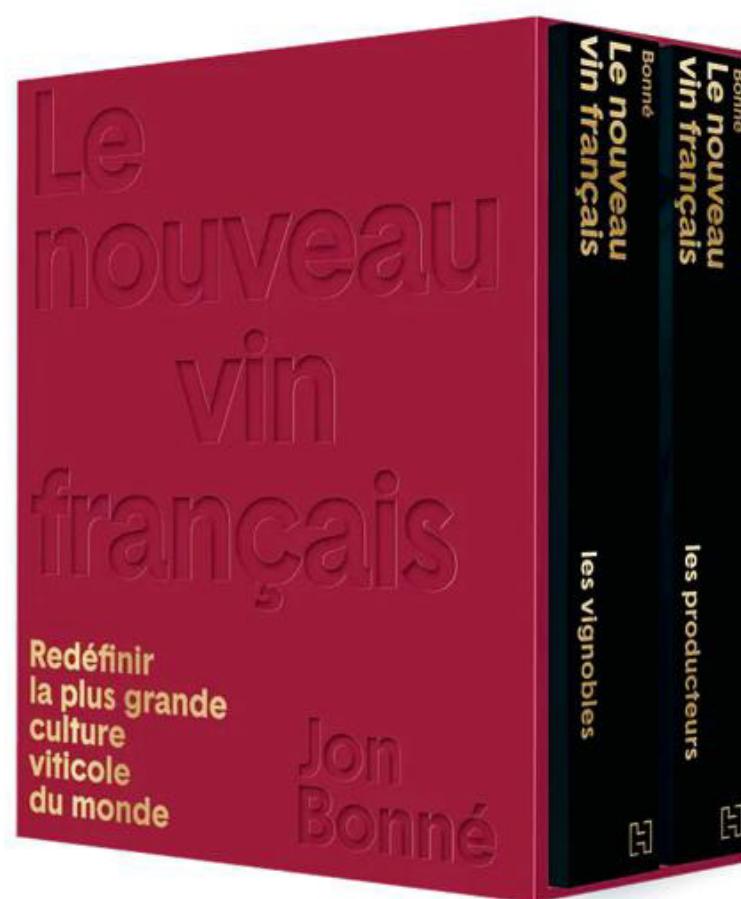
L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ - À CONSOMMER AVEC MODÉRATION



**Sobrelieur**  
de Benoit d'Onofrio

Chêne, 384 p., 49,90 €

Alors que les boissons sans alcool commencent à trouver leur place dans la gastronomie, Benoit d'Onofrio invite sommeliers et amateurs à les élaborer eux-mêmes, et publie une quarantaine d'étonnantes recettes. Formé à la sommellerie traditionnelle, il a inventé le métier de « sobrelieur ». Son ouvrage fondant est un manifeste gustatif autant que politique (*« Ces gestes ne sont pas des hobbies bucoliques mais des actes d'autonomie productive »*, écrit-il). Dans ce livre dense, il décrypte les mécanismes du goût, passe en revue des ingrédients (bourgeons, tiges, feuilles, fleurs, enveloppes, chairs...), imagine des accords avec des plats. Plus simple et généraliste, *Le Guide du sans alcool*, de Sarah Missaoui (Marabout, 216 pages, 24,90 euros), fait le point sur un monde des boissons en pleine mutation (bières sans alcool, vins désalcoolisés, kombucha, kéfir, mocktails...), tout en donnant des recettes pour trinquer sans modération. ■ S. D.



## Le Nouveau Vin français

de Jon Bonné  
Hachette Pratique, 852 p., 80 €

Attention, événement ! Paru en anglais en 2023 et devenu illico un ouvrage de référence, *The New French Wine*, du journaliste new-yorkais Jon Bonné, vient d'être traduit. La somme impressionne : deux tomes, 3,6 kg. En préface, la sommelière Pascaline Lepeltier loue à juste titre « la qualité de sa recherche, la pertinence de sa critique, la modernité de sa perspective ». Visant à « redéfinir la plus grande culture viticole du monde », l'auteur parcourt d'abord les différentes régions françaises, en décortiquant, dans un style vivant et affûté, leur histoire et leur évolution face à la complexité des enjeux contemporains. Les chapitres sont rythmés par des sections thématiques portant sur les grandes transformations à l'œuvre dans le vignoble – le mouvement des vins nature, les pratiques agricoles, l'essor et le déclin des appellations... –, sans oublier les partis pris qui ont parfois pu le scléroser. Le second volume est voué aux 800 vignerons et vigneronnes incarnant le renouveau, qu'ils soient à la tête de domaines de référence ou des talents émergents (Anne-Sophie Dubois dans le Beaujolais, Jean-Yves Péron en Savoie, Catherine Riss en Alsace, Christophe Pueyo dans le Bordelais...). Jon Bonné y démontre la montée en gamme de régions longtemps sous-estimées et la certitude que la France demeure « le lieu le plus passionnant au monde pour boire du vin ». ■ S. D.



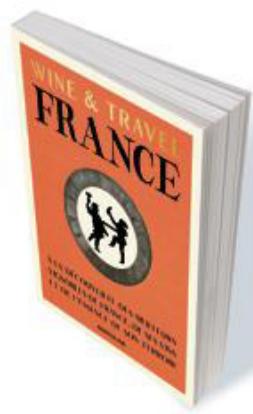
## Mimi, Fifi & Glouglou sont sur l'argilo-calcaire

de Michel Tolmer  
L'Epure, 96 p., 24 €

« Pouah ! Mais tu empestes l'eau minérale ! » Un peu à la manière de Claire Bretécher avec les féministes, le peintre et graphiste Michel Tolmer, grand amateur de vins nature, dresse le portrait de trois dégustateurs, en 76 planches, avec un regard aussi tendre que corrosif. C'est le quatrième livre dans lequel il met en scène ses trois lascars maladroits dans l'univers du vin. Ces derniers se retrouvent cette fois dans les vignes. Tolmer, qui assure les textes et les dessins, divertit le lecteur au gré de situations cocasses mais souvent proches de la réalité. De l'humour, Michel Tolmer, qui observe depuis longtemps le monde de la ripaille, les coudes posés sur les zincs de la capitale, en a à revendre. ■ L. G.

# Pourvu qu'on soit livresque

**SÉLECTION** | Pour mieux connaître le vignoble français, ses terroirs, ses régions, et notamment la Champagne, devenir le roi des cocktails, avec ou sans alcool, « Le Monde des vins » a retenu huit beaux livres



**Wine & Travel France**

d'Enrico Bernardo

Assouline, 312 p., 120 €

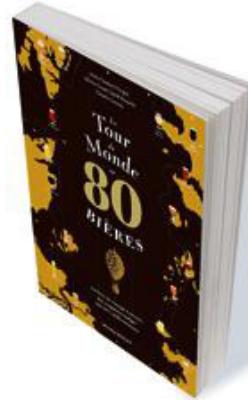
Dans la collection « Wine & Travel », le beau livre consacré au vignoble français s'ouvre comme un voyage vers nos 12 régions viticoles, grâce non seulement aux récits d'Enrico Bernardo, meilleur sommelier du monde, mais aussi aux 400 images de rêve (photos, dessins...). Des paysages époustouflants, des visages lumineux, des tables et des cuisines joyeuses, des verres partagés : l'idée du livre est de transmettre ce riche patrimoine au gré d'un guide réalisé dans sa version la plus chic (la couverture est recouverte de lin). L'auteur, qui parcourt le vignoble depuis trente ans, achève son bel ouvrage avec une liste de domaines incontournables, formant une cave à vin idéale. ■ L. G.



**Champagne**  
d'Aurélie Soubiran

Chêne, 192 p., 39,90 €

Le champagne est si célèbre qu'on en oublie souvent que c'est du vin. Paradoxalement, il « représente à peine 3 % du vignoble français », rappelle Aurélie Soubiran dans l'avant-propos de ce beau livre magistralement mis en scène. L'autrice donne les clés pour tout comprendre au prestigieux effervescent et rendre son univers plus accessible : de ses principaux repères historiques à ses différentes régions et leurs particularités géologiques, de ses sept cépages autorisés à ses acteurs (maisons, coopératives, récoltants-manipulants...), des différentes étapes de son élaboration à son économie... Superbement illustrée par les photos de Caroline Faccioli, accompagnée de cartographies et de schémas, cette somme complète ravira professionnels et amateurs. ■ S. JE.



**Le Tour du monde en 80 bières**  
de Jules Gaubert-Turpin, Adrien Grant Smith Bianchi et Charlie Garros

Marabout, 192 p., 29,90 €

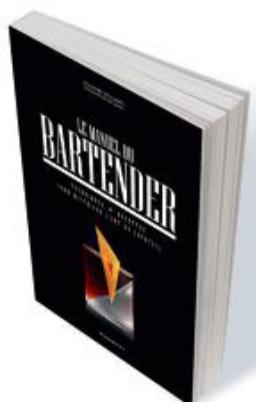
Déjà responsables de l'atlas très réussi *La Route des vins s'il vous plaît* (Marabout, 2021), les trois auteurs nous invitent cette fois à explorer 80 brasseries incontournables, sur toute la planète. Après un résumé schématique des étapes de fabrication et des familles et styles de bières, le trio part à la conquête des six continents. Pour chacune des brasseries, un texte court détaille les notes de dégustation de sa référence phare, tandis qu'une fiche d'identité présente le lieu d'origine de l'établissement, sa date de création, sa production annuelle, sa bière emblématique, le degré d'alcool de cette dernière et l'accord parfait. Le tout accompagné de cartes – la marque de fabrique des auteurs. ■ S. JE.



**Histoire(s) des vins de Champagne**  
d'Eric Glâtre

Editions du Félin, 304 p., 23 €

Ce n'est pas un « beau livre », au sens où il ne contient pas de photos ou de gravures sur papier glacé. Et c'est vrai que cette histoire aurait mérité d'être aussi racontée avec des images attractives. Historien de la région Eric Glâtre raconte les siècles qui ont façonné le vignoble champenois et décrit les vies du breuvage à bulles – littéraire, royal, libertin, universel... L'originalité du livre réside dans l'approche maison par maison (de champagne). Dans le désordre : Adolphe Jacquesson, les veuves Pommery et Clicquot-Ponsardin, William Deutz, Jean-Rémy Moët, sans oublier Dom Pierre Pérignon, et tant d'autres. Petites et grandes histoires se conjuguent dans un ouvrage captivant. ■ R. BX



## Le Manuel du bartender

de Johann Bouard

Marabout, 384 p., 35 €

Parti chercher l'aventure à Saint-Domingue à 17 ans, Johann Bouard a trouvé sa vocation de barman dans les Caraïbes, avant de devenir l'un des mixologues les plus demandés par l'hôtellerie internationale. Consultant, faconnier de cocktails auprès de plus de 300 bars lors d'une carrière qui l'a mené à Saint-Tropez (Var), en passant par Londres et Dubaï, Bouard possède un savoir-faire qui méritait la transmission. C'est chose faite avec ce manuel didactique et illustré qui présente 120 recettes, entre classiques (auxquels il apporte sa touche) et complexes cocktails signature. Un « carnet pratique » et des annexes complètent cette somme pédagogique. Un bémol : la mise en avant d'une sélection de marques d'alcools très limitée. ■ S. D.



**A** deux pas de sa maison de disques et de son pied-à-terre, Thomas Dutronc nous a donné rendez-vous rue Saint-Jacques (Paris 5<sup>e</sup>), aux Caves du Panthéon, adresse de référence des amateurs de vins bio et nature. L'occasion pour le chanteur et guitariste de 52 ans, fils de Françoise Hardy et de Jacques Dutronc, en concert, du 11 au 13 décembre, aux Folies-Bergère (Paris 9<sup>e</sup>), de nous parler de sa passion pour les bonnes bouteilles et la convivialité des soirées arrosées. Avant de repartir, avec, sous le bras, un beaujolais-villages de Lapalu, un sauvignon «Pierre précieuse» d'Alexandre Bain et le «Maximus» aveyronnais de Nicolas Carmarans.

#### Votre premier souvenir de vin ?

Nous étions allés, avec mes parents et Serge Gainsbourg, dans un restaurant chinois un peu chicos, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie. Je devais avoir 11 ou 12 ans. Pendant le canard laqué, Serge m'avait passé deux, trois coupettes sous la table. En sortant, un peu ivre, j'ai dit à ma mère : «Comme je comprends papa !»

#### Françoise Hardy et Jacques Dutronc étaient-ils amateurs de vin ?

Quand j'étais petit, ma mère n'y connaissait rien. Elle buvait du vin des Pyrénées qu'elle achetait chez Prosaïn, une boutique bio. Elle a commencé à s'y intéresser un peu plus tard, sans doute poussée par mon père. Mais elle appréciait uniquement des bordeaux très puissants et tanniques, et pouvait être un cauchemar pour les sommeliers. Rien de ce qu'ils proposaient d'autre n'allait. Elle considérait son goût comme le seul valable. Ce qu'elle commandait était très bon, mais difficile à boire en dehors d'un repas.

#### Et votre père ?

Il était aussi très bordeaux, pour les rouges, mais aussi les sauternes. A Noël ou pour le Jour de l'an, il ouvrait chaque année une bouteille de Château d'Yquem. Il adorait ça. Il a eu des périodes Château Haut-Marbuzet, Chasse-Spleen, Sociando-Mallet ou Château Grand-Pontet, un saint-émilion très puissant. Il a une très belle cave, mais ne boit plus depuis au moins quatre ou cinq ans. Il offre ses bouteilles aux amis de passage.

#### Il avait plutôt la réputation d'avoir une bonne descente...

A 70 ans, il s'envoyait encore sa bouteille et demie à midi... Il n'avait pas pour rien une chanson qui s'appelait *j'ai tout lu, tout vu, tout bu* (1967). Quand j'étais petit, il sortait à 11 heures et revenait à 19 heures, après avoir passé le déjeuner et le reste de la journée à picoler avec ses potes. Il goûtaient à tout. Gamin, en Corse, je jouais au barman pour toute sa bande avant le déjeuner. Je servais des pastis, des verres de blanc du Clos Nicrosi. J'adorais préparer des cocktails. J'ai retrouvé récemment un recueil de recettes que j'avais dessinées à l'époque. J'aimais le bleu presque fluo du blue lagoon. Mon père me demandait aussi des bloody mary. Il y en avait un qu'il appelait «la soude»,

**«Quand nous jouons dans une région viticole, nous demandons à l'organisateur de nous trouver une bonne bouteille du coin - c'est indiqué dans notre contrat»**

un mélange de champagne et de tequila, qu'il fallait frapper. Ils finissaient la soirée au stinger, à base de Get 31, une liqueur de menthe blanche, et de cognac. Ça tombait comme des mouches. C'était surréel. Et dangereux. A 40 ans, il a arrêté de boire pendant une petite dizaine d'années. Il a repris ensuite, mais sans plus consommer d'alcool fort.

#### D'autres chanteurs l'accompagnaient-ils dans ces virées ?

Gainsbourg était la seule personnalité du showbiz qu'il aimait vraiment. Ils traînaient

# Thomas Dutronc «Gainsbourg me passait des coupes sous la table»

**ENTRETIEN |** Fin connaisseur – il a été à bonne école avec ses parents –, le guitariste n'hésite pas, lors des concerts, à ouvrir une bouteille et à la partager en public

beaucoup ensemble. Ma mère voulait tout le temps faire des dîners avec d'autres chanteurs qu'elle adorait, comme Alain Souchon, Michel Jonasz ou Michel Berger, mais il n'était pas pour... Je pense qu'il était un peu jaloux.

#### Devenu étudiant, quel était votre rapport à l'alcool et au vin ?

Au lycée, j'étais bon élève et la drogue me faisait peur. Mes copains du collège Sévigné [dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris] étaient branchés joints, je préférerais la bière. Même chose à la fac, où j'ai tenté d'étudier le cinéma pour devenir metteur en scène. Je suivais un cursus «art plastique, option cinéma», une vraie cata. C'est à ce moment-là que j'ai été happé par la musique et la guitare, en me passionnant notamment pour le jazz manouche, un milieu assez festif. Tous ne picolent pas. Des guitaristes virtuoses comme Angelo Debarre ou Stochelo Rosenberg sont très raisonnables. Mais c'est vrai que, dans l'ensemble, on aime bien jouer tard dans la nuit en buvant des coupes. J'adore boire en dehors des repas, cela délie les langues, participe à la convivialité et à l'inspiration musicale. A mes débuts, on ne redoutait pas les mauvais cubis...

#### A partir de quel moment apprenez-vous à boire bon ?

A 22 ans, j'ai eu la chance de goûter un Château Cheval Blanc que la maison de disques avait offert à mon père. J'étais en

studio avec lui quand il l'a ouverte. Une merveille! Je me souviens aussi d'un autre grand saint-émilion, un Château Ausone, partagé avec Jean-Pierre Pinelli, le patron de l'hôtel La Villa, à Calvi, où je jouais. Un régal de folie.

#### Vous restiez dans le classicisme bordelais, comme vos parents...

Oui, au départ. Mais c'est aussi un bordeaux très atypique, la cuvée «Barthélémy» du Château Le Puy, qui, vers 2005, m'a aiguillé vers d'autres types de vins. Un copain jazzman me l'a fait découvrir, avant que ce domaine voie sa réputation exploser grâce au manga *Les Gouttes de Dieu*. J'avais été marqué par son fruit, sa vinification très nature, incongrue à l'époque dans le Bordelais.

#### Comment votre goût a-t-il ensuite évolué ?

Je sais maintenant qu'il y a du bon dans chaque région. Même si j'aime moins aujourd'hui les rouges puissants et concentrés. Je peux les apprécier en mangeant, mais, au bout de deux verres, cela me fatigue. Je n'aime pas non plus les rosés. Je suis également devenu allergique à l'acidité. J'évite donc le mauvais «p'tit blanc» au comptoir.

Pour les rouges, j'ai tendance à rechercher des vins ronds et fruités. Jeune, j'aimais déjà les pichets de gamay de Touraine à consommer au bistrot. Aujourd'hui, je suis souvent les conseils du pianiste Eric Legnini, avec lequel je travaille depuis six, sept ans. C'est un Belge

**Thomas Dutronc,  
à Paris,  
le 5 novembre.**  
AUDOIN DESFORGES  
POUR «LE MONDE»

d'origine italienne qui se passionne pour le vin depuis ses 18 ans. Il fait des concours avec son père pour trouver les bouteilles au meilleur rapport qualité-prix. C'est lui qui m'a formé aux vins bio et nature. Grâce à lui, j'ai connu plein de vignerons qui maintenant sont des amis communs, comme Yves Gangloff, dans le Rhône, qui fait de merveilleux condrieu. Des gens aussi dans le Beaujolais, comme Jean Foillard, à Villié-Morgon, dont j'adore la cuvée «Côte du Py», ou Karim Vionnet, dont les chénas sont top et à qui on doit un beaujolais-villages baptisé «Du beur dans les pinards». Une façon pour lui de dire un mot de son histoire d'enfant du Maghreb adopté par un couple de vignerons.

#### Vous passez beaucoup de temps en Corse. En avez-vous appris sur le vignoble ?

Mon père habite une maison qui était celle de ma mère, à Monticello, en Balagne, et j'en ai acheté une petite à Lumio, juste à côté. Le grand domaine de mon village est le Clos Culombe [AOC corse-calvi], une famille avec laquelle je suis devenu ami. J'aime leur blanc et je bois très souvent leur rouge de base, même si ma référence, au quotidien, est un rouge bio de Sartène, le Fiumicoli. Plus jeune, je me rappelle d'expériences terribles avec des mauvaises bouteilles gardées près du four à pizza. Mais les vignerons et les restaurants corse ont fait d'énormes progrès ces vingt dernières années, grâce à des pionniers comme le domaine Comte Peraldi, à Ajaccio, ou encore les vins de Patrimonio, parmi lesquels ceux d'Yves Leccia ou d'Antoine Arena, relayés aujourd'hui par ceux des fils d'Antoine ou d'une jeune vigneronne comme Marie-Charlotte Pinelli. C'est vrai que les rouges insulaires, souvent à base de nielluccio, sont rarement des vins de soif. J'ai parfois du mal à les boire en dehors des repas, même si j'ai eu une belle surprise avec la cuvée «Faustine» de Jean-Charles Abbatucci, composée majoritairement de sciacarello, un cépage local au goût de framboise.

#### Vous avez également un pied-à-terre dans l'Yonne. Est-ce l'occasion de creuser le sujet bourgognes ?

Je cherchais au départ un local de répétition à Paris, mais pour le prix de 60 mètres carrés dans la capitale, au sous-sol, avec vue sur les poubelles, j'ai pu avoir une maison de campagne magnifique, près de Joigny. Au début, j'y venais surtout travailler, mais depuis le Covid-19, c'est aussi une maison de loisirs. Parmi les vins proches, j'aime bien l'irancy. Chablis n'est pas loin non plus. J'ai d'ailleurs été introduit «pilier chablisien». Certains chablis peuvent être un peu acides pour moi, mais d'autres sont grandioses, comme ceux de Dauvissat ou du Château de Béru, découvert récemment à la Côte Saint-Jacques, le restaurant étoilé de Joigny. Je suis particulièrement attiré par les blancs de la côte de Beaune, les chassagne-montrachet, les bâtarde-montrachet, les saint-aubin... J'adore leur gras, leurs arômes de forêt, de champignon. J'ai aussi été intronisé chevalier de la confrérie du Tastevin au Clos de Vougeot. Je n'avais jamais aussi bien mangé avec autant de monde.

#### Profitez-vous des tournées pour découvrir des vignobles ?

Généralement, nous n'avons pas trop le temps, mais quand nous jouons dans une ville d'une région viticole, nous demandons à l'organisateur de nous trouver une bonne bouteille du coin – c'est d'ailleurs indiqué dans notre contrat. Durant les concerts, nous avons en effet un moment consacré au vin. En seconde partie, une pancarte «guinguette manouche» descend sur fond d'instrumental à la Nino Rota. Un peu comme un magicien, je sors une bouteille, que j'ouvre en faisant entendre le bruit du bouchon. Je le carafe, nous le goûtons.

Sinon, des fans avec qui nous avons sympathisé nous offrent souvent des bouteilles, que nous dégustons dans le tour bus. Outre Eric Legnini, d'autres musiciens, comme ma violoniste, Aurore Voilqué, ou mon guitariste, Rocky Gresset, sont devenus de vrais connaisseurs. C'est pour cela qu'en vacances je me mets au régime sec, en évitant d'inviter certains potes. Il faut que je me refasse une santé, que je perde du poids en faisant du sport, en me couchant tôt. Cela dit, je ne tourne pas l'été prochain. Je vais pouvoir aller boire des coups. De temps en temps. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE DAVET

# Veuve Clicquot

## *Si mon Porte Jaquemus*



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.